Israël envisage < une série d'initiatives > pour déhloquer la négociation avec l'Egypte

LIRE PAGE 3

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur: Jacques Fauvet

1,60 F

Algéria, 1,39 BA; Marce, 1,50 Sir.; Tonisie, 130 m.; Allemagna, 1 BM; Astriche, 72 sch.; Belgique, 12 fr.; Cannela, \$ 6,76; Danneuric, 3,50 kr.; Espagna, 35 pct.; Rrande-Bretzgue, 20 y.; Grice, 20 dr.; Iran, 50 ria.; Italie, 250 l.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 13 fr.; Narvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fr.; Portugal, 17 cec.; Suède, 2,50 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts.; Yongesiarie, 13 dis.

Tarif des abomements page 13 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS - CEDEX W C.C.P. 4207-23 Paris Telex Paris nº 656572

Tál. : 246-72-23

Les avances chinoises au Japon

Obsédée par sa outrelle avec l'Union soviétique, la Chine multiplie les initiatives diplomatiques pour consolider ses positions en Asie. Elle fait des avances de plus en plus nettes an Japon. Recevant, dimanche 26 mars, le président du parti socialiste japenais — formation nullement révonire, — M. Teng Hsiao-ping a déclaré que M. Haz Kuo-feng ou lui-même étaient prêts à se ndre à Tokyo pour signer un traité de paix et d'amitié. Fai-sant allusion aux négociations préliminaires, qui sont actuelle-ment menées au niveau des ambassades, le vice-premier ministre chinois a souligné que la question devrait être examinée dans une perspective e politique et à long terme », et que, en consequence, la venue à Pêkin du ministre japonais des affaires est vivement souhaitée. Le traité sino-japouais est à l'étude depuis que Tokyo et Pékin ont normalisé leurs relations diplomatiques en 1972. Les négociations exploratoires ont été interrompues en 1975 en raison de la demande chinoise d'inclusion d'une clause « anti-hégé-» visant manifestement ITT. R. S. S. Jusqu'à présent, les Japonais, auxqueis les Soviétiques proposent aussi la signature d'un traité d'amitié, ont refusé cette clause, malgré la pression de cer-tains milieux d'affaires qui souhaitent tirer parti de l'Immense marche chinois, surtout à une époque où les dirigeants de Pékin affirment leur volonté de recourir aux techniques étrangères.

Depuis le début de l'année, les Chinois savent que le moment est propice pour relancer l'idee qui leur est chère. M. Fukuda, premier ministre japonais, n'a pas cache sa colere devant le refus soviétique — constaté lors d'une visite de son ministre des affaires étrangères à Moscou en janvler — de restituer « les territolres japonais ocenpės par l'U.R.S.S. », c'est-à-dire les îles Etorofu, Konashiri, Shikotan et Habomal, dans l'archipel des

Après la signature en 1956 d'une declaration commune » mettant fin à l'état de guerre entre PURSS, et le Japon, et rétablissant les relations diplomatiques, Tokyo a demande en vain que ses droits sur ces territoires soient reconnus. Le 23 fevrier. T.R.S.S. a public unliateralen un projet de traité de bon voisinaze et de cooperation entre le Japon et l'U.R.S.S., qui ignore anperbement les revendications

Le jour même où M. Teng Hsiao-ping recevait son hôte japonais, le ministère chinois des affaires etrangères publiait une note rejetant catégoriquement les propositions soviétiques en vue d'une « déclaration conjointe sur les principes guidant les relations mutuelles a qui avaient été formulées dans un message envoyé en février à l'occasion de la ses-sion de l'Assemblée nationale chinoise. La Chine, indique la note publice dimanche, ne volt pas l'utilité d'une « déclaration creuse > et exige des « actes concrets o. à commencer par le retrait du « million de soldats soviétiques déployés sur la froc-

Peu avant, l'agence Chine nouvelle denoncalt la volonte soviétique de « dominer le monde ». Différentes personnailtés chinoises out expliqué ce point de vue dans plusieurs capi-tales asiatiques. L'Inde, autre grand du contineut, est particu-lièrement sollicitée malgré un contentieux territorial qui reste entier. En envoyant une m commerciale à New-Delhi, Pêkin a sondé les intentions de M. Desai. premier ministre indien, moins ucieux de maintenir les relations privilégiées avec l'U.R.S.S.

Les pays de moindre importance ne sont pas oublies. Seul un rebondissement, qui n'est pas a exclure, du conflit entre le Vietnam et le Cambodge, soutenn par Pékin, pourrait briser l'entreprise de sé-duction des nouveaux dirigeants chinois sur un continent où ils entendent retrouver un rôle prédominant après des années d'iso-

BULLETIN DE L'ÉTRANGER LA NOUVELLE TOURNÉE DE M. CARTER La libération du baron Empain

Les relations avec le tiers-monde domineront auraient participé à l'enlèvement les entretiens du président des États-Unis en Amérique latine et en Afrique

M. Jimmy Carter commencera, mardi 28 mars, son nouveau voyage à l'étranger par una visita eu Vanezuele. Le président des Etsis-Unia ee randra ensuite, du 30 eu 31 mars, eu Brésil, du 31 mers eu 3 evril eu Nigérie, el passera quelques heures

eu Libérie event de rentrer à Washington. En huit jours, M. Carter va donc eéjoumer dans deux pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, le Venezuele et le Nigéria, et visiter la plus grand pays d'Amérique letine, le Bréail. Deux importents discours sont prevue. A Caracas, le président américain pariera des relations entre les pays en voie de déve-

La tournée ds M. Carter, du 28 mars au 3 avril, dans quatre pays constituera la deuxième partie de ce craid planétaire que le président des Etata-Unis avait d'abord envisagé de faire en novembre dernier, et qu'il avait du annuler in extremis pour tenter de défendre devant le Congrès son programme ènergétique en difficulté. Elle prolonge donc le voyage qui, il y a longe donc le voyage qui, il y a trois mois, avait conduit le chef d'Etat américain sur trois conti-nents et, en particulier, au début de janvier, à Paris.

Avant de se rendre en Afrique (an Nigéria et su Libéria), M. Carter fera deux escales en Amèrique du Sud, au Venezuela et au Brèsil. Quinze mois enviloppement et les pays Industrialisés. A Lagos, il s'efforcera de précieur le politique des États-Unie à l'égard da l'Afrique. L'ascele brésillenne rellandra d'aviani plus l'attention qu'un différend oppose les Etate-Unis

et le Brésil à propos de l'achat par ce demier d'une usine de ratraitement de combustibles nu-cléaires irradiés à le République fédérale ellemande. M. Antonio Azeredo da Silvaire, ministre brásillan das effaires átrangares, a déclaré samedi que son peys était prêl à discuter « sens rès-lriction » evec les Etats-Unis de sa politique nucléaire, mais que celle-ci ne serait pes moditiée.

ron après son entrée à la Maison Blanche, l'occasion est ainsi four-nie de vérifler ce qu'il est advenu des bonnes intentions manifestées à l'égard du sud du continent par celui qui n'était encore que le candidat du parti démocrale. par une coalition conservatrice menée par M. Rodrigo Carazo. Le bilan peut paraître mince. Il appelle une remarque et un correctif. On ne peut, toet d'abord, avoir si longtemps et à juste, titre, reproché à Wash-ingtori ses interventions grossiè-tres en Amérique lettes et se A première vue, rien n'a bougé dans cette partie de la planète harassée de tyrannie : en dépit des proclamations de M. Carter en feveur des droits de l'homme, res en Amérique latine, et se plaindre sujourd'hui que cette capitale renonce à menacer, fûtcapitale renonce a menacer, inte-ce pour la bonne cause, du « gros bâton. » ses alliés du Sud. Les responsabilités, directes et indi-rectes, des Rtats-Unis dans l'ac-tuelle situation politique de l'Amérique latine sont indenis-bles. pas un dictateur ne manque à l'appel, pas un régime militaire n'a céde la place. Le seul changement survenu depuis janvier 1977 à la tête d'un Etat est intervenu dans le petit Costa-Rica, où le parti, d'obédience social-démocrate au pouvoir a été battu,

JEAN-PIERRE CLERC. (Lire la nuite page 3.)

Une dizaine de personnes

Une dizaine de personnes, estiment les policiers, ent participé à l'enlèvement du baron Empain, libéré dimanche 26 mars, vers 22 heures, dans une rue d'Ivry (Val-de-Marne). Deux d'entre eax sont identifiés, ce qui porte à quaire le nombre des membres connes de la bande, compte tenn de l'arrestation d'Alain Caillol et de la mort de Daniel Duchatean lors de la tentative de remise de rançon, vendredi soir, sur l'autoroute du Sud.

Le baron Empain, qui est en bonne sante, n'a jusqu'a present fait accune déclaration publique, mais il a indiqué aux suquê-teurs qu'il avait été • durement traité • et qu'il avait été, plu-sieurs fois, changé de • prison •.

Dans une rue d'Ivry

C'est dans une rue d'Ivry (Val-de-Marne), dimanche soir 26 mars, aux alentours de 22 heures, que le haron Edouard-Jean Empain a été libéré. L'industriel avait le visage recouvert d'une cagonle quand ses ravisseurs l'ont relaché. Après avoir gardé celle-ci quelques instants, il s'est ensuite rendu à pied jusqu'un mêtro, où il a pn prendre un ticket avec le billet da 10 F que lui avaient donné ses ravisseurs. senrs.

vers 23 h. 30, le baron Empain est arrivé place de l'Opéra et s'est rendu immédiatement au drugstore, où il a téléphoné à son épouse, laquelle a prévenu la brigade criminelle. Les policiers et la baronne Empain sont arrivés pratiquement ensemble au drugstore. L'industriel voulait rentrer chez lui. Les policiers ont accepté. Tous se sont rendus au domicile du baron Empain, 33, avenne

sante, mais qu'il avait été mudie.
Un fragment de l'auriculaire gauche avait en effet été déposé,
le 26 février, soit trois jours après
l'enlèvement, dans une consigne
automatique de la gare de Lyon.
Le commissaire Ottavioli a également précisé qu'aucune rançon
n'avait été versée st que la libération était indiscutablement due
à l'arrestation d'Alain Cailloi. à l'arrestation d'Alain Caillei.

Ce dernier a, selon la police, appelé ses complices dimanche vers 20 heures. Les enquêteurs auraient réussi à emvaincre Alain Caillol que les ravisseurs ne pour raient jamais toucher la rançon et que si le haron était tue, initial la proprierait le praconcabilité. seul en porterait la responsabilité

« Nous avons eu raison »

C'est au cours de l'après-midi de dimanche que, selon la police, Alain Cailloi serait sorti de son Alsin Caillol serait sorti de son mutisme. e Je comprends maintenant qu'il n'y a-aucune illusion à se faire, aurait-il déclaré, et que les ravisseurs ne parviendront jomais à toucher l'argent... In police n'abandome jamais la piste, c'est pourquoi fenvisage de demander à mon evocat de faire appel aux ravisseurs pour libérer le plus tôt possible le baron Empain. » Toujous selon les poilciers, Alain Caillol a ajouté: « Si on tuait le baron Empain, ce serait un meurtre gratuit. » Il téléphona en fin de compte luimème, le commissaire Ottavioli ayant donné sa parole qu'il ne é sa pan chercherait pas à identifier le

(Lire in suite page 6.)

UN DÉBAT NATIONAL S'ENGAGE SUR LA MARÉE NOIRE

Responsabilités partagées

par MARC AMBROISE-RENDU

... et maintenant

riez avec...

LE FESTIVALE

DES CANCRES

<u>Presses de la cite</u>

LA RETRAITE

Devant la « désastre historique » nombre insuffisant.
provoqué par la marée noire de l'Amoco-Codiz, personne n'a le les matelots utiliser droit de jouer les censeurs, car tout le monde s'est laissé sur-

récemment « modernisé », démon-tre chaque jour son insuffisance. Il s'agit d'un dispositif purement administratif qui permet au préfet maritime de mobiliser sans délai tous les moyens nécessaires. Encore faudralt-il que ces moyens soient à la hauteur des circonstances. Ce n'est pas le cas.

La marine nationale n'a aueun remorqueur capable de tracter un remorqueur capable de tracter un supertanker en difficulté. Les dispersants actuellement en stock ne permettent de traiter que 25 000 tonnes de pétrole (sur 220 000). Les rampes d'épandages, qui, dit-on, avalent été préparées depuis longtemps pour équiper les dragueurs de mines, sont en

nombre insuffisant. Alors, faute de mieux, on a vu en pleine mer les matelots utiliser les tuyaux

d'élections démocratiques

Le lendemain de l'échouage L'administration d'abord, dont ture et de l'environnement, an-e plan Polmar, pourtant tout nonçait que 11 kilomètres de barnonçait que 11 kilomètres de barrages allaient être immédiatement mis en place. Or, six jours
plus tard, il n'y en avait encore
que 5 pour 100 kilomètres de côte
menacie. Au reste personne ne
savait trop comment disposer et
surtout comment anexer ces boudins rouges. D'où leur rupture rapide et leur inefficacité.

Pour les pompes flottantes, les bacs recepteurs de mazout, les camious-citernes on a tout improvise au jour le jour. Et ce sont les tonnes à purin des paysans, auxquelles évidemment personne n'avait songé, qui se sont révélées les plus efficaces.

(Lire la suite page 8.)

Naufrage et chantage

par CASAMAYOR

« Foriune de mer », a déclaré l'endroit de ces maifaiteurs répuun fonctionnaire... infortune plu-tôt, mais c'est le genre de décla-ment « maître »... Maîtres chanration qu'il faut toujours faire suivre de qualques points de sus-pension. Certains pensent que, gent. » Or la loi du chantage des que les choses semblaient s'appilque dans un domaine beautourner mal pour le navire, il coup plus vaste. Il faut lui ôter fallalt intervenir, que le comman- son masque de monstre pour dant le veuille ou non. Ce sont qu'elle apparaisse avec le visage les partisans de l'initiative, et ils sont pour le moment neutralisés par les bureaucrates qui, tenant ble », ou plus simplement encore le haut du pavé, continuent de faire croire que la bureaucratie est la meilleure défense de la liberté.

Le ministre a demandé qu'on n'ajoute pas à la pollution des cotes la pollution des esprits, e'est blen dans cette vole que s'imposent quelques réflexions. Et d'abord en a bien peu parié de ce qui domine le drame : l'argent. Que la sécurité fasse l'objet de tractations, de marchandages, n'a pas para scanduleux tant nous sommes pollués par l'Idée de

C'est une première observation, il y en a une seconde qui s'énonce par la loi du chantage. « Chantage a mot inconvenant dont i ne faut permettre l'usage qu'à

AU JOUR LE JOUR

Les élèves de Sadate

Toutes proportions gardées, la venue à l'Elysée de MM. Mitterrand, Morchais et Fobre constitue dans la vie politique caulloise un évenement oussi impromptu que la démarche d'Anovar Sadate à Jérusalem au mois

de novembre dernier.

Depuis vingt langues années, la majorité et l'opposition ne pouvaient - ou ne voulaient - pas reconnaitre leurs existences mutuelles et réciproques- : mul n'acceptait de libérer les territoires occupés par l'intolé-rance; nul ne désirait accorder à la démocratie des frontières aftres: et M. Michel Jobert, venu d'ailleurs, incarnait, dans cette zone de conflits, la pathètique fragilité des « casques bleus ».

BERNARD CHAPLIS

de tout le monde. « Si tu ne travailles pas, tu resterus un minae Si tu ne manges pas tu meurs_ ». Chantage que la nature exerce sans pardon sur toutes ses créatures. Sans compter le chantage qui s'exerce à tous les échelons de la société : « Si vous me demandez mes impôts, je mets

. dix mille ouvriers sur le pavé... » Mais restons dans le sujet, le pétrole. On sait de quels bienfaits nous devons lui être reconnaissants; ils sont innombrables. Mais ses méraits sont moins connus.

(Lire la suite page 8.)

Le Monde DE L'EDUCATION

 LES LIVRES D'ENFANTS. LE DOSSIER SCOLAIRE.

Seize pages d'informations pratiques. NUMÉRO DE MARS

RENCONTRE AVEC ROBERTO BENZI

« Diriger ne pas contraindre»

direction de Roberto Benzi, un concert au Grand Théfitre de Bordeaux. Au programme : Dutilleux, Rachmaninov, Beethoven, Né en 1937, Roberto inov, Beethoven. Ne en 1937, Roberto Benzi a dirigé pour la première lois à l'êge de onze ans avant de faire une carrière de chef invité à travers le monde. En 1973, il est devenu directeur de l'orchestre de Bordesux-Aquitaine, un ensemble de quatrevingt-dix musiciens à vocation régionale depuis 1974.

c Dans la nuit on se trouve tout a coup devant l'orchestre pour la première lecture et on s'aperçoit qu'on ne connaît pas une note de la partition. La suite ? Je ne sais ia partition. La snite? Je he sais pas, je me réveille toujours à ce moment-là. » Roberto Benzi laisse un silence, puis reprend : « C'est un rève terriblement angoissant, et je le fais presque chaque fois au moment où je décide de diriger une œuvre difficile pour la première fois. Cela se passe généralement un ou deux en except. première fois. Cela se passe géné-ralement un ou deux ans avant le concert; je commence toujours mon approche longtemps à l'avance parce qu'il faut beaucoup de temps pour assimiler les détaile et que les grandes lignes se dé-

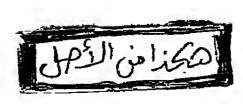
- Est-ce que vous lisez d'-bord la partition?

 De préférence je me la joue au piano : l'audition intérieure a queique chose de froid ; il faut entendre les sons, cela permet de sentir l'importance de certaines notes. L'oreille interne est moins sensuelle, et certaines harmonies ont besoin de s'épanouir, il faut

econter. s

Roberto Benzi fête cette année ses trente ans de carrière; des films ont conservé l'image du chef en culottes courtes. Directeur de l'orchestre Bordeaux - Aquitaine depuis 1973, il ne renie pas l'enfant prodige; il n'en parle guère et le juge ovec un certain détachement.

Propos recueillis par GERARD CONDE (Lire ia suite page 15.)



idées

La querelle des sondages d'opinion

A polémique qui e'est révélée à propos des sondages d'opinion a provoqué une serie de mises au point et de répliques de la part des divers instituts et organisations spécialisés. Pour y mettre un terme en ce qui nons concerne, nous publions ici plusieurs lettres reçues de responsables de ces instituts.

L'interdiction de publier des sondages nne semaine avant le scrutin a plutôt aggravé les choses, et la preuve paraît îgite de son inutilité. En l'absence de tonte publication, en effet, les rumeurs ont été bon train, tandis que cer-

tains sondeurs ont anjourd'hui beau jen de prétendre que, à l'approche du vote, ils avaient modifié leurs pourcentages, mais qu'ils n'ent

pu le faire savoir. En revanche, plus que jamais, il serait utile d'exiger qu'un certain nombre d'indications matérielles soient portées en même temps que les sondages à la connaissance du public. On se demande, par exemple, comment ont été constitués les • échantilluns • de population choisis par divers instituts qui ne disposaiant guère que des bases établies par l'INSEE en

1973, eans tenir compte évidemment des nonvegux inscrits. De même, on aimerait connaître les pourcentages d'abstention qui ont été retanus. Mais surtout le publie est en droit de savoir qui a commandé et payé le sondage, à quelles dates et sur un échantillon de quelle importance et de quelle composition il a été pratiqué, quelles étaient exactement les questions posées et la méthode utilisée, enfin si le sondage est blen publié intégralement.

IFOP : des électeurs socialistes ont changé d'avis

fondateur de l'Institut français d'opinion publique (IFOP), nous a adressé lo lettre sulvante :

VIANSSON-PONTE écrit (le Monde dn 15 mars) : « S'agissant d'une campagne oussi longue, oussi appropagne oussi tongue, oussi appro-fondie, mois aussi peu mouve-mentée, il serait tout de même étonnant que plusieurs millions d'électeurs et d'électrices aient modifié leur choix à l'instant de glisser leur bulletin dans l'urne. » glisser leur bulletin dans l'urne. »
Il feut d'abord corriger la dernière formule : « ō l'instant de ».
A prendre au pled de la lettre, la
formule est fausse. Selon nos
observations, c'est à partir du
mardi 7 mars (an plus tôt) que
les intentions de vote ont
changé, et uniquement, parmi les
quatre grandes formations, en ce
qui concerne le parti socialiste.
Il faut y insister, les autres formations n'ont pas vu se modifier mations n'ont pas vu se modifier les intentions de vote des élec-teurs. En revanche, selon notre dernier sondage, le jendi 9 mars et le vendredi 10 mars, les inten-tions de vote concernant le parti

tions de vote concernant le parti socialiste avalent déjà considérablement diminué.

Reprenons, maintenant, la deuxié me formule de M. Viansson-Ponté, « Il seroit étonnant », dit-il. Qu'en sait-il, connait-il la psychologie de ces électeurs? Il en va ainsi de beaucoup de nos actions, Nous ayons l'intention d'acheter une volture, Nous nous sommes renseignés sur Nous nous sommes renseignés sur nous nous sommes renseignes sur beaucoup de marques, et nous penchons pour la marque X... Le moment de l'action arrive, et pour beaucoup d'entre nous, c'est dans les derniers jours, après avoir pris les derniers avis de

pour 49,57%; l'ensemble de la majorité à 47%, eu lleu de

48,36 %; Il a même échappé,

croyons-nous, à la critique concer-

nent les voix du P.S., puisque noue

avons pronostiqué pour l'ensemble

gauche » des partie du progremme

commun, 27 % pour une vraie

valeur de 25,79%, solt un écart de

Objectivement, evec de tele chif-

publices avant l'interdiction

hablement dû être accompagnées

+ 1,21 % seulement.

notre entourage, que nous nous décidons, et c'est finalement sur la marque Y. que porte notre

Mon analyse, jusqu'lci, est du niveau de la peychologle populaire, comme celle de M. Viansson-Ponté, Mais scienti-M. Viansson-Ponté, Mais scienti-fiquement nous connaissons les travaux sur l'influence person-nelle. C'est un élément que la plupart des politologues négli-gent. Ce n'est pas la réception automatique de l'information qui entraîne la décision, c'est la dis-cussion interpersonnelle qui, dans certain nombre de cas entraîne certain nombre de cas, entraine l'action. Le professeur Lazars-feld, après avoir dégage le phénomène qualitativement, a essayè de la mesurer dans des condittons particulières. Elles ne sont pas celles de l'élection française du 12 mars 1978, mais des études scientifiques sur l'influence res-pective des moyens de l'informa-tion collective et l'influence des contacts personnels pourraient probablement prouver que seconde est la plus importante.

Le vendredi 10 mars, à partir de 20 h. 30, 20, rue d'Aumale, je savais que les intentions de vote concernant le parti socialiste avaient changé, sans que changent les intentions à l'égard des trois autres formations. Je ne savais pas, blen entendu, car les sondages ne sont pas des prédictions, si cette désaffection à l'égard du parti socia-liste aliait se maintenir, s'intensifier ou regresser, mais la tant était certaine, et je l'al dit.
Lorsque M. Viansson-Ponté
évoque le cas de l'élection américaine de 1948, et de l'élection
britannique de 1970, il vérifie

Vous ne devez certes pas voir

avec cette demande de rectificatif

une quelconque préoccupation nar-

activités soient étroitement Hées aux

notione de fiabilité et de précision

el que toute notre équipe fait le

nécessaire du matin au soir pour

oblenir et maintenir cetto précision.

C'est pourquel nous nous mettens

d'oblenir une juste homologa-

tion de noe performances eur le

sur le pled de guerre en vue :

ciasique. Il se irouve que nos

PUBLIMÉTRIE « a fait exception... »

involontairement ce que nous avons toujours dit, et les raisons pour lesquelles l'IFOP, interdit de publication la veille du scrude publication la veille du scrutin, a toujours déclaré : des
enquêtes terminées huit jours
avant l'élection risquent de ne
pas préligurer les résultats du
scrutin. Et c'est pourquoi l'IFOF
s'est abstenue de toute publication pendant la durée de la
campagne, afin, ne pouvant pas
s'exprimer le dernier jour, de
ne pas égarer le public, qui comprend mai qu'il y a des changements de dernière beure.
Eu 1970, un institut britannique a réinterrogé une partie
de son échantillon, pendant les

de son échantillon, pendant les deux jours qui ont précédé le 18 juin, et e publié correctement, le matin du 18 juin, le retour-nement de la majorité attendue. Quant à Gallup, en 1948, cha-cun sait qu'il a intercompu ses enquêtes quinze jours trop tôt.

M. Jeon-Morc Lech, directeur général de l'IFOP, nous prie, de son côté, d'insèrer 10 réponse suivante à la Société de sondages Louis-Harris-France :

la rigueur professionnelles sont gravement mises en cause (et de feçon publique, dans le Monde daté du 16 mars! par les diri-geants de la société de sondages Barris — repond simplement que son ultime sondage national d'intentions de vote (9 et 10 mars) révélait une chute de cinq points des intentions de vote P.S.-M.R.G. par rapport aux sondages précédents. L'IPOP, seul institut

de dénoncer pertout dans la

presse, soit l'occultation pure el

simple de nos résultats, soit l'assi-

miletion de nos résultats à ceux

d'autres sondeges, les plus récents

commentaires lendant à mêler et à

confondre lous les Instituts dans

une critique générale des sondages.

obligés d'Indiquer à vos lecteurs :

que Publimétrie a lait encore une

foie exception, et qu'on ne peul pas

parier à son eujet d'un nouvel

échec des eondages, male bien

Nous vous serions donc très

et que la décroissance de la popu-larité de Thomas Dewey, antant que la croissance de la popu-larité de Harry Truman, prolarte de Harry Truman, pro-longées fictivement jusqu'au jour de l'élection, d'une manière liné-aire, auraient donné la majorité à Truman. Je me rappelle avoir lu dans le New York Herald Tri-bune, en août 1948, la déclaration du principal confrère de George Gallup, Elmo Roper déclarant imprudemment, à trois mois du scrutin, que les intentions des électeurs ne changeraient plus, et que la poursuite des sondages n'auraient plus pour effet que d'amuser la galerie.

Je pense que, le jour de l'élec-tion de novembre 1948, la sur-prise de Elmo Roper était non moins grande que celle de M. Viansson-Ponté dans la nuit du 12 mars, trente ans plus tard, et pour exactement les mêmes raisons.

Une réponse à Louis-Harris

de sondages à faire des enquêtes dans les trois derniers jours avant le premier tour, a donc avant le premier tour, a donc enregistré un mouvement de désaffection dans la gauche socialiste et radicale que ses confrères auraient pu obtenir s'ils avaient conduit des enquétes

s'ils avaient conduit des enquétes à cette période.
Les chiffres sont têtus, il ne sert à rien de les nier ou de les travestir; dès que la loi le lui permettra, l'IFOP rendra public son dernier sondage. Qu'on le veuille ou non, il n'y a pas à parler de nouvel « échec des sondages », mais il faut parler de l'êchec de certains sondeurs.

TOTRE Institut e donné, l'en- fres, qui peut parler d'un - nouvel plan des condages politiques? plutôt d'une réussite certaine dans même, que «le nouvel échec des concernait les seuls Instituts Sofres L. Harris et IFOP (1) et non Publi

ROLAND MURAZ,

(1) A noter que l'institut Public a publié dans Paris-Match des chif-fres presque aussi bons que les notres (46-50).

sondeges «, dont le Monde a parlé, des demiers chillres publiés le

de Publimétrie.

UNE INFORMATION NÉCESSAIRE

par PIERRE BATTEAU et PAUL HAMBURGER(*)

'ADOPTION de la loi (1) relative aux sondages d'opinion (interdisant leur publication et leur commentaire moins d'une semaine avant un scrutin) pourrait e'explouer par l'adhésion d'un grand nombre d'hommes politiques à une idée naîve de la démocratie formelle que l'on peut ainsi résumer : toute élection est destinée à désigner des individus censés représenter au mieur les opinions individuelles du corps électoral. Il fant donc que chaque électeur vienne exprimer sa préférence intime, indépendamment de toute influence extérieure et, en particulier, de l'opinion de ses concitovens. La crainte d'une manipulation de l'électorat est alors invoquée pour justifler une telle mesure d'interdiction.

Cette conception ne résiste ni à l'analyse théorique ni aux faits. L'observation montre en effet que, une fois reconnue la liberté à tout électeur de placer dans l'urne le builetin de son choix, un comportement fréquent consiste non pas à voter « sincèrement > mais à voter « utilement ». En d'autres termes : souvent, dans les consultations que nous connaissons, le vote sincère n'est pas la stratégie la plus efficace. Se pourrait-il d'ailleurs que, quelle que soit la procédure démocratique de scrutin, l'expression sincère des préférences soit toujours la stratégie la plus efficace ? La réponse est non. (C'est un résultat mathématique récent, relié au célèbre théorème d'Arrow.)

Pour former sa strategie. l'électeur utilise toute l'information disponible, notamment sur l'état présent de l'électorat, et, en particulier celle cui est anportée par les sondages. Ceux-ci correspondent donc blen à un besoin d'information. Ils sont bien là pour influencer l'électeur. Répétons-le : aucune méthode démocratique de scrutin n'échappe à ce principe, pas

(1) Loi nº 77-808, du 19 juillet 1977, adoptée le 30 juin 1977.

même la proportionnelle, qui ne fait que repousser les problèmes au niveau de la constitution d'une coalition de gouvernement. Alnel certaines informations détenues par un groupe parti-culier peuvent lui conférer un pouvoir exceptionnel de manipulation. La question de la pro-duction d'information sur l'état des opinions de l'électorat, de sa publication et de sa diffusion est donc centrale an fonctionnement d'une élection. Il ne sert à rien de le nier : c'est théoriquement et pratiquement un fait,

Si la règle «un homme : une voix » est une condition nécessoire à la démocratie égalitaire telle que nous la concevons, elle n'est pas suffisante; l'égal accès à l'information est une condition inséparable de la pre-mière et qui lui donne son sens. De ce point de vue, la constitutionnalité de la loi concernée est très discutable car, n'interdisant pas la production d'information elle-même, elle en réserve en fait l'accès aux groupes ayant les moyens financiers ou admi-nistratifs de se la procurer et, de surcroît, elle consacre leur monopole sur cette information par l'interdiction d'en faire diffusion. Certains out noté à juste titre qu'il s'agissait d'une formule équivalente à un suffrage censitaire.

On volt le danger pour les libertés que constitue la voie dans laquelle on vient de s'engager. Alors que faire ? Nous pensons que, pour préserver l'essen-tiel, la production d'informations relatives à l'état de l'opinion dolt être placée sous un contrôle démocratiquement organisé. En outre, l'obligation de publier les informations ainsi produites devrait être substituée à l'interdiction contenne dans la loi actuelle.

1

The lates of the l

A DIBM TO

200

District Control of Co

n est malheureusement un peu tard pour envisager de telles dispositions à l'epproche d'une consultation qui e'annonce pourtant riche en occasions de manipulation.

(*) Enseignants - chercheurs & l'université d'Airx-Marsellie.

Le public est mystifié

por BERNARD KRIEF (*)

E ne voudrais pas me giorifier d'avoir annoncé, dès le mois de juillet (la Lettre de l'Expansion dn 4 juillet 1977), la victoire de la majorité et, sauf en septembre ou octobre 1977, mes indices ont toujours confirmé ce premier pronostic, malgré tous les augures contraires), mals l'occasion m'est trop belle de dénoncer une fois de plus la mystification des deux a grands » instituts de sondage, parce que cela me paraît une œuvre de

En France, plus de cinquante cabinets d'études de marketing sont réputés pour leur sérieux et permettent aux entreprises de lancer des produits propres à satisfaire les besoins des consommateurs. Parmi eux, une bonne dizaine réalisent des études à des fins électorales en politique.

Or one aberration simplificatrice a fait que la presse, la radio et la télévision ont accordé, à ce jour, un crédit quasi exclusif aux deux organismes de sondage qui produisent des enquêtes à la chaîne en utilisant des techniques dépassées depuis vingt ans et complètement abandonnées par ceux qui venient vraiment prévoir les comportements du

Blen que plusieurs de mes confrères se soient à maintes reprises joints à mol pour combattre cet incrovable et injuste monopole de falt. l'IFOP et la Sofres n'ont pas manqué une occasion de se présenter comme les seuls organismes sérieux face aux a petits a cabinets, dont certains, cependant, sont d'une bonne taille i Voilà maintenant ces deux organismes ramenés à leur véritable place.

prendre (et le public est désor-mais informé), qu'elle devrait cesser de faire sa publicité sur tel ou tel sondage. Certes, le son-dage fait « vendre du papier ». mais est-ce une raison suffisante?

Ce n'est pas le lleu d'entrer dans le détail des insuffisances techniques que tous les spécialistes peuvent relever dans ces sondages et que j'ai déjà signa-lées (le Monde dn 8 mars 1977). Les sondages dont il s'agit dolvent avoir le même crédit que les horoscopes : certains journaux en publient et des gens y crolent, mais il est abusif de les présenter comme des instrument propres à permettre le pronostic. Il est inadmissible de les présenter comme une « photographie à un moment donné », si on ne précise pas qu'il s'agit de la photographie de l'opinion que les gens croieni qu'il est séant de déclarer avoir à un moment donné.

Ce qui serait injuste, c'est que le discrédit - à la mesure du chiffre d'affaires traité avec les journaux — qui les frappe aujourd'hui éclabousse les organismes d'études qui utilisent des techniques fiables, lesquelles ont permis à leurs clients de savoir réellement à quoi e'en tenir.

n est certain que les sondages publiés ont joué un rôle important dans cette consultation, car l'information qu'ils ont introduite a agi — nous l'avons mesuré sur l'électorat de la majorité comme sur celui de l'opposition.

Le législateur n'a plus besoin d'intervenir, le publie est informé.

(*) Conseti en marketine.

nouvelle

-- Qu 130 incert property les regimes ses plus dies, c'arti-THE PRINTS

ENTATIVES DE

or the officers pro-

and the state of the state of the state of

- - un: entime · promisent Sec

12 C.282

· - · 1-6 2524

Carried . Car 11-11 25 mare # SACREMAN MINERS IN

> les regisses de plus des consecutes de la consecute de la cons The Marie 1 21 MM AS COURS. 100

THE A IA All Conta-To Gentle

Claret W. · · · · · · · ·

Les phases de l'action pour les éraits de l'hon

day civile

conno THE STATE OF THE STATE OF amonee droits on a premier growth of the project of the premier of the pr 41, 27tes Avante Avancia. The second The second of th drive de Company of the Company

Comment with across the Section of the sectio Comments of the second The state of the s

Trans Co.

et der-berte Lex Lex Lex Lex

DÉMOSCOPIE: on a oublié les indécis L est vral que nombre d'observateurs politiques ont, à l'issue du premier tour, parle de l'échec des sondages et de manière un peu plus précise ce gronpe des « indécis ». Le condage a été publié dans Ouestque cela est justifié si l'on ne considère que les pronostics, fon-dés sur les intentions de vote France le 2 mars dernier, et nous souligntons à l'époque l'impor-tance de l'indécision et les conséquences qu'elle serait susceptible

d'un certain nombre de réserves et éclairées notamment des résultata d'aotres soudages. a Ce groupe représente 28 % de l'électorat, c'est dire qu'un monvement de voix d'une partie Comme souvent à une semaine do scrutin, une fraction de l'électorat n'avait pas encore d'inten-tions de vote définitives et mani-festalt son hésitatioo, pour certains en se réfugiant dans le refus de choisir une étiquette partisane, pour d'autres en avouant envisager la possibilité

l'équilibre des forces politiques tel qu'il apparaît aujourd'hui dans les sondages et particuliè-rement dans celui-ci : 51 % de changer de vote jusqu'au jour pour la gauche, 45 % pour l'ac-tuelle majorité ».

d'entraîner quant à la configu-ration définitive des résultats. Le texte de présentation du

sion de vote ». Celui-cl était destiné à tenter d'apprécier les mouvements éventuels que pour-rait provoquer la mobilisation des Indécis. Il faisait apparaître ce groupe

R.P.R. qu'aux autres composan-tes de la majorité.

Enfin, plus nombreux étaient

observateurs pronostiqualent la victoire de la gauche, les indécis manifestalent plus d'inquiè-tude (52 %) que d'espoir (40 %) à l'égard des résultats.

Par ailleurs, le sondage com-prenait un indicateur d' « exclu-

comme trés anticommuniste (51 % affirmalent qu'ils ne vote-raient en aucuo cas pour un candidat de cette formation politique), et plus favorable au

Au moment où l'ensemble des

date la victoire de la majorité (44 %) plutôt que celle de la gauche (seulement 37 %). Tous les signes dont nous dis-

posons aujourd'hul marquent blen la mobilisation d'une fraction de cet électorat dès le pre-mier tour. C'est. par exemple, ce que traduit le faible taux d'abstentions enregistré dimanche dernier. Ce pbénomène explique proba-

blement dans une large mesure l'écart entre les résultats du pre-mier tour et les intentions de vote, mesurées dix jours avant

Cet écart, la loi ne nous a pas autorisés à le corriger.

PATRICK MILLET, Directeur d'études politiques de Démoscopie.

PUBLIC S.A.: les Français ne sont pas des girouettes

ECHEC des sondages - a fourni à Pierre Viansson-Ponté la matière d'un article dans le Monde daté du 15 mers. Cet échec est celui de ceux qu'on nomme habituellement les - grands instituts : IFOP et Soires. Les dirigeante de ceux-ct se sont niciene aussi compétents. livrés, entre les deux tours, à une

entreprise d'aulojustilication dont l'aspect dérisolre appareit aujourd'hui encore plus nettement. L'un expliqueit les erreurs d'appréciation par le fait que « les Français ont voté eu premier tour comme e'il s'agissait déjé du second. Ils n'ont

oss choisi. Ils ont éliminé (1) .. Le ecrutin du 19 mars e belayé les bases de cette argumentation. L'eutre (2) assurait que les Francais evalent changé d'opinion eu dernler moment et que son institut. pour se pert, evelt su le déceler dens un sondage — hélas ' non publié.

(1) Pierre Weiti, P.D.G. ee la Soires, le Figuro Ou 14 mars, (2, J.-M. Leeb, etrecteur de l'IPOP, le Quotidien de Paris du 14 mars.

paux instituts se sont lourdement trampés et qu'ila hésitent à l'admettre, prélérent accuser les hommes politiques, teurs confrères, le mode de scrutin et, pourquoi pes, les Français eux - mêmes, décidément Indignes d'être sondés par des tech-

En mars 1977, c'étaient les mêmes Qui, après avoir donné, avent te scrulin municipal parisien, les listes d'Omano victorieuees lou, au moins, é égelité evec les listes Chirac). nous ont leté l'anathème car nous avions et le tort de déceier la véritable tendance de l'opinion.

De même, aujourd'hui, IFOP et Sofres ne peuvent pardonner à Public d'avoir été le seul institut à révéler, des février, que l'opinion évoluail en faveur de le meporhié. A partir de cinquante sondeges effectués du 2 eu 12 février et d'une simulation, nous avons en effet pu titrer dans Peris-Metch du 23 lévrier : - Mejorité, victoire eu deuxième four «, en gratifient celle-cl de 46 %

Pourquol evoir prie ce qui était considéré, à l'époque, comme un rieque phénoménal ? Tout simplement parce que noue étions sûrs de nous.

pendant des années par la Sofres et l'IFOP leur a fait oublier le sens de la recherche el de l'innovation, et perdre de vue une vérité première : le condage est un instantané qui dolt déceler un courant, une tendance, de l'opinion.

tion faux pour les législatives. C'est pourquoi, en lévrier, nous

evions choisi pour posséder une

vision claire de la situation électo-

rale, de réaliser cinquarie sondages

Le monopole ecquia et entretenu Ainsi, contrairement à ce que peu-

Or, la plupart du temps, des situations politiques conluses (c'était la cas lors des élections municipales à Paris et lors de ces élections sondages sur des échantillons trop laibles. Ce qui est viai pour les présidentielles (échantillon national de mille personnesi est par définiet d'effectuer à partir de là une simulation sur la base d'on pro-La marce d'erreur statistique de veneit elors, pour les résultats ramenés à l'échelle nationale (pourcen tage des partia et répartition des sièges), très falble.

vent affirmar les responsables de l'IFOP et de le Sofres, il étail possible de déceler le courant qui se dessinait dens l'opinion dès le début du mois de février. Et il est faux de dire que les Français - qui ne sont pas des

girouettes — ont ehangé d'avis su demier moment Il esi probable que cette nouvelle - affaires des sondages - un an après la première, qui, rappelonsle, donne naissance à une loi et à le créalion d'une commission que

nous evione appelées de nos vœux

aure un aspect positil,

JEAN-JACQUES GUILLET. Directeur de PUBLIC S.A.

Israël envisage «une série d'initiatives» pour débloquer la négociation avec l'Egypte

. L'Egypte poursulvra ses efforts pour venir à la paix au Proche-Orient sur in base du retrait invaélien des territoires occupée et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien et de son droit à l'antodétermination . Cette ration faite, samedi 25 mars, par M. Mohamed Ibrahim Kamel, ministre egytien des affaires étrangères, après la rémion au Caire de Consell national de sécurité, indique que le président Sadate

Jérusalem. — Le ministre is-gesilen de la défense, M. Ezer Weimman, va-t-il se rendre pro-chainement au Caire pour renouer les contacts directs avec les diri-

disinament an Caire pour renouer is acutacts directs avec les dirigents exprisents exprisents ? On se pose is question à Jérusalem. Les runeurs an sujet de ce voyage out encore été renforcées par la déclaration faite dimanche par le secrétaire général du gouvernement, M. Arie Naor, à l'issue d'un conseil des ministres de cinq heures : « Le gouvernement gaprête à prendre une série finitiatives pour relancer la négocietion avec l'Egypte. à Quelles initiatives ? Il est trop tôt pour an parier, a dit M. Naor. On sait que M. Begin doit répondre, dans les jours à venir, au message que lui avait adressé le président Sadate à la veille de la visite du premier ministre israélien aux Eints-Unis. Toutefois, ce n'est certainement pas à cette seule lettre que le secrétaire du gonvernement faisait allusion. De toute étidence, le gouvernement de neuvelles démarches divious-

israfilen cherche, en annonçant de nouvelles démarches diploma-tiques, à démontrer que sa politi-que ne consiste nullement à « blo-

ile, qui ne problèmes problèmes constitution constitution conformations conferr un de manipa- de la pro- de la

e sa diffusion in fonctionne

n. Il ne sent i n. Il ne sent i l'est théorique. l'ent un fair. lent un fair. l'ent un fair. l'ent un fair. l'ent un fair. l'est théorique.

concevons, ele

mation est une irable de la me-

vue, la constitu-

la loi concernée ble car, o'huend.

roduction d'info.

me, elle en risere aux groupes ayar nanciers ou admise la procurer et,

elle consacre len cette information iction d'en fabre rtains ont note à

o'il s'agissait due ivalente à un ofle danger pour la

constitue la wie

ie on vient de s'enga-

ue faire ? Nous perour preserver l'esseninction d'information

. l'état de l'opinion lacée sous un contrôle

mement organise & ligation de publier les

ns ainsi produites de-

substituee à l'intentietenue dans la lei

malheureusement u

pour envisager de lei-

sitions à l'approche

sultation qui s'annonce

riche en occasions de

nystifié

esse va pent-être con

aformé) qu'elle devrait e faire sa publicité sur te

sondage. Certes, le sonlt « vendre du papier :

st-ce une raison suff-

'est pas le lieu d'enter detail des insuffisants

ues que tous les spécis-

peuvent relever dans es

es et que j'ai déjà signa-

3 Monde do 8 mars 1971).

ndages dont il s'agit de-

voir le même crédit que le

opes : certains journant

olient et des gens y crossi l est abusif de les présente

e des instrument propre i

tire le pronostie Il si

issible de les prisons e une a photographie a m

nt donné », si on ne préde u'il s'agit de la photogra de l'opinion que les ses

it qu'il est seant de delat

aux qui les front rd'hul éclabousse les off

s d'études qui utilisat de liques fiables, lesquelle et à leurs clients de sant

ment à quoi s'en tenit. es certain que les sontes es ont joue un rois impre-

dans cette consultation

rmation qu'ils ont introdu i — nous l'avons mesmi l'électorat de la major ne sur celui de l'opposite

législateur n'a plus best tervenir. le public sil

(*) Consell en markedus.

rmé.

à un moment domé. qui serait injuste, c'es 🞏 serédit — à la mesme di ce d'affaires traité avec la

(et le public est désor-

= (*)

est tonjours disposé à négocier en dépit de l'opération israélienne au Sud-Liban. Devant une délégation d'universitaires américains, actuellement en visite au Caire, le président Sadate a déclaré dimanche : « Si la problème palestinien était résolu sous tons ses aspects, quatrevingt-dix pour cent des autres problèmes trouversient une solution et la paix pourrait être obtenue en un temps record. •

De notre correspondant

a planies que provisoirement. Israel ou la création de « liens » Quelles sont les « positions défen- avec la Jordanie. La quatrième

quer > la situation. C'est pourquoi

le communiqué publié dimanche réaffirme avec force a que le gouvernement cherche à conclure un règlement de paix global au Proche-Orient et que son plan de paix demeure une base raisonnable et équitable à la négociation ».

nable et équinable à l'individue à la tion a.

Ce texte souligne également i que e les positions défendues par M. Begin au cours de ses conversations avec le président Carter out été appronnées à l'unantité a. Il était évident que, face aux menaces de « pressions » américaines et aux coups de boutoir de l'opposition travailliste, a coir de l'opposition travailliste, a coir de l'opposition travailliste,

toir de l'opposition travailliste, le gouvernement allait ressonder son unité autour de son chef.

Les « non » à M. Carter

sein du cabinet — après les der-nières déclarations de M. Weiz-man (le Monde daté 26-27 mars) — ne sont vraisemblablement

Les divergences manifestes ac

Pour sa part, M. Yasser Arafat, dans une interview à l'hebdomadaire américain . Newsweek . a vivement dénoncé la position du président égyptien après l'attaque israélienne au Sud-Liban en déclarant : • L'initiative de paix du président Sadate est morte cette semaine sous les chenilles des chars et sous les hombes des avions américains. — (A.F.P., Reuter, A.P.)

option, a savoir la création d'un Etat palestinien indépendant, est excine du plan américain. Mais, pour M. Begin, elle en est excine uniquement e cu appurence a. Se prononcer en faveur de l'ens avet la Jordanie — l'option qui parait la plus prohable — aboutilrait en effet, seloc l'ul au même résultat, c'est-àdite à la création à plus oc moins long terme d'un Etat palestinien. Verià donc en quoi consistent les e exigences auxquelles il nous étoit impossible d'accéder » dont avait parié le premier ministre à sun resour. Son refus fait-il l'unanimité en Israel ? Il semble que non. Certes, les travallistes n'auraient sans doute pas accepté te l'es quelles les purpositions américaines. Le journal Davar, loutefeis, qui expose leurs vues, érrit de l'indi matin : c Il s'orère à présent — si les informations publiées dans la presse sont exactes — que les propositions américaines peuvent en fait être considérées comme pouvent aer-vir de base à la poursuite des confacts avec l'Egypte. » dues par M. Begin a qui on'. recri l'assentiment du gouvernement ?

Le communiqué reste muet à ce sujet, mais on connaît à présent la plupart des « non » opposés par le premier ministre israélien au président Carter. M. Begin a refusé de « geler » les implantations pendant la poursaite des négoriations pendant la poursaite des négoriations. Il a réliéré son refus de considérer que la résolution 242 du Conseil de sécurité implique le retrait de Jedée-Samarie (Cisjordanic). Et surtout, il a rejeté le projet américain de référendum en Judée-Samarie. C'est à ce sujet, semble-t-il, que les discussions ont été les plus dures. Car — comme on l'admet à Jérusalem. — ce projet semblait o prioniment assez conforme aux vies israéliennes, Selon le projet, c'un aus après l'octrui de l'autonomic, la population de Judée-Samaric devrait choisir entre trois options : le maintien de l'autonomie, l'établissement de liens avec Israél ou la création de « liens » avec la Jordanie. La quatrième

Le déploiement des « casques bleus » se poursuit sans incident majeur au Sud-Liban

lestiniens.

Des échanges de lins ont notamment retardé l'installation d'un groupe de « casqués bleus » suédois au pont Kharlaia, sur le fleuve Litari. Selon un porteparole des milices chrétiennes, les combattants palestiniens « visaient » les Suédois. Cetro version a été démentie par le porteparole des forces de l'ONU au Proche-Orient, M. Jacques de Silva, qui a précisé que e des groupes paramitiones retranchés ou château de Beaufort, au nord de la rivière Litari, et d'autres se trouzant dans lo région chrétienne de Morjayoun », avaient échangé des tirs longu'une petité mitte litaries de montre l'echange des tirs longu'une petité mitte l'indicale de montre l'echange des tirs longu'une petité mitte public de montre l'echange des tirs longu'une petité mitte mitte de montre l'echange des tirs longu'une petité mitte mitte de montre l'echange des tirs longu'une petité mitte mitte de montre l'echange des tirs longu'une petité mitte mitte de la montre de montre l'echange des tirs longu'une petité mitte mitte de la montre l'echange des tirs longu'une petité mitte mitte de la montre l'echange des tirs longu'une petité mitte mitte de la montre l'echange de l'echange des tirs longu'une petité mitte mitte mitte mitte de l'echange de montre l'echange de montre l'echange des tirs longu'une petité mitte de l'echange de montre l'echange de l'echange de montre l'echange de l'echange de l'echange de l'echange de l'echange de l'echange de l

Tandis que les différents contingents de « casques bleus » contingents de « casques bleus » continuent à arriver ao Liban pour s'interposer entre les adversaires, plusieurs accrochages mineurs ont été signalés dimanche 26 mars dans le sud do pays. Ces riclations du cessez-le-feu ne sont considérées comme sérieuses ni par les Israéliens ni par les Palestiniens.

Des échanges de tirs ont notamment retardé l'installation d'on groupe de « casques bleus » dovent stationner dars les interparole des milices chrétieures, les combattants palestiniens. « visaient » les Suédois. Cette version a été démentie par le porteparole des forces de l'ONO au Proche-Orient, M. Jacques de stroupes intraéliens.

Silva, qui a précisé que e des groupes paramilitoires retranchés ou château de Beaufort, au nord de la rivière Litani, et d'autres se trouvant dans lo région chrétilenne de Morjayoun à avaient échangé des tirs longu'une petite unité suédoise de reconnaissance s'étnil, approchée du port de Khardala.

Le général Erskinc, commandant les forces des Nations unies au Liban, a déclaré par alleurs a not per être fout à foit ratisfait du déploiement des forces de l'ONU jusqu'o maintenant à, bien que aun peu de l'emps soit encore nécessaire ovant que ce'ni-ci ne soit terminé ». Il a demandé que controlent les itratises pouraient exploiter à leur acuntage, » Il a souligné qu' e I s'ro é l'euigero l'unionomie p o ur les enclaves chrétiennes et la présence de forces ormées libanaises au Sudlein pour leur permetire de montrer ce qu'elles peupent faire à M. Mahmoud Labadi, porte

● A DAMAS, le gouvernement syrien a fait savoir samedl, par l'intermédiaire d'une personnalité autorisée, qu'il continuerait à permettre le transit sur son ter-ritoire de toute aide à la résis-tance palestinienne an Sud-Liban. « La Syric, a déclaré la person-nalité en question, continuera à permettre le transit par son ter-ritoire de toute aide humanitaire ou militaire. d'où orielle vierne. ou militaire, d'où qu'elle vienne, vers la résistance polestinienne au Sud-Liban, surtout en ce moment, où la lutte est engagée contre Israël, dont les troupes occupent loujours des territoires libanais, » — (A.F.P.)

DIPLOMATIE

La nouvelle tournée de M. Carter

(Suite de la première page.)

Il est certain, également, on'ils Il est certain, également, qu'ils disposent, surtout visà-vis des plus petits pays, de moyens de pression considérables — économiques, financiers, commercianx, militaires, etc. Mais si l'ère nouvelle dans les relations entre le nord et le sud du continent annoncée par M. Carter est, aussi, celle du respect des autres con celle fui respect des autres con celle du respect des autres, son avènement ne saurait s'accompaguer de lourdes ingérences dans les affaires intérieures. Question de principe, mais aussi d'efficacité, compte tenu de ce nationa-lisme à fleur de peau qui est une donnée de la psychologie collec-tive latino-américaine. Le correctif, c'est que, en réa-

lité, des évolutions sont en cours, ici et là, dont il est raisonnable lité, des évolutions sont en cours, ici et là, dont il est raisonnable de penser qu'elles ne se serzient pas produites, on pas si vite, sans la présence de M. Carter à la Maison Blanche. Il y aura, cette année, quatouze élections en Amérique latine, ce qui n'est pas négligeable pour un continent dominé par les dictatures. Certalnes, il est viai, arrivent an moment prévu par un calendrier nest, il est vial, arrivent an mo-ment prévu par un calendrier démocratique (comme au Costa-Rica ou au Venezuela); d'autres ne sont que des opérations desti-nées à redorer, par une consul-tation « populaire » le blason de dictatures essonfilées (com-e le Paraguay).

Dans plusieurs cas — Equateur, Pérou, Bolivie, — l'organisation d'élections destinées, en principe, à rendre le pouvoir aux civils semble devoir beaucoup au souci de répondre à la « ligne Carter ». L'exemple de la Bolivie est très intéressant : les restrictions naguère imposées par le général

Banzer à l'exercice des libertés Banzer a l'exercice des libertes politiques et syndicales y ont, jusqu'à plus ample informé, été entièrement levées; et une am-nistie totale a été décrétée, après, il est vrai, un mouvement de grève de la faim.

grève de la faim.

Dans les pays qui connaissent les régimes les plus durs, c'est-à-dire dans le sud du continent et en Amérique centrale, les résultats ne sont certes pas, jusqu'à nouvel ordre, à la mesure des espérances. Washington n'a, pourtant, négligé ni les paroles ni les gestes en faveur des droits de l'homme : de la suspension, partielle ou totale, de l'aide militaire à plusieurs pays — Uruguay, Argentine, Nicaragua, Guaiemala — à des condamnations retentissantes dans des instances internationales (envers le Chilli), en passant par des refus de crédits, l'administration américalne n'est pas restée inactive.

Ses avertissements, également, ont été nombreux. Que l'on songe à M. Carter lui-même, sermonnant le général Videla ou M. Aparicio Mendez sur la situation en Ar-gentine ou en Uruguay, le 7 sep-tembre dernier à Washington, ou à M. Andrew Young, représentant de Washington aux Nations unies, admonestant les dirigeants de Halti, ou encore aux très nom-breux déplacements de person-nalités de haut rang.

Cette intense activité diploma-tique forme un contraste saisissant avec une époque, pas si an-cienne, où les agents secrets et les représentants des compagnies multinationales américaines pa-raissaient jouir d'une sorte de monopole de la représentation de leur pays en Amérique latine.

duits manufacturés du tiers-monde sur les marchés occiden-tau :- seront largement évoquées pendant la tournée de M. Carter, singulièrement à Caracas et

A Brasilia.

Il s'agit là de problèmes de longue haleine. Mais le président américain a di aussi ouvrir des dossiers urgents. Le principal était, évidemment, celui du canal de Panama. Ce sujet a valeur symbolique en Amérique latine, où la mainmise américaine sur la « zone » est ressentle — indépendamment des choix idéologiques des différents pays — comme une situation purement coloniale.

M. Carter a done bousculé les choses, au point que ses négociateurs ont réussi en quelques mois ce que les gouvernements précédents n'avalent po mener à bien en treize ans : mettre sur pied en treize ans : mettre sur pied deux projets de traités en principe acceptables par les deux parties. C'était, évidenment, compter

sans les réticences des parlemen-taires américains, qui reflétaient, en la circonstance, celles de lar-ges couches de l'opinion améri-caine. De fait, si le général Tor-rijos, chef du gouvernement de Panama, a obtenu sans trop de difficultés une ratification des deux traités par référendum, les projets ont été passés ao crible aux Etats-Unis.

A ce jour, seul le premier texte

— celui relatif à la neutralité de
la voie d'eau — a été, et d'extrême
justesse, approuvé. Il l'a été ao
prix d'amendements nombreux,
dont certains déforment gravement les intentions initiales des
négociateurs. La ratification du
texte par le Sénat américain a
été accueille sans enthousiasme
à Panama. Le président Carter
qui avait, semble-t-il, envisagé
pour « fêter ça.» de faire une
escale dans la petite République
centre-américaine à l'occasion de
sa prochaine tournée y a renoncé.

situation, au plan économique, an moins, est préoccupante. Dernier agros » dossier tronvé par le président Carter à son arri-vée à la Maison Blanche : celui

des relations avec Cuba.

Les progrès accomplis sont patents, même si, sur le fond, les positions ne se sont guère rapprochées. Accord sur la délimitation des zones de pèche, établissement de a sections d'intérèts » américaine à La Havane et cubaine à Washington, multiplication des visites d'hommes d'affaires américains dans l'ile carafbe, début de collaboration des marines dans le détroit de Floride, libération de prisonniers américains par M. Fidel Castro : les gestes de bonne volooté se sont, de part et d'autre, multipliés.

Sur le fond, pourtant, le statu quo demeure. Les Cubains font toujours de la levée de l'embargo des Etats-Unis contre leur pays une conditiou préalable. A Washington, il y a eu davantage de fluctuations. On a pu se demander, en particulier, si l'importante présence militaire cubaine en Afrique n'aliait pas amener les autorités américaines, à un gel des relations. Cela a été dit. Implicitement démenti, puis redit. des relations avec Cuba.

autorités américaines, à un gel des relations, Cela a été dit, implicitement démenti, puis redit, par des voix toutes très autorisées. En l'état actuel de l'engagement cubain en Afriqoe, li semble blen que peu de progrès subtantiels poissent être accomplis. On ne peut croire, pourtant, que les relations bilatérales reviendront à l'étiage de naguere. D'aotant que la pression des milieux économiques américains va dans le sens la pression des milieux économiques américains va dans le sens de la normalisatioo : eeux-ci sont conscients de l'importance du marché potentiel représenté par l'île caraibe, en dépit des difficultés que leur oppose une économie socialisée.

Tout compte fait, M. Carter va donc trouver, durant sa brève visite, une Amérique latine sensiblement différente de celle que ses prédécesseurs ont connue : moins doctie, sans doute, mais, peut-être aussi, dans son tréfonds un moins hostile.

Lors des opérations israéliennes

65 000 RÉFUGIÉS **PALESTINIENS** ONT ETÉ « DÉPLACÉS »

Beyrouth (A.F.P.). - Soixent cinq mille réfugiés palestiniens du Sud-Liban ont été - déplaopérations militaires israéliennes e région, a annoncé l'UNRWA (Office de secours et da travaux de l'ONU pour les réfugiés palestiniene eu Proche-Orieni), dans un publié à Beyrouth. Des milliers de réfuglés om quiné leurs foyers pour des régions plus eûres et six mille d'entre eux, au moins, ont cherché refuge dans la capitale Mbanaise ajoute le communiqué. A Saïda, principale ville du Sud-Liban, l'UNRWA a établi un programma d'alimentation pour trente-quaire mille rélugiés de la région de Tyr et principalement des camps de Rachidiyen, Bourj al Chemali et Bass, qui avalent été violemment bombardes par les forces Israéliennes.

L'UNRWA lance un eppel urgent pour que des fonds auppiémentaires lui solent accordés par semaine pour assurer la nourriture des 34 000 réfuglés déplacés à Saîda, » Nul, Indique la communique, no peut prévoir à l'heure actuella pendant combian da semaines, ou de mois, ces secours seront nécessaires. »

JEAN-PIERRE CLERC.

pour les droits de l'homme

L'action américaine en faveur des droits de l'homme à connn des phases diverses. Il y a eu comme des repentirs : ainsi, l'été denier, Washington a paru bien pressé d'entériner un processus d'institutionnalisation annoncé par le général Pinochet pour... 1891. Il y eut des hésitations, comme an Nicaragua, où, après avoir paru donner des encouragements aux advensaires du général Boncea, l'ambassade américaine s'est repliée sur l'Aventin, laissant l'opposition à découvert face à une répression qui retrouvait viguaur.

vait vigneur.

Il est encore bien tôt pour juger si, en Amérique latine comme ailleurs, la défense des droits de l'homme était un engagement laux des profondeurs de la démocratie américaine, une arme de guerre coutre le camp socialiste comportant, accessoirement, quelques retombées au sud du Rio-Grande, ou une aumône morale pour faire patienter des peuples agargis.

D'ores et déjà, pourtant, on peut risquer une remarque. Le respect des droits de l'homme par les gouvernants est, évidemment, lié à la capacité de contestation des ciroyens, c'est-à-dire, en dernière analyse, au degré de liberté politique dont ils jouissent. Les violations des droits de l'homme

Autre dossier considéré comme prioritaire à Washington, et pas seulement pour ce qui regarde l'Amérique latine : la question de la prolifération nucléaire. Sur ce point, c'est le Brésil qui se trouve placé sur la sellette. Le président Carter a, dès les premères semaines de son mandat, manifesté les plus expresses réserves envers le traité signé, en juin 1975, entre Brasilia et la République fédérale d'Allemagne. Cet accord devrait conduire Bonn à doter, d'iel à 1990, le géant latino-américain d'un cycle nucléaire complet, L'administration américaine a, peu à peu, précisé sa position : e'est, en fin de compte, à la seule usine de retraitement des déchets radio-actifs qu'elle réserve, en principe, ses foudres.

foudres.

La nouvelle équipe de Washington a tenté une manœuver d'encerclement, en agissant tant auprès de la R.F.A. que de Brasilia. Le récent voyage du général Geisel en Allemagne fédérale démontre, selon toute apparence, que l'achec est complet. Pis : les pressions de Washington ont para renforcer les généraux de Brasilia dans la conviction progressions de washington.

sivement forgée que leur pays no saurait devenir une puissance mondiale s'il demeurait le « chou-chou » (l'expression est d'un di plomate brésilien!) d'un « grand protecteur ». les Etats-Unis.

on a donc vu, ces derniers mois, se multiplier les oovertures de Brasilia en direction de Bonn. Des contrats pratiquement signés avec des firmes américaines ont été finalement passés avec des entreprises allemandes Siemens, par exemple. Des proits pour la fabrication eu commun d'armements sont dans l'air. La République fédérale, qui, de son côté, mène, depuis des années, une ambitieuse politique latino-américaine. a évidemment, répondu avec empressement à ces ouvertures : le flux des investissements allemands au Brésil dépasse désormais celui des Etats-Uois. Ao plan politique. Bonn se donne même politique. Bonn se donne même le luxe d'avoir deux fers an feu : c'est, en effet, le secret de Poli-chinelle que le S.P.D. suit de très près certaines tentatives actuelle-ment faites an Brésil en vue de créer un parti socialiste ou socialUn dossier important

Le Monde

publiera le 28 mars un numéra spécial des « Dossiers et documents » de 152 pages

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 1978

Les résultats complets Les programmes des partis L'évolution des tendances

A retenir dès maintenant chez vatre marchand de journaux habitue!

152 PAGES - 15 F

VENEZUELA BRESIL

WASHINGTON -

La prolifération nucléaire

Les phases de l'action

ions des droits de l'homme finnent perpétrées en Amé-

rique latine, et ailleurs, ne sont pas le fait du seul sadisme de quelques militaires et policiers. Elles expriment la réaction de minorités menacées de perdre leurs privilèges. Défendre les droits de l'homme, c'est donc, en

droits de l'homme, c'est donc, en premier lieu, accepter des changements politiques et socianz profonds. Certains metiralent en cause des intérêts acquis par les Etats-Unis eux-mêmes, par le blais de leurs entreprises multinationales notamment.

C'est dire que les Américains—tout comme d'ailleurs les Européens et, de façon plus générale, les ressortissants des pays développés — ont à payer, sons forme d'une limitation de leur nivean de vie, pour la promotion wean de vie, pour la promotion des droits de l'homme dans les pays panvres. En un sens, les pri-sons d'Amérique latine se rem-plissent comme balssent les cours du café ou du sucre. Les bril-lants cerveaux qui, au sein de la Commission trilatérale et ailleurs, Commission trilaterale et ailleurs, ont réfiéchi à ces problèmes y ont sans doute pensé; mais ils ne l'ont guère crié sur les toits. La défense des droits de l'homme passe, en Amérique latine notamment, par la mise en œuvre d'un ordre économique international. Ces considérations — et plus spécialement les questions du prix des matières premières, dont le pétrole, et du libre accès des pro-

Les Brigades rouges indiquent que «l'interrogatoire» de M. Aldo Moro a commencé

Les ravisseurs de M. Aldo Moro se sont manifesté à nouveau à la fin de la Semaine sainte : le - communiqué numéro 2 > des Brigadas rouges a été remis, samedi 25 mars, à des journaux da Rome, Milan, Gênes et Turin, Il ne formule aucuna exigence et n'apporte aucuna information sur le sort du président de la démo-cratia chrétienne, il indique simplement que

Rome. — L'Italie assiste, impuissante. à un simulacre de procès dont elle ne connaît ni le lieu ni les circonstances. Mais c'est surtout l'incertitude pesant sur l'issue de ce drame qui use les neris de la classe politique. Car les « juges » de M. Moro connaissent naturellement — depuis le 18 mars, date du rapt — la «sentence» qui sera infligée à l'accusé, et lis se gardent bien d'en rèvèler quoi que ce soit. La seule phrase prospective du « communiqué numéro 2 » est inquiétante : Les Brigades rouges s'étonnent que M. Moro soit présenté, « même après sa copture », comme le futur président de la République. Est-ce à dire qu'il ne sortira pas vivant de leurs mains? Ou que son « procès » aura été Rome. - L'Italie assiste, im-Ou que son « procès » aura été tellement humiliant que la route du Quirinal lui sera barrée à

du Quirinal lui sera barrée à jamais?

Ce deuxième message des ravisseurs est plus intéressant que le précèdent qui avait été publié le 18 mars : si l'on n'y apprend rien sur le sort de M. Moro, les Brigades rouges y révèlent, en revanche, plusieurs choses sur elles-mêmes. A commencer par le sens du « procès » qu'elles infligent à leur prisonnier! Il s'egit pour elles d'établir les responsabilités de M. Moro dans « les politiques impérialistes et antiprolétaires dont la démocratie chrétienne est porteuse » Cet « homme de pointe de la bourgeoisie», ce « partisan le plus élevé de toute la restructuration de l'Etat impérialiste des multiélevé de toute la restructuration de l'Elat impérialiste des multinationales », sera jugé « selon les
critères de la justice prolétaire ».
A travers M. Moro, dont les
étapes de carrière sont retracècs,
on fait donc le procès du parti
gouvernemental et, au-delà, de
l'Etat lui-même. Un Etat auquel

 l'interrogatoire d'Aldo Moro est en cours .
 Les recherches des enquêteurs sont restées, jusqu'à présent, sans résultat notable, bian que des milliers de perquisitions aiant été effectuées depuis l'enlèvement de M. Moro. Plusieurs auteurs de cet anlèvement auraient toutefois été identifiés par la police, mais aucun n'a pu

sont identifiés aussi bien « la sont identifies aissi hien « le parti de Berlinguer » — qui ne mérite pas, anx yeux des Bri-gades rouges, le qualificatif de communiste — et « les syndicats collaborateurs » d'un régime poli-

« Euroterrorisme »

Les terroristes ne veulent pourtant pas rester isoles. Leur commnnique contient un « appe! du
pied » à l'extrème gauche, qui
est invitée à construire avec eux
« le parti communiste combattant ». La gauche elle-même fait
l'objet d'un autre appel, avec une
remarque — curieuse pour des
révolutionnaires — sur les pouvoirs enlevés au Parlement. Le
quotidien socialiste la Republica
voit dans ce message « la chorte
constitutionnelle de la nouvelle
opposition », qui s'approprierait constitutionnelle de la nouvelle opposition », qui s'approprierait tous les thèmes défendus par la gauche depuis trente ans, en y ajoutant la violence armée. C'est une interprétation que beaucoup de démocrates chrétiens seralent prêts à reprendre à leur compte, car ils reprochent aux détracteurs de leur partid d'avoir engendré la de leur parti d'avoir engendré la terrorisme.

Le « communique numéro 2 > Le « communique numero 2 > affirme aussi que les Brigades rouges ne sont aldées par aucun Etat étranger. Elles agisseot, selon ce texte, « en pleine autonomie (...). selon le principe maoiste qui consiste à compter sur ses propres forces ». En revanche, elles souhaitent la collaboration avec des mouvements revanche, elles solinaitent la col-laboration avec des mouvements frères, et se prononcent pour une sorte d'« euroterrorisme ». Des spécialistes de plusieurs pays ne

être appréhende pour l'instant. sont-ils pas venus collaborer avec De notre correspondont

les enquéteurs Italiens? Ne convient-il donc pas d'opposer à cette sorte d'« Internationale » une réponse adéquate? « L'inter-nationalisme prolétaire doit commencer oujourd'hui, procla-ment les Brigades rouges, en établissont entre les organisations

mant les Brigades rouges, en établissont entre les orgonisations communistes compétentes du pro- létoriat européen un rapport de profonde confrontation politique, d'efficace solidarité et de collaboration concrète. >

Les pratis politiques ont amèrerement réagi à ce nouveau message. Il Popolo, quotidien de la démocratie chrétienne. écrit : « On n'attaque pas la D.C. parce qu'elle a commis d'inécitobles erreurs au cours de trente années de pouvoir, mais porce qu'elle est oujourd'hui plus encore qu'elle est oujourd'hui plus encore qu'hier, le plier d'un Etat libre et démocratique ». De son côté, l'Unita a des mots très durs pour « ce groupa d'assassins » dont le ralsonnement est a typiquement paranolaque ». L'organe officiel du P.C.I. estime qu'e il est grand temps d'arrêter les moins de ces fous criminels ». Reste à savoir comment : aucune piste de l'encuéte ne semble conduire à un comment : aucune piste de l'en-quête ne semble conduire à un résultat, ce qui accentue le man-que de confiance des citoyens envars leurs institutions.

envars leurs institutions.

L'absence de Moro est durement ressentie par les deux principaux partis ifaliens. Le prisonnier des Brigades rouges était la

¿ tête pensante » de la démocratie chrétienne, et le principal
interlocuteur des communistes. A tous, il apparaissait comme l'homme de l'unité, le meilleur candidat à la présidence de la République. Sans lui, l'Italie est

Tchécosloyaquie

Le cardinal Tomasek a pris officiellement ses fonctions d'archevêque de Prague

Vienne. — Pour la première fois depuis près de trente ans, une messe a été célébrée le dimanche de Paques par l'archevêque de Frague. Cet événement a eu lieu dans la cathédrale Saint-Guy, à l'occasion de la cérémonie d'intronisation du car-dinal Tomasek, nommé par le pape le 10 janvier dernier à la tête de l'archidiorèse de la capiale tchécoslovaque. L'office religieux s'est déroulé.

L'office religieux s'est déroulé, selon l'agence gouvernemental's C.T.K. elle-même, en présence d'un nombre considérable de croyants et de prêtres ». Les autorités étalent représentées par M. Karel Hurza, chef du secrétariat pour les affaires du culte. La bulle du pape faisant état de la nomination de Mgr Tomasek a été lue pendant la cérémonie. L'intronisation de Mgr Tomasek comme archevêque de Prague marque un léger progrès sex comme archeveque de Fra-gue marque un léger progrès dans les relations entre le Vati-can et l'Etat tchècoslovaque. Agé aujourd'hul de solxante-dix-huit ans, Mgr Tomasek exerçait la fonction d'administrateur aposto-loue de la capitale dernis que ique de la capitale depuis que son prédécesseur, Mgr Beran, après avoir été remis en liberté, avait du s'extier à Rome en 1965. Consacré évêque sans l'approbation de l'Etat en 1949, il fut arrêté en 1951 et resta trois ans professes sa présence comme arrêté en 1951 et resta trois ans en prison. Sa présence comme délégué au concile Vatican II avait causé quelque sensation. Pendant le printemps de Prague, il présida le mouvement pour le renouveau du concile, toléré par les dirigeants plus libéraux, mais non autorisé officiellement. En mai 1975, il fut élevé à la dignité de cardinal. Cette décision, toutefols, fut prise in pectore, c'est-à-dire secrétement, par le pape, qui ne la révéla au public qu'en juin 1977.

S'il est loin d'avoir la stature, par exemple, d'un cardinal

par exemple, d'un cardinal Wyszynski en Pologne, Mgr To-masek s'est neanmoins imposé an fil des ans. dans des conditions particulièrement difficiles, par sa ténacité et son courage, comme le chef de l'Egüse catholique le chef de l'Eglise catholique tchécoslovaque. Les moyens d'action du prélat qui est très âgé n'au restent pas moins limités. Il ne dispose même pas, pour l'alder dans sa tâche, d'un évêque coadjuteur. Sa nomination est le résultat de pourpariers menés à la fin da l'année dernière à Prague et au Valican par M. Hruza avec des représentants du Saint-Slège.

Ces entretiens avaient écale-

Ces entretiens avaient égale-ment eu pour conséquence la création d'une province ecclésias-tique indépendante en Slovaquie ayan: pour centre l'archeveché ainsi qu'une adaptation des limites de certains diocèses aux frontières de l'Etat tchécoslovaque. C'est ainsi que le dioDe notre correspondant en Europe centrale

cèse de Cesky-Tesin, jusque-là dépandaot de la juridiction de Wroclaw, en Pologne, a été rat-taché à l'archevêché d'Olomouc. En dépit de ces améliorations, Trnava et Olomouc restent toujours sans archevêque en titre et sont dirigés par de simples administrateurs apostoliques.

Sur les treize évêchés que compte la Tchécoslovaquie, trois seulement (Prague, Banska-Bystrica et Nitra) ont des évêques résidentiels. Les arrangements avec le Vatican n'ont pas fait disparaître d'autre part les mesutes d'intimidation contre les croyants et le clergé, ni les menaces de disparition qui pésent sur les ordres catholiques de reli-

MANUEL LUCBERT.

Espagne

Les Basques ont célébré légalement le « jour de la patrie »

Une dizaine de personnes ont été légérement blessées, somedi 25 mars dans la eoirée, par l'explosion d'une bombe déposée dans les bureaux du parc automobile municipal de Saint-Sébastien, au Paye basque espagnol. L'organisation séparatiste basque ETA a revendiqué l'attentot et o déclaré dans un communique qu'elle poursuivrait des actions semblables « tant que les actuelles forces de l'ordre, qui sont des forces d'occupation, ne seront pas remplacées par des forces autochtones adaptées à une nation telle que le Pays basque ».

D'autre part, pour la première fois depuis la guerre civile, l' « Aberri Eguna », fête de la patrie basque, o eu lieu légalement

De notre envoyé spéciol

Bilbao. — «Indépendance», ce cri a souvent été entendu le dimanche 26 mars à Bilbao. Les Basques fétaient l'a Aberri Eguna», c'estadre le «jour de la patrie». Pour la première fois depuis la guerre civile, la manifestation était autocivile, la manifestation était auto-risée. Pendant trois heures, la capitale de la Ruhr espagnola a été inondée de patriotes et de drapeaux basques, croix blanches et vertes sur fond rouge, Les militants des partis Indé-pendantistes et révolutionnaires se cont manifesté alles hustantes se

pendantistes et révolutionnaires se sont manifesté plus bruyamment que les autres. Ils ont hué au passage le drapeau espagnol qui flottait sur la banque de Biscaye, deux symboles détestables à leurs yeux. Ils ont chanté le Gudari, le chant des combattants qui ont lutté eo 1937 contre les troupes franquistes. Ils ont scandé sans se fatiguer : « ETA, la peuple est avec tot a Certains ont même réciame la « goma 2 » (le nom d'un explosif) contre la centrale nucléaire de Lemoniz, déjà endommagée li y o dix jours par un attentat...

un attental...
La pinpart des partis — à l'exception de l'Union du centre democratique, le parti gouverne-mental, et de l'Alliance populaire, qui rassemble la droite — ont participé à cet « Aberri Eguna » lancé en 1932 par le parti nationaliste basque (P.N.V.) et qui coincide avec le dimanche de

général basque, M. Ramon Ru-bial, ouvrait le cortège. Les mit-tants à béret et jaquette blen marine dn P.N.V. venalent en queue. Environ deux cent cin-quante mille personnes ont dé-filé sur 2 kilométres. Des mani-lestations identiques ont eu lieu dans les capitales des trois autres province basques : Saint-Sébas-tien, Vitoria et Pampelune. Toutes avalent pris comme mot d'ordre la récupération de l'euto-nomie et les libertés nationales. la démocratisation des municipa-lités et la lutte contre le chô-

CHARLES VANHECKE

EN FRANCE AUSSI

Bayonne. — L'Aberri Eguna e été célébrée en France sur le sommet de la Rhune. L'endroit a été choisi comme on symbole de la volocté des nationalistes basques français de lutter contre fication » de la région et le monopole des mayens andin-visoeis. La Rhune est le siège an relais de télévision, et le temps a'antenne réservé à la langue busque est des plus

AFRIQUE

LES CONSERVATEURS PRÉCONISENT UNE PROFONDE RÉFORME

Grande-Bretagne

Londres. — « Le principe hèrè-ditaire est accepté par la grande majorité de l'humanité », s'ècriait en 1911 Bailour, alors leader din parti conservateur, pour défendre la Chambre des lords, dont les ponvoirs allaient être réduits par le gouvernement libéral. Solvante sept ans plus tard, ce principe est remis en question.

Dans son projet de réforme de la Chambre haute, la commis-sion du parti conservateur, sous

sion du parti conservateur, sons la présidence de lord Home, ancien premier ministre, va audelà d'une simple refonte de l'institution. Ella recommande la création d'une nonveile Chambre de 402 membres (leur nombre actuel est théoriquement de I 139) dont les deux tiers (168) seraient élus pour neuf ans. Le souverain, sur l'avis de premier souverain, sur l'avis dn premier souverain, sur l'avis du premier ministre ayant consulté une com-mission spéciale comprenant les leaders des partis, désignerat le dernier tiers (134) ainsi que les 28 juges et évêques nommés pour une période de neuf ans. Les lords élus sersient renouve-lés par tiers tous les trois aos. Les pairs béréditaires continueraient d'exister, mais leur fils aîné n'aurait plus automatique-ment le droit de sièger à la

Chambre haute.

Selon une autre disposition importante du projet Home, les pairs pourraient désormais être candidats aux Communes. La suppression de cette incompatibilité auralt jadis permis à Winston Churchill d'accepter la pairi et, plus récemment, d'éviter à M. Tony Benn, l'actuel leader de la gauche travailliste, d'avoir à renoncer à

son titre de vicomte.

La noovelle Assemblée auralt des pouvoirs renforcés, Elle pourrait pendant deux ans retarder la législation des Communes (actuellement, elle peut le faire pendant un an).

eant un an).

En 1968, un projet de réorganisation de la Chambre des lords
par le gouvernement travailliste,
et qui avait l'approbation des dirigeants conservateurs intrejeté aux Communes par une coalition associant les conservacoalition associant les conserva-teurs de droite, opposés à tout changement, et les travaillistes de gauche qui craignalent un renforcement du pouvoir de la Chambre hante. Cette fois, les conservateurs et les lords tentent de prendre de vitesse les partisans de la cham-

vitesse les partisans de la chamvitesse les partisans de la chambre unique, réclamée par le Labour, et que lord Hailsham a qualifiée de « dictature élue ».

Dans son rapport, la commission Home note que, si la Chambre des lords est abolie, « un gouvernement minoritaire en voix dans le pays disposant d'une foible majorité parlementaire pourrait présider sans contrainte à tout chancement constitutionà tout changement constitution-nel important et prolonger indûment so propre existence... ». La commission reconnait que, sous sa forme actuelle, l'institution ne répond plns aux exigences de l'heure.

répond pins aux exigences de l'heure.

Cependant, les propositions de la commission Home soulèvent des objections majeures. Elles recommandent en effet l'élection des lords à la représentation proportionnelle — un mode de scrutin auquel Mme Thatcher, le leader du parti conservateur, est fermement opposée dans la mesure où il favorise les coalitions au détriment des grands partis. La commission justifie son choix en disant que la nouvelle Assemblée ne doit pas être élue de la même façon que les Communes. L'autre objection tient an renforcement anvisagé des pouvoirs de la nouvelle Chambre, et plus précisément celui de retarder de deux ans les législetions votées par les Communes. Ainsi, un gouvernement qui n'aurait pas le soutien de la Chambre haute pourrait difficilement agir pendant les deux dernières années d'une législature, qui est théoriquement de cinq ans, mais en pratique généralement plus courte.

HENRI PIERRE.

République démocratique allemande

M. JOACEIM HERRMANN, M. JOACEIM HERRMANN, rédacteur en chef du quolidien est-silemand Neues Deuischland, 2 été nommé, mercredi 15 mars, secrétaire du comité central du S.E.D. (parti communiste de R.D.A.), chargé de la propagande. Il succède à M. Werner Lamberz, récemment tué dans un accident d'bélicoptère en Libye (le Monde des 8 et 9 mars). M. Günter Schbowski le remplace à la rédaction en chef place à la rédaction en chef de Neues Deutschland. —

[Né en 1920, M. Herrmann a commencé sa carrière politique au teln des organisations de jeunesse du parti commoniste, dont il a cotamment dirige la revue. Junge Weit, de 1932 à 1962. Nommé secrétaire d'Etat aux affaires interallemandes en 1965, o avait quitté es poste en juinet 1971 pour prendre la direction du quotidien du P.C.1

Rhodésie

Les pays de la « ligne de front » demandent à Londres et à Washington DE LA CHAMBRE DES LORDS de condamner «sans équivoque» le règlement interne

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. - Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont été invités, dimanche 26 mars, à condamner « sans équivoque » le règlement interne rhodésien, par quatre chefs d'Etat de la « ligne règiement interne rhodésien, par quatre chefs d'Etat de la « ligne de front » et les coprésidents du Front patriotique réunis à Der-Es-Salaam. Dans un communiqué publié à l'issue de deux jours de travaux, les présidents Nyèrere (Tanzanie), Machel (Mozambique), Kaunda (Zambia) at Khama (Botswana), ainsi que MM. Nkomo et Mugabe, nnt rappelé laur rejet « total » de l'accord de Salisbury et leur « appui sans faille à la lutte armée du peuple du Zimbabwa (Rhodésie) sous la direction du Front patriotique.

Entre deux réunions des participants à ce « sommet », auxquels
s'était joint M. Sam Nujoma,
président de la SWAPO (Namible) le président Nyerers a reçu
M. Andrew Young, ambassadair
américain aux Nations unles, en
c o m p a g n le des représentants
américain et britannique sur
place. Cette entrevue, qui a eu
ilen samedi, tard dans la solrée,
ne paraît pas avoir convaincu les
Etats de la « ligne de front » du
blen-fondé de la position angioaméricaine. Tout en le jugeant
« inadéquat », Washington et
Londres se sont refusés jusqu'icl
à condamner catégoriquement le à condamner catégoriquement le règlement conclu entre M. Smith et ses trois partenaires africains du Conseil exécutif de Salisbury, l'évêque Muzorewa, le pasteur Sithole et le chef Chirau.

Sithole et le chef Chirau.

Malgré l'absence du président
Neto (Angola), la « sérieuse
inquiétude » exprimée à Dar-EsSalaam devant l'attitude angioaméricaine laisse penser que les
Africains de la « ligne de front »
ne se font plus d'illusions sur la
possibilité de relancer la négociation rhodésienne. Ponr la
forme, semble-t-il, leur communiqué rappelle cependant qu'ils
sont prêts à reprendre les discussions avec Londres et Washington sur la base du plan de paix
avancé par ces derniers en septembre. Le « sommet » paraît
même favorable à la reprise de
négociations directes entre le
Front patriotique et Londres, assisté par Washington, avant un
élargissement d'une telle conférence à d'autres délégations.

Vers un durcissement du conflit ?

Autrement dit, les Etats de la «ligne de froot» ont demandé aux Occidentaux de faire clairement leur choix entre la solution offerte par M. Smith et une « solution africaine ». Ils l'ont fait avec certains ménagements, puls-que leur communiqué s'abstlent de citer nommément les trois

appel à Washington et à Londres ne laisse aucun doute sur l'am-pleur de leurs préoccupations : renoncez à rêver de compromis, disent-ils aux Britanniques et aux Américains, car li ne peut plus

En filigrane, se profile désor-mais un durcissement du conflit. Au cas où Washington et Londres refuseralent de se prononcer clai-rement contre l'accord de Salis-bury, les pays de la «ligne de front » seralent probablement amenés à prendre les mesures qui s'imposeraient, à savoir ren-forcer les défenses de ceux d'en-tre eux oui sont frontallers de la tre eux qui sont frontallers de la Rhodésie, notamment le Mozam-bique et la Zamble, et consolider bique et la Zamble, et consolider les bases arrière de la guérilla que ces deux Etats abritent. Dans cette hypothèse, fante d'une aide militaire occidentale, les pays de la « ligne de front » devraient avant tout compter sur Cuba et sur l'Union soviétique.

De surcroît, la participation de M. Sam Nujoma au « sommet » de Dar-Es-Salaam paraît appuyer le choix de la fermeté. Les Afri-cains souhaiteraient faire comcains souhatteraient faire comprendre aux Occideotaux combien
il est vain, à leurs yeux, d'espèrer
qu'un pen plus de souplesse sur la
questioo namibienne pourrait
convainere M. Vorster, le premier
ministre sud-africain, d'intervenir
auprès de Salisbury en faveur
d'une reprise du dialogue avec le
Front patriotique. Front patriotique.

La balle est désormais dans le camp anglo-américain. A Salisbury, l'évêque Muzorewa et le Révérend Sithole oot déjà jugé « sans conséquences » les décisions de Dar-Es-Salaam et « dé-sions de Bar-Es-Salaam et « dé-sions de Bar-Es-Salaam et » ploré » l'intensification annoncée plore » l'intensification annoncée de la lutte armée. De soo côté, M. Smith a réduit de douze à neuf les portefeuilles de son gou-vernement afin d'en écarter, sem-ble-t-il, les ministres conserva-teurs les plus hostiles au règle-ment du 3 mars.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Algérie

AU CINOUIÈME CONGRÈS DE L'U.G.T.A.

Le président Boumediène annonce une augmentation du salaire minimum

De notre correspondont

Alger. — Le président Boume-diène, longuement applaudi, a ouvert samedi 25 mars le cin-quiéme congrès de l'U.G.T.A. (Union générale des travailleurs algériens) en présence de 1 083 délégues dont 21 femmes et 30 représentants de l'emigration des membres du gouvernement et du parti, des cadres de la nation et de 71 délégations étrangères. Les travaux devraient se terminer le mercredi 29 mars.

Avant d'annoncer que le salaire minimum vital allait passer de 600 à 800 dinars (un dinar égale 1,20 F), le chef de l'Etat a sou-

ligné que la démocratie libérale à l'occidentale ne correspond pas aux besoins des pays en voie de développement. Mais il a également noté qu'il ne suffit pas de disposer d'un parti unique pour accélèrer le développement économique, social et culturel, si un tel parti se sclérose et surtout « s'il ne garantit pas la démocratie interne ». Rappelant que 1978 est l' « onnée des congrès :, puisque le deuxlème congrès du F.L.N. couronnera les assises des organisations de masse, M. Boumediène a déclaré que toutes ces réunions doivent être des « écoles de démocratie interne ».

Une critique des initiatives de M. Sadate

Le chef de l'Etat a critiqué à ce propos les opposants algériens qui, de Paris et de Rabat, affirment que « tout ce qui se fatt en Algérie est mauvais ». Il a a ajouté : « La charie nationais approuvée par le peuple olgérien est le dénominateur commun de tous les miliants. Ceux qui ne se rencontrent nas avec nous eu tous les militants. Ceux qui ne se rencontrent pas avec nous au sein de ce cadre n'ont rien à voir ovec nous. »

Le président algérien a rappelé que la charte ne parle pas de lutte de classes parce qu'ella n'accepte pas qu'une classe en écrase une antre. Mais il a soutigné qu'il existe « des intérês contradictoires entre les classes sociales » et noté qu'il fant inter a pour mettre fin graduellement à ces contradictions ».

ces contradictions ».
Abordant les problèmes de poli-

tique étrangère, il a affirmé que l'Algèrie n'a pas de différend avec le peuple égyptien, mais il a cri-tiqué les initiatives du président Sadate.

Avant le discours du chef de l'Etat, un vif échange avait op-posé le président de séance à un certain nombre de délégués qui

contestalent le point 5 de l'ordre du jour prévoyant que les inter-ventions « seraient faites par des rapporteurs désignés préalablement par les pré-congrès, les conjérences de secteur et les unités de production b. Les contestataires, qui n'ont pas eu gain de cause, demandaient que tous les congressistes puissent intervenir à tout moment, y compris en seance plénière et pas seulement au sein des commis-

Cet incident, qui n'a eu de pré-cédent que lors du débat sur la charte nationale en 1976 et des essies sur l'agriculture et l'anto-gestion en février 1973, rellète l'àpreté des débats qui ont pré-cédé le congrès, et tout indique que, au cours des discussions à huis clos qui ont suivi la présen-tation du resort tats du ont sur la presentation du rapport moral par M. Bennikous, secrétaire général de la centrale, samedi après-midi, nombre de délégués ont manifesté leur volonté de se battre pour faire respecter la « démocratic interne ».

PAUL BALTA

Morok

es deputes independants g rassemblement politi

Wellington et Canborra sur l'attitude à adopter des visees commerciales

> Nea- by There Notice and

- notre correspondate

GOT THE 1217 oct 1000 14.295 1 3372 The Pa - ಇದರರಾಣಿ TC: 170 2-

Les députés «indépendants» vont organiser un «rassemblement politique national»

De notre correspondant

Maroc

de réflexion » (le Monde du 25 mars), les membres du Groupe des Indépendants, majoritaire à la Chambre des représentants (députés), ont décidé, le 26 mars, d'organiser un « russemblement politique national ». Le terme de « parti » aurait été jugé, semble-t-il, trop étoit pour être retenu, en tout cas peu adapté à la volonté des participants de promouvoir une large ouverture politique à l'égard de tous les clinvens. Rien cerendant ne sera aque à l'égard de 1013 les citoyens. Rien cependant ne sera précipité. Le colloque, en effet, a tiré des enseignements de ce qu'à pu avoir de hâtif et, partant, d'éphémère, la création, en 1963, avant la première expérience par-lementaire, du Front de défense des institutions constitutionnelles des institutions constitutionnelles

Il n'a pas non plus onblié qua les députés ne sont pas les seuls élus indépendants, mais qu'il s'en trouve eu grand nombre dans les assemblées provinciales et préfec-

assemblées provinciales et préfectorales, dans les chambres professionnelles et dans les consells
communaux et municipatux.

Aussi, procédera - t - on par
étapes, M. Ahmed Osman, premier
ministre et député d'Oujda, qu'un
consensus général a confirmé
comme président des indépendants, a été habilité à designer
une commission nationale qui une commission nationale qui aura pour mission de mettre en des comités provinciaux et locaux et d'élaborer le statut du futur erassemblement en conformité avec le dahir (lol marocaine) sur les associations. Ce processus abontira à un congrès constitutif.

« Un exemple »

Aucune date u'a été fixée pour ce eongrès. Ou pense généralement qu'il pourrait se tenir avant l'ouverture, en octobre prochain, de la session ordinaire du Parle-

La doctrine a été élaborée par le colloque au prix, parfois de discussions dont l'apreté résulte de la diversité des participants. Ainsi en fut-il, par exemple, à propos de la réforme agraire. Le propos de la réforme agraire. Le principe de la propriété privée a été réaffirmé, mais, en définitive, quelles qu'aient pu être les remarques sur les échecs patents de la réforme agraire dans divers pays, il a été reconnu que le droit de propriété pouvait être limité si les exigences du développement economique et sorial nignifié de economique et social planifié de la nation en dictaient la nécessité. De ces confrontations est sorti un document de synthèse qui sera

semaines en Australie, avec pour objectif de teuter d'amétiorer les relations entre Wellington et Canberra. Pourtant, le chef du gouvernament une pelitique qui ne peut qu'accroître les divergences entre les deux pays volsins. Il a récemment abrègé son séjour à Sydney 1975 de la conférence régionale du Commonwealth (le Monde du 14 février). Il vient d'autre part de lancer contre l'atmpérialisme commercial a du Japon une violente attaque, qui coincide avec le départ pour Tokyo d'une importante mission commerciale australienne présidée par le vice-pre-

depart pour rusy a unitative mission commerciale australienne présidée par le vice-premier ministre, M. Anthony.

Pour le Japon, l'Australie et la
Nouvelle-Zélande sont depois des
années des partenaires militaires
et commerciaux privilégiés ainsi
que les deux seuls avant-postes
a blancs p dans cette partie du
monde. Les remarques acerbes de
M. Muidoon indiquent que Canherra et Wellington ont une attitude divergente à l'épard du pays
avec lequel tous deux entretiennent les échanges commerciaux les plus importants.
Selon le premier ministre néozélandais : « L'impérialisme commercial entre pour une part

zélandals: « L'impérialisme com-mercial entre pour une part considerable dans les activités japonaises dans le Pacifique. Le Japon a, dans une certaine mesure, obtenu par des moyens pacifiques ce qu'il n'avait pu gagner militairement. » Le Japon se montre accommodant avec les « Grands », comme les Etats-Unis ou la C.E.E., alors qu'il a adopté une ligne beaucoup plus dure avec les petits pays, comme la Nouvelle-

les petits pays, comme la Nouvelle-Zélande, a ajouté M. Muldoon. Le premier ministre uéo-zélandals a aussi fait savoir aux Japonais

aussi fait savoir aux Japonais qu'ils devraient se montrer plus accommodants s'ils voulaient être

autorisés à pêcher à l'intérieur

soumis à discussion aux diffé soums a discussion aux differents stades de l'organisation du congrès, et amende s'il le faut, eu fonction des observations recueillies avant de définir la charte officielle du « rassemble-

ment ».

En attendant, le document est jugé suffisamment élaboré pour que certaines de ses recommandations fassent, de la part des députés indépendants, l'objet de propositions de loi. Dans le discours de clôture du colloque, le premier ministre, M. Ahmed Osman, a exprimé le vœu qu'il en soit ainsi. « Que les indépendants, a-t-il également déclaré, constituent un exemple pour l'ensemble des citoyens en vue de procéder au e ho n g e m e n t de certains concepts et habitudes négatifs concepts et habitudes négatifs concepts et habitudes négatifs qui imprégnent certains milieux de notre société, et qui se troduisent par une tendance au gaspillage et un goût du luxe et de manifesta-tions dispendieuses dans la vie quotidienne et dans les manifes-tations et cérémonies ». Ce lan-gage a êté particulièrement re-marqué car il tend à mettre un frein à des pratiques jugées frein à des pratiques jugées iu à d'm las i ble s dans les efr-constances économiques difficiles que traverse le royaume at dont souffrent les plus déshérités.

souffrent les plus déshérités.

La tentative des indépendants u'ira pas sans difficultés. Les indépendants devront faire la synthèse des aspirations des villes et des campagnes en se démarquant des partis traditionnels. Si la préparation des élections législatives de 1981 u'est peut-être pas sans rapport avec la création envisagée du rassemblement, celle-ci résuite également d'une prise de conscience de certaines réalités. Vingt-deux ans après l'indépendance — une génération — vingt-deux ans avant l'an 2000 — autre génération, — toutes deux ayant genération, — toutes deux ayant leurs exigences, des devoirs pressants s'imposent, qu'un des participants an colloque nous résumait en ces termes : « Pas de grands mots ni de gronde révolu-tion à coups d'idéologie : améliorer ce qui existe, le rendre plus juste, si l'on veut éviter demain

LOUIS GRAVIER.

● La gouvernement tchudien et les rebelles du Frolinat seraient tombés d'accord dimanche 26 mars à Benghazi sur l'ordre du jour de la négociation qu'ils ont engagée à Sebha (Libye) le 23 mars. — (A.F.P.)

OCEANIE

mique de la Nouvelle-Zélande.

mique de la Nouvelle-Zélande.

En outre, Wellington cherche
à vendre en Australie des produits laitiers qu'il ne lui est
plus possible d'écouler librement
sur le marché européen, en ralson des législations communautaires. M. Anthony, qui est luimême agriculteur spécialisé dans
les produits laitiers et très sensible aux doléances de la base
électorale du parti national agrarien et ne veut pas que l'Australie s'ouvre trop largement aux
produits laitiers néo-sélandals.

Une autre affaire risque de

Une autre affaire risque de

Australie

Wellington et Canberra sont divisés

sur l'attitude à adopter à l'égard

des visées commerciales du Japon

De notre correspondont

Sydney. — M. Brian Talboys, vice-premier ministre de Nou-velle-Zé'ande, effectue depuis le 14 mars une visite de trois semaines en Australie, avec pour objectif de teuter d'améliorer les un important partienaire écono-

APRÈS DE VIOLENTES ÉMEUTES

L'ouverture de l'aéroport de Narita pourrait être retardée

De notre correspondant

Tokyo. — A la faveur d'un raid audacieux et parfaitement organisé, des étudiants radicaux, soutenant la lutte des paysans opposés à l'mi-verture du nouvel aéroport international de Tokyo, à Narita, ont occupé, dimanche 26 mars. la tour de coutrôle de celui-ci et détruit ses équipements. Le gouvernement, qui s'est réuni lundi prur discuter des conséquences de cette affaire, annoncera mardi si l'onverture de l'aéroport, prévue pour le 2 avril, devra être

Alors que 20 000 sympathisants manifes Ators que 20 000 sympatimasnis maintes-taleut avec les paysans autour de l'aéroport gardé par 13 000 gardes mobiles, une trentaine d'étodiants, casqués et habillés de blutsons rouges, répartis en deux camions équipés à l'avant de chasse-neige, out enfoncé les grilles de la porte n° 9 et, lançant des cocktails Molo-tors sur la police qui tentett de les arrêter tov sur la police qui tentaît de les arrêter, ont pris à toute allura la direction de la tour

Après avoir fait reculer les policiers qui.

pris de panique, ont tiré des coups de feu eu l'air, les étudiants ont investi la tour dout ils ont bloqué les portes en mettant le feu à leurs ont bloque les porces en mettant le ten a leurs véhicules. Un autre gronpe était déjà entré dans le bâtiment par les égouts. Six membres du « commando » sont alors montés au qua-torzième étage et de là ont pénétré par l'extérieur dans le centre nerveux de l'aéroport. Après avoir repoussé sur le tolt du bâtiment un hélicoptère de la pulicel, le « commando : a commencé à détruire systématiquement les équipements tout en lançant des documents

Au sol, un dur affrontement opposait la police à trois cents manifestants qui avaient nétré dans l'aéroport à la suite des camions Ce n'est qu'en fin d'après-midi que la police a pu dégager la tour (en fait, ayant achevé leur besogne, les étudiants u'offraient plus alors une grande résistance...). An total 115 manifestants ont été arrêtés. Cinquante personnes ont été blessées, dont trents-quatre policiers (un étudiant se trouve dans un état gravel.

Selon M. Tomura, l'actif seragénaire qui dirige — sur le terrain — la lutte de la Hantai Domei (ligue des paysans opposés à l'aéroporti, l'incident · n'est que la suite logique d'une lutte de douze ans »...

A Tokyo, les autorités sont très ennuyées par une affaire qui non seulement affecte le prestige du gouvernement — l'aéroport, dont l'onverture est périodiquement reportée depuis sept ans, devait être, en principe, inauguré jeudi prochain. — mais aussi met en évidence la précarité des conditions de sécurité à Narita On peut en effat se demander ce qui serait arrivé si les étudiants avaient investi la tour de contrôle après l'ouverture de l'aéroport à un moment où le trafic aérien aurait été

Un phénomène sociologique complexe

Qui sont ces hommes et ces femmes, armés de pierres et de hambous et soutenus par des étudiants, qui défient le pouvoir depuis douze ans à Narita? Des paysans — une centaine de familles, — ni plus pauvres ni plus extrémistes que d'antres. La bataille de Narita, qui a été un exemple dans l'affaire dn Larzac, est dans l'histoire moderne du Japon la plus célébre « lutte de massé ». Elle témolgne surtout de la rapide mutation psychologique, massé ». Elle témolgne surtout de la rapide mutation psychologique, sociale et politique d'un groupe appartenant à une catégorie de la population qui, généralement, évolue lentement, particulièrement au Japon. La « botaille de Narito » a largement dépassé le cadre d'une opposition de paysans accrochés à leurs terres et refusant le « progrès ». C'est un phénomène sociologique beaucoup plus complexe. Par son ampleur d'abord. Dès 1971, lors des grandiques est par le la cadre d'une pour les est par le cadre d'une se par le cadre d'abord. Dès 1971, lors des grandiques pour la cadre des prandiques par la cadre d'une des prandiques par la cadre des prandiques par la cadre des prandicts des prandiques par la cadre des particulars de la cadre des particulars de la cadre de la cadr plus complexe. Par son ampleur d'abord. Dès 1971, lors des grandes bataliles rangées eutre policiens et paysans expropriés, l'affaire de Narita mobilisait, comme aujourd'hul, vingt mille sympathisants. Par la structure du mouvement d'opposition ensuite. La « bataille de Narita » a donné lieu à une alliance « contre nature » entre les paysans, petits propriétaires gagnant bien leur vie pour la plupart, fidèles électeurs du parti libéraldémocrate, avec les mouvements étudiants les plus radicaux. Pour ceux-ci, généralement engagés

La lutte de Narita fut pour beancoup de mouvements l'occa-sion de réviser leur conception de l'activisme, Comme le note le professeur Emmerson, de l'université amèricalne Hoower : L'idéalisme pacifiste des mou-vements qui, dans les années 60, lutiaient contre la guerre au Victnam, s'est muée en une hos-

dans des luttes fratricides. Narita a été un ferment d'unité ponc-tuelle. Actuellement, ce sont les groupes trotskistes et les maoistes

qui sont les plus actifs.

tilité contre les gardiens de la loi, » En fait, pour le mouvement étudiant japonais qui, à la fin des années 60, mesuralt la vanité de ses luttes anti-impérialistes, sans relations concrètes avec les problèmes de la classe ouvrière japonaise dont îl se réclamait. Narita fut un moyen de s'ancrer dons la réclité C'est à la même. dans la réalité. C'est à la même époque d'ailleurs que nait l'armée rouge; qui s'est depuis rendue cêlèbre par ses « opérations » terroristes à travérs le monde.

L'évolution des paysans

Du point de vue sociologique, le phénomène le plus intéressant est l'évolution, dans la lutte, de la structure de la communauté paysanne autour de Narita. Au départ, en 1966-1967, lorsque les premières expropriations eurent lien, les paysans résistèrent passi-vement (pétitions, manifestations devant la préfecture, etc.). Ils étalent néanmoins organisés en un mouvement Hantsi domei (ligue d'opposition) groupant les habitants des deux villages na ditants des deux vinages concernés; Sanrizuka et Shi-bayama. Selon M. Tomura, ches de la ligue, socialiste et chretien, a au débui, il y avait certes un attachement viscéral à la terre! Mais, au fil de la lutte, est né le sentiment que l'adversage était sentiment que l'adversaire était une classe à Cetto prise de conscience s'est falte en marge des partis politiques qui tentèrent au déout d'encadrer les paysans (notamment le P.C.). Bien que sontenus par les étudiants, les paysans affirment qu'ils ont tou-jours élabore seuls leur mode de lutte.

Pour s'organiser, la commu-nauté paysanne a dû modifier partiellement sa structure, « en particulier en cassant les visilles distinctions entre les vieux et les jeunes, les jemmes et les hommes », écrit M. Tomura dans

ikuru (Vivre en combattant).
Peu à peu, la lutte a brisé le cadre de la communauté traditionnelle refermée sur le village avec ses réseaux d'obligations tissée par l'échange des dons (giri), de hiérarchies entre le preneur de ball et le propriétaire, en quelques années, les habitants ont pris conscience de la similitude du sort que leur réservait la société : disparaître eu tant que petits propriétaires, et aller grossir les rangs du prolétariat des villes. Cette évolution est particulièrement nette dans le cas des paysannes, qui, au demeurant, des paysannes, qui, au demeurant, ne connaissent rien du mouve-ment de libération de la femme, mais nous expliquent comment peu à peu dans la lutte se sont instituées des relations d'un type nouveau avec les hommes, et en particulier leurs maris et leurs enfants.

eniants.
En pratique, la Hantai domei siest donné une organisation de type militaire : un général (talcho), des commandants (okutaicho), des officiers de liaison, etc. pon. On ne la retrouve pas dans le cas des mouvements luttant. par exemple, contre la pollution. Des erreurs des autorités, qui n'ont pas tenu compte des objec-tions des paysans à une époque où les Japonais prenaient conscience des maux (pollution, destruction de l'environnement) provoques par une croissance aveugle, ont donné à l'affaire du nouvel aéroport de Tokyo une ampleur inimaginable dans un antre pays.

PHILIPPE PONS.

sou livre sur Narita, Tatakai ni A TRAVERS LE MONDE

Chili

• UN ATTENTAT A L'EXPLO-SIF a su llen d'imanehe 26 mars à Santiago, près du domicile de M. Engenio Reyes, recteur de l'université tech-nique de la capitale chilienne. Selon la police, il ny a su que des dégâts matériels.

Colombie

MIGUEL DE GERMAN RIBON, ambassadeur de Colombie à Paris de 1970 à 1974, propriétaire d'une importante entreprise d'exportation de fleurs, a été enlevé samedi 25 mars à Bogota, a - t - on appris lundi dans la capitala colombienne. Les ravisseurs n'ont pas encure fait connaitre leurs intentions, et on ignore s'il s'agit d'un enlèvement politique ou crapuleux. — (A.F.P.).

Guinée

LA MOITIE DU MILLION
D'HECTARES DE FORETS
CLASSEES à été détruite par
des incendies dus à la sécheresse, et la récolte céréalière
n'atteindra pas 100 000 tonnes
en 1978 alors que les besoins
annueis du pays oscillent entre
500 000 et 600 000 tonnes, s
déclaré samedi 25 mars à
Conakry le président Sekou
Touré. — (Reuter.)

Une autre affaire risque de connaître des rebondissements spectaculaires lors de la visite de M. Anthony au Japon. C'est ce que l'on appelle en Australie le « computergate ». Une société japonaise, Facom, qui avait emporté un gros marché d'ordinateurs, a vu ce contrat annulé après que la société américaine LBM, ent protesté auprès du premier ministre, M. Fraser ; les prix de Facom étaient pourtant inférieurs à ceux d'I.BM. Il semble que cette dernière ait tiré profit de ses relations directes avec M. Fraser pour tenter de récupèrer le contrat et de se déharrasser d'un coucurrent. M. Fraser a annulé le marché et lancé un nouvel appel d'offres. et lancé un nouvel appei d'offres Cette sifaire est jugée comme un scandale dans les milieux d'affaires; ceux-ci rappellent que le directeur local d'LBM, M. A.G. Moyes, est un ancien fonctionnaire qui avait démissionné de son poste juste après que son service eut concin un marché avec la société américaine. Le gouvernement refuse de rendre publie

gate s, et se trouve actuellement sous le feu des critiques. MICHAEL SOUTHERN.

nement refuse de rendre public les documents sur le « computer-

République **Sud-Africaine**

 VINGT-SIX MILLE BLANCS ont quitté définitivement l'Afrique du Sud en 1977, annoncent les statistiques offi-cielles rendues publiques à Johannesburg. Pen daut la même année, 24 822 Blancs sont venus s'y établir dont 8077 en provenance de Rhodésie. La population bianche d'Afrique du Sud a ainsi enregistre l'anuée dernière une diminul'anuée dernière une diminu-tion de 1178 âmes, ce qui représente un changement de tendance (elle avait augmenté de 30 598 personnes en 1976 et de 40 209 en 1975). C'est la seconde fois depuis 1945 que la population blanche d'Afrique du Sud enregistre une diminu-tion. En 1960.

Saint-Domingue

• M. GUILLERMO RUBIROSA FIRMEN, dirigeant du mou-vement de guérilla «Los Tri-nitarios», a été tué dimanche 26 mars, a annoncé la police. — (AP)

Turquie

LES CADAVRES MUTILES de cinq ouvriers ont été dé-couverts dans une carrière à locrenkoy, sur la rive asia-tique d'Istanbul. Selon cer-taines informations, les cinq

hommes, qui ont été torturés avant d'être achevés 2 coups de pistolet, auraient été tués parce qu'ils avaient construit sans autorisation des baraques dans un bidonville de la région. Pour la presse de droite en revanche, les victimes, qui étaient affiliées à un syndicat de droite auraient été enlevées et exécutées par des extrémistes de gauche. Quatrevingts personnes ont été appréhendées, — (A.F.P.)

Venezuela

LE REDACTEUR EN CHEF
de l'hebdomadaire Resumen,
M. Jorge Olavarria, s'est réfugié à l'ambassade du Nicaragus, à Caracas, s'estimant
s persécuté politiquement s'estimant
par le gouvernement vénéznéilen. Ancien ambassadeur de
son pays en Grande-Bretagne,
M. Olavarria avait été arrêté
en novembre despier et détenn en novembre dernier et détenu plus d'un mois : il était ac-cuse d'avoir essayé de s'ap-proprier des hiers appartenant à son ex-épouse.— (A.P.)

Zaïre

LE GOUVERNEMENT DE KINSHASA a qualifié de mensonges », samedi 25 mars, les accusations de Luanda selon lesquelles on contingent zafrois aurait, le 20 mars (le monde daté 28-27 mars), attaqué la ville angolaise de Calenda. — (Reuter.)

(Publicité) -JOURNÉES **DE L'ARTISANAT**

EXPOSITION : Estampes d'Asie Centrale PROJECTION PERMANENTE DE FILMS GRANDS CHOIX D'ARTICLES SOVIÉTIQUES

SOVIÉTIQUE

Objets d'ort populaire, jouets, matriochkas, bololaīkas, samo vars, pierres sculptées, laques peaux de loup et de renord châles, bijoux, livres d'art, ou-vrages d'étude du russe, cartes, disques, produits olimentaires.

A L'EXPOSITION-VENTE -ORGANISEE PAR LE COMITE PARISIEN DE L'ASSOCIATION FRANCE - U.E.S. Mercredi 29, jeudi 30, vendredi 31 mars de 11 h 30 à 17 h 30. Samedi 1ª avril de 9 heures à

17 h 30 sons interruption, AU SIEGE NATIONAL DE L'ASSICIATION, 61, rue Boissière, 75116 PARIS.

ent repris le travail

LA GRÈVE DES DUPES

Les mineurs des Appalaches

Etats-Unis

Les mineurs des Appalaches ont approuvé la couveution collective signée le 14 mars par leur syndicat et l'Association des producteurs - le Monde - du 16 marsi. Ainsi prend fin la grève commen-cée an début de décembre.

Les chiffres, d'abord, sont à l'échelle américaine : cent dix journées de grève, quelque quatrevingt-huit millions d'heures de travail perdues, 120 millions de tonnes de charbon restées accrochées aux veines du sous-sol, un manque à gaguer proche de 3 milliards de doilars, sans compter les conséquences pour les industries trouvant dans les puits leur combustible moteur — ou prêtes à se reconvertir à cette industries trouvant dans les puits leur combustible moteur — ou prêtes à se reconvertir à cette aource d'energie, hier condamnée, évocatrice de la crasse d'antan (qu'on regarde les photos du Pittsburgh d'avant la dernière guerre, enveloppé nult et jour dans un « fog » brunâtre!). Les effets induits de cette grève ne sont pas encore comptabilisables.

Plus grave encore apparait maintenant l'enchaînement des méprises qui ont conduit à ca dead-lock a Au pays où règnent les médias et les sondages, où l'on enseigne dans les universités la « communication », quand ce n'est e communication », quand ce n'est pas, pius humblement, l'écriture et la lecture (mais, il est vrai que, comme une marée noire, cette régressiou a déjà largement mordu sur le territoire du Vieux Monde), tout le monde s'est trompé sur tout le monde.

Les mineurs se sont battus perce qu'ils avaient pris pour un droit « imprescriptible » la gra-tuité totale de leur couverture droit a imprescriptinie » la gratuité totale de leur couverture
médicale, alors qu'elle n'était que
le résultat d'un arrangement compliqué conclu du temps de John
Lewis, le lion des Appalaches.
Son successeur, Arnold Miller,
élu en 1972 pour remplacer
a Tony » Boyle, qui passera la fin
de sa retralte en prison pour
avoir commandité le meutre de
toute la famille d'un candidat
d'opposition à la présidence de la
c United Mine Workers », n'a
rieu compris à l'attachement viscéral des membres de ce syndicat
à un privilège exorbitant pour
l'Amérique, mais le seui qui, à
leurs yeux; soit clair et net.
L'augmentation salariale promise
en compensation de ce qu'ils auraient du « lächer » — fort peu
au demeurant — ne pouvait que
parattre un leure à ces travailcho), des officiers de liaison, etc.
Parallèlement existent des egroupes d'action » d'enfants, de femmes et de vieillards, Particulèrement résolus, ces derniers, qui pour la plupart ont participé à la guerre en Mandchourie dans les années 30, ont adopté le cri de guerre de l'époque (Zangoshizu) :

**Offendre la tranchée jusqu'à la mort, » Une telle organisation est vraisemblablement unique au Japon. On ne la retrouve pas dans endurcle et débilitée par l'incaendurcle et débilitée par l'inca-pacité ancestrale à s'auvre le mouvement, » vers les diverses frontières de l'expansion des frontières Etats-Unis.

Le président Carter, enfin.

Ame pure, il n'a vu qu'une question d'argent la où tonte une psychologie se raidissait. Ce grand compatissant n'a pas saisi le fond d'une détresse, aveuje sans doute, mais criante. Devant l'Impasse, il a eu recours à la loi Taft-Hartley, légale par définition, mais loi d'exception quand même. Seulement, il ne s'est pas risqué à la faire respecter. puisque les mineurs s'étaient juré de s'en moquer. Ils ont tenu parole. Il a cédé.

Tout est bien qui finit bien, dira-t-on. Certes. Meme dans le

ALAIN CLEMENT.

LA LIBÉRATION DU BARON EMPAIN

Samedi 25 mars, dès le début

de la mainée, une perquisition avait été effectuée par les gen-darmes et les policiers dans la villa que possède Alain Caillol à Saint-Martin-de-Londres; ils

Saint-Martin-de-Londres; ils n'ont apparemment rien décou-vert. A Paris, à Grenoble et dans le Midi, six personnes, « des amies et des petites amies d'Alain Cnillol », indiqualt la police, ont été interpellées, samedl, par des policiers. Elles ont été gardées à vue et interrogées. Aucune de ces personnes, ont précisé les anquê-tens, n'a participé directement à l'affaire Empain. Ces auditions avaient pour but de « cerner la

avaient pour hut de « cerner la personnalité du malfaiteur arrêté, de tenter d'identifier ses com-

Dans la journée de samedi. Alain Caillol avait été transporté

Alain Caillol avait été transporté à la salle Cusco, à l'Hôtel-Dieu, pour y être soigné. C'est là que M. Louis Chavanac, premier juge d'instruction, était venu en fin d'après-midi pour l'inculper de « complicité d'arrestation et de détention illégale, de complicité de séquestration de personne avec prise d'otage et de complicité de violences volontaires », et le placer sons mandat de dépôt. Le mal-

cer sous mandat de dépôt. Le mal-faiteur est aujourd'hul încarcéré

IMBROGLIO

L'heureux dénouement de

l'affaire Empain se double d'un

imbroglio juridico-policier en ce qui concerne les conditions dans lesquelles Alain Caillol a été

amené à cordonner » la libération

Vendredi soir, lorsqu'il est arrêté, le maifaiteur se trouve impliqué dans deux affaires: l'eu-

implique dans deux gitaires: l'en-lèvement proprement dit et la fusiliade. Celles-el donnent lieu à deux gardes à vue simultanées. Or, l'une et l'autre vont être Interrompues au même moment, vingt-quatre heures plus tard. La garde à vue-Empain par l'Incul-pation d'Alain Calliol pour com-pulletté de séguettatte arbibrite

plicité de séquestration arbitraire que notifie M. Louis Chavanac,

premier juge d'instruction; la garde à vue-fusillade, dont le pro-cureur de Crétess resuse la pro-

En sorte que, théoriquement, le

malfaiteur ne devait plus être interrogé par la police, à compter

de samedi soir, mais par le seul magistrat. Or, il l'a été puisqu'il

fut, dans la journée de dimanche. sur autorisation de M. Chavanac, extrait de la salle Cusco de

l'Hôtel-Dleu pour être conduit su Quai des Orfèvres. Il semblerait

que M. Chavanar ait autorise cette extraction et cette remise à

la police afin de poursulvre l'en-

quête flagrante sur les coups de feu par des interrogatoires qui ont, en réalité, porté sur une affaire ne relevant plus — dimanche — que du juge d'ins-

du baron.

longation.

truction.

Dans une rue d'Ivry

(Suite de la première page.)

Selon M. Jean Ducret, direcseion M. Jean Ducret, directeur de la police judiciaire.
Alain Caillole a dit à son interlocuteur: o C'est foutu! La rancon est enisie. Il ne faut pas
espèrer trouver de l'argent. Ca va
se terminer en carnags. Il faut
relâcher le baron. » D'après
M. Ducret, les ravisseurs n'ont
pas cherché à discuter, «ce qui
prouve que Caillo! est le chef. »

Deux heures pius tard, le baron Empain était libéré après deux mois et trois jours de détention. L'industriel a été, semble-t-il, durement traité lors de sa longue séquestration. Il était enchaîne et il portait une cagoule. Le baron Empain a expliqué an commis-saire Ottavioli qu'il avait été changé plusieurs fois de « pri-

Au Drugstore Opera, personne n'a remarqué quoi que ce soit. Ni le personnel, ni apparemment les consommateurs, très nombreux ce dimanche de Paques. Au sous-soi de l'établissement où sont instal-lèes les toilettes et où l'on dirige généralement les clients désirant téléphonet, les quatre employés de service en début de soirée ont appris la libération par les journalistes venus les interroger. « Il

AVENUE FOCH

Des la nonvelle de la libération connue, des dizzines de journa-listes ont affiné derant le 33, avenue Foch que le baron Em-pain venait de regugner après soirante-trois jours de séques

La pluie fine et glacée pui tombait depuis 23 heures n'incl-tait guère les badands — une vingtaine tont au plus - i demenser longtemps eur place. Un couple de Jennes gens serré sous un pampluie vert, quelques adolescents peuchés sur les voltures radio-émettrices, des gens du quartier, pour la piupart, moius émus que curieux.

Placés devant l'entrée de l'immeuble, que dizaine de policiers en controlaient sérèrement l'acces. Personne n'avait vu arriver le baron ni ne surait à quelle beure exactement il avait rega-gué son domicile. A 23 h. 53, le sourire aux lèvres, visiblement eatisfait, le commissaire divi-Stongaire Pierre Olfavioli, chef de la brigade criminelle, sortait, accompagne du commissaire Bronssard.

C'est la ruée, les flashes crépitent, les micros se tendent. Maigré le bronbaha, le commissaire Ottavioli confirme que le burou a bien été mutilé - ublation d'une phalange, - mais que con état n'inspire pas d'inquiétude. Nou, la rauçou n'u pas été versée. Oul les ravisseurs se sout laissés fléchir par téléphouique de leur

Entoures de toule part, presses de questions, les deux policiers parvienneut avec peine à rega-guer leur volture. Les badands ce dispersent. Au quatriéme étage, une jenue femme en mauteau de fourrure qui n'a pas quitté son balcon de la soirée, tourne les talons. Des ogents municipaux metteut su place de barrières métalliques désormals luntiles. An dernier étage du Empain est maintenant eeul avec les siens. - B. L.-G.

défile ici cinq mills personnes par jour, explique l'un d'entre eux,

nous ne faisons pas attention. » Il se pourrait cependant que e baron Empain ait téléphoné d'une cabine de l'un des restau-rants du premier étage. Celles-cl sont suffisamment isolées, précise la direction, pour que les clients puissent les utiliser sans être remarqués.

Ce lundi 27 mars, le baron Empain se repose à son domicile. On ignore pour l'instant quand il sera interrogé. Les enquêteurs de la brigade criminelle sont cepen-dant parrenus à Identifier deux autres ravisseurs.

Quant dux autres membres de la bunde, a précisé M. Ducret, ils sont en cours d'identification.

Selon la origade criminelle, une dizaine de mairaiteurs ont participé à l'or-ganisation à l'exécution du rapt et à la séquestration de l'otage.

Aussitot après la libération de l'industriel les policiers ont été chaudement félicités. Tout d'abord par le ministre de l'inté-rieur, M. Christian Bonnet, puis par le préfet de police, M. Pierre Somveille. « Le mérite de cette heureuse issue revient à la police judiciaire », a déclaré ce dernier. M. Ducret, directeur de la police judiciaire, a ajouté quant à lui a C'est un succès, nous avons peut-être pris des risques. Cela prouve que nous avons eu rai-

« Cerner sa personnalité »

Les policiers qui ont participé à l'enquête seront reçus, ce lundi 27 mars, par M. Bonnet, ministre de l'intérieur, qui fera ensuite une déclaration à la presse.

Après son arrestation, vendredi

soir 24 mars, lors de la tentative de remiss de la rançon (le Monde daté 26-27 mars), Alain Caillol avait été immédiatement cano: avait eté immeniatement placé en garde à vue et amené à la direction de la police judiciaire, quai des Oriévres, pour y être interrogé. Il avait d'abord nié sa participation an rapt du baron Empain, affirmant ne connaître que Daniel Duchâteau, qui était

Dans la presse parisienne

CHAUSSE-TRAPES ET MÉTRO

Le libération du beron Empain

fait naturallement tu - une - de lous les quotidiens perisiens. · Empain libéré - titrent, l'un el l'autre. l'Aurore el l'Humenilé. Le premier, en indiquant : Spectaculaire réusshe de la police française -: le second, que : . Ses ravisueurs font déposé vivani, mais mutilé ». Ce demier journal ee demende eussi si les gangsters » ont élé écœurés par les cheusse-trapes de la police - ou s'ile - ani répondu e l'appel de leur complice capturé ». Plus précis encore. le Figero (» le baron Empain libre i ») observe que le baron a été » contraint de prendra le méiro lusqu'à l'Opéra

Le Metin de Peris, le Quotidien de Paris et Frence-soir insistent sur l'importance des arrestations de vendredi, et Libération ne dit rien..., puis-qu'il ne paraît pes ce lundi.

D'ALAIN CAILLOL A DANIEL DUCHATEAU

DES BIBLIOTHEQUES... DE FACADE

Alain Caillol, le mellalteur arrêlé par la police lors de la remise de rençon manquée du 24 mers, est né lo 21 septembre 1942, à Bé-ziers (Héraull). Il evait pour • taçade - la euccursale monipalliéraine de le Maison des bibliothèques, éleblissement spécialisé dans la venie de meubles de bibliothèques. Damicilié à Seint-Martin-de-Londres, près de Montpellier, dans une villa cossue, luxueusement meublée ef pourvue d'une piscine, Alain Cailloi élait lenu per ees voisins pour un honněle commerçent, perfois absent

» pour atlaires ». Tel élait le cas, semble-t-il, depuls une dizelne de foura. Meis ce n'est pas le commercent aisé qui evail quitté Montpellier. On sail maintenant à quelle têche se consacrait ce personnage inscril au lichier du grand benditisme, connu par ses tréquentations dens le milieu, mais qui, iusqu'alors, n'Alali nas tombé », saut, au mois de février 1977, dens une affeire de défention d'armes et de tralic de devises. Alain Cailloi evait été incuipé el eveil séjourné un mois an prison deveil comparative prochainement devent le tribunal correctionnel de

L'HERITIER

Daniel Duchéleau, tué vendredi 24 mars, eu cours de la lusillede de l'euloroute du Sud, ételt égé de trente-neut ans, il evalt commencă. en 1963 par un fmid-up dans une « carrière » dans le milleu, sous la direction de Jean Moscone, truand Ilé à Jean-Charles Willoque! Condamné à quinze ens de réclusion criminelle en 1966, il esi libéré en 1972 pour bonne condulte.

Daniel Duchâleeu avail raconté, dans un récil publié en 1974, . Sainle-Anne, priez mour moi -, comment li eveil simulé, pour tenter d'échapper à la cour d'assises, de graves froubles psychiques. Le récil de cette expérience et de se vie de truend, puis de prisonnier, constitue le trame de ce récit. Il est à noter que la - préhisitire - de l'enlèvement du beron Empain se trouve peut-être dans les projets, échalaudes jadis par Jean-Charles Willoquel, d'enlever des personnalilés du monde des attaires. Une fois Willoquet et son ami Moscone retournés en prison, Daniel Duchâteau aa trouvail êire " l'héritier » de semblables desseins_

A la conquête à ses côtés vendredi soir et qui 2 été tué au cours de la fusillade. Celui-ci, disalt-il, avait pris-contact avec lui, chez lui, à Mont-pelller e pour participer à la récu-pération de la rançon », mission de son empire pour laquelle il devait recevoir 500 000 francs

beron Edouard-Jean Empain est l'héritier d'une des plus grandes dynasties industrielles

Né le 7 octobre 1937 à Budspest, Edouard-Jean, Lain, troisième baron Empsin, de nationalité belge, est le fils du baron Jean Empein al de la beronns, née Rozell Rowland. Edouard-Jean vient en France faire sas études, pou brillantes de son propre aveu pulsqu'il na dépasse pas le niveau du baccelsurést.

Grand, blond, flegmetique, Il épouse, à l'âge de vingt ens, en 1957, une revissente Italienna, qui ful donne trois enfents. La même année, il assiste à son

remier consell d'administration Pourtant, pendant le dizaine d'années qui eulvent, il pareit se désintéresser du groupe famillai, géré par un de ses cousins deveno son beau-père.

JUSTICE

TO THE PARTY

4.

Cenandant, en 1967; è l'âge de trente ans, il se transmet luimême, en tent qu'actionneire principal, les pouvoirs exercés lusque-le par son beau-père et par son oncie aur la société belge Electrorall, holding de l'empire familial fondé par son grand-père, is général baron Ednuard Empain. Parti de zéro, cetui-ci evail bâti sa tortune sur l'électricité, participant é la construction du mêtro parisien, comme à celle de le ville d'Héllopolis.

Sous contrôle « étranger »

La même ennée, le jeune baron devient de surcroil viceprésident du groupe Schneider, dont le groupe Empsin s sequis une importante pert du cupital. En effet, après le mort, en 1963, du chel de famille, Cheries Schneider, qui ne laissait pas d'eniant, les héritiers. ne s'entendant pas; avalen du su groupe beige le quart des capiteux de le prestigieuse lirme du Creusoi tondée en

Le jeune baron s'evise que, à la téta de l'enfreprise un nouveeu président terait mieux l'ettatre que celui que le général de Geulle svell plecé là, par dépit de voir l'un des fleurone de l'Industrie française passer sous contrôls - étranger -. En dêpit de résistances vigoureuses du gouvernement de Peris, M. Roger Gaspard, le P.-D. G. · netional », céde le plece en

1969 & M. Jean Forgeot, qui le transmet quelques mois plus lard au baron. L'opération est entérinée par la justice fran-calse, qui y voit l'exercice de l'un des ettributs du droit de

Entre - temps, Edouard - Jeen Empain s'est piqué au lau. Considéré comme un » playboy - par besucoup. If reprend son empire en main et décide de se faire eccepter par le pays qui l'e élevé. Ses projets industriels se heurteni à l'opposition du président Pompidou. Ce dernier veut l'empêcher de vendre . eu géant américain Westinghouse le fillale Jeumonf-Schneider (alterneleurs et moteura electriques). Le baron se plie finalement à ces exigences, male refuse quand on le lui demands de marier cette société.

à la très française C.G.E., pré-

eldée par M. Ambroise Roux.

Son bras séculier ----

Le baron Empain e choisi : ve reniorcer les secleurs lourds de son groupe, euquel II fait prendre un virage décisif : celul du nucléaire. Dés 1957, Il e ecquis la licence du groupe américain Westinghouse pour le construction de réecteurs nuciéaires à eau pressurisée. Il constitue, evec son partenaire d'outre-Atlantique une filiale Framaiome, qui sere son bres séculier dens ce secteur.

En 1975, cette stratégie ve être courannée de succès. Aprèe s'être délinitivement assuré le contrôle de Creusat-Loire, evec l'appul décisif de M. Giscard d'Esteing, le beron Empain triomphe : Framaiome élimine du marché des réacteurs

nucléaires se rivele, la C.G.E. et se voit confier-le monopole de fail de la construction des réecteurs nucléaires du programme Irancais. En contrepartie, le C.E.A. ecquiert une participation de 30 % dans le capital de Framatome, eu détriment de Westinghouse. Le baron Empsin consolide sa' vicioire. en a'essurent le leadership industriel de le construction des réecteurs nucléaires de la seconde dénération : les sur-

Itt.:

100 30

En 1976, le C.N.P.F. reconnaît

régénérateurs.

les mérites du Jeune Industriel, el l'admet à son conseil : pour la première fols, un étranger siège à le table de décision du patronat français...

Deux mois et trois jours de détention

• 23 JANVIER 1978, 5 11 heures. -Le baron Edouard-Jean Empain est enlevé par einq nommes masqués. uon loin de son domielle parisien 33, avenue Foch (15°), qu'il venait de quitter à bord d'uns 60; Peugeot conduils par son chaufseur. L'eulè-vement, très blen organisé, est réa-lisé sans violeuee. Le chauffeur, im-médiatement relâché par les ravisseurs à la porte Maillol, précient la police. Les deux véhicules ayant servi au rapt seront retrouvés non loin de la porte Malilot, tandis que la 604 du barou cera découverte dans la soirée, abauconnée dans un parking de la porte Champerret.

• 24 JANVIER, - Deux appels téléphoniques auonymes, l'un 1 in étation de radio R.T.L., l'autre au quotidien régional all'Est républi-cains, revendiquent l'enlèvement au nom des Noyaux armés pour l'autonomie populaire (NAPAP). Le baron sera exécuté si, avant le 25 janvier à midi, deux membres ée la Fraction armée rouge. Irmgate Moeller et Rolt ainsi qu'un membre des NAPAP, Christian Harbulot — soup-conné d'avoir tué Jean-Antoine Tramoni, le meurtrier de Plorre Overney, - ne sout pas libérés.

• 25 JANVIER. - De nombreux correspondants anonymes, en France et en Beiglque, revendiquent le rapt. La police donte du caractère politique de cette affaire.

• 26 JANVIER. — M. Gérard Bergor, porte-parole du ministère de l'interieur, fudique que les ravisseurs du baron Empain out pris contact une rançou après avoir « administré la preuve qu'ils détiennent le barous (ale Mondes du 27 janvier) en envoyant une lettre écrite et signée de sa main. e 25-31 JANVIER. - Un très

important dispositif policier est mis en piace à Paris et dans la région parisienne. De vastes opérations de contrôle d'Bentité sont effectuées Jour et nuit, dont on ne est pas très bien el elies out pour but essentiel de retrouver le baron En essentiel de retrouver le baron Em-pain — on tout au moins de géne-jes ravisseurs. — ou bleu de per-mettro l'arrestation d'un gaugster nen cavales. Eves Mangeilt. Ces opérations de police restent sans effet (ale Mondes des 28 - 29 et

• 31 JANVIER - 6 FEVRIER. -Le porte-parole du ministère de l'interient annouce qu'il fait, « pour la dernière fois, une communication à l'ensemble de la presse » (« le Monge » du 1º lévrier). Désormals, ice informations publices par la presse ue serout que l'expres ruments diverses. On narie d'une rancon de 30 à 100 millions de francs. L'euvol à la famille du baron d'une phalange de l'auriculaire se espi-ci ne sera pas démenti par les enquêleurs, tandis que l'euvol de sou ludex sera démenti.

Le 2 février, le parquet de Paris ouvre une information judiciaire pour arrestation illégale et séquestralion de personne, M. Louis Chavanus, premier juge d'instruction, est courge du dossier. Les autorités judiciaires et policières continuent d'observer le slience à propos de cette affaire. Lee rumeurs continuent done, elles aussi.

On s'interroge sur l'identité des personnes enoisies par la famille pour négocier avec les ravisseurs. On parlera de différents collaborateurs on baron .. le genéral Albert Encha-let, M. René Engen, — d'un avocat. M' Robert Endinter, qui publiera un démenti (a lo Monde » du 23 fé-vrier), de M. Max Fernet, ancien directeur general de la pouce judi ciaire.

• 7 FEVRIER. - France - Solr annonce quo les ravissents out envoyé une nonvelle photo du buron à sa famille. L'information n'est pas

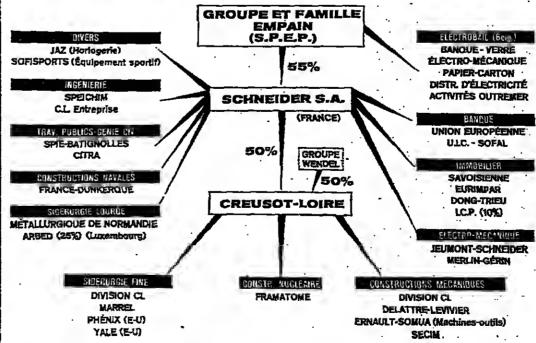
• 23 FEVRIER. — Un mois après l'enlèvement du baron, de nouvelles rumeurs font état d'une «issue prochaine de l'affaire s. Les enquêteur se sont rendus le 22 février à Megève, où les ravisseurs auraient su rendez-vone uvec le négociateur pou a remise de la rançon. Co versemen ne cemble pas avoir en lieu.

. Il MARS. - Une carte portant le nom du baron Empain est décon-verte à Lyon, o il s'agit d'un cauqlar s, disent les enquiteurs.

. 13 MARS. - Une dernière rumeur, démentle par le secrétaire particulier du baron Empain, tente de faire croire que le baron aurait pu être libéré le soir du 13 mars, à condition de ne pas se montrer en public_

• 24 MARS 1978, - Lors de la remise de la rançon sur l'autoroute du Sud, près de l'Hay-les-Roses, l'un des ravisseurs est tué par la police un cours d'une tusillade. Un deuxième, Alain Calllol, trente - six ans, legerement blessé, est arrêté.

UN RÉSEAU COMPLEXE DE SOCIÉTÉS



L'organigramme ci-dessus a été volontairement simplifié pour une meilleure compréhension, car le contrôle de la famille Empain sur le groupe qui porte son nom et sur l'ensemble de la constell tion Emplain-Schneider L'exerce au travers d'un réseau très complexe de sociétés holding se controlant réciproquement, dont la clej de voute est le holding familial, la Société parisienne d'études et de participations (SPEP).

Dans ce réseau, figurent la Compagnie fran-çaise des distilleries de l'Indochine, la Compagnie parisienne de l'air comprimé, Fagaz, Electrorail. S'y afoutent, outre Schneider S.A., pivot des participations françaises, un certain nombre de sociétés purement financières (la S.A. de la Chaleassière, la Société immobilière et minière de Dong-Trieu, la Compagnie financière de l'Union européenne), qui assurent ou complètent le contrôle de nombreuses filiales (Jaz S.A., Speichim). D'une façon générale, le groupe et la jamille Empain utilisent au maximum la formule qui consiste à contrôler une série de sociétés en cascade, même si on n'y possède pas la majorité,

Au total le groupe Empain représente un ensemble de 150 sociétés employant environ 120 000 personnes et réalisant un chiffre d'affaires annuel de 22 milliards de francs.

ACRE FEE CONTRACT FORMS trop 14 A COMPANY posifi-THE SECTION AND ADDRESS OF for mante. -- Third a natio 4 SCHOOLSE " - C. Pener =: TANAMIS 35M H27 Marre Bords. nord du Are de lapro-- :AFP

PATTOWN

14 李明 14 大學

tente Paper

2 33/0/16

de la

the service of Bonds



te time ordi-

A Marseitle

DES « COLLECTIONNEIDES » D'ARMES INTERPRIÉS

(De not a correspondant.) Marseille — Pour la deuxième fois en moins d'une semaine, les policiers marseillais viennent de mettre fin aux activités de deux « collectionneurs » d'armes, ce qui leur a permis de rassembler un véritable petit arsenal d'armes blanches et à feu. Le 21 mars, les policiers arrè-

talent dans son pavillon de la banlieue nord de Marseille Carlos Ballesteros, ches qui ils saisis-saient un grand nombre de revolvers et de pistolets et des muni-tions. Il n efait pas de doute pour les policiers que cette activité ca-moufiait un trafic réuninérateur su profit de « milleu » mar-seillale

En revanche, il n'est pas établi que ce soit pour le même motif que Robert Rugiatix, trente-cinq ans, a été interpelle le 25 mars à son domicile, rue Belle-de-Mai, dans le troisième arrondissement de Marseille. Une perquisition a pourtant permis de salsir chez ce réparateur de matériel de bureau sept fusils, dont trois de chasse, un fusil à répétition, un superprisere de la constant de chasse.

chasse, un fusil à répétition, un automatique 22 long rifie et un fusil d'assaut, réplique de l'arme qui équipe les « marines ».

En outre, onze pistolets et revolvers, dont un 38 spécial, figuralent dans la panoplie du collectionneur, qui possédait eussi de quoi les allimenter: quinze cents cartouches, 3 kilos de poudre permettant d'en fabriquer trois mile autres. L'amateur ne dédaignait pas non plus l'arme blanche puisque l'inventaire ce mpert e puisque l'inventaire cemperte vingt-cinq basonnettes ou poi-

gnards.

Il ne semble pas que le pro-priétaire ait eu l'intention de faire commerce de ces armes. Mais il a été établi qu'il avait la fâcheuse a ete etaoi qu'il avait la facheuse habitude de se rendre dans les collines entourant Marsellle pour y faire des « cartons ». Il s'est déclaré membre d'un club de tir et a affirmé que seule la passion des armes le poussait à les collectionner. Blen qu'ayant fait, en 1974, l'ebjet de poursuites pour les mêmes raisons, la passion de ce collectionneur a semblé assez anodine en magistrat instructeur puisque, en l'inculpant de déten-tion illégale d'armes et de muni-tions, il l'e laissé en liberté.

LE SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE SE FEIKITE DE LA «JURISPRUDENCE FOYER »

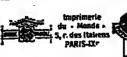
Après le rejet par la Cour de cassation, le 23 mars 1978, du pourvoi formé par le Syndicat de la magistrature, contre un arrêt de la cour d'appel de Peris relaxant M. Jean Foyer du délit de diffametion (le Monde dit 25 mars), le syndicat a publié un communiqué observant notam-

a Ce désaveu par la Cour de cassation de l'action entreprise par le Syndicat de la magistrature aura au moins permis l'avè-nement d'une jurisprudence Foyer qui doit désormais rendre plus difficiles les poursuites en ma-tière de diffamation. Le Syndi cat de la magistrature en effet veut espèrer que tous les mili-tants bénéficieront de la liberté attachée à la critique du fonc-tionnement des institutions de l'Etat. au'ils pourront s'autorises des outrances de siyle tendant à attirer l'attention du lecteur puisaue le fait justificatif de la n'est pas nécessairement subordonné à la prudence dans l'ex-pression de la pensée » (...) Le syndicat se félicite enfin de

ce que « la jurisprudence Foyer permettra de ne plus trop se préoccuper d'avoir à démoniter la vérité des jaits imputés pourvu que leurs allégations n'excèdent que leurs allégations n'excedent pas les limites de la polémique politique n. a Mais qui dira, conclut le syndicat, à celui qui n'est ni garde des aceaux, ni député, ni président de la commission des lois où se situent les limites de la polémique politi-

· Quarante-huit morts dans un eccident d'avion en Birmanie. — Les quarante-hult occupants de l'apparell de la Compagnie natio-nale birmane qui s'est écrasé au sol, le samedi 25 mars, à proximité sol, le sameoi 25 mars, a proximite de Rangoon ont tous péri dans l'accident. Parmi les victimes, figurent vingt-trois étrangers dont deux Français, MM. Raymond Loiller et Marcel Borde. L'appareil qui assurait une l'aison intérieure vers, le nord du pays a explosé et s'est écrasé peu eprès son décollage de l'aérou eprès son décollage de l'aéro rt de Rangoon. — (AFP. peu eprè port de Reuter.)

Edité par la S.A.R.L. le Monde. Gérants : es Fauvet, directeur de la publicatio



1976 Reproduction interdite de tous arti-cles, sauf accord acec l'administration.

mission paritaire des journaux et publications : nº 5:437.

VOILE

LA COURSE AUTOUR DU MONDE

L'affaire Pen-Duick VI

La Course autour du monde prend fin cette semaine. Elle a âté marquée par ce qu'il est désormais couvenn de nommer l'affaire Tabarly «. Loic Caradec, navi-gateur à bord de « Gauloises-II « fait le point des démêtés entre les erganisateurs de la compétition et le skipper de « Pen-Duick-II «, bateau pénalisé à cause de

années en arrière.

constructeur à remplacer la nuille en plomb initialement prévue par una

quille de même forme mais utilisant

l'uranium appeuvri, dont la densité est supérieure à cella du plomb.

Cala e l'avantage d'ebalsser le cen-

première fois que l'uranium est uti-lisé, et Eric Tabarly prélère deman-

volla st cela na présente pas de difficultés. Il reçeit le feu vert de

la F.F.V., è juste titre, car il n'exista

elors aucune restriction concernant

construit et mie à l'eau en jutilet

1973. Il est jeugé, recelt son certifi-cat de jauge indiquant la rating et

lui permettant de s'inscrire à le pre-

mière Course auteur du mende, dont

le départ est dennà un mois plus

En novembra 1973, l'Offshore Racing Council se reunit, comme

toue les ans à le même époque, peur

juger des modifications éventuelles à apporter à la jeuge LO.R. (Inter-national Offshore Rule). Duelques

explications sont ici nécessaires. Mis à part quelques courses très

specieles comme le Transat en soil-

taire, toutes les courses du mende

sont régies par un réglement inter-

national, l'International Offshore Rule,

qui définit les règles de construction

Cette règle internationale est édic-

tée par un comité égelement inter-

netional, l'Offshore Racing Council

(O.R.C.), qui comprend vingt-quatre membres de toutes netionalités, dont

Il est donc faux de dire que les

réglement de la course ou large

sont entièrement eux mains des An-

glais. L'O.R.C. e pour mission de

surveiller la bonne epplication de le

règie I.O.R., qui, aussi complaie qu'elle solt, ne peut pas teut pré-

veir. Il exista toujours ce que l'en

nomme des « trous dans le jauge «,

qu'un architecte astucieux peut ex-

ploiter pour créer un bateau trop

chances aux milliers de bateaux qui

- boucher le trou - en modifiant le

Au cours de cetta réunion de no-

de deux projeta canadiens utilisan

ce matériau. Il estime que l'uranium

appeuvri ast un matériau que seule

adoptée d'interdire pour le lest tout

matériau plus dense que le plomb.

(Règia i.O.R. art. 205.) Reste le cas de Pen Duick VI qui, lui, est délà

construit et alers en course eutou

du mende. Le délégué Irançais à

t'O.R.C. a voté en faveur de l'arti-

cle 205, mais il e demandé l' - anté-

rierité -, c'est-à-dire que la nouvelle règie ne soit applicable qu'aux bateaux construits après son entré

En infraction

depuis 1974 Démarche trop timide ou manque

d'assurance ? Toujours est-li que de celte requête — jormulée orale-

nent — il ne subsiste aucune trace, et per conséquent eucune trace non

plus d'une réponse de l'O.R.C. L'article 205 est donc applicabla sans restriction ni déronation. A

partir de là, sucun bateau ee peut

courir avec une quille en uranium.

En teit, Pan Dulck VI peut ter

minar la Course autour du monde courue sous les règlements en

vigueur evant je départ de la course

donc event l'article 205

1

règie LO.R.

en vigueur.

siens sont prises à le mejerité.

et de handicap des baleaux.

par LOIC CARADEC

l'utilisation d'uranium appauvri pour la Construction de son lest. On apprenait lundi matin 27 mars que le bateau français « Gauloises-II « avait atteint Portsmouth dimanche à 15 h. 35 G.M.T. et se plaçait ainsi en tête du classement en temps compensé de la dernière étape. Cette victoire serait la deuxième pour «Gauloises-II», qui u déjà remporté l'étape Auckland-Rio-de-Janeiro. Il faudra toutefois attendre de connaître l'heure d'arrivée de «Traité-de-Rome» (encore en mer lundi matin) pour la considérer comme définitive.

- Aucun yacht ne pourra être jaugé, avoir son reling exprimé, et ne sourra courk sous cette règle, s'il utilise dans sa quilla ou son lest tout matépremière course autour du monde, c'est-à-dire depuis avril 1974, Pan riau dent la densité est plus élevée Duick VI n'a pas le droit de prendre que calle du piomb. « (international Dishora Rula, article 205.) le départ d'une course I.O.R., à meins qu'il ne change sa quille.

Duel que soit le résultat de la Comment se fait-il alers qu'il alt demière étape da le course auleur ou participer en 1974 at 1975 aux du monde Pen Duick VI ne sera pas classé efficiellement. Pourquoi ? courses erganisées en Manche par le Royal Ocean Racing Club, puls an 1976-1977 au Triangle etlentique ? Pour comprendre ce qui se passe vraiment, il faut revenir quelques il sembla e'être établi un modus

vivendi antre Tabariy et les organi-saleurs des courses. Outre que le 1973. Pen Duick VI est en coure de construction à l'arsenal de Srest. Des raisons techniques et adminisparticipation du navigateur trançais et de son bateau était toujours favorable à la renemmée de le course à laquelle il prenaît part, tratives décident l'architecte et le Eric Tabarty étalt en mesure de présenter à chaque inscription de course le certificat de lauge émis par la F.F.V. en 1973. De plus, même quand les organisalaurs connais-saient la situation imégulière de tre de gravité du lest et de rendre Pen Duick VI, II fetgnalent de ne le bateau plus stable comme noua pas atre au courant tant que per sonne na daposalt da réclametien. Le bateau a même àté jaugé une seconde fois en 1975 à cause d'un der à le Fédàration française de

nouveau mat plus lourd que les précédents. La F.F.V. e denc émis peur Pen Dulck VI un nouveau certificat de jeugs, ce qu'elle n'aurait pas dû feire al l'on a'en fient eu réglement LOR Cette situation boiteuse dure jus-

Neu e Los-Angeles, en juillet 1977 : Tabarly se volt interdire le dépari de le course Los-Angeles-Honolulu. La raison efficielle n'est toutefeis pas le quille en uranium, maie l'inscription trop tartilve du bateau. C'est là perfalle mauvaise fol : les deux lettres de demande d'inscription envoyées auccessivement par Taberly, toutes deux en temps utile; n'ont pas été ouvertes par le secrétariel de la course, et lui ont été remises avec sen courrier à son arrivée eu club de Los-Angeles | Pen Duick VI ne prend donc pas part à le course.

Avant d'inscrire Pen Duick VI, dens les deux demières étapes du tour du monde, M. Garard Petitpas (qui gare l' - effaire Taberly - lorsque celul-ci est en men avait pourtant écrit eux organisateurs pour les prévenir des difficultés rencontrées à La F.F.V. e émis ou revalidà Un autre mode de calcul conclut Los-Angeles, et leur demander s'ils dapuis 1973 le certificat de jeuge de à une augmentation de rating de ecceptaient le bateau dans la Course Pen Duick VI, ce qui permei théori- 0.64 pieds (environ 1 %). deux Anglais et un Français. Le préeutour du monde. La réponse de le R.N.S.A. (Royel Navy Salling Associellon) avalt été le suivante : « Oui, al Pen Duick VI a un certificat de leuge en règle. - Co qui est... le cas. Le beteau est donc inscrit, et les

droits d'engegements peyés. Bisqualifié... par radio C'est alors qu'intervient Leslie Wil-

liams, skipper de Condor. Ce bateau, anglais, est le plus grand des concurrents. Il evalt eu départ de le course un mêt expérimental en fibre de carbone, qui lui valut une eugmenexistent délà. L'D.R.C. Intervient letion de rating de 3 %, d'après le alors pour rétablir l'équilibre et règle LO.R. 802. Blen qu'eyant cassé ce mat au cours de la première étape at l'ayant remplecé par un mât classique, il conserve cette pana-lisation de 3 %, car on ne peut pas vembre 1973, l'O.R.C. s'inquiète du lest en uranium de Pan Duick VI et changer de refing pendant la durée d'une course. Lestie Williams adresse à la R.N.S.A. une lattre rendue publique (contre son gré ?) par le aulte quelques privilégiés peuvent oblenir c'est un metériau classé - Défense et dans laquelle II écrit cecl : « Pour les deux dernières étapes la eule nationale «, — et qui est inscessi-ble à le granda majorité des plaisantaxé de 3 % à cause d'un mât special qui n'existe même plus. Je ciers. La règle est denc voide et conditions, contre Pen Dulck VI. qui. Iul aussi, utilias un matériau

Le départ est donné d'Arckland et, alers que les concurrents sont au milleu du Pacifique sud, la R.N.S.A. (ait parvenir au bateau anglaie Adventure Un message radio, evec mission de le relayer vers Par-Dulck VI. Ce message est ainsi tormulé : « Pen Dulck VI est disqueilifié. « Tous les concurrents — An-glels et non-Anglale — ont, une réaction da solidarité avec Tabarly. lis proposent — toujeurs par radio

une pénalité à Pen Duick VI, plutôt que de le disqueifirer d'une manière quille pour une quille en plomb...
aussi brutala. D'ailleurs, les organisateurs d'une course n'ont pas le
droit de disqualifier un yacht dont ils ont accepté le participation cane au moins entendre le skipper. Tabarly continue jusqu'à Rio, où il se classe troisième en temps compensé, s'étant payé, en outre, le luxe de passer la ligne d'errivée avant Condor et Great Britain II.

Cependant II n'est pas classé. Peur quel motif official ? La encore, comme à Los-Angeles, on tourne eutour du pot : le certificat de Jeuge n'a pas été revalidà en novembre 1977 comme il aurait do l'être. C'est exact. mais sans valeur : en effet, les lédérations nationales ont le droit de prolonger de six mois le validité d'un certificat (règle I.O.R. 102). Néan-moins, la Fédération française rédige qu'en 1977. moins, la Fédération française redige Le premier accrochage sérieux e un nouveau certificat de jauge qu'elle un nouveau certificat de jauge qu'elle envole (non signé i) en Angleterre. Le président de l'O.R.C. «adresse alore le télex suivant à la F.F.V. : « L'D.R.C. e décidé en novem-bre 1973 que les goilles en uranium ne sont pes autorisées. Stop. Dès lors Pen Duick VI ne peut pas avoir d'eutra certificet de jauge à moins qu'il ne change sa qu'ile. Stop. » On ne peut mleux résumer le fond du problème.

Survient le départ de la quatrième étape. Eric Tebarly est — un pau hypocritement — « invité » à courir cette stape evec les concurrents du Tour du monde, étant entendu qu'il ne sera pes classé. Encouragé Par la F.F.V., il accepte. Il vient d'atteindre Portsmouth...

stade :

quement à Tabariy de s'inscrire à toutes les courses I.O.R. La F.F.V. deit donc répondre de le validité d'un certificat qu'elle a-émis. II est remarquable qu'aucune

réclamation officielle (Leslie Williams n'a lait qu'edresser une lettre personnelle à un des organisateurs). aucun Jugement de disqualification n'e été émis. Eric Tabarty, dent le participation e été acceptée (les 100 livres d'Inscription ont été encalasees par le R.N.S.A.), peut parfaitement se considérer comme en course jusqu'eu bout. Mieux, c'est même à lui, qui n'e reçu aucune netification efficielle, de demander raison la bête de course qu'est Pen Duick.VI. à le R.N.S.A. Sur ce peint, son atticar en ne se défendant pas il fait figure de victime consentante.

● L'Offshore Racing Coencil peut fort bien faire valoir à la F.F.V. que le certificat da jauge, même vatidé, est nul puisque le F.F.V., compte tenu de le modification de règle intervenue en 1973, n'eurait pas du le délivrer à Tabarly. La F.F.V. peut nt répondre qu'un consensus semblait avoir prévaiu, ce qui est Eric Tabarly d'est pas milliardaire,

Bref. Eric Tabarty et la F.F.V. se reculer.

Maie, et cecl doit être dit en speciel — l'urenium de le qu'ille —, trouvaient depuis 1974 dans une toute cetteté : dapuis la fin de le et qui pourtent n'est pas texé. « situation irrégulière qui ne pouvait durer toujours: Leslie Williams n'a qui le dépasse largement, comme elle dépasse la R.N.S.A. SI Erlo Tabarly est disqualifià eu non classé, ce n'est denc pas la faute des « vilains - Anglaie - qui - tont - tout -

> respecter une regle internationale (la règle LD.R.). En attendant, Eric Tabariy se renseigee sur le changement de sa qu'ile pour une qu'ile en plomb...

pour - empêcher - Tabarly - de -

gagner e, mals d'un coneeil International (l'D.R.C.) chargà de faire

il faut sevoir que la quille en uranium de Pen Duick VI e gerdé la forme de le quille en plomb initialement prevue. Le bateau n'e donc rien gagné du point de vue de l'hydrodynamisme. En revanche, alors que le plomb emplissait tout le volume de le quille, de haut en bas, l'uranium, pour le même polds, n'eccupe que les nauf dixièmes inférieurs, car il est phis dense. Cele abaisse le centre de gravité de la quille de 25 centimètres environ. Le bateau est donc plus - raide - . c estmoins — et par consequent va plus vite. Les calculs effectués par l'archisi Pan Duick VI, tel qu'il est, gita de 25 degrés, avec un lest en plomb, sa gite passeralt à 28 degrés, soit 3 degrés supplémentaires. La différence de vitesse existe donc. même si e9e est très faible.

Pourtant, l'evantage que procure l'uranium est déjà partiellement prie an compte par la jauge. En ellet, le jaugeur procède à une meaure de stabilhé en accrochent des polds d'un côté et en mesurant la gîte correspondante. Sans entrer dane les détails, disons que plus le beteau est trouvé stable, plus le rating est augmente. Cette compensation n'est que partielle, car les mesures de stabilité se font à des angles aigus de gite, pour lesquels le stabilité due au lest est faible; elors que la Trois remarques s'imposent à ce stabilité due aux formes de la coque est importante.

compense de Pen Duick VI, dans l'étape Auckland-Rio, aurait été aug-

mentà de_ trois heures. Le classe ment n'eurait pas changà. Pour l'étape Rio-Portsmeuth, l'augmentation du handicao serait de deux heures environ. Ce n'est pas negligeable, mais c'est quand même très peu...

Ce n'est denc pas véritablement le quille eo uranium qui fait aller Pen Dolck-VI aussi vite, mals bel et blan la compétence d'Eric Tabariy (et de ses équiplers, trop souvent oublies), associee aux qualités globales de Pourquel Tabarly ne change-t-II

pas sa quille, si le différence est si minime ? Ce n'est pas si simple. Toi que le bateau est construit, il faut découper un énorme trou dans sa coque, en casser tout l'intérieur, et eu reconstruirs la structure des fonds pour pouvoir y boulonner le nouveau lest en plomb. Cette opération délicate, outre les risques techniques qu'elle comporte, coûteet ce montant risque fort de le faire

Automobilisme

NICOLAS (Peugeot 504) VAINQUEUR A NAIROBI

Nairobi. — Au départ de la

Nairobi. — Au départ de la troitième et dernière étape du « Sajari Rallye », vingt-chaq concurrents seulement, sur soivante-six engagés, étaient encore en lice. Sept d'entre eux devaient se retirer rapidement, tandis que Jean-Pierre Nicolas et Jean-Claude Lefebore (coupé Peugeot 504) prenaient la tête et s'imposaient à Nairobi devant Aultonen (Datsun) et Preston Porsche 911-50). Cette vingt-sixième édition du « Sajari Rallye » s'est résumée en une bataille, indétise pasqu'é la fin, entre trois constructeurs (Peugeot, Datsun et Porsche). La rentrée de Mercedes, après douze ans d'absence en tant que constructeur, n'a pas été probante, deux 280-E ayant abandonné dès la première manche (eannis mécaniques). Les deux Porsche 911-50 d'usine ont dominé la première moitié d'un circuit de 5000 klomètres avant de dévolopper des problèmes de suspension. Ce sajari marque également la suprématie des pilotes européens, les onze africains engagés ayant été éliminés le dimanche 26 mars. Il faut mulheureusement signaler six victimes en marqu de l'épreuve ; quatre accompagnateurs dès le départ, un imitateur des le départ, un imitateur des le départ, un imitateur

vectories en marque de tepreu-vectories accompagnateurs dès le départ, un imitateur imprudent qui a retourné sa voitura (blessant grièvement ses trois passagers), un enfant renversé par une voiture, et un adulte écrasé dimanche

Cross-country

LES FRANCAIS PREMIERS A GLASGOW

Sur le parcours tourmenté de Bellahouston Park à Glasde Bellahousson Park à Glas-gow et sous une tempéte de pluie et de vent qui avait transformé les labours en bourblers, les crossmen fran-pais ont remporté sameit 25 mars le championnat du monde de cross-country, de-vaucant au classement géné-rul les marathoniens beloes, ral les marathoniens belges, anglais, américains ou russes, réputés imbattables. Au clas-sement individuel, c'est l'inédit. Irlandais John Treacy (vingt aus) qui enleva l'épreu-ve eu se jouant des escolades, des troncs d'arbres et des descentes à flanc de coleau. Deuxième des Français, der-rière Pierre Levisse (10°). le rétéran Lucien Rouit (qua-rante-deux ans) a terminé à la treizième place, perfor-mance qui fit l'admiration de tous les concurrents. Il y avait vingt-deux aus que nos cou-reurs n'avaient pas pagné la grande épreuve annuelle, ap-pélée alors Cross des Nations.

BRIGITTE LATRILLE SUCCÈDE A CHRISTINE FEKETE

Déjà deuxième il y a deux ans et troisième l'année dernière, Brigitte Latrille a suc-cèdé, dimanche 26 mars à Madrid, à sa compatriote Christine Fékété, en devenant la cinquième Française cham-pionne du monde de fleuret féminin des moins de vingt

The develone Ermenice est

Une deuxième Française est parpenne en finale, mais ce n'était pus la tenante du titre, éliminée en hultièmes de finale. Pascale Trinquet n'a obtenu que la sixème place aux indices.

La poule finale fut si serrée qu'une victoire de Pascale Trinquet dans son dernier assant contre l'Italienne Vaccaroni lui auruit valu la deuxième place, m'se var la deuxième place, prise par la Chinoise Chu Chien, qui rem-porte ainsi la première mé-daille d'escrime pour son

LES RÉSULTATS Athlétisme

CHAMPIONNATS DU MONDE

BE CEOSS-COUNTEY

SENIORS. — 1. Treasy (Rép. d'Iriande), les 12,300 km en 37 min.
25 sec.; 2. Antipov (U.R. S.S.), à
3 sec.; 3. Ligmont (Beig.), à 7 sec.;
4. Simmons (Angl.), à 28 sec.; 5. Arbogsst (E.-U.), à 27 sec.; 6. Virgin
(R.-U.), à 29 sec.; 7. Mulir (Recesse),
à 35 sec.; 8. Favs (IL), à 28 sec.;
9. Sellik (U.R.S.S.), à 43 sec.;
18. Levisse (Fr.), à 45 sec.; 1.3 Rault
(Fr.); ...18. Bouster (Fr.); ...2. A.
Gonzaler (Fr.); ...35. Watrice (Fr.);
...43. Gomes (Pr.); ...51 Paugem
(Fr.); 64. Lemire (Fr.); ...105. Coux
(Fr.).

PAR EQUIPES. — 1. France,
151 pts; 2. Etste-Unis, 156; 3. Angletarre, 159; 4. U.R.S.S., 169; 5. Belgique, 175.

Football CHAMPIONNAT DE FRANCE
DE PRÉMUERE DIVISION
(trente-deuxième journée)
*Nisates b. Reims 3-1
*Nice et Margeille 1-1
*Sochaux b. Monsco 3-2 Paris Saint-Germain b. Leval 2-1

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION (vingt-sixième Journée) GROUPE A GROUPE B *Dunksique er Boulogne *Gusugnon b. Guingamp

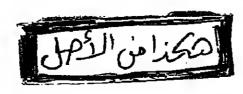
Hippisme La Grande Course de haies de printemps, disputée à Auteuil et retenue pour les paris couplé ga-guant et tiercé, a été gagnée par Fair Tum, suivi d'Air Archer et de Demonio. La combinaison pagnante est 17-3-1. Rugby

Ÿ.

St. todiousain b. Montarrand 7-3
Parpignan b. Brive 16-7
Biarritz b. Pau 22-6
Agen b. Romana 12-10
Les quarts de finale opposnont :
Béxiers - Granilhet, Perpignan - Agen,
Dax - Biarritz, Stads toulousainWarbonne,

A Auron et à Autrans, où se dis-putaient, démanche 26 mars, les championnais de France de ski cipin et nordique, les favoris ont été bat-tus. Le titre de la descesie est revenu à Jean-Marc Mujjat (vingt ans), de Moreine, après une chute de Patrice Pellat-Finet, et le titre de ski de fond (50 klomètres), à Tves Blondeau (vingt-sept ans), des Hôpitaux-Vieux, après l'abandon de Jean-Paul Pierrat.

FOOTBALL - Bernard Lacombe victime d'un claquage samedi 25 mars, à l'occasion du match Lyon-Strasbourg, a déclaré forfatt pour la rencontre France-Brésil du 1º avril au Parc des Princes.



Deux mille hommes de troupe commencent le nettoiement des plages

Le dynamitage de l'épave est envisagé

Le mardi 28 mars verra débuter sur les côtes du Finistère et une partie des Côtes-du-Nord la grande opération de nettoyage du rivage. En effet, après les marées d'équinoxe qui, durant le week-end, ent déposé le mazont de l'- Amoco-Cadiz - sur de vastee étendues, la mer va se retirer chaque jour davantage pen-dant une semaine.

dant une semaine.

Ainsi, sur ces espaces découverts et pollnés, les 2000 hommes de troupes et les centaines de volontaires civils qui sont à présent à pied d'œuvre vont pouvoir travailler. - Mais il faudrait dix mille hommes pendant deux mois pour pouvoir tout nattoyer -, a précisé M. Marc Becam, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur, qui, sur place, supervise les opérations. Ces dernières sont d'autant plus longues que l'épave du pétrolier continne à

lâcher son coutenu. Aussi, pour en fînir, a-t-on envisagé de dynamiter les citernes de l'- Amoco-Cadiz - et de répandre à la mer le

reste de sa cargaison.

Actuellement, la nappe se cantonne tonjours dans le même eccteur, dessinant un croissant de la pointe du Conquet jusqu'à l'île de Bréhat.
Cependant, le centre météorologique de Rennes-Saint-Jacques n'est guère uptimiste pour les soixants-douze heures à venir. Les nappes polluantes pourraient être poussées vers le Cotentin par des veuts assez forts du sud-ouest

Lee moyens mis en œuvre par la marine nationale pour disperser les nappes se ren-forceut. Un escorteur est arrivé de Toulon. ce qui porte à trente-cinq le nombre des bàtiments mobilisés à Brest; une vingtaine d'antres sont en alerte à Cherbourg. On estime à environ 13 000 tonnes la quantité de mazout mélangé d'ean qui a, jusqu'ici, été récupérée dans les ports et sur les grèves.

La solidarité unionale continue à se mani-fester par l'arrivée de jeunes volontaires et l'envoi de matériel ainsi que d'aides finan-

Manifestations de colère et d'exaspération : dans la nuit de samedi à dimanche, un local commercial appartenant à la société Shell, situé à 10 kilomètres an sud de Rennes, a été détroit par une explosion. L'attentat a été revendiqué par le Frout de libération de la Bretagne. Ce lundi 27 mars, les partis de ganche et les syndicats appellent la population du Finistère à une manifestation qui se tient

à Brest. Durant ce week-end, d'autres rassem-blements nut en lieu à Lorient et à Quimper. Enfin, en application des décisions prises au dernier conseil des ministres, le « Journal officiel » du dimanche 26 mars publie une officiel » du dimanche 26 mars public une série de mesures « anti marée noire ». Un décret ublige désormais les pétroliers à prévenir les autorités de leur arrivée dans uos saux territoriales; ils doivent signaler tonte avarie lorsqu'ils sont à moins de 50 milles des côtes. Une circulaire enjoint aux préfets maritimes d'interdire l'approche des tankers de recoler su marinum de 7 milles de recoler su marinum à moins de 7 milles, de reculer au maximum leurs - rails - de trafic, de prévoir enfin pour ces navires des chenaux d'accès aux ports et aux rades. Un décret officialise la subvention de 5 millions de francs qui a été prévue pour indemniser les pêcheurs et les ostréiculteurs.

SAINT-MALO: sauver le sable

De notre correspondant générale. Dans les Côtes-du-Nord, mille trois cent cinquante personnes ont été requises pour le seul secteur du Trègur. Pour l'ensemble de la Bretagne, quinze compagnies venues principalement de la III région militaire travaillent actuellement sur le terrain, soit environ milie eix cents hommes de troupe. Huit compagnies doivent encore arriver mardi et muecredt, venant des régions militaires de Faris, Lille et Bordeaux. Là où le pétrole atteint la côte, les volontaires sont nombreux, uotamment pour soigner les oiseaux mazoutés.

« Il ne faut pas que les cirangers à la région se déplacent; on ne sait plus où les loger », explique le colonel Milon, président de la Ligue française pour la protection des oiseaux, et conservateur de la réserve des Sept-Iles.

Le colonel Milon ne cache pas son agacement devant les muitiples conselis qu'il reçoit. « On ne peut que soigner les oiseaux mazoutés. On en sauve un sur cent, mais on ne peut rien faire d'autre. Il ne faut surtout pos défanger les neut mille jous de Basson qui nichent sur les Sept-

Saint - Malo. — Le sillon de Talbert, entre Tréguler et Lézar-drieux (Côtes-du-Nord), a maintenu pendant tout le week-end pascal la frontière entre deux Bretagne : celle qui est polluée et celle qui el l'est pas encore... Les sémaphoristes de l'île de Bréhat, située un peu plus à l'est, n'ont cessé pendant ces deux jours de renseigner les habitants de la Bretagne encore propre sur les déplacements des nappes de pétrole : pour l'instant, quelques irisations entourent l'île ; la marée uoire n'a pas progressé pendant les dernières quarante-huit heures. Saint-Malo. - Le sillon de

huit heures.

L'est de la Bretagne et l'ouest du Cotentin se préparent toutefois au pire. Partout le plan
Poimar est en vigueur. La côte
est en état de siège. Engins de
travaux publics et camions militaires se côtoient sur le littoral.
Les ostréiculteurs n'ont pas hésité
à prendre des mesures dracouiennes : déménager les buitres
et les naissains avant qu'il ne
soit trop tard. A Piougrescant
(Côtes-dn-Nord), les ostréiculteurs ont renoncé à expédier leurs
huitres dans le Morhihan, comme
on le leur proposait, craignant
qu'elles ne puissent supporter le
transfert. Il se sont contentés de
les déplacer dans le département.
A Cancale (Ille-et-Vilaine), où , A Cancale (Ilie-et-Vilaine), où sont cultivées plus de 1500 tonnes d'huitres plates et crenses, les estréiculteurs ont accepté le pari. Les huitres, enfermées dans des poches de grillage, partent dans les camions du 512° groupe de

les camions du 512° groupe de transport lourd de Saint-Lo à destination du Morbihan ou de la Chavente. Certains ostréicuiteurs, jugeant cette mesure de sécurité insuffisante, affrètent sux-mêmes des camions d'entre-prises privées pour transporter leurs produits jusqu'à Arcachon. Pour préserver l'activité tou-Pour préserver l'activité tou-ristique, les municipalités de Cancale et de Saint-Malo ont enirepris de sauver le sable sur des kilomètres de plage. Des dizaines d'engins et de camions retirent le sable et l'entassent sur les quais ou sur les digues. A Saint-Malo, les tas atteignent la hautour des receptirs mont des

Saint-Maio, les tas atteignent la hauteur des remparts. Tant d'efforts sont-ils efficaces? a Nous nous devons de faire quelque chose, explique M. Louis Chopier, maire de Saint-Maio, pour que ceux qui truvaillent toute l'année puissent profiter de vacances correctes. 2

En Ille-et-Vilaine, comme dans la partie du littoral des Côtesla partie du littoral des Côtesdu-Nord épargnée par le pétrole,
le plau Polmar doit permettre
d'éviter le pire. Le barrage de la
Rance sera fermé à la première
alerie et servira éventuellement
de réserve aux huitres de Cancale, comme la baie de la Fresnaye, près de Saint-Cast, sera
barrée et pourra recevoir les huitres de Plougrescant.

Dans la zome touchée par le

Dans la zone touchée par la marée noire, la mobilisation reste

truelles pour récurer les ro-chers, détergents et cuitlons

pour se nettoyer ensuite, sèche-cheveux pour récheuffer les oi-

à la caseme de Brest : cino

viennent d'être acheminées à la

suite de l'opération - il y a

quelque chose à laire pour le

Bretagne - organisée per Eu-

rone 1. Le vendred/ 24 mars.

les municipalités des commu-

nes sinistrées ont lait connei-

tre leurs besoins à le station

tandis que Pierre Bellemare

tançait un premier appel auprès

des chauffeurs de poids lourds.

Ainsi dans une trantaine de

villes, des camionneurs béné-

voles ont chargé ce qui leur

éteit apporté. A Paris, le col-

lecte a été faite devant les vingt

meirles d'arrondissements puls centralisée à l'Hôtel de Ville.

La soixantaine de véhicules qui

ont roulé vers la Brêtegne, le

dimanche 28 mars, disposalent

d'une autorisation spéciale du ministère de l'intérieur, leurs

trais d'essence étaient pris en

Charge par Europe 1.

Europe 1: il y a quelque chose à faire...

BREST : de nouvelles règles de circulation maritime entrent en vigueur

De notre correspondont

Brest. — A la pointe de la Bre-tagne, de nouvelles règles sont entrées en vigueur. Le vice-amiral d'escadre Coulondres, prétet marid'escadre Coulondres, préfet mari-time de la II° région, a pris un arrêté, le 25 mars. Désormais, le passage des pétroliers doublant l'île d'Ouessant est repoussé de deux nautiques à l'ouest, soit à sept nautiques (12,8 kilomètres) au lieu de cinq. Les pétroliers devront, sauf cas de force majeur, se tent concharment sur la devront, sauf cas de force majeur, se tenir constamment sur la zanche à moins de deux milles marins de la zone de séparation entre les couloirs de navigation montant et descendant. D'autre part, la navigation est également réglementée dans le raz de Sein et le chenai du Four. Ces chenaux sont intendits à tout navige transsont interdits à tout navire trans-portant des substances nocives et dangereuses et aux pétroliers de pius de 70 mètres et aux autres navires de plus de 90 mètres. L'arrêté du préfet maritime de Brest s'ajoute aux décisions prises

par le conseil des ministres la semaine dernière et parues an Journal officiel du 26 mars. Une survelliance permaneute du «rail» par les uavires de la marine nationale débutera le

u'était qu'occasionnelle. La ma-rine a renform son personnel des sémaphores du Créach et du Stiff dans l'île d'Ouessant. Les guetteurs de ces deux postes assu-reront une vieille permanence. Le petit radar installé dans le sémaphore du Stiff sera remplacé par un engin plus important. Sa portée u'excédait pas 7 à 8 milles nautiques (12,600 à 14,600 km) par mauvais temps. Le marine nationale va acquérir un radar e plus puistant et mieux adapté », a prècisé dans un communiqué la préfecture maritime. Calui-ci fonctionners à partir du ler avril an sémaphore du Stiff, qui sera en même temps aménagé en centre de contrôle du tradic au large d'Ouessant. Ce dispositif est provisoire. Il devrait être remplacé en 1980 on 1981 par un radar mis en place par le secrétagiat de la marine marchande. Le petit radar installé dans le

Une réunion s'était tenue à ce propos le 9 mars à Onessant. Les représentants de la marine marreprésentants de la marine mar-chande avaient con firmé aux édiles locaux leur intention de construire sur l'Ile une station de coutrôle de la navigation encore plus importante que celle qui fonctionne au cap Gris-Nez. Le projet prévolt une tour de 45 mètres supportant un radar de 30 milles neutiques (54 km) et comportant une salle de veille et un sémaphore. La future tour et un sémisphore. La future tour

CHERBOURG : Français et Britanniques aux aguets

De notre correspondont

Cherbourg. — Tout en fournissant son aide aux ostréiculteurs qui transportent leurs huitres vers les pares du Morbihan ou de la baie de Seine, la marine nationale a mis en place un important dispositif au large du Cotentin, de concert avec la Royal Navy. Elle applique ainsi un accord signé en 1977 destiné à assurer la coopération franco-hritannique en cas de catastrophe majeure dans la Manche. N'est-ce pas le vice-amiral Jacques Wacrenier, préfet maritime de Chergourg, qui écrivat; il y a trois mois déjà lors de la signature de cet accord :

« Des risques d'accident pou-

de la signature de cet accord :
« Des risques d'accident pouvant revêtir le caractère d'une
véritable agression de la communouté nationale existent sur nos
côtes; ils sont causés par des
navires dont les préoccupations
ne sont pas forcément tournées
vers les intérêts français.
Selon ce plan les Britanniques Selon ce plan, les Britanniques engagent une trentaine de bâti-ments destinés avant tout à ments destines avant tous a protéger les iles anglo-normandes. Mais ils mettent une partie de cette flottille à la disposition des autorités françaises. Cherbourg a éte choisi comme base arrière;

été choisi comme base arrière; un pétrolier ravitailleur et denx remorqueurs y sont arrivés dimanche, les ports des lles anglo-normandes étant saturés. B'inalement, le Cotentin dispose ce lundi d'une vingtaine de bâti-ments équipés pour lutter contre les naves en déplacement. Muse

opes en de sur l'un des points culminants de l'île.

JEAN DE ROSIÈRE.

Britanniques et Français ue se sont pas mis d'accord sur les pro-duits à utiliser. Du côté de la

matre de Cherbourg et député de la Manche, e tenu samedi une conférence de presse en tant que délégné national du P.S. aux questions maritimes. Devant une assistance inquiète et passionnée, il a rappelé que son groupe et les radicaux de gauche avaient proposé le 15 avril 1976 de créer une commission d'enquête parlementaire sur les conditions de navigation des pétroliers dans la Manche. questions maritimes. Devant une

a l'avait demandé que cette enquête porte sur les conditions de l'échouage de l'Olympic-Bravery, la lenteur des réactions et les mesures prises pour faire face à la pollution de la mer dans le setteur d'Ouessant s, a siffirmé M. Darinot, qui à indiqué que la majorité avait alors reponssé sa demande. La ville de Cherbourg et les syndicats de marins-pêcheurs ont décidé à l'issue de cette réunion d'engager une action auprès du tribunal

475 . · ·

20.00

200

Naufrage et chantage

(Suite de la première page.) Il faudrait un archiviste douc

déranger les neuf mille fous de Basson qui nichent sur les Sept-

Hes. Pour le moment, ils tiennent le nid avec ardeur.

ANDRE MEURY.

d'une patience bénédictine pour en donner la liste et d'une intuition géniale pour enjamber la distance qui sépare les effets et les causes, ou plutôt la cause puis-qu'elle est unique : l'argent. Quant aux effets, ils participent d'un large éventail qui s'ouvre de la guerre aux campagnes polltiques à travers quelques faits divers dont peut-être un assassinat par-ci par-là... C'est pourquoi Il ne faut pas partir à l'assaut du fléau sans armes. La meilleure est le sang-froid. Il montre une société basée sur le profit et, par conséquent, soumise à ses lois. « Soumise », encore un mot indigne qui fait penser aux filles du même uom, à la débâcle, à la servitude. « Soumission », comme « chantage », n'est pas un mot indigne (d'ailleurs il n'en existe pas, seul leur usage...). Les deux mots disent blen ce qu'ils veulent dire. La société est soumise à la loi du profit et elle ne peut l'appliquer que par le chantage. Les navires petroliers ueviguent sans que soient réunies toutes les conditions de sécurité mais gardons présent à l'esprit que, si

nous étions plus exigeants, ils

et diverse e entreprises oni

naire - et fourni le plus souvent

du metériel neut : Il semble que le plupart des demandes scient

satisfeites. Ces objets peuvent

être retirés à Brest dès ce lundi.

De même les hebitants et hôte-

llers bretons prêis à héberger

merdi 28 mers, aideront au nel-

loyege de le côte peuvent

dés à présent téléphoner au

256-90-20. Ceux qui répondront

eu nouvel eppel - dee bras pour

le Brelegne - peuvent se mettre

en rapport avec les centres qui,

sur place, coordonnant les offres

De son côte Antenne II elerte

les organisations de jeunes : la

municipalità de Rennes recensant

les besgins d'elde bénévole, le

deuxième chaîne, en collabo-

ration evec dix stationa de

FR 3, assurera un lerge releis

auprès du public eu cours du

magazina - C'esi la vie - (à

18 h. 40, tous les jours) et dans

ie prochaine émission - Ques-

tion de temos - imercredi

et les demandes de logement.

iraient affleurs. Naguère des fonctionnaires du fisc ont déclaré n'être pas très pointilleux sur la Côte d'Azur pour ne pas faire fuir les touristes. Les exemples de ce genre de contrainte sont nombreux. L'Amoco-Cadiz allait au Havre SI on lui cherche des poux dans la tête, il va à Rotterdam ; sinon lui, du moins l'entité qu'il represente. Et vollà le population ouvrière du Havre gravement lésée, ainsi que quelques intérêts moins prolétariens. Si l'Amoco crève d'autres passent. Ne vaut-il pas mieux courir le risque ?

a Laissez venir à moi les gros nétrollère » tel est le vem de tous Il suffit de parcourir les chantiers qui attendent des commandes, les ports qui attendent do fret, et de savoir à quelle concurrence acharnée se livrent les pays. Telle est la réalité. Il fandralt donc se mettre tour

d'accord. C'est impossible, dit-on ; d'où la permanence de cette collusion dont les pavillons de complaisance sont le plus éclatant scandale. Et pourtant l'accord est realise dans un domaine voisin. celui de la navigation aérienne, où tout a été mis en œuvre, dès avant la guerre de 1914, pour qu'un contrôle, parfois exagérè-ment tatillon, s'exerce, selon les techniques les plus perfection-nées, sur la construction des apparells, la qualification des équipages, le trecé des itinéraires, la succession des arrivées et des départs. Pourquo! ? Pour une raison très simple. La navigation aérienne souffrait d'un préjugé (vérifié, hélas l assez souvent il y a cinquante ans), celui du danger qu'elle présentait. Elle inspirait la peur. Unis dans cette peur. les pays se sont toujours mis d'accord, au point que la réglementation aérienne a pris, dans le trafic, une importance primordiale. Anjourd'hui, sl elle u'existait pas, le trafic serait totalement impossible.

La navigation maritime, au contraire, familière bien sûr, avec ses drames, familiers eux aussi. u'est pas entrée dans les temps modernes evec l'holocauste de l'eviation. Les bateaux, ça va sur l'eau, la plupart du temps sans problème. Alors on a laissé courir, laisse flotter. C'est aujourd'hai seulement que les choses commen-cent à aller mai. Une peur nouvelle, inimaginable il y a trente ans, naît, grandit, nourrie de catastrophes plus fréquentes. A quel seuil décienchera-t-elle enfin une réaction collective, et même sans attendre l'accord de tous les pays, pourquoi le nôtre ne prendraft-il pas d'initiative ?

Responsabilités parlagées

(Suite de la première page.)

Même les combinaisons, les pelles et les seaux ont manqué jusqu'à la demande des maires une station de radio périphérique en a scheminé plus de quarante camions sur Brest. Quant au détergeut biodégradable qui sera nécessaire pour nettoyer, la côte mètre par mêtre ou en possède en tout et pour tout 300 kilos I «Plan Poimar, plan de ringard » scandaient les étudiants et les lycéens bretons devant les préfectuers

préfectures.
Même dans la répartition des antorités et des comptiences le plan Polmar s'est révêlé insuf-fisant. Au bout d'une semaine on ue comptait plus les P.C. et on the compact puts les F.C. et ceux qui venalent proposer leurs services erraient de Brest à Quimper en passant par Plou-dalmaZesu et Saint-Brieus dans l'espoir dy trouver enfin cles responsable

Le naufrage d'un ministère Pour stopper cette efflorescence administrative et reprendre les choses en main, le gouvernement s'est enfin décidé, le 23 mars, à dépècher en Bretsgne M. Marc Becsm, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur. Ce faisant, il a officialisé l'incroyable raisant, il a officialise l'incropable effacement du ministère de l'envirumement dans toute cette affaire. Pour aider les associations qui recensent les dégâts causés à la faune et tentent de sauver ce qui peut l'être, on n'a envoyé à Brest qu'un seul fouctionnaire de la neutrillo de la neutre Curation. la protection de la uature. Quant aux subsides demandés, ils ne sont toujours pas arrivés. Le marée noire a englouti pas mal d'iliusions. Elle a aussi emporté avec elle l'aimable fiction du ministère de l'environmement.

Mais du même coup elle a accru la suspicion du public à l'égard des autres plans de sécurité civile comme les plans Orsec-Rad, qui seraient décienchés en cas d'acci-dent nucléaire. Ces plans, on ne sait poerquoi, sont tenus secrets. Auroni-ils la même « efficacité » que les plans Polmar devant une

autre catastrophe nationale. La marée noire a également pris an dépourve la marine nationale, qui u'a pas encore compris que la protection du territoire passe aussi par la surreillance des it, nourrie de ca; fréquentes. A supertankers. Il a fallu que ce supertankers. Il a fallu que ce soient les parlementaires commissées qui le lui fassent remandres et manquer. Si un navie étranger accord de tous les le nôtre ne prendère, caonuer les parcs à noître ne prendère, caonuer les parcs à litative ?

CASAMAYOR.

Dans aussi par la surveillance des sus, elles sont bien embarrassees pour répondre. Et c'est avec stupéfaction que leurs militants ramsseent aujourd'hui, sur les marquer. Si un navie étranger était venu grenader les zones de pêche, caonuer les parcs à noître ne prendère et mitrallier les ofseaux l'eurait-on laissé faire ? C'est pourtant au même résultat oublié que vingt tankers défilent

qu'aboutit l'échouage de l'Amoco-

La marée noire suscite l'effarement et la colère des élus bre-tons. Mais ni l'établissement public régional, ni le conseil général du Finistère, ni les communes de bord de mer n'out consecré le moindre centime à leur défense. Est-il normal que Morisir attende de Marselle les barrages flottanis indispensables à la protection de ses parcs à buitres?

Lorsequ'en 1949, la forêt landaise est partie en fumée (autre catastrophe historique), pour 40 %, les propriétaires, les communes et les départements des Landes et de la Gironde ont réagi. Ils ont créé et finance de concert un corps de moindre centime à leur défense

Gironde ont réagi. Ils ont créé et finance de concert un corps de pompiers forestiers qui, depuis, feit merveille. Chaque région court des risques spécifiques. Four la Bretagne, c'est la pollu-tion par les bydrocarbures. Le conseil général du Finistère, la communauté urbaine de Brest et la chambre de commerce sont particulièrement fors de la forme.

particulièrement flers de la forme de radoub dont ils firiancent la construction dans le port de Brest. Elle est justement destinée à réparer les super-tankers de plus de 500 000 tonnes. On compte plus de 500 000 tannes. On compte donc profiter des obligations d'entretien de pétrollers géants pour donner du travail aux métalos bretons. Mais ou u'a rien fait pour protéger les pêcheurs. Singulière incohérence.

En l'occurrence les pêcheurs, goémoniers et ostréfeuiteurs ne peuvent guère plaider non coupables. Aucune de leurs installations mêtre expérimentales ne

pables. Aucune de leurs installa-tions même expérimentales ne possède la moindre défense anti-pollution. Dès le 18 mars les affaires maritimes recommandait aux professionnels de la mer de mettre à l'abri leurs engins et mettre à l'abri leurs engins et leurs embarcations. Certains n'en firent rien. Cettx-là sont-ils fondés aujourd'hui à vitupérer contre les autorités? Les écologistes eux-mêmes

l'est eculogistes en x-me mes n'ent pas fait tout leur devoir. Certes, depuis le naufrage de l'Olympic-Bracery sur Ouessant en janvier 1976, toutes les associations inetonnes out crié leur inquiétude et réclamé des mesures préventives. Mais, quand on leur devante meller le leber. leur demande quel est le labora-toire qui a dressé le bilan écologique des trois marées noires subles par la Bretagne en dix ans, elles sont blen embarrassèes pour répondre. Et c'est avec stu-

chaque jour à 15 kilomètres du Finistère. Ils charrient dans leurs flans plus de 400 millions de tonnes de pétrole par an. Dans ces conditions, un u aufrage eccompagné d'nue formidable marée noire ne peut être considéré compagnée. déré comme un accident excep-tionnel mais comme le risque « normal » couru par le Bre-

tagne. On ne guérira pas de la maladie des marées noires en s'en remettant exclusivement à l'Etat. A une responsabilité collective doit répondre un effort collectif. Effort littoraux pour se doter de moyens de défense rapprochés : barrages, pompes, produits uetroyants. Effort des associations, de l'université, du CNEXO pour étudier les effets de la pollution par les hydrocarbutes, ses antidotes chi-miques et biologiques.

Effort des compagnies pétro-lières, des ports autonomes, de l'Etat et même des nations de la communauté européenne (le pé-trole de l'Amoco-Cadiz était des-tiné aux Britanniques et aux Néerlandais) pour installer à Brest un centre de lutte contre la ponution marine doté de gros moyens ainsi qu'un groupe héli-porté de réparation des avaries en mer

mer.

Effort des compagnies maritimes et des chantiers navals pour modifier la conception des tankers. Près de cinquante pétroliers de plus de 200 000 tonnes sont ectuellement en construction. Il n'est pas trop tard pour renforcer leurs dispositifs de sécurité. Mais la raison voudrait que ces monstres scient les derniers à être

lancés.

Car la grande leçon de l'AmocoCadiz c'est que les amachines
géantes a appellent des moyens de
contrôle à leur mesure. De même qu'ils demandant un moratoire uuclésire, les écologistes sont fon-dés à réciamer un moratoire dans la construction des super-pétro-llers tant qu'on n'aura pas maitrisé ces monstres. On ne peut plus « jouer avec les allumettes » dans ce domaine.

Enfin restera à régler la facture de la marée noire. Rappelous que celle du Bochlen avait déjà coûté 150 millions de francs, Exactement ce que les assurances é'engagent à payer dans le cas présent. Cette fois, la note risque d'être beancoup plus lourde. A celle seule, le marine autiennels. elle scule, la marine nationale dépense un million par jour pour disperser les nappes. Qui palera ce que les assurances ne régle-ront pas ?

MARC AMBROISE-RENDU.

In moyen de , g-;-: -

HALLEGEMENT

....

Sortir de l'impens

VERS UNE RÉFORME DE

Définir le

Tour and palitiques on compagne élec The une protect des prestor as differentes to a record front pos certaines e CDS

and a star of d'un revenu fintegration dens la Bares luie the comme de Blais, une progression

12171

days une LAAT YEE 计位 的位置是 CON STATE OF THE PROPERTY OF T 45.75 - 6. On

- 24956







L'ALLÉGEMENT DE LA DETTE DES PAYS PAUVRES

Un moyen de relancer l'économie mondiale

Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a adapté à Genève une résolution de campromis dans laquelle les pays développés s'engagent à « adapter des mesures d'ajustement des conditions de l'aide publique au développement accordée dans le passé au d'autres mesures équivalentes », afin d'améliarer la situation du tiers-monde. Cette formulation, plus vague que le mara-

demandé par les pays du tiers-monde, laisse aux gouvernements des peuples aisés une année pour inventer disette financière des pays sous-

Le professeur Angelopoulos, gouverneur de la Banque nationale de Grèce, explique ci-dessous comment dévelappement pourrait constituer un

Le 11 mars, la conférence des toire des dettes des pays pauvres élément de relance de l'économie mondiale, moyen qui devrait, selon lui, être complété par une politique hordie de prêts (25 milliards de daldes remèdes appropriés à l'extrême lars par an) à ces mêmes pays. Cette sorte de « plan Marshall » de l'investissement - dant l'idée a été évoquée dans nos calonnes par M. Ola Ulsten, ministre suedois (1) - ranimerait la production dans les pays l'allégement de la dette des pays en industrialisés et accélèrerait le dévelappement chez les autres.

par ANGELOS ANGELOPOULOS

COMMENT peut-ou faire sor-tir l'économie internatio-nais de la crise qui dure depuis quatre ans? Il n'y a pas de doute que sa cause profonde se trouve dans l'insuffisance des et invertisements productifs a su s'élevait à 18 milliards de dollars pour la seule année 1976. Le montant global consacré actuellement ao titre de l'assi-« investissements productifs » au cours des dernières années ; inrance-chômage par les pays du bloc occidental est évalué à quelcours des dernières années; in-suffisance qui a eu pour consé-quence de freiner la croissance économique et d'être un obstacle à toute reprise. En effet, au cours de la période 1960-1970, le pro-duit national brut a progressé à un taux moyen annuel de 5,5 %, accompagné d'un taux d'infla-tion de 3,5 %, dans les pays occi-dentaux. Le P.N.B. a ainsi aug-menté de quelque 918 milliards de dollars. Une somme de 150 milliards de dollars a été absorbée su cours de cette décen-nie par des dépenses militaires bioc occidental est evalus a quel-que 25 milliards de dollars. Si un tel montant était utilisé à des fins productives, il permet-trait, en tenant compte de l'effet multiplicateur, d'accroître le P.N.B. de ces pays de plus de 50 milliards de dollars. La cause et la conséquence de la situation actuelle est le recul

La cause et la consequence de la situation actuelle est le recul des investissements productifa, général dans tous les pays industrialisés. Aux Etats-Unis, malgré une reprise récente des dépenses d'investissements, l'iu vest issement global en 1977 n'aura pas dépassé, en termes récla, le volume de 1972. Les investissements actuels ne suffisent pas à compenser le retard accumulé les au u é es précédentes. Selon une étude récente d'une grande banque suisse, il ressort que le volume global de l'investissement des douze pays occidentaux industrialisés est inférieur de 200 milliards de dollars à la somme qu'il aurait du atteindre en 1975 et 1976, si les investissements s'étaient poursuivis au rythme des années précédentes, ao lieu de marquer un temps d'arrêt. Cela signifie une perte de 350 milliards de dollars de reveno pour les douze pays industrialisés au cours de ces deux reveno pour les douse pays in-dustrialisés, au cours de ces deux

Sortir de l'impasse

Aussi longtemps que cette situation persistera, inflation et

nie par des dépenses militaires supplémentaires ; mais le reste a permis d'assurer le plein em-ploi et d'améliorer sensiblement le niveau de vie des populations.

Avec la « croissance zero » des

dernières années, non seulement le revenu national u'a pas aug-

le revenu national u'a pas aug-menté pour assurer une amé-lioration du nivean de vie, mais ou a enregistré une augmenta-tion continuelle des dépenses mi-litaires aussi hieu que des dépen-ses pour l'aide sociale, en vue d'aider les chômeurs. Voici deux chiffres caractéristiques pour les Etats-Unis. L'augmentation des dépenses militaires était en 1975

dépenses militaires était en 1975 de 8.5 % par rapport à l'année précédente, tandis que la crois-sance économique était négative, inférieure de 3.3 %. Le montant

adoptent une nouvelle manière de penser et appliquent une po-litique basée sur le principe de la solidarité internationale. La prospérité étant indivisible et tous les peuples étant membres

(1) Le Monde du 2 mars.

d'une seule communauté, il sera difficile sans cela d'éviter les effets en chaîne de récessions euccessives, voire des réactions de violence. Il faut donc créer les conditions appropriées pour provoquer des investissements productifs et massifs dans tous les naves.

(Lire la suite page 12.)

Le prix du social

«R ENGEZ-NOUS le liberté de gestion, c'est-à-dire d'abord celle des prix, et nous serons en mesure de feire une bonne politique sociale. La phrase revient comme un leitmotiv dans tous les propos patronaux, et M. Ceyrae ne se fera pas fauta de la répéter mercredi lors de sa visite à l'Eyeée. Mais dans un paya dont - l'avenir reste menacé par le guerre économique qui sévit dans le monde », seion le déclaration faite par le président du C.N.P.F. au lendemain du dauxième tout des élections. alles mesures accieles le patronat peut-il négocier ?

Une forte hausse du SMIC ? Même étalée sur deux ans, comme sont prêtes à l'eccepter la C.F.D.T. et la C.F.T.C., les chefs d'entre-prise n'y sont pas favorables : nombre de P.M.E. n'y résisteraient pes, affirment-ils, et cele ne feralt qu'accroître le chômage. Beaucoup ajoutent qu'une augmentation importante du SMIC risquerait - saul dérapage généralisé et dangereux - de réduire encore l'écart trop étroit entre les manœuvres et les travailleurs qualifiés : ce sont les salaires de tous les ouvriers qu'il taut progressivement améliorer. Mais une telle politique, qui ne peut se négocier que par branches professionnelles, n'eurait-elle pas pour effet d'aggraver d'autres inégalités, entre ouvriers des secteurs en expansion et ceux des secteurs en difficulté ? En outre, dans le conjoncture présente, la hausse des salaires ouvriers peut-elle se faire autrement qu'à doss homéopathique ? Les patrons hésiteront, en effet, à andre le risque de relancer l'infietion, de crainte de se retrouver bientôt devant un retour au blocage des prix.

Deuxième possibilité: chercher à améliorer le altuation de l'emploi ? Bien des amployeurs estiment qu'il faut d'abord achever l'assainissement des entreprises, ce qui passe presque toujoure par de nouvelles suppressions de postes de Iravail. Sans douts pour on espérer en contrepartie une reprise de l'investisse reit cependant Husoire d'attendre, dans l'immédiet, mieux qu'une stabilisation de l'emploi à son niveeu ecluel.

Les voles sont-alles donc toutes bouchées ? Il est un domaine su moins où la champ de la négociation est immense : celui des einquième semaine de congée — concession spectaculaire, mais dont l'impact psychologique serait de courte durée, — le patronet ne pourrait-il pas offrir le chob entre différentes formules de réduction du temps de travail : loumée ou semaine plus courte, jours de congés mobiles cumulables eur plualeurs années, mise en ratraite progressive, etc. ? Donner aux travallieurs une certaine liberté. pour gérar leur temps pourrait être une première átaps concrète sur le ment progressif des droits - et des responsaole d'un élargisses

Réforme modeste en apperence, mais qui implique que les chefe d'entreprise abandonnent ne serail-ce qu'une pertie de leur pouvoir. Ce - prix du social -, le patronat peut, sana conteste, le payer. Le voudra-t-)! ?

UNE NOUVELLE APPROCHE DES PROBLÈMES DE L'EMPLOI

Comment éliminer les goulets d'étranglement?

La connoissance qu'ant les pouvoirs publics en matière d'emploi est désormais assez précise au niveau au niveau des marchés locaux où s'opère quotidiennement le rapproou postes de travail) trap différents de travail, et qu'll importe de décou- dirige.

disponibles par zanes suivant des des Interventions en matière d'emplai découpages administratifs souvent national, mals elle reste très pauvre élaignés de la réalité des marchés d'une équipe de géographes, d'ingélocaux d'emplai.

On Ignore pourqual un ouvrier chement de l'offre et de la demande : quitte tel poste de travail pour Bosse-Seine, s'est efforcée depuis an connaît les stocks et non les tel autre, accepte celui-cl et non flux. Les additions foites par « sec- celui-là. Il y a derrière ces « mouteurs d'activités » sont très utiles vements » des raisons qui ne tien- de l'emplai dans lo région de Rouen. pour la réflexian écanomique, mais nent pas seulement aux qualifica- Il expose cl-dessous les premiers regroupent des éléments (entreprises tians, au salaire et aux conditions résultats de ce travail ariginal qu'il

qualitativement. Les dannées sont vrir si l'an veut améliarer l'efficacité

M. Michel Valais fait partie nieurs, d'économistes et d'urbanistes qui, dans le cadre de la mission deux ans d'analyser de façon pragmatique le fanctionnement du marché

A VANT que la crise u'entraine des taux de chôune importante usine fournit un
mage élevés pratiquement suivant : dans une petite ville, ferme. Conséquence : le chômage
entraîne le marasme du compourcentage élevé des emptois de merce local. Les pouvoirs publics locomotive à le zone. On maoque sur tout le territoire, oo a vu sou-

la sone. Evolotico des marchés, fusions, concentrations : l'usine

chômage cootinocront à être en Pour sortir de l'impasse, il association symbiotique », et faut que les gouvernements

VERS UNE RÉFORME DES PRESTATIONS FAMILIALES ?

Définir le coût réel de l'enfant

s'est pronancé pour une progression pas traduit par une reprise réelle et, rence au caût familial de l'enfant.

Taus les partis palitiques ont et une simplification des allocations depuis trois ans, la France n'assure proposé, durant la campagne élec-familiales. Le président de la Réputarale, une améliaration des presta- blique étant favorable au principe tions familiales et les différentes d'un minimum, il est quasiment tendances de la majarité n'ont pas acquis que l'un des objectifs prigri-

plus le simple renouvellement des générations (moins de deux enfants par famille).

A la veille de l'assemblée généété les plus timides, certaines — taires du nauveau gouvernement sera rale de l'Union nationale des assocomme le R.P.R. au le C.D.S. — de renfarcer le statut de la famille, ciatians familiales (UNAF), les 8 et suggérant la création d'un revenu Objectif social mais aussi démogra- 9 avril à Grenable, consacrée aux familial garanti, vaire l'intégration phique puisque l'évalution de la nata- « aspects familiaux de la fiscalité », d'une allocation unique dans le lité, en France, reste très incertaine : son président, M. Roger Burnel, défirevenu imposable. M. Barre lui- l'arrêt de la baisse des naissances. nit, ci-dessous, l'une des conditions même, dans le programme de Blais, constaté en 1975, ne s'est toujours, nécessaires à toute réforme : la réfé-

baguette magique epparaît quel-quefois très décevant. En vallée de Seine, ce fut, par exemple, la fermeture des chantlers usvals dn Trait et l'envoi d'une usine fabriquant des couverts. Or les ouvriers professionnels de la construction navale sont partis vers d'autres chantiers navals, et. l'usine décentralisée se plaint de ce que les chômeurs dont l'admi-nistration lui avait certifié l'existence e n'existaient que sur le tence « n'existaient que sur le papier ». Ou pourrait multiplier les exemples : maintieu d'un taux de chômage élevé à Elbeuf en dépit de la présence d'une usine Renault recrutant à 20 ou 30 kilomètres de distance pour pourvoir ses huit mille emplois ; impossibilité pour les aménageurs d'obtenir de nouvelles implantations d'activités aur l'immense zone indostrielle de Douvrain-la-Rassée, dans le Nord après l'ins-

Bassée, dans le Nord, après l'ins-taliation de l'usine issue des

interviennent et obtiennent qu'une autre usine vienne s'ins-

taller dans la zone. Ce coup de

de qualifiés? Peut-ètre, mais le problème est beaucoup plus complexe : au Trait, les qualifiés sont partis et c'est d'O.S. que l'usine nouvellement implantée e besoin !

Faut-il en conclure que sauf à supprimer le liberté des saiariés et des entreprises, on ne peut pas maitriser les problèmes d'em-piol ? Non. Simplement, le fone-tionnement réel des marchés de l'emploi n'est pas connu.

Parce, que le France e vécu longtemps dans l'euphorie d'un plein emploi sans gros problèmes, la recherche sur le fonctionnement des marchés du travail est restée un domaine « en jachère ». L'emploi, situè au cœur de la vie sociale, aurait po devenir l'un des carrefours privilégies des sciences sociales, une discipline ou plutôt une interdiscipline à

> MICHEL VALOIS. (Lire la sutte page 10.)

par ROGER BURNEL

L'est grand temps de tenir compte du coût familial de l'en fant el l'on vent construire une société plus juste et plus solidaire. Ceux qui pensent — ou craignent — que l'on encombre le pays d'enfants trop nombreux créant des charges insupportables pour la collectivité fout une analyse à très courte fout une analyse à très courte vue et singulièrement faussée. Ils oublient qu'une politique quanti-tative et qualitative de la poputative et qualitative de la population est nécessaire pour garantir un équilibre permanent entre les actifs et les non-actifs (jeunes en formation et personnes âgées principalement), condition du développement économique et du progrès social. Ils refusent surtout que s'exerce uce solidarité effective envers les parents et les cenfants. Ils veulent ignorer la partie immergée de l'iceberg, et voient d'une manière déformée l'élément situé hors de l'eau.

Ainsi, ils négligent le fait que les parents, pluriconsommateurs, contribuent par les impôts sur la consommation et sur le logement — qui représentent 50 % des recettes fiscales — et par les cotisations sociales liées à leur acti-

 \mathcal{K}_{i}

vité professionnelle à alimenter dans une proportion importante le budget de l'Etat, des collectivités et des caisses d'allocations familiales. C'est une erreur, et une injustice, de répéter que le financement des mesures familiales est assuré exclusivement ou préjérentiellement par les contribuples et les salariés qui n'ont pas d'enjants.

Les personnes qui ont la res-ponsabilité d'élever des enfants ue doivent pes être économique-ment handicapées par le fait qu'ils assument un devoir per-sonnel et social oécessaire. Ils ont normalement droit à une vie de qualité. On les sanctionne alors qu'on devrait les « favori-ser a, ne serait-ce que par simser a. ne serait-ce que par sim-ple instinct de survie i Pour eux, nous ne demandons pas des privilèges, mais seulement la justice. Certes, les responsabilités familiales ne sont pas uniquement matérielles et pécuniaires : les aspects éducatifs gardent une si-gnification psychologique et mo-

raie qu'on ne peut pas reléguer en second plan. Elever un enfant est un e ci e globai indissociable. Pour apprécier le coût famillal de l'enfant, il faudrait retenir toutes l'enfant, il fautrelt retemir toutes les dépenses de consommation que directement ou indirectement il génère, la consommation étant à envisager dans son sens le plus complete : consommation de blens (nourriture, vêtements, équipements.) et usage de service e (éducation, enseignement, loggement, santé, culture, transports, loisirs...) Mais on devrait y adjoindre, en tant que « valeur ajoutée », l'apprédiation économique de l'intervention des parents, et notamment de celle de la mère plus directement présente à certaines époques de la vie de l'enfant et lorsque les enfants sont nombreux an foyer (soins, éducation, activités ménagères...).

C'est de cette double évaloation, adaptée à des facteurs comme l'âge de l'enfant ou son rang dans la famille, qu'on déduirait une politique de compensation des

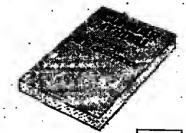
charges familiales, négociée scion trois voies : prestations en espè-ces, mesures fixcules et équipe-ments.

Une procédure logique interdit de confondre la finalité des pres-tations familiales et celles de la fiscalité sur le revenu. On devrait fiscalité sur le revenu. On devrait donc renoccer à retenir un critère de ressources pour décider de l'attribution d'une prestation familiale. Sauf pour répondre à des situations spécifiques permauentes (par exemple, le disparition des parents ou l'existence d'un enfant handicapé) et toujours dans une perspective de logique, on de vrait également abaudonner la création d' « allocations de circonsinaces » qui compliment les choses et affsications de circonstances » qui compliquent les choses et affaibilissent la signification des vrales allocations familiales. Serait - il elors lilogique d'aboutir à une eprestation familiale unique » déterminée par rapport au coût familial de l'enfant, constitué du prix des dépenses de consonmation et de la valeur de l'intervention de ses parents dans son entretien et son éducation?

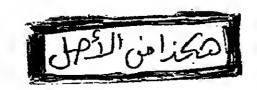
entretien et son éducation? (Lire la suite page 11.)

Pour nous occidentaux et nantis. il est plus facile d'avoir mauvaise conscience que d'envisager réellement une plus juste répartition des richesses.

> Gunnar Myrdal. Procès de la croissance.



Les livres des Puf questionnent le monde.



Comment éliminer les goulets d'étranglement?

(Suite de la page 9.)

Il fait, en réalité, l'objet de muitiples approches parcellaires : la démographie. l'économie du tra-vail, la psychologie, la psycho-logie-sociologie, la sociologie du travail, etc. Les rares équipes qui

⁴se sont attachées depuis quelques années à tenter de comprendre le fonctionnement des marchés locaux de l'emploi sont marquées

Des situations bien caractérisées

Eq n l pe interdisciplinaire d'aménagement du territoire, la mission Basse-Seine s'est efforcée depuis deux ans d'analyser le « système emploi » dans l'agglomération de Rouen.

Avant d'aborder les relations entre le marché de l'emploi et les structures de l'espace aménagé (routes, systèmes de transport, écoles, etc.), il fallatt d'abord comprendre le fonctionnement du marché pris en lui-même, toutes choses étant égales, par ailleurs. L'ensemble des chercheurs pensant que le rôle de l'offre d'emploi est primordial dans le fonctionnement du marché, c'est par une enquête auprès ché, c'est par une enquête auprès des entreprises qu'il fallait com-

mencer.
Aucun échantillonnage n'étsit
possible : il fut donc décidé de
« toucher » le plus de salariés
possible en interrogeant, sur la zone de Rouen, la plupart des gros établissements et un échan-tillon restreint d'entreprises petites ou moyennes. Soucieux d'être en mesure de dégager les causes des phénomènes observés et des des phénomènes observés et des indicateurs pour des enquètes ultérieures plus légères, nous voulions « tout » savoir sur chaque établissement : au-deià de sa politique du personnel, sa réalité économique, financière et sociale.

La masse d'informations à tralter était donc considérable, et de nombraises méthodes de traite.

nombreuses méthodes de traite-ment des plus sophistiquées aux plus manuelles ont été utilisées, Nous avons mis au point une matrice sur laquelle s'ordonnent les principaux flux de maind'œuvre : première embauche, changements d'entreprises, mobiilté d'entrée et de sortie de l'activité, chômage, ainsi que les univers qui s'isolent du mar-

La première entrée de cette matrice distribue les entreprises selon leurs «situations de mar-ché» qu'i, fondamentalement, chès qui, fondamentalement, sont au nombre de trois: au centre se situent les entreprises den tension» ayant des difficultés à recruter leur maind'œuvre parce qu'elles sont concurrencées par d'autres. Les entreprises échappant à cette tension appartiement à deux catégories opposées. Les entreprises dominantes » peuvent recriter tegories opposes. Las entreprises a dominantes » peuvent recruter le personnel dont elles ont besoin en offrant de forts salaires. Elles débanchent le personnel des en-treprises « en tension ». Au con-traire, les entreprises placées en emerché d'acheturs » (cervàs de « marché d'acheteurs » (excès de main-d'œuvre favorisant la position des entreprises, « acheteurs » de travail) peuvent recruter faci-lement leurs employés en dépit de salaires relativement faibles. La seconde entrée de la matrice

par cette situation et spécialisées vers l'économie ou vers la sociorépartit les entreprises selon la « situation d'emploi » qu'eiles offrent à leurs salariés : en effet, si dans une comparaison instantanée les emplois se distinguent par le salaire, les conditions de travail et la qualification nécessaire, la comparaison réelle qui s'opère sur le marché intègre une dimension « temps » : les uns permettent la stabilité dans l'emploi (dans l'administration par exemple), les autres, au contraire, ne peuvent pas être tenus long-

exemple), les autres, au contraire, ne peuvent pas être tenus longtemps et entrainent la mobilité des salariés (mauvalses conditions de travall, par exemple,
conduisant à une forte rotation du persounel). Cette dualité baptisée à la suite des travaux des
Américains Piore et Doeringer
a mnrche primaire» (l'emploi
stable) et «marché secondaire»
(les emplois de mobilité) doit, en
fait, être articulée, car les situations de stabilité ou de mobilité
peuvent être qualitativement opposées.

Parmi les emplois stables, cer-Parmi les emplois stables, cer-tains sont pleinement satisfai-sants pour le salarié puisqu'ils concilient la sécurité qu'apporte la stabilité du lien avec l'em-ployeur avec toutes les possibi-lités de promotion souhaitables. C'est le cas des grandes entre-prises qui recrutent par priorité parmi leurs salariés pour pour-voir les emplois vacants. A l'op-posé, certains établissements of-frant des conditions de travail et frant des conditions de travail et de salaire défavorables voient se stabiliser les éléments les moins dynamiques de leur main-d'œu-vre qui, après une période de chômage ou de difficultés personnelles, acceptent une diminu-tion de leurs «attentes» en ma-tière d'emploi isélection inverse.

De même, en ce qui concerne la mobilité, dolt-on distinguer une mobilité positive, qui a lieu lors-qu'un établissement offre des conditions d'emploi satisfaisantes conditions d'emploi satisfaisantes mais que ses salariès n'en partent qu'à coup sûr, pour des emplois plus satisfaisants encoré iconcurrence habituelle d'un gros établissement à hauts salaires comme la régle Renault ou des grosses unités de chimle lourde), d'une mobilité liée à l'insatisfaction de conditions d'emploi qui n'ont été acceptées que fante de mieux, pour sortir d'une période de chomage par exemple.

Entre ces extrêmes on trouvera des stabilités ou des mobilités in-

Entre ces extremes on trouvera des stabilités ou des mobilités in-termédiaires, et l'on arrive à la distinction de six «situations d'emplois» bien caractérisées, qui de par les conditions mêmes of-fertes par l'entreprise placent le salarié sur un «vecteur profes-sionnel» qui s'imposera à lui avec une grande force, pour

Au cœur des rapports sociaux

Cette matrice a été élaborée pour comprendre le fonctionne-ment des marchés d'emplois, c'est-à-dire d'écrire les raisons qui « apparemment » engen-drent les principaux « flux » de main-d'œuvre qui ont lieu et qui conduisent, dans un endroit donné, à des goulets d'étrangle-ment ici, du chômage de jeunes

A ce niveau, cette matrice apparait, au moins dans l'usage que nous en avons fait à Rouen, très féconde. Elle permet en effet de voir comment chaque entre-prise, à partir de ses contraintes et objectifs spécifiques, se situe sur le marché. Dans un second temps, elle met en lumière l'état du marché local comme résultante de l'interaction, de la concurrence, de l'ensemble des entreprises (il est remarquable que sur Rouen les emplois ana-lysés se distribuent à 95 % dans

HOUYEAUX LE MAROC son marché ses possibilités

industrielles et commerciales

Offre exceptionnelle réservée aux lecteurs du MONDE Dossier économique LE MAROC 150FF ● Abonnement à 12 dosslers économiques : 1560 FF Retournez ce bon à : GROUPE JEUNE AFRIQUE

51, Av. des Ternes 75017 PARIS

dossier(s) LE MAROC abonnement(s) à 12 dossiers économiques Réglement joint par chèque.

une douzaine de cases sculement sur 36 et selon une « figure » significative!. Dans un troisième temps, elle permet de compren-dre comment chaque entreprise, dans le cadre de ses contraintes, tente d'améliorer sa position sur le marché (organisation par exemple d'un ramassage de main-d'œuvre en zone rurale, embauche de jeunes pour fuir la tension sur le marché masculin, stabilisation d'une main-d'œuvre difficile a recruter...). Enfin en regardant l'évolution de l'emploi à moyen terme dans chaque case de la matrice, on peut saisir la dynamique du système local

L'examen de la distribution sur la matrice des différentes caractéristiques des entreprises nous a aussi permis de saisir comment les facteurs techniques, économiques et financiers sous-tendent le marché de l'emploi.

Les caractéristiques du pro-cessus de production inotamment a continu : ou non) sor intensité capitalistique, la position de l'entreprise sur le marché de son produit, et la nature de son capital (tamilial_multinational) nous semblent explique en effet en très grande partie la place occupée par les entreprises sur la matrice et la dyna-mique du marché. Enfin, nous avons examiné les

paramètres permettant de décrire

la situation des rapports sociaux internes à l'entreprise : pourcentage de syndiques, types de syndicats présents, existence, importance, nature et motifs des grèves. Or ces paramètres se distribuent de façon extrème-ment significative sur la matrice au point que l'on est conduit à penser non seulement que le marché de l'emplol est un « rap-port social ». ce qui ne serait pas une découverte, mais que le fonctionnement du marché de l'emploi est au cœur même de la nynamique des rapports sociaux. En fait, les rapports sociaux « surdéterminent » le marché et produisent sur le système emploi des « rétroactions » (feedback) : l'exemple type en est la présence de très grandes firmes dans la zone de « tension » du marché, s'expliquant par une division du travail voulue très probablement non seulement pour des raisons économiques mais également pour modifier le rapport social interne à l'entre-prise. Des è tu des complémentaires doivent bien entendu être menées pour vérifier certaines hypothè-ses, notamment du côté de la demande d'emploi puisque le seul matériau traité jusqu'ici était l'enquête menée auprès des em-ployeuss

ployeurs. Enfin, ayant saisi les mécanis-mes du marché lui-même, en

(transports, formation, etc.). étaient « égales par ailleurs », il faudra analyser l'impact sur le « système-local-de-l'emploi » des transformations de l'espace amé-nagé. C'est alors qu'on pourra véritablement définir des politi-

Des questions redoutables

Alfred Sauvy ne se fait pas faute de rappeler que nous ne connaissons pas assez hien l'emconnaissons pas assez hien l'em-ploi pour agir avec efficacité. Il propose la construction de « ma-trices » qui permettraient de pré-voir les conséquences en matière d'emploi des évolutions techni-ques et économiques en cours. Ce serait l'un des guides nécessaires aux pouvoirs publics pour orien-ter le développement économique.

L'étude menée sur Ronen per-L'étude menée sur Ronen per-met de saisir les principaux mécanismes de fonctionnement des marchés locaux d'emplol et leurs effets néfastes : déqualifi-cation causée par certains em-plois, instabilité entraînée par des emplois précaires, margina-lisation ayant sa source dans des emplois cans intérêt chômage emplois sans intérêt, chômage entrainé par le trop grand déca-lage entre les meilleurs emplois et les plus défavorables, etc.

En entreprenant de façon sys-tématique des études sur les marches locaux d'emploi, que l'étude-pilote de Rouen permettra de pulote de Rouen permettra de mener avec des moyens légers, et en les dynamisant par les pro-jections que propose Sauvy, n'au-rait-on pas de bons outils pour éclairer les évolntions possibles des grandes zones urbaines et des zones sensibles et pour conduire leur développement économique et social? et social ?

On ne peut bien sûr imaginer une telle régulation du dévelop-pement local hors la légitimité d'une instance politique. Mais celle-ci suffiralt-elle pour assu-rer l'efficacité des actions à mener à mener ?

La révélation qu'apporte l'en-quete de Rouen sur le caractère central des marchès de l'emploi dans la dynamique des rapports sociaux nous conduit à penser que non. ones pertinentes d'aménagem du territoire et de l'emploi. Voicl en effet le genre de ques-tions qui se trouvent soulevées :

 les entreprises qui offrent les emplois les moins attirants embauchent des chômeurs alors embauchent des chômeurs alors que la création de nouveaux emplois de « haut de gamme » entraine des débauchages dans des entreprises mal situées qui seront peut-être contraintes de fermer, faute de trouver le personnel acceptant leurs conditions, on l'attraction sur le marché du travail des femmes inactives. Pour résorber plus vite le chômage, faut-il donc favoriser le développement d'entreprises offrant de mauvais emplois ?...

- certains établissements ne survirent dans des zones de hauts salaires qu'en se constituant, par un réseau de transport propre, un effectif de salariés « captifs » forcés d'accepter les modestes sa-laires qu'ils offrent. Fant-il déve-lopper les transports publics pour mettre fin à ces captivités au risque de voir ces établissements

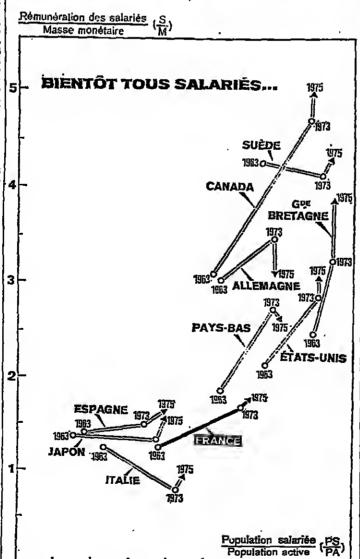
Seule, me semble-t-il, une instance tripartite conduite par les responsables politiques locaux et regionaux, mais comprenant des représentants des salariés et des employeurs sera en mesure d'affronter ces questions redoutables qui apparaissent dès que le voile pudique du mythe de l'égalité des emplois est levé.

Le développement des années à a pu être conduit de façon 4 technocratione » par les ins-tances centrales de l'Etat. En matière d'emploi comme en matière d'aménagement et de cadre de vie. La cohérence imposée d'en haut éclate depuis quelques années. Il me semble qu'on ne pourra reconstruire les cohérences indispensables que de façon démocratique et décentralisée.

MICHEL VALOIS.

90%

La «salarisation» de l'économie



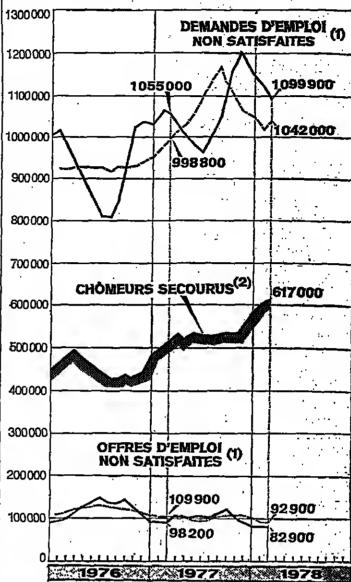
E graphique, établi par M. Guy Mimount, professeur d'économie, permet de suivre pour dix pays, de 1963 à 1975, à în fois l'évolution du nombre de salaries en pourcentage de la population active et l'évolution du poids des rémunérations salariales dans la masse monélaire. Il ressort de cet a essai de comparaisons internationales » que dans tous les pays envisagés, les salaries représentent une partie de plus en plus importante de l'ensemble des travailleurs. Cette « salarisation » correspond, bien sur, nu déclin de la population agricole et au moutement général d'industrialisation du monde occidental.

(Source O.C.D.E.)

En retunche, les pays ont connu des variations relativement différentes du rapport a masse sulariale sur masse monétaire » Ce rapport permet, selon M. Mimouni, « de situer le pouvoir monetaire du salaire, tandis que le ponvoir de consommation prendrait en compte les gains de productivité et que le pouvoir d'achat serait affecté par le niveau général des prix». En Italie il a baisse de 1963 à 1973 pour remonter ensuite jusqu'en 1975. alors qu'au Canada il n'n cessé de progresser au cours des douze années. D'une jaçon générale, le pouvoir monétaire du saintre s'est accru, ce qui « semble correspondre à un certain partage des fruits de la croissance ».

EMPLOI

les signes d'une dégradation



(1) — en données observées — selon les nouvelles corrections des variations saisonnières

(2) d'après les statistiques publiées per l'UNEDIC (Caisses d'assurance chômage complémentaire)

A situation de l'emplot s'est légèrement dégradée en février après plusieurs mois d'amétioration apparente due, pour l'essentiel, à l'application des mesures en faveur des jeunes. Certes, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites a peu évolué par ropport au mois de janvier : il a diminué de 2 % en données brutes et augmenté de 1,8 % selon la nouvelle série des données corrigées des variations saisonnières. Mais plusieurs autres éléments témoignent d'une détérioration réelle de la situation : la durée moyenne de chômage des personnes qui ont retrouvé un emploi en février était de 143 jours contre 141 en janvier et 128 en février 1977 ; le nombre des chômeurs indemnisés par les Assedic (caisses de chômage complémentaires) qui s'était déjà accru de 24 000 entre décembre et janvier a augmenté de 14 000 en février et de 100 000 en un nn, soit de près de 20 % (617 000 au lieu de 518 900); parmi ces chômeurs, le nombre des bénéficiaires de l'allocation supplémentuire d'attente (permettant de garantir 90 % du salaire antérieur) n nugmenté de 3,7 % en un mois et de 42,2 % en un an signe de l'accroissement très sensible des licenciements pour cnuse économique; enfin, le nombre des offres d'emplot dépo-sées par les entreprises au cours du mois n'a jamais été aussi ous : 56 500 au lieu de 73 800, il y n un an (— 23,1 %). Le stock des offres est, en données brutes, inférieur de 15,3 % à ce qu'il était en février 1977 et, en données corrigées, de 8,5 %.

Cette baisse est, certes, en partie conjoncturelle : à l'approche des élections, à l'issue particulièrement incertaine, les employeurs ont hésité à embaucher. Mais sa continuité sur longue période témoigne aussi de la « mollesse » de l'activité économique et de la réticence des chefs d'entreprise à passer par l'Agence pour l'emploi nfin de trouver du personnel.

LE RYTHME DE CROISSANCE DE LA MASSE MONÉTAIRE S'EST RALENTI EN 1977

N très net ralentissement de la croissance de la masse monétaire française a été observé en 1977, avec une augmentation en moyenne annuelle de 12.2 %, contre 17.3 % en 1976 et 14.3 % en 1975. Ce taux est le moins élevé qui ait été enregistré depuis 1970. Au cours de l'année 1977, la progression de la masse monétaire, observée « en gifssement », d'ime vée « en glissement », d'une année sur l'autre sur douze mois, est restée presque cons-tamment inférieure à l'objec-tif de 12.5 % fixé en octobre 1977 par M. Raymond Barre. Un tel raientissement fait suite au très net gonfiement relevé en 1976, où le rythme de croissance avait même

17.3%

de croissance avait meme atteint un taux annuel de 1875 1876 1577 24 % pendant les premiers mois : le déficit budgétaire accompagnant le plan de relance de l'automne 1975 (plus de 40 milliards de francs) avait été finance par l'émission massive de bons du Trésor, ce qui avait donné lieu à une importante création monétaire.

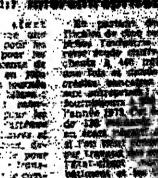
En 1977, l'augmentation des crédits soumis à encadrement a été maintenue dans la limite de 8 % qui ini avait été assignée (contre 9 % en 1976), tandis que celle des crédits « désenca-drés» (avances en devises, crédits à l'exportation et certains concours à l'habitat et à l'équipement) atteignait 35 %. A la fin de 1977, les établissements bassaires atteignait 35 %. A la concours à l'habitat et à l'équipement) atteignait 35 %. A la fin de 1977, les établissements bancaires avaient constitué d'importantes « économies de crédit » reportables (38,2 milliards de francs, environ, de crédits à caractère bancaire). A l'heure actuelle, ces économies sont en passe d'être entièrement utilisées, de sorte qu'au 30 juin 1978 certaines tensions pourraient se faire jour, rendant plus diffiche le respect des normes d'encadrement. — F, R. les délais de p me aide énorme

graphic systems of the second systems of the

44.7

le fournisseur, bonquies

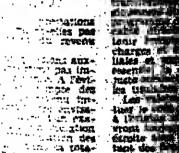
Le credit interestrative



- ' e: 000 The latest LING WES

Définir le

- - -



752 Pro-

consenset accuments

Numero de mara

LE RACIS

Abertaries un en (10 manifest

Les délais de paiement : une aide énorme de l'industrie au commerce La première usine flottante

Depuis quelques jours, M. Raymond Barre a entre les mains un rapport explosif sur le crédit interentreprises. Né des réflexions de la cammission Mordaca du Plan, qui regroupe des industriels, des commerçants, des banquiers et des houts

fonctionnoires, il fait le paint sur cette forme « anormale » de crédit que sont les délais de paiement. Anormale, car elle pénalise l'industrie, avantage le commerce, réduit le risque des banques et cantrarie la politique économique du gauvernement.

L n'est pas acceptable que la trésorers des grandes entreprises soit parjois assurée par des petites entreprises, qu'elles soient sous-truitantes, journisseurs, ou clientes. > En évoquant récemment à I won la évoquant récemment à Lyon le problème des délais de palement, M. Barre a frappé droit au but. Non seulement en raison de l'asestance — devant un parterre de P.M.I., ce genre de propos fait mouche en période électorale — mais aussi parce que les indus-triels se plaignent de plus en plus du système français de palement.

Le principe du règlement dif-féré existe dans tous les pays occidentaux, mais c'est en France que les délais sont les plus longs : le plus souvent à trois

mois ou même plus. Cette habi-tude commerciale, profondément ancrée dans les moturs, fait par-tie du contrat de vente. Elle est négociée au même titre que le négociée au même titre que le prix. Or, ce système est un véritable. crédit interentreprises. L'entreprise qui fournit une fabrication à ses cilents leur consent en même temps des délais de paiement. Le poids de la routiné en fait un crédit qui va de soi, la contrainte de la concurrence, un argument de vente.

Pour vendre des hiens, il faut s lâcher » du crédit. C'est la règle du jeu. Nombre d'entre-prises se sont ainsi créées avec pen de fonds propres, et en vivant au départ du crédit four-nisseur. Et toutes y ont recours.

Le fournisseur, banquier de ses clients

Pourtant, ce système, qui était jugé indolors en période de crois-sance forte—il a permis l'essor des grandes surfaces, — s'est, avec la crise, rèvèlé néfaste. Pour pusseurs raisons : ce type de crédit lie les entreprises les unes anx autres. Or il suffit d'une réduction soudaine des délais de palement dans l'une d'elles pour provoquer aussitôt des crises de irésorerie en chaîne. Et des failites en cascade. C'est donc un erédit « casse-cou ». En outre, il est accordé trop facilement, ce qui rend possible un emballement de la de man de par la constitution de stocks de spéculation sans besoin véritable. Cela retarde les effets d'une politique restrictive et porte atteinte à l'encadrement du crédit et à la politique anti-inflationniste. Enfin, les consequences financières sont énormes. Le fourcières sont enormes le lour-nisseur, en suivant la pratique commerciale courante, est trans-formé — maigré lui — en « ban-quier » de ses clients. Un ban-quier « aveugle » car dépourvu

Le crédit interentreprises

Globslement, ce transfert change de financement pour les uns et une ressource pour les autres. Une analyse récente de la Banque de France, en juin 1977, concluait, lors de la journée d'étude des centrales de bilans : d'ende des centrales de oblans: « La charge du crédit inter-entreprises net, lourde pour les biens d'équipement, s'attenue pour les biens intermédiaires et les biens de consommation, demeure pratiquement nulle pour le commerce de gros et se transforme en ressources pour le com-merce de détail. » De là à affir-mer que l'industrie paie et que le commerce encaisse, il n'y a qu'un pas. Une nouvelle étude de l'INSEE permet de le franchir. Elle mesure pour la première fois l'ampleur du phénomène crédit interentreprises, jusqu'ici masque par la présentation de la comptabilité nationale. Il est

En partant des déclarations En partant des déclarations fiscales de cinq cent mille entre-prises (industrie et commerce), cette étude chiffre l'encours clients à 440 milliards — soit une fois et demie la masse des crédits bancaires de trésorerie aux entreprises! — et l'encours fournisseurs à 320 milliards pour l'appée 1075 cet écert (1) pretif fournisseurs à 320 milliards pour l'année 1975. Cet écart (1) positif de 120 milliards se transforme en écart négatif de 25 milliards si l'ou tient compte des avances sur travaux des entreprises et de l'Etat-client (surtout dans le bâtiment et les travaux publics et l'évaluement).

On lit dans cette et schématisant, le crédit inter-entreprises apparaît comme un transfert de 25 milliards des secteurs industriels (biens intermédiaires et biens de consom-mation essentiellement) vers les secteurs commerciaux et de ser-

Ce système nuisible pour l'industrie se perpétue par l'escompts commercial. Le remplacer par un crédit acheteur,
c'est-à-dire par un crédit accordé
sux clients, suppose que les banquiers suivent. Rien n'est moins
sûr. Car ils seraient ainsi
conduits à prêter de l'argent à
des clients dont la surface financière est moins solide ce qu'ils cière est moins solide, ce qu'ils refusent. Ils risquent aussi dans cette hypothèse de mettre en mauvaise posture nombre d'entreprises qui vivent du crédit de leurs fournisseurs. En outre, les baumisseurs des manifestes de leurs fournisseurs de leurs pournisseurs de leurs pour les de leurs fournisseurs. hanquiers devraient modifier banquiers devralent modifier leur stratégie et consentir plus de crédit aux secteurs placés en avai de l'économie qu'aux secteurs placés en amont. Non seulement parce que l'industrie recèle plus de garanties que le commerce, mais aussi parce qu'une telle réforme entraîne-rait, avec l'encadrement du crérait, avec l'encadrement du crà-dit, une modification de la répartition du volume de crédit entre les différentes banques, et donc, de leur chiffre d'affaires respectif. Quant aux grandes surfaces, elles ont intérêt au maintien du système : leur essor et en « tirant » au maximum sur les délais de paiement qui leur procurent des marges plus que substantielles. Elles ont beau jeu aujourd'hui d'affirmer qu'une modification

aujourd'hui d'affirmer qu'une modification entraînerait une hausse de leurs prix. Il u'est pas évident non plus que les PME aient intérêt à une telle refonts. Certes, les sous-traitants sont les plus pénalisés par le crédit interentreprises. Ce qu'ils supportent de leurs clients dungeurs d'ordre, ils penvent difficilement le faire subir à leurs fournisseurs en raison de leur petite taille et de leur place en amont du processus de pro-duction. Cependant, les grandes entreprises, dont l'accès aux cré-dits désencairés (prêts à l'expordits desencadrés (prêts à l'expor-tation, avances en devises, euro-dollars) est plus facile, out pu, durant la crise, faire bénéficier nombre de P.M.E. de paiements plus rapides. Et celles-ci ne préférent-elles pas, en fin de compte, dépendre de leurs four-nisseurs plutôt que de leurs ban-quiers? En période d'encadre-ment du crédit, le crédit four-nisseur est une bonne soupape de sécurité... Les intérêts en cause sont considérables, et la question ca-

considérables, et la question ca-pitale : est-il économiquement sain que la charge financière du crédit interentreprises repose sur les firmes qui créent le plus de valeur ajoutée ? A supposer que les travaux de la commission Mordacq débouchent sur des propositions pratiques de réforme, la tache ne s'annonce pas facile.

(1) Il naît notamment des «fuites» avec l'extérieur, l'INSER ne possédant pas les documents comptables et fiscaux concernant les entreprises étrangères.

qui aurait pour effet d'aggraver des inégalités parce qu'on s'écar-terait constamment de la vérité.

Le président de la République vient de confirmer la création d'un minimum familial garanti.

CONSTRUITE AU JAPON

Gare aux voitures coréennes

De notre envoyé spécial

TLSAN. — Une carrosserie avec quatre mille voltures sur

OKYO. — Faire flotter des usines à la place des navi-res qui ne se vendent plus : vollà peut-être la solution à la crise des chantiers navais au Japon. La société Ishikawajima-Japon. La société Ishikawajima-Harima Heavy Industries Co (IHI) vient ainsi de lancer de ses docks de Kure, près d'Hiro-shima, deux énormes structures flottantes de 30 000 tonnes cha-cume qui formeront la première usine du monde sur pilotis pour la pâte à papier.

deseinée en Italie, cinq places, 7 CV, 1 300 cm3 :

le Pony, fabriquée en Corée du Sud par Hyundal Motors, fera

son apparition au printemps sur les marchée du Benelux et de

soft environ 10 000 francs (1).

Les Coréens, qui ont développé

portations à un rythme vertigi-

neux (42 % en moyenne par an).

sont décidés désormals à s'attaquer eu marché mondial de l'au-

tomobile. Leur arrivée, sur le

pointe des piede, eu Salon auto-

mobile de Turin l'ennée demière

participation à ceux de Genève.

en mars, et Bruxelles, en Juin, et

le mise en vente de leur modèle

témolonent de leur volonté d'en-

trer sur les marchés de le C.E.E.

Elle commence à faire sourciller les constructeurs européens, blen

entendu, mais aussi Japonais. - Nous en sommes à nos

débuts, protecte, rassurant,

M. Chun, président de Hyundai

Motors, nous ne voulons prendre

le place de personne et nous

commen cerons modestement

Hyundal Motors est le plus

nier modèle entièrement fa-

Important constructeur eutomo-bile sud-coréen et le Pony le

briqué en Corée, le moteur étant

néanmoins construit sous licence

Mitsubishi. La mejorité des plè-ces proviennent de sous-traitants.

Hyundal, qui compte fabriquer

bientot un moteur six cytindres.

envisage d'utiliser le technologie

de Ford avec qui il est ilé depuis

l'origine par des accords tech-

La cepacité de production

annuelle de l'usine d'Ulsan (5 000 ouvriers) s'élève actuelle-

ment, pour le modèle Pony, à 56 000 unités. En 1979, elle devra

passer à 100 000 unités, L'usine

assemble, d'autre part, de e

camions et des autocars en coo-

peration avec Ford. Les diri-

ceants font état de salaires men-

suels de 200 dollars (environ

1 000 francs), sans compter le

bonus de fin d'année qui peut

représenter jusqu'à quatre mole

de salaire. De Jeunes ouvriers de

l'usine d'Uisan affirment qu'en

réalité les saleires varient entre

l'équivalent de 600 et 1000 F.

Melgré tout, Il semble, compte

tenu de le production, que le

coût de fabrication d'une Pony

demeure élevé. M. Chun ne fient

pas a commenter co point, mals

dens les milieux automobiles

Japonais on estime que chaque

3 500 dollers (ce qui est, per conséquent, supérieur au prix

de vente à l'étranger). En fait,

les Japonals savent très bien

éhicule revient à près de

sse. Son prix ? 2 000 dollars,

De notre correspondant

Destinées à la firme brésilienne Jarifloresial et agropecuaria, les structures voguent actuellement, structures voguent accidentation, tirées par deux puissants remorqueurs, vers l'Amazone, via la mer de Chine du Sud, l'océan Indien, le cap de Bonne-Espérance et l'Atlantique. Le voyage durera trois mois et reviendra, selon un responsable de IFII, à 1,7 milliard de yeas (34 mil-

le marché du Benelux. - L'année demière, Hyundal Motors (qui

fait partie du groupe du même nom dans lequel figurent, entre

autres, des chantiers navals et des entreprises de construction)

a exporté dix mille voltures, es-centiellement au Procha-Orient,

en Afrique et en Amérique do

Sud. L'objectif cette année ': vingt-cinq mille unités. Après

l'Europe, Hyundai compte, des 1979, prendre pied sur le marché

rée du Sud n'avait vendu à

l'étranger que trente et une

L'industrie automobile co-

reenne en trouve actuellement

dans une situation de aurcapa-

cité de production, compte tent de l'étrolteses du marché local,

limité notamment per de lourdes

taxes à l'echat : une Pony revient en Corée même à 5 000 dollars,

ses efforts à l'exportation, forte-

ment encouragés par le gouver-nement, qui e déclarà qu'en 1981

la Corée du Sud sera parmi les

dix premiers exportateurs de voi-

de quoi ils parient pulsque

vendre à perte pour se tailler un marché e été, il y e quelques

années, l'un de jeurs procédés

Sans se sentir menacés, Toyota et Nissan, les deux

- granda - de . la . construction

automobile eu Japon, manifestent

qualque nervosité à voir des.

« Intrus » pénétrer des marchés

où ils sont Implantés, notam-

ment en Afrique et en Asie. En

ce qui concerne le marché japo-

nais lui-même, lie o'ont cepen-dani guère de crainte : la Pony

ne correspond pas à leurs

normes antipollution et, quand

bien même elle y satisferalt,

d'eutres -- les Européens, par

experience d'un marché japoneis

L'arrivée des Coréens sur le

marché automobile internetional

n'en est pas moins une réalité.

Seion le ministère coréen du

commerce et de l'industrie, enire

1978 et 1981, les exportations

devraient croître très rapide-

ment : 30 000 unités en 1978,

60 000 en 1979, 110 000 en 1980

et 160 000 en 1981. Le modèle

Pony représentera quelque 60 %

de ces chiffres. Les Coréens ont,

ces demières années, prouvé

qu'lls réalisaient leurs prévisions,

parfois même les dépassaient.

(1) Prix FOB, c'est-à-dire sans les frais de transport et d'assu-rances.

cul ne fait que s'entrouvrir.

tures du monde.

Sans commentaire...

favoris.

lions de francs environ). L'usine flottante, d'un coût total s'élevant à 60 milliards de yens (1,2 milliard de francs) en'en sera pas moins meilleur marché de 20 % et sera liorée deux ans plus tôt que si elle avait été construite au Brésil », ajoute la même responsable de IHI.

Les deux plates-formes, celle de l'usine proprement dite, mesurant 230 mètres, et celle de sa génératrice d'énergle, seront moutées sur pllotis et utilisées pour le développement de l'industrie forestière de la région de la rivière Jari, à 400 kilomètres de Belem. L'usine traitera 750 tonnes de papier par jour. On se refuse ches lahikawajima-Harima à préciser si ce genre de construction est une sour ce réelle de profit. Il reste que pour IHI, qui occupe la seconde place parmi les industries lourdes au Japon, les «plates-formes industrielles » sont peut-être une solution de rechange: les commandes de navires (56 millions de dollars en 1976), soit 27 % des ventes annuelles de IHI, ont laissé de motilé. Les deux plates-formes celle de

Sans la coustructiou des « monstres », comme disent les Japonais, les chantiers navals de Kure, qui emploient quaire mille trois cents personnes, et font pratiquement vivre une ville de deux cent trente mille habitants, auralent été quasiment coutraints de s'arrêter.

Les Japonais ne sont certes pas les premiers à sa lancer dans ce type de construction : Offshore Power System aux Etats-Unis construit actuellement une usine nucléaire flottante et, il y a deux ans, International Process Industries de Grande - Bretagne et Coppee-Rust de Belgique avaient obtenn de Pertamina, la société pétrolière indonésienne, une commande pour des usines flottantes d'ammoniac. En raison des difficultés financières du groupe indonésien, le projet a été abandoné Mais ce sont les Japonais qui ont été le plus vite : les plates-formes industrielles sont le grand espoir des chantiers navais nippons, qui comnaissent actuellement une succession de faillites. Dernièrement, Osaka Daiwa Kalun a déposé sou hilan (85 millions de doilars de déficit), suivant de peu Shin Yamamoto Dockyards (100 millions de déficit) et Hashihama Zosen K.K. (200 millions). Les Japonais ne sont certes

Les Japonais voient beaucoup d'avantages aux « usines aur la mer » : faible coût du transport (comparé à celui des exportations (comparé à celui des exportations d'usines en pièces détachées); garantie de savoir-faire et de rapidité pour l'assemblage; enfin, ces piates-formes ue sont pas comprises dans les productions (navires, plates-formes offshore) pour lesquelles le gouvernement japonais a pris des engagements vis à-vis de ses partenaires étrangers. Les Japonais se sentent d'autant mieux armés pour tent d'autant mieux armés pour se lancer dans ce type de pro-duction que leurs chantiers navals fabriquent depuis plusieurs teaux mais aussi des équipements industriels : ils peuvent-donc offrir toute la gamme de technologie requise sans fa aux sous-traffants.

Kawasaki Heavy Industries et Kawasaki Heavy Industries et Sakura Engineering commencent pour leur part la construction d'une usine flottante de dessalinisation pour l'Arabie Saoudite, et Tsuneishishiphulding Co un complexe flottant de logements pour les trois mille ouvriers de l'Arabian American Oil Co. Four l'Arabia, ce u'est qu'un début : le projet le plus ambitieux est celui d'un aéroport géant (576 ha) monté sur pilotis dans la bale des e hautiers navals a des chantiers navals a dèle pour des expérimentations. A quand les cités sous-marines ?

PHILIPPE PONS.

de tout instrument d'analyse financière et de surveillance des risques. C'est dangereux, mais ce n'est pas tout. Pour reconstituer sa trèsorerie, il va escompter son papier auprès des banques et supporter des frais financiers, alors que ce serait le rôle de ses clients. Ce système met donc le fournisseur sous la dépendance de son banquier. Par contre, ce dernier a la partie belle : il n'intervient qu'en deuxième ligne derrière lui, avec un risque réduit de moitié par la double signature, surtout lorsque l'une d'elles jouit d'une assise financière reconnue.

Pour le fournisseur, le résultat Pour le fournisseur, le resultat est doublement négatif : en prêtant à ses clients, il supporte le risque financier de l'opération au lieu et piace du banquier. En acceptant un règlement à terme de ses ventes, il se prive d'argent frais. C'est un véritable détournement au détriment de l'investissement productif. Où va donc cet argent ? C'est toute la

ANGE GALULA.

Définir le coût réel de l'enfant

(Suite de la page 9.)

En revanche, les prestations familiales ne devraient-elles pas devenir un élément du revenu

devenir un élément du revenu imposable?

Ce sont là deux questions auxquelles nous n'apportons pas immédiatement de réponse. A l'évidence, la prise en compte des prestations dans le revenu imposable us pourrait être envisagée que dans le cadre d'un examen complet et d'une négociation embrassant la compensation des embrassant la compensation des charges familiales dans sa tota-lité, et non pas entrevue par étapes ou par volets, sans programme et sans cohérence. Il en est ainsi, par exemple, du quo-tient familial, dont certains souhaitent la modification. Une telle

dossiers et documents

Numéro de mars

LE RACISME

LE BRÉSIL

Abornement un on (10 numéros) : 30 F

transformation peut-elle être lo-giquement étudiée en dehors d'un programme de réforme de la fis-calité directe et indirecte sans tenir compte de la vérité des charges et des ressources fami-liales et sans avoir comme but essentiel la création d'une plus intra solidanté fiscale autre tons iuste solidarité fiscale entre tous les titulaires de revenus ? Les valeurs à retenir pour si-tuer le coût familial de l'enfant, à l'origine et daus le temps, de-

C'est au plan du principe un élé-ment intéressant. Mais pour être significative et efficace, une telle référence devrait être fixée à partir du coût familial de l'en-fant. à l'origine et daus le temps, de-vront toujours rester en relation étroite avec la réalité: le mon-tant des dépenses de consomma-tion et l'estimation de la «va-leur ajoutée» exprimée par réfé-rence à une base salariale objec-tive. Il ne s'agit donc pas de s'appuyer sur un « minimum théorique de « pseudo-détresse » Aussi l'étude du coût familiai de l'enfant est-elle demandée par l'UNAF depuis longtemps. Elle souhaite la voir aboutir rapide-ment, car son résultat permettrait de négocier à partir d'éléments objectifs une politique nouvelle mieux adaptée, cohérente et com-

plète de compensation des char-ges familiales. C'est sculement dans la vérité et dans la logique que peut se faire une telle compensation, élé-ment important de la justice sociale et facteur d'une politique familiale d'ensemble elle-même intégrée à la politique économi-que et à la politique sociale.

ROGER BURNEL



COMANAV FERRY

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE Pharmacie Centrale Algérience

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'Appel d'Offres International est lancé pour la fourniture d'équipements de stockage et de manutention de deux Centres de distribution de produits pharmaceutiques.

Les soumissionnaires sont invités à présenter une offre pour chacun des deux lots suivants :

1 Lot — Equipement de stockage.

2 Lot — Matériel de manutention.

700

Le canier des charges est à retirer avant le 30 avril 1978 à la Direction Générale de la Pharmacie Centrale Algérienne, 2, rue Bichat, ALGER, contre la somme de 200 DA représentant les frais de reproduction.

Les offres, selon les formes babituelles, devront parvenir par voie postale sous pli cacheté, l'enveloppe extérieure portant la mention : « Ne pas ouvrir - Appel d'Offres équipement de deux Centres de Distribution », à la Direction Générala de la Pharmacie Centrale Algérienne, 2. rue Bichat, ALGER, avant le 30 juin 1978, le cachet de la poste faisant foi.



Règiement joint par chèque.

and the second second second second second



LES FINANCES PUBLIQUES EN QUESTION

Comment réformer la fiscalité locale? L'impôt sur les sociétés, impôt injuste

ES propositions récentes de M. Fourcade concernant la reforme des finances locales (le Monde du 16 février) se ramènent à trois dispositions principales : création d'une taxe d'habitation remplacée par des centimes additionnels à l'impôt sur le revenu ; réduction des dépenses de l'Etat et attribution aux communes des recettes correspondantes.

Ces suggestions appellent un certain nombre d'observations.

• En ce qui concerne la taxe professionnelle d'abord. Il est vrai que des inégalités de taux résultent de la diversité des résultent de la diversité des budgets communaux. Mais si l'on se réfère aux statistiques de la comptabilité publique, on peut constater que la pression fiscale par habitant — et donc également par entreprise dans le système actuel de répartition des impôts communaux — est infé-rieure dans les petites communes à celle des grandes accommines à celle des grandes aggloméra-tions. Cela s'explique par le fait que les services offerts y sont

moins nombreux.
On doit cependant constater que, dans les grandes villes, une que, dans les grandes villes, une part importante des dépenses est consacrée à des investissements et à des frais de fonctionnement qui ne sont que la contrepartie des inconvénients qui résultant de l'étendue de l'aggiomération : transports en commun, police, etc. Pour les entreprises, les villes grandes ou moyennes présentent, en ontre, un certain nomine d'avantages par rapport aux petites communes. C'est notamment l'existence à proximité de leurs installations des services divers suxquels elles recourant de plus en plus : recontent de plus en plus : transports en général, télez, banques, sociétés de gardiennage, etc. et que recréent d'ailleurs, au profit des sociétés transplantées, les promoteurs avisés des grandes zones industrielles.

zones industrielles.
Si le taux de la taxe professionnelle devait être unifié, cela constituerait un handicap certain pour les petites communes. Ceci pour les petires communes. Ceci ne compenserait plus cela. L'uni-fication au niveau départemen-tal serait déjà une source de déséquilibre entre les communes. Par ailleurs, dans le soucl de rapprocher l'emploi de l'habitat, il feut conserver aux communes. il feut conserver aux communes la liberté de pratiquer une poli-tique incitativa, notamment en utilisant les possibilités d'exo-nérations temporaires accordées volontairement en application de l'article 1473 bis du Code des impôts, ce dont elles seraient privées si le produit de la taxe professionnelle ne leur était pins

Enfin, il fent constater - et cela n'est pas en contradiction avec ce qui précèd. — que l'insavec ce qui precen. — que l'ins-tallation d'activités industrielles ou artisaneles sur le territoire d'une commune est génératrice de frais qui viennent en déduction des ressources nouvelles epportées: plus grande ntillsa-tion de la voirie, nécessité de réaliser certaines adductions sup-plémentaires, etc. S'll est concevable on'une commune choisisse - dans le cadre d'un effort de promotion — d'exonérer momen-tanément les entreprises nouvel-lement installées, il serait injuste de faire supporter à long terme de laire supporter a long terme à ses habitants, et sans contre-partie, les charges qui résulte-ront de cette installation. Supprimer à la fois ia taxe professionnelle et la taxe d'ha-

professionnelle et la taxe d'ha-bitation reviendralt, pour cer-taines communes, à amputer leur budget de 50 à 70 % du produit de leurs impôts en profit des nonvelles sources de recettes, ce qui constituerait un changement très important. très important.

• En ce qui concerne la taxe d'habitation, il est vral qu'il est choquant da constater que cer-tains habitants, notamment les petits retraltès, palent plus d'im-pôt local que d'impôt sur le revenu. Mais remplacer la taxe d'habitation par des cantimes additionnels à l'impôt sur le

CAMEROUN

Offre exceptionnelle récervée

dosslers aconomiques: 1560 FF

GROUPE JEUNE AFRIQUE

51, Av. des Ternes 75017 PARIS

🔲 dossier(s) LE CAMEROUN 📱

Réglement joint par chèque.

ses possibilités

et commerciales

aux lecteurs du MONDE Dossier économique

industrielles

LE CAMEROUN

Abonnament à 12

Retournez ce bon à :

abonnement(e) à 12 dossiers économiques

MARCHES

NOUVEAUX

son marché

150 FF

inegalité à une antre.

De plus, cette réforme serait source de difficultés. Que se pas-serait-il lorsque l'habitant n'a pas son domicile fiscal sur le territoire de la commune, ce qui est le cas de toutes les résidences secondaires ? Et quels méca-nismes de contrôle et de recher-che feudrait-ti mettre en place ? Comment s'effectuerait la répar-tition? A revenu égal, l'habitant d'une résidence secondaire paie-rait-il le même impôt, quelle que soit l'importance de sa maison? Ou ne paierait-il rien?

Troisième suggestion de M. Fourcade, il conviendratt que l'Etat réduise ses dépenses pour affecter le produit de ces économies aux collectivités. La réduction des dépenses de l'Etat est toujours difficile. Par contre, il

convient que cesse le désengagement de l'Etat à l'égard des charges qui ini incombent ; mieux, il faudrait que l'Etat prenne la responsabilité des «charges indues» qui pesent sur les collectivités locales : voirie, éducation nationale, santé.

Quels pourraient, dans ces conditions, être les éléments d'une réforme des finances lo-cales?

... Pour corriger certaines iné-galités sociales, les bases d'im-position correspondant à la taxe d'habitation devraient être affecées d'un certain coefficient mul tiplicateur, en fonction de l'im-portance de la valeur localitye. Par contre, des exonérations ou réductions de la taxe pourraient être accordées, sur justification, à certaines catégories sociales, dont les retraités au-dessous d'un certain nivean de ressources.

Inciter les petites communes à se regrouper

La globalisation des dota-tions préconisées par le rapport Gulchard ne paraît pas souhai-table, surtout si l'on globalise dotations d'investissement et do-tations de fonctionnement. Car le risque est grand que certaines communes utilisent une part de leurs dotations au fonctionnement au détriment des investis-sements. Mais il faudrait déterminer — et ceci est un point essentiel, si l'on veut assurer l'éga-lité des Français dans le respect de le diversité des structures communales — les équipements minimums par type d'agglomération compte tenu à la fois des besoins de la vie moderne et des critères de rentabilité des inves-tissements.

La vie dans une petite com-mune rurale est, à bien des titres, plus agréable que la vie dans une grande cité. Par contre, ses équi-pements collectifs sont moindres, Ceci compense cela, mais un minimum doit être assuré qui cor-responde aux exigences de la vie moderne. A partir du moment où ce cadre minimal serait déter-miné. Il faudrait globaliser les dotations d'équipements corres-pondant à ce minimum en laispondant à ce minimum en lais-sant les consells municipaux libres de choisir les priorités de réalisation, voire de ne pas réali-ser ces équipements. Une dota-tion de fonctionnement pourrait ètre attribuée pour les équipe-ments réalisés. Pour les équipements excedant ce minimum, les du département continueralent à a'appliquer selon le régime ac-tuel.

- L'Etat devralt prendre en charge les voies netionales, dé-partementales et communales, à l'exception des chemins ruraux. En effet, le développement de la circulation est tel que la distinc-tion classique ne s'impose plus. Il y a un seul résean de commnnications. Par contre, il faudrait déclasser les voles nationales et départementales à l'intérieur des rait une certaine contrepartie an

et permettrait à la commune d'être maîtresse de ses aligne-ments, donc de son urbanisme.

- Il ne paraît pas souhaltable de laisser aux communes la liberté de faire varier à leur gré liberté de faire varier à leur gré
— comme il est projeté — la
grille de répartition entre les
quatre impôts locaux. Il feut, en
effet, assurer une certaine sécurité tant eux habitants qu'sux
entreprises. Par contre. Il faut
inciter les petites communes à
se regrouper pour la création de
zones industrielles ou artisanales
dans le cadre de SIVOM. Dans
ce cas, la répartition du produit
de la taxe professionnelle entre
les communes serait décidée au
sein dn syndicat, sans préjudica
des dispositions de l'article 15 de
la loi du 29 juillet 1975, l'excédent de base à reverser au fond
départemental étant déterminé
par rapport à la somme des habitants des communes membres du tants des communes membres du syndicat.

- Le taux maximum de la taxe locale d'équipement devrait être relevé et une plus grande liberté laissée aux communes pour la détermination de la participation des pramateurs et la tleipation des promoteurs et lo-tisseurs. Afin de freiner la spé-culation foncière et immobilière, le bilan financier des opérations de promotion devrait être communique à la commune et des taxes prévues au bénéfice des communes au-delà d'un certain niveau de profit.

nances locales passe non seule-ment par la réforme des moda-iltés de l'imposition au bénéfice des communes, mais aussi par un l'Etat et mieux encore, par la prise en charge par l'Etat des dépenses qui lui incombent. Il faut, à notre sens, que toute ré-forme soit inspirée en outre par le sonci de rechercher les conditions de l'egalité des Français dans le respect de la diversité de leur cadre de vie et des structures

En résumé, la réforme des fl-

PIERRE GIRAULT. maire-adjoint de Charenay (Yvelines).

généralement présenté comme un élément da juetice fiscale et comme un instrument de fustice sociale : il ne permet pas ssujement bués qui, sana lui, échapperalent au fisc ; Il est également censé faire « payer les riches » dans is mesurs où les sociétés ont la possibilité de réunir des moyens financis es consi-

Or, du point de vue de la justice

ent, il faut blan se rendre compte que l'imposition de la société en tent que personne morale est illusoire car sile donns nécessairement liqu é des processus de répercussion eur les personnes physiques. Le cas auquel on pense le plus volontiers est celui de le répercussion sur les consommeteurs evec l'Inclusion de l'impôt sur les sociétés dans les prix de vente chaque tole du'elle est commercialement sible. Mele cette éventualité n'est pas le seule. La répercussion peut sussi e'opérer su détriment des ectionneires al ceux-cl perçoivent des dividendes intérieurs é ceux dont ils pourraient bénéficier en l'absance d'imposition, ou des salariés si l'impôt sur les eoclétés pèse sur le nivesu ou sur l'évolution de

il apperaît, en outre, que l'impôt sur les sociétés incite au conflament des charges d'exploitation par des procédés licites ou frauduleux, permettant ainsi é des sociétés qui exercent des activités rentables d'apperettre sans bénéfices, voire déficitaires, sur le plan fiscal. Dans ce cas, le répercussion s'effectue d'abord sur les pouvoirs publics (moindres rentrées fiscales) puis, à plus ou moins long terme, sur d'autres contribuables avec le créstion d'impôts nouvesux ou l'augmentation d'impôts existants lors-qu'il feut faire face à de nouvelles

Une véritable fiction

Même lorsque l'Impôt sur les sociétés ne peut faire l'objet d'aucune répercussion é court terme, li effecte l'autofinancement de la tirme et, par conséquent, sa capacité concurrentielle. Ceci peut elors se traduire per des prix de revient el de vente plus élevés (répercussion sur les consommateurs), par des sonnel (répercussion sur les saleriés), ou nécessiter des eldes de l'Etat (répercussion sur l'ensemble des contribuables), ou encore engen drer une balsse du cours ou de la valeur réelle des actions (répercussion sur les actionnaires).

L'impôt sur les sociélés est finelement répercuté sur les ménages par différents biais. La fiecalité eupportée par le sociéié en tani que personne morale apparaît donc comme une vériteble fiction, car l'impôt relombe toujours sur des personnes physiques, qu'elles soient l

envicagées en tant que salariés, consommateurs, ou copropriétaires ds sociétés. Une exigence élémentaire de justice fiscale commande alors de chercher à savoir comment la charge de l'impôt eur les cociétés se répertit entre l'ensemble des ménages classés par tranches de revenue ou par catégories accio-professionnelles. Mais le société constitus entre la fisc et les contribuables réels un écran tel que ni enalyses théoriques ni les recherches empiriques ne sont en mesure d'apporter uns réponse satistalsante à ce problème essentiel.

Or, dans le mesure où i'impôt sur les sociétés donns lieu à des procassue de récercussion divers et Imprévisibles, le répartition de se charge entre l'ensemble des contribusbles est complètement arbitraire. Il epparaît efors comme un impôt plus injuste encore que l'impôt eur dépense, pourtant fort décrié à cet égard, dans le mesure où son degré de répercussion our tes prix varie seion les biens et services rendus, male en fonction de considéretions totalement étrangères à leur degré de nécessité. Il peut peser sur les prix de vente de certains biens de consommation courante et ns pas pouvoir étre répercuté du tout our les prix de vente de cer-

Une autre injustice flagrante tient eux conditione effectives d'application du fameux avoir fiscal ; crédit d'impôt octroyé par certaines légis istions aux actionneires et déduit de leur impôt sur le revenu des personger de la partie de l'impôt acquittée qu'elles distribuent. La logique de cette disposition implique, bien entendu, que l'impôt sur les sociétés ne soit pas répercuté ailleurs que sur les actionnaires. il n'est donc guère besoin d'ineister sur l'injustice engendrée par l'avoir fiscal lorsqu'it représente une fraction d'un impôt sur les sociétés qui s pu étre répercuté sur des salariée ou

Ainsi, et sans même parler de l'ampleur de l'évasion et de la traude, l'opinion publique est-ella victime d'une mystification fiscale particulièrement grave lorsqu'on lui laisse croire que l'impôt sur les eoclétés est un impôt supporté par des contribuables riches.

Quant eux revendicatione pour une augmentation de cet impôt, ne tombent-elles pas dans le piège dénoncé par F. Lundberg forsqu'il écrit (1) : - Le code fiscal, tel qu'il est rédigé, a tout l'air d'un tusil charge, pointé vers le riche et l'opulent ; mais c'est un fusii truqué ; lorsque le citoyen ordinaire presse de bon cœur aur la détente, c'est lui qui reçoit la balle i Car le véritable canon de l'arme, comme dans un fantastique film d'esplonnage, est braqué aus

maître-assistant à la faculté des sciences économiques

(1) Les Riches et les Super-Riches, Stock, 1969, 223 p.

BIBLIOGRAPHIE

«La construction politique de l'Europe»

de Charles ZORGBIBE

ISTORIQUE et descriptif, l'ouvrage de Charles Zorg-bibe, agrégé de droit public, professeur aux univer-sités de Paris-Sud et de la Sarre, nous conduit des origines de l'idée européenne, dans une l'idée européenne, dans une brève introduction, aux difficiles Etats-Unis se demandent s'ils ne dolvent pas préférer à l'union européeane l'entente ou du moins l'accord avec l'U.R.S.S. Tont da M. Zorgbibe est révélateur à cet égard — que M. Kissinger avait choisi, mais l'histoire, en ouvrant à M. Carter la porte de la Maison Blanche, a différé la

L'essentiel de l'ouvrage est L'essentiel de l'ouvrage est cousacré, d'une part, aux « trois àges » de l'Europe politique depuis la guerre mondiale, celui « des chantiers », celui « des controverses » et celui « des relunces », et, de l'autre, aux structures de l'Europe politique aujourd'hul. La clarié, la précision la concision et surfaut cision, la concision et surtout l'honnéteté caractérisent ce petit

péenne suscite besucoup de scep-ticisme et d'ironie, elle soulève pourtant toujours, paradoxale-ment, les passions. Rares sont ceux qui n'adoptent pas le ton dn réquisitoire ou du plaidoyer. M. Zorgbibe est une exception : il se borne à faire comprendre ce qu'il connaît. Remarquons qu'il ne réduit pas l'Europe à celle des Neuf et que, dans un chapitre sur « le système démosort au Conseil de l'Europe, trop méconnu, et surtout à la Cour enropéenne des droits de Phomme, établie en son sein. — M. D.

* PUF, 129 pages, 49 F.

L'EUROPE. QUEL DESTIN?

de François VISINE

Depuis des lustres, M. Fran-cois Visine tache de lire dans les entrailles de l'Europe, Son A.B.C. de l'Europe, en huit volumes, fut la première en-cyclopédie à l'usage de tous sur le sujet. Dans ce nouvel ouvrage, préfacé par M. Gas-ton Thorn, l'auteur remonte ton Thorn, l'auteur remonte le temps des toutes dernières années (de la guerre froide à la détente) pour noter les événements marquants qu'aucun «honnétse homme» ne devrait oublier. La deuxième devrait oublier. La deurième partie est consacrée au « Destin de l'Europe », M. Visine e'efforçant de tirer les leçons d'Elsinki, avant de faire réfléchir sur les objectifs de l'Union soviétique, les préoccupations des Etats-Unis et les défis lancés à l'Europe qui, selon lui, « doit s'organiser autour d'un concept humas qui, seion lui, e doit s'organi-ser autour d'un concept huma-niste en essayant de projeter par son e x e m p le l'huma-nisme à l'échelon de la pla-nète ». Pour François Visine, cette vocation doit contribuer à substituer à la notion relative d'a indépendance » celle, beaucoup plus vraie, d'« inter-dépendance des peuples ».

* Editrice Nagard (Italie). Diffusion Librairie européanne, 244, rue de la Loi, Bruselles, 230 p., 265 P.B.

Un moyen de relancer l'économie mondiale

(Suite de la page 9.1

Pourquoi rien n'a-t-il été fait dans ce sens ? Parce que les chese d'entreprise, qui, en éco-nomie de marché, sont les responsables des investissements nouveaux, hésitent à s'engager tant qu'ils ne sont pas certains que leurs produits trouveron: preneur. Pour les inoiter a une telle in!Liative, il convient de créer un climat de confiance qui les convaincra que leurs produits seront exportés ou consommés dans leur pays. En d'autres ter-mes, il fant promouvoir une demande effective dont le but sera de rassurer les chefs d'en-

treprise et de les ameuer à lnvestir.

Cette demande, en dehors des mesures qui doivent être prises dans le cadre national, devrait provenir surtout de l'extérieur. particulièrement des pays en voie de développement et des nettons socialistes qui se trouvent en phase de développement. en phase de developpement.

Tous ces pays, qui ont un grand
besoin de biens d'équipement
pour accélérer leur développement économique et social, ne disposent cependant pas des moyens financiers de se les procurer. Il feut donc creer des mécanismes susceptibles da pouvoir combler cette lacune.

Des prêts avantageux

mettant la réalisation d'investis-sements importants et productifs dans tous les pays, particulière-ment ceux du tiars-monde, cepa-blas de relancer l'activité économique dans les pays indus-trialisés. Le financeroent de ce programme doit être basé sur deux procédures interdépendan-tes et étroltement liées. Aucune de ces deux procédures ne peut atteindre ses objectifs, sans l'ap-plication simultanée de l'autre. plication simultanes de l'autre.

● La première consiste en l'octrol, aux pays en vols de développement, de prèts à des cooditions favorables, au cours cooditions lavorables, au cours d'une période de cinq années. Le montant de ces prêts serait de l'ordre de 25 milliards de dollars par an, soit 0,5 % dn P.N.B. des douze pays industrialisés. L'« opérateur » pourrait être une institution internationale — probablement la Banque mondiale — et les conditions sufficiemment. et les conditions suffisamment avantageuses pour intéresser les emprunteurs :

- Amortissement des prêts en quinze ans, avec une période de grâce de cinq ans :

— Prêts libres d'intérêt au

cours des cinq premières années ; — Un taux d'intérêt de 6 % de

Pour etteindre ces objectlis, on a besoin d'un financement per-mettant la réalisation d'investis-la première période de cinq ans

la sixième à la quinzième année.

Le coût du financement duract
la première période de cinq ans
iphase sans intérêt) serait de
1.75 milliard de dollars par an,
avec un loyer usuel de l'ergent
d'environ 7.75, comme c'est le cas
actuellement sur le marché des
eurodevises. Coût apparemment
insignifiant eu é gard aux
dépenses engagées, fante d'activité suffisante, pour le soutien
des chômeurs (25 milliards de
dollars par an). Durant les dix
années sulvantes, le coût annuel
des prêts serait de l'ordre de
500 millions de dollars par an
(différence entre le taux d'intérêt pratiqué de 5 % et le taux
de l'argent emprunté : 7 %).

L'aide ainsi accordée serait
liée : le prêt octropé par le pays
donneur devrait être converti en
biens d'équipement et en servibiens d'équipement et en servi-ces, evec obligation d'achat dans le pays qui octrole le prêt. Ce mode de financement contribue-rait ainsi à la relance de l'activité économique du pays indus-trialisé.

● La deuxième procédure à mettre en œuvre consisterait en un innancement supplémentaire provenant de l'ellégement du service des anciennes dettes. Car si l'opération se limitatt à la première procédure, le sinancement servirait en dernière ana-lyse les pays créanciers : le prêt annuel supplémentaire de 25 mil-liards de dollars serait absorbé presqua totalement par le ser-vice des anciennes dettes (qui est de l'ordre de 20 milliards de dollars pour une dette totale de plus de 210 milliards de dollars). Ce qu'il faut, c'est suspendre pendant cinq années le rembour-sement des anciennes dettes, pour que le produit des nouveaux emprunts soit utilisé an dévelop-pement des pays bénéficiaires. Après la cinquième année, le service des anciennes dettes de-vra être repris, mais à des condi-tions de faveur, simples et géné-reuses.

45 milliards de dollars pour « mobiliser la relance »

Cet ellégement du service des anciennes dettes pourratt être accompagné par un engagement des pays débiteurs d'utiliser l'équivalent du montant dû, du service, à la passation de non-velles commandes de biens d'équipement aux pays créan-

An total, une donble demande effective serait créée, dans les pays industrialisés, pour l'achat de biens d'équipement et de services. La première résulterait d'une utilisation de prêts par les pays du tters-monde à des conditions favorables; la deuxième proviendrait du montant des réssources obtennes par le report ressources obtennes par le report resources ottennes par le report à cinq ens, du service des an-clennes dettes. En plus, si nous tenons compte de l'effet du multiplicateur, le développement des pays du tiers-monde ne manquerait pas de susciter à l'inté-rieur de chacun des pays, un nouvean pouvoir d'achat utilisa-ble en produits de consommation courante, donc favorable à de nouvelles demandes de marchan-dises et de biens durables, dont les pays industrialisés seraient appelés à bénéficier. Cette donble procédure est la seule capa-ble de mettre en confiance les chefs d'entreprise et de les en-courager à faire de nouveaux investissements, permettant à l'éco-nomie internationale de sortir de l'impasse actuelle.

De leur côté, les pays en voic de développement disposeraient, au cours des cinq prochaines an-nées, d'une somme totale de

45 milliards de dollars par an 45 milliards de dollars par an, qui se dirigeratt vers les pays industrialisés pour l'achat de blens d'équipement et de services. Ce financement constituerait « le mobilisateur de la relance » de l'activité économique dans les pays industrialisés. La survie du capitalisme dépend du secours apporté an tiers-monde. A défeut, tous les pays e'achemineront inexorablement vers une crise très grave.

ANGELOS ANGELOPOULOS.

(PUBLICITE) IMPORTANTE FABRIQUE DE CHEMISES DE SUISSE

cherche partenoire à qui remettre la licence d'un article de marque dont le soccès a été exceptionnel en Soisse et dans d'eutres pays d'Europe.

- les droits de fabrication et de distribution de l'article en question, protégé par un cartificat d'utilité ;

- le droit d'utilisation d'une marque déposée au niveau international : - le droit d'utiliser en exclusivité un tissu de tout premier -- le droit de disposer de tout le savoir-taire technique et

des expériences de marketing. lles centres de production pourront être procurés aux entreprises ne disposant pas d'ateliers ou dont les stellers ont une capacité insuffisante.

Les intéressés sérieux, en mesure de fournir in preuve de leurs disponibilités, sont priés de s'adresser sous chiffre 61.188 à : PUBLICITAS, Service International, CH - 8021 Zurich.

TO BE STORM TO BE DE SER OFF THE SER OFF T

A 2

tout 12 h se the fact to flexible to flexi

is enfants; in a control of the cont

Autour but Les all impaire

de l'ectan totaliste TORIO DAYAR AND

The state of the s

RADIO-TÉLÉVISION

HAUTE CONFECTION

week-end ? Une den près de six heures d'antenne. De tous les paye du Marché un, la France est celul qui regrettable, on le sait, on l'e dit, on l'a répété à l'envi, on ne va pas recommencer. C'est comme ça. Reste à se demander pourquoi. Très simple : parce qu'elles ne coûtent pas char et qu'elles

sont très populaires. Question cerolisire : d'au vient l'indéniable euccès, auprès des jeunes en particulier, de ces produite bon marché tous taillés aur le même modèle? A un secret de fabrication mie au point par les studios hollywoodiens. Il tient en un mut: le ecénario. Il exige une histoire à ressort, manée à un train d'enter, sans un temps mort, penc-tuée toutes les quatre-vingt-dix

vécue par un héros, un acteur inconnu blentôt célèbre, dent les particularités très eccentrées, immédiatement reconnaissables, trappent et reliennent l'attention.

Exectament le contraire de ce qu'on fait Icl. C'était frappant ney (Semico), sut Tf 1, et Simone Signoret (Medame le juge), sur A 2, pes un trait commun. Chez nous c'est du solida, du cher, du cousu main, une affiche prestigieuse, un per-sennage, calul da Signorat, tras toulilé, une intrigue assez sta-tique, des dialogues bien écrita, admirablement jouée. On applaudisseit, on avait le temps. Cale trainait per moments, cale plé-tinait, à l'image des gandarmes massés sous las fenêtras de ce valiteur de nuit innocent du voi dont il est accusé et barricadé

tusti. Dena le genre policier, un

Un peu plus tard, eur l'autre chaîne, un démerrait en trombe, bousculés, pris au plège d'une eventure de contection, brutale, vulgaire, menée au plus vite, au plus près, à coups de feu, à coups de poing, par un tilc en jeen, barbu, sensible et sympathique, nous a-t-il semblé. On n'en jurareit pas, emperté qu'on étalt, maigré sol, au rythme d'une ection frénétique, régu-lièrement interrompus aux Elais-Unis, rappelons-lè, sans rupture de ton par des apots publicitaires volontiers explosifs. Entre ces deux productions il y a tout ca qui sépare un gale de l'Opéra d'une attraction de foirs. CLAUDE SARRAUTE

(1) News of the World, decembre 1977.

LUNDI 27 MARS

CHAINE I : TF 1

18 h. 25, Pour les petits; 18 h. 30, L'ile aux enfants; 18 h. 55, Feuilleton; Le renard à l'anneau d'or (redif.); 19 h. 10, Le tournant d'une vie : Jacqueline Auriol; 19 h. 43, Eh blen, raconte! 20 h., Journal;

20 h. 30, FILM : F COMME FLINT, de G. Donglas (1967), avec J. Coburn, L.J. Cobb, J. Hale, A. Duggan, A. Lee, H. Landy, T. Ames (redif.). Un agent secret lutte contre une argani-sation, de lemmas qui e enlevé le président des États-Unis pour le remplacer par un posse. Suits de Notre Homme Plint, deus le même style perodique. Humour, extranagance et la charme viril de James Coburn.

Pour tout savoir sur les règles du jeu politique, lisez ECHEC AU ROI de Maurice Duverger

Dans toutes les librairies 35F.

22 h. 30, Magazine : Questionnaire. Notre collaboratour Mouries Duberger parls du nouseau visage politique de la France après les élections.

CHAINE II : A 2

18 h. 25. Dessins animés: 18 h. 40. C'est la vie: 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres; 18 h. 20. Aventures : Crête, Ile des dieux : 18 h. 45. Jeu : Les six jours d'Antenne 2; 20 h.

20 h. 30, Jeu : La tête et les lambes : 21 h. 35, Feuilleton : Mama Bosa ou la tarce du destin : 22 h. 25, Chels d'œuvre en péril : Les abbayes de Provence : 22 h. 55, Journal.

CHAINE III ; FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Benjamin Franklin, citoyen des deux mondes ; 18 h. 30, Chroniques de France : Le poète Guillevin et Madame de Sévigné : 19 h. 40. Tribune libre : Jean-François Lyotard : 20 h. Les jeux. 20 h. 30, FILM (cinéma public) : LE GITAN, de J. Giovanni (1975), avec A. Delon, P. Meu-risse, A. Cirardot, R. Salvatori, B. Giraudeau, M. Barrier.

Un gian en lutte contre la société s'est jait bandit. Poursuivi par la police, il se retrouve constamment deus les endroits où se cache un truand, lui-même recherché. Tous les ponoits de la Serie notre française accumulés, non sans naisets, par un auteur-réalisateur qui seut s'élever en déjengeur du péuple giun.

22 h. 10, Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie avec J. Estager (à 14 h., 19 h. 35 et 23 h. 58); 7 h. c. Matinsias; 8 h., Les chemins de la commissance : L'apprautissage du capitalisma, par R. August; à 8 h. 32. L'imaginaire dans la cité, par M.-H. Fraisse; 8 h. 50. Schec au hasard; 9 h. 7. Les lundis da l'histoire ; L'historiographis médiévale; 10 h. 45, Le texte et la marge; 11 h. 2. Francusma; musique; 11 h. 5. Parti pris; 12 h. 45. Pancusma; musique; 12 h. 5. Parti pris; 12 h. 45. Pancrama;
13 h. 30. Eveli à la musique; 14 h. 5. Un livre, des
voix : e is Monda indigo, d'E. Parmelin; 14 h. 45.
L'invité du iundi... Harvé Fischer; 16 h. 25. L'heure
qu'il est; 17 h. 15. Les Francais s'interrogent; 17 h. 25.
Les musique de l'im, par J. L. Cavalier et C. Latigrat;
18 h. 30. Feuilleton : e la Baine du Sabbat », de
G. Leroux; 19 h. 25. Présence des arts;
20 h. s la Crocodila ou Toutes tes aoirées se
suivent et se ressemblant », de H.-O. Carpelan, trad.
L. Fernandes, svec J. Mandair, T. Obelton, P. Constant.
L. Lemander, J.-J. Steven, réal. B. Cramer; 21 h.
L'autre sodus ou les vivants et les dieux : « Eoyaumes
de l'ambre et terrès de lumière », par M. Casenave
et C. Mehtra; 22 h. 30. Noits magnétiques; à 21 h. 35.
Biographie; Agnès Vards.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musique; 9 h. 2. La matin des musiciens: L'école de Vienna; à 10 h. 30, Musique en vie; 12 h. Chamsons: 12 h. 40, Jans elamique; 13 h. 15, Stéréo service; 14 h. Divertimento: Coates, du Puy; 14 h. 30, Triphyque. Préinde: Janequin, Mocart, Haydn, Béethoven, Mchul, Bavel; 15 h. 32, Portrait d'un musicien: Irançais: François Hayle; 17 h. Postiude: Debuary, Saite, Milhand; 18 h. 2, Musiques magazine: 18 h., Jans time: 19 h. 45. Concours international de guitare; 20 h. 16s grandes voix; 20 h. 30, Coacert de l'Orchestre de Paris, dir. W. Cowicki, avec L Perimann: «Kiransany» (Kliar), cràstion à Paris, «Coucerto nº 1 pour violon: » (Chostakoviuch), « Bymphonis u° 9, Neguveau Monde» (Dvorak); 23 h. 30, Franço-Musique is nuit. Nuits sans voix; 23 h. Ethéraire de Paris à Jérussiem: Schoonberg, musique judéo-espagoole, Brahos, Dupare; 9 h. 5, Nuits sans voix; Palestrina, Ecbel, Liszt, Chams.

AVANT-PREMIÈRE

ENTRETTEN AVEC MAURICE FAILEVIC

« le souhaite me libérer des règles du documentaire »

Les - Dossiers de l'écran sont consacrés mardi 28 mars, sur Antenne 2, au munde paysur Antenue 2, au numes pay-san avant la Révolution. Le débat sera introduit par un film de Manrice Failevic, • 1788 •, chronique de la vie villageoise il y a près de deux siècles (• le Monde • daté 26-27 mars 1978). Neue n'evons pes voulu nous livrer

à une reconstitution historique, dit Maurice Fallevic. Nous n'en evions d'ailleurs pes les moyens. Neus n'avons pes trouvé d'études sur le vie quotidienne à le campagne. Les tableaux d'époque étalent tou-jours enjoités, il n'y avait pas au dix-nuitième siècle l'équivalent d'en Callet. Dens le littérature, un pense évidemment à Restil; mais, là aussi, c'est du repertege un peu arrangé pour les Parisiens. Il r'était donc pour les rensiens. Il retait donc pas question pour nous de faire comme si noue étions en 1768, succ une caméra en pius. Un témein contemporain n'aurait pas eu le même regard, il ne se sarait pas intéressé aux mêmes choses. Il aurait certainement parié de la Grande Peur, qui était le fait divers ie plue marquent, mais qui n'a pas été un élément moteur de l'histoire. On nous s reproché de ne pes mentrer des brognes, alors qu'il y en svait un grand nombre : sur le plan de l'histoire, pour noue,

Le fall que nous ne soyons pas partis de faits précia nous e aidés à schapper à le simple anecdate historique. L'histelre que noue avons écrite exprime le visien de gens qui vivent deux cents ens plus tard et qui tement d'utiliser toute la réliazion dont cette période a été l'ebjet. De plus, piutôt que d'essaye de retrouver une réalité passée, nous nous sommes servie de ce qui pouvait rester comme traces dane le paysannerie ectuelle.

Neus evons voulu reconter aux paysans d'aujourd'hul leur propre histoire, four montrer d'où ils vien

nent. Netre-Intention n'étalt pas de nout servir de l'histoire pour traiter de problèmes contemporains. L'idée de départ, c'était simplement de décrire une petite communeuté rurale au moment des cahiers de dejéances, qui nous sembleit un moment dramatique fort. Nous avons fait una sorte de repérage historique, en choleissant ce qui nous paraissalt l'assential.

Paut-on écrire une histoire dont

le moteur est purement économique ? Dans le film, Il n'y e pas de psychologie. H e failu faire un tri, cholsir deux ou trole Ills.. . . Jusqu'à présent l'ai fait des lums de fiction très proches du réal. Je souhalte « décoller » du réel, et le Ilim historique m'aide à franchir ce pas, à aller vers la fiction, à me libérer des règles du decumentaire. Propos recuelllis par

THOMAS FERENCEL

Pour la première fois depuis cinq ans

Une greffe cardiaque a été effectuée à Lyon

Une nouvelle greffe cardiaque de type classique a été pratiquée le samedi 25 mars à l'hôpital de type classique a été pratiquee le samedi 25 mars à l'hôpital cardiologique de Lyon par le docteur Guy Dureau. Cette transplantation, la première depuis cinq ans à Lyon, a été effectuée dans le ead re des opérations d'urgence sur un patient d'une grave ma'adie cardiaque et dont l'identité u'a pas été rélévée.

Le docteur Dureau est connu pour avoir mis an point, il y a quelques semaines et après deux ans de recherches dans les laboratoires de l'INSERM de Lyon, une nouvelle technique de graffe valvulaire (le Monde du 23 février et du 8 mars).

Le docteur Dureau a indiqué qu'il avait obtenu, a après certaines réticences, le feu vert de l'aministration pour recommencer ce type d'interventions, qui sont curjourd'hui passées dans le domains courant s. En fait, cette opération est la troisième du genre effectuée à Lyon : la prèmière remonte à 1968 et la seconde à 1973.

Pas plus que le docteur Dureau,

mière remonte à 1968 et la seconde à 1973.

Pas plus que le docteur Dureau, le professeur Pierre Marion, spédeliste en chirurgle cardio - vasculaire, qui avait également effectué une transplantation cardiaque à Lyon en 1973, ne tient à considérer cette greffe du cœur comme un événement : « Il est utile de démythifier ces opérations qui sont aujourd'had devenues classiques au même titre que les grefjes du rein », e-t-il déclaré.

[34] est val que, sur je plan de la . (3'il est vizil que, sur le plan de la technique opératoire, une grette cardiagne ue présente pas des ris-ques sensiblement plus grands qu'une gretfe de rain, en revanche. la fréquence des complications à terme et leur degré de gravité ne sont pas les mêmes dans l'un et l'autre cas. La crise de rejet est, en effet, la principala complication de toutes les greffes d'organe, mais,

SCIENCES

ECHEC DU LANCEMENT DE DEUX SATELLITES MILITAIRES AMÉRICAINS

Cap-Cansveral (UPI. AP., A.F.P.). — Le lancement de deux satellites, qui, placés en orbite munications militaires, samedi 25 mars à Cap-Canaveral, a échoué : huit minutes après le lancement de ces deux satellites militaires « Triple 7 », les techniciens ont du provoquer la destruction de la fusée portense Titan-3 C, en raison d'un défant de fonctionnement de son second étage. Les deux satellites et la fusée sont retombés dans l'Atlantique.

Le lancement de ces deux

Le lancement de ces deux satellites qui, places en orbite pléter le réseau de télécommunications du Pentagone, était ini-tialement prévu pour jeudi 23 mars : il avait du être reporté en raison d'une fuite dans l'ali-mentation de la fusée en hélium. Il est possible que le même défaut soit à l'origine de l'échec de

dans le cas de la transplantation rénale, le rejet n'est pas redoutable pour deux raisons : le rein peut fonctionner de manière satisfaisante maigré la destruction d'une partie de ses nuités de filiation (les giomérules) ; an outre, il est toujours possible de recourir à la technique de rein artificel en cas d'échec, avant de tentre une nouvelle graffe. En revanche, le rajet comporte ées conséquences très souvent dramacesur, notamment pares que les consequences tres souvent management comment outres des les tiques dans le cas des graffes de zones détruites peuvent éventuellement concernes les tissus de conduction électrique autonome du cœur.]

Une exposition dans cent villes de France LE CANCER

SOUS TOUS SES ASPECTS Une exposition d'information sur le cancer, qui reste, après les maladies - cardio - vasculaires, la deuxième cause de mortalité en deuxième cause de mortalité en France, aura lieu pour la première fois, cette année, à Paris et dans cent autres villes, du 27 mars au 2 avril. Organisée sur l'initiative de la Ligue nationale de lutte contre le cancer (1), dans le cadre d'une semaine nationale, cette exposition sera inaugurée le mercredi 29 mars à Paris, au Centre Beaubourg, par Mme Valéry Giscard d'Estaing. Une seconde exposition dans la capitale ouvrira ses portes, dès le mardi 28 mars, à la station de métro Auber. ses portes, dès le mardi 28 mars, à la station de métro Auber.

Le présideut de la Lique, M. Roger Gaspard, a déclaré que l'information du publio était un des objectifs essentiels à atteindre afin de permettre un dépistage précoce de la maladie. Ainsi, une partie essentielle de cette exposition est consacrée au cancer sous trus ses aspecté : chacun y est

tion est consacrée au cancer sous tous ses aspecte : chacun y est informé de tout ce qu'il doit faire pour éviter, dans la mesure du possible, cette maladie, pour la prévenir et la soigner.

Le r'este de l'exposition est consacré aux immenses progrès faits depuis le début du siècle dans la lutte contre cette maladie, sinsi qu'à une présentation de la Ligue nationale française contre le cancer et de ses comités départementaux. Il est notamment expliqué avec clarté comment sont utilisés les fonds privés recueillis par la Ligue contre le cancer depuis maintenant soixante ans.

Ces expositions sont complétées Ces expositions sont complètées par une brochure qui reprend et complète les informations ainsi apportées. Une quête effectuée le dimanche 2 avril par les comités

campagne. (1) 90, rue d'Assas, 75005 Paris. Tél. : 326-24-05, C.C.P. Paris 56 113.

départementaux achèvera cette

RELIGION

● Les quatorze catholiques tru-ditionalistes qui avaient pénétré par effraction dans l'église de l'Assomption, à Valenton, près de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) fle Monde daté 26-27 mars) ont évacué les lleux le 25 mars en début d'après-midi, « sans tacident », après intervention de la police.

L'élaboration de la profes-sion de foi, dont le principe a été retenu par la dernière assemblée plénière de l'épiscopat à Lourdes, a été conflée an cardinal Renard, a été conflée an cardinal Renard, archevêque de Lyon, et à Mgr Daniel Pézeril, évêque auxiliaire de Paris (membres du bureau d'études doctrinales), ainsi qu'à Mgr André Quelen, évêque de Vannes et Mgr Jean-François Motte, évêque auxiliaire de Cambral (membres de la commission épiscopale de l'enseignement religieux). Le maître d'œuvre est le Père J.-J. Latour, curé de Saint-Germain-des-Frés.

Le Monde

Service des Abonnements 5, rue des Italiens 75427 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 4287-23

ABUNNEMENTS mois e mois e mois 12 mois

TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE 265 F 336 F 575 F 760 F ETRANGER (par messageries) I — BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE

163 F 265 F 388 F 518 F IX — TUNISIE 180 F 340 F 500 P 660 F

Par voie zérienne Tarif sur demande Les shonnés qui peient par chèque postal (trois rolets) vou-dront blen joindre ce dhèque à leur demande.

Changements d'adresse défi-nitifs ou provisoires (d'aux semaines ou plus): nos soomés sont invisés à formuler leur demande une semaine au moing avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'abligeance de rédigar tous les noms propres en expitales d'imprimerie.

MARDI 28 MARS

CHAINE ! : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à toot : 12 h. 30, Midi première : 13 h. Journal : 13 h. 45, Restez donc avec nous : 15 h. 30, Feuilleton : Les aventures de Pinocchio, de L. Comencini (dernier épisode. Pinocchio, de L. Comencini (dernier épisode, rediff.); 18 h., A la bonne heure; 18 h. 25, Pour les petits; 18 h. 30, L'île aux enfants; 18 h. 55, Feuilleton; Le renard à l'anneau d'or (rediff.); 19 h. 15, Uue minute pour les femmes; 19 h. 40, Eh bien... raconte l 20 h. Journal; 20 h. 30, Histoire des trains; Les trains d'Afrique, de D. Costelle, réal. J. Cathala.

Abidian - Ouapadougou, sur une matejorme ou accroupt au mûleu des ballots de marchandises?

21 h. 20. Variétés; Gloria Gavnor; 21 h. 45.

21 h. 20, Variétés; Gioria Gaynor; 21 h. 45,
Le livre du mois, de J. Ferniot et Ch. Collange.

Auso Mues M. Grégoirs (pour la Flanche
de salut); R. Desforgés (pour Quand Napoison faisait tremblar l'Europe); M. Perreis
(pour Songes et mensonges du nucléare);
MM. J. Bezanton (pour Aimer de Gaulle);
G. Conchon (pour Enquêts sur un juge
assessiné); R. Barjavel (pour l'Expit, ost
inconnu); J.-P. Beld (pour Courte la politique professionnelle); O. Todd (pour le Fait
féminin). 23 h. 5, Journal.

CHAINE II : A 2

CHAINE III : FR 3

CHAINE II: A 2

13 h. 35. Magazine régional: 13 h. 50. Feuilleton: L'éluignemeut: 14 h. 3, Aujourd'hui, madame: 15 h. Documentaire: Musique, médecine de l'âme, d'E. Lévy (reprise de l'émission du 22 mars): 15 h. 55. Aujourd'hui magazine: 17 h. 55. Feuêtre sur... Facupuncture, nn espoir pour les sourds: 18 h. 25. Dessins animés: 18 h. 40. C'est la vie: 18 h. 55. Jeu: Des chiffres et des lettres: 19 h. 45. Jeu: Les six lours d'Antenne 2: 20 h. Journal:

20 h. 35. Les dossiers de l'écran, téléfilm: 1788, écrit par J.-D. de La Rochefoucauld et M. Failevic, réal. M. Failevic, avec R. Camoin, F. Maubert, O. Pico. B. Bonnadieu.

Le vie d'une communeuté rurale au moment des cahiers de doléances.

Vers 22 h., Débat: Le moude paysan avant la Révolution

Avec MM. P. Goudert, professour d la Schennet V. M. Berre, active de configurers.

Révolution

Auss MM. P. Goudert, professeur d la Sorbonne; Y.-M. Berce, maître de conférences à l'université de Limoge; festeur de Croquants et nu-pieds); Cl. Mazouric, professeur à l'université de Rouse; J. Tulard, professeur d'histoire d Paris-IV: Mma Fl. Gauther, professeur à Paris-IV.

23 h. 30, Journal.

18 h. 35. Pour les jeunes; 18 h. 5. Emissions régionales; 19 h. 40, Tribune libre: L'institut islamique; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM: LE TERRITOIRE DES AUTRES, de F. Bol. G. Vieune, M. Fano et G. Lecompte (1970).

La vie des entment seuvages d'Europe dens les régions où de se sont retirés après esot été chassés de leurs terrétoires naturels. Un documentaire d'une conception origi-uele, techniquement excellent.

21 h. 55, Journal ; 22 h. 15, Magazine : Réussite : Les fixations Salomon.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie avec Jacques Estager (à 14 h. 18 h. 35 et 23 h. 50); 7 h. 5, Malicales; 6 h. Lee Chemins de le connaissance : L'apprentissage du capitalisme; 8 6 h 32, L'imaginaire dans la cité; 8 h. 50, Le face exchée du ciel; 9 h. 7, Le matinée des autres : les triganes; 10 h. 43, Estrager mon ami; 11 h. 2, Le musique de filma, par J.-L. Cavalier et C. Latigraf; 12 h. 5, Part) près; 12 h. 43, Panorama; 13 h. 30. Libre parcours variètés; 14 h. 5. Un livre, das vuix : « les Smiants de l'été », de Robert Sabatier; 14 h. 45. Après-midi de France-Culturs, Géométrie variable : Les langues qui ne deivent pas mourir : 16 h., Match; 16 h. 23. Ne quittes pas l'écoute : 17 h. 15. Les Français s'interrogent; 17 h. 30. Le musique de films; 18 h. 30, Ferilleton : « la Reine du Sabbat », de G. Leroux I 19 h. 23, Sciences;

20 h., Otalogues : L'hommes libre et le mer, avec Alain Bombard et Tres Laprairie : 21 h. 15. Muniques de notre temps ; 22 h. 33, Kuliu magnetiques . 22 h. 35, L'Ama démuliplée : portrait de Mime Seferis Tantsos, par D. Germain Thomas ; 23 h. 35. Munique et lectures.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 1. Quotinien musique: 9 h. 2. Le matin des musicians... Auprès de l'école de Viènne : Berg, hicant : 4 10 h. 30. Musique eu vie; 12 h. Chamsons : Frontières ; 12 h. 40. Jans classique : Check Webb ; 13 h. 15. Gtéréo service; 16 h., Divertimento:
Millosker, H. Sandauer, W. Einsbrener, J. Lahner,
R. Shoh: 16 h. 30. Triptyque... Prélude : Ariosti,
vivaldi, Leolair. Comminn. Rebel. Purcell : 15 h. 32.
Musiques d'antrafois, en Suéde : J.-H. Ruman,
J.-A. Schalbe; 17 h., Postiude : Haendel, Guet;
18 h. 2. Musiques magasine; 18 h., Jass time: 18 h. 45.
Les compositeurs n'avalent pas vingt ans : SaintSains, Britten;

20 h. 30. Cycle d'orgus 1977-1978. En direct de l'égilse des Blancs-Manteaux, avec P. Rieucer, J.-B. Courtois, C. Euvé : « Fantaisie en fa mineur, R. 584 » (Mosart) : « Hévation » (M. Shinosha) : « Pantaisie en fa mineur, R. 603 » (Mozart) ; « Mané, Theosi, Phanés » (A. Louvier) ; « Prélude et triple fugue en mi bémoi majeur EWV 552 » (J.S. Sach); 25 h. 15, France-Musique la nuit., Nouveaux talents, premiera silions : Brahma, Rossini ; 0 h. 5, Ithéraira de Paris à Jérusalem : Schubert, Schumann, Berg; 1 h. Nuits saus voix : S. Reich, M. Redolfi.

3.5

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION Vente sur esisje immobilière en l'audience du Tribunal de Grands Instance de Paris, le JEUDI 6 AVEIL 1978, à 16 heures - EN CINQ LOTS

DANS L'IMMEUBLE sis à Paris (10°) 130 et 132, rue du Faubourg-Poissonnière

eu 130, rus du Faubourg-Poissonnière 1er lot : UN APPARTEMENT 2º lot : UN APPARTEMENT 6 pièces et dépendances au 1º étage et caye au sous-sul miss à Prix : 48.869 Francs miss à Prix : 35.000 Francs au 132, rue du Foubourg-Poissonulère

3° lot : UN APPARTEMENT 4° lot : UN APPARTEMENT 5° lot : UN APPARTEMENT de 3 pièces, entrée, culsine, déburras MISE A PRIX : 35.000 FRANCS B'adresser à Me Jacques SCHMIDT, avocat au Barreau de Paris, 17, rue Paraday, 75017 PARIS, tél. 224-14-13 et aur les lieux pour visiter.

Studes de la S.C.P. RIGOLLET, GUICHARD, RIDAUX, not. am. à Beifort, de M° Jean TROUILLAT, not. à Rougegoutte, Cabinets de M° Jean BULIARD et Marcel PERREZ et de M° Bené GERIANT, tous avocats à Belfort - Vanie par lictisation, le samedi l'° avril 1976, à 10 h., en la mairis de 98289 GIROUGAGNY, il sara procédé par le ministère de la S.C.P. RIGOLLET, GUICHARD, BIDAUX, titul. d'un Oft. Not. à Belfort et par M° Jean TROUILLAT, not. à Rougegoutte, à la venie aux enchères publiques des immeubles ci-après: VILLE DE GIROMAGNY (Territ, de BELFORT)

1) BELLE PROPRIÉTÉ à usego d'habitation dite « Maison Mararin e aise à 90200 GIROMAGNY, 5. Grande-Fisce, comprenant : 13 pièces, 2 cuisines, 2 salies de bains, caves, cellier, buanderie, granier, garage à proximité pour plusieurs voltures, soi et terrain attenant en natura de cour, jardin - PARC - PIROE D'EAU - La tout d'une contenance d'environ 57 a 91 cs - Liendit e Village s

Mise à Prix: 450.000 francs

2) Une MAISON d'habitat.

de 3 p. couloir, cave, gran. lard., le tout de 4 e 50 cm - Lieudit e Village >
MISE & PRIX: 68.600 FRANCS 3) Une MAISON d'habitat.

Gandarmerie
de 4 pièces, cuisine, W.C. steller, remise, cave, granier, le tout de
15 a cuviron, dépendant des communautés et successions LARDIER Mise à Prix : 100.000 francs

Consulter les affiches - Pr ts rens. S'adr. aux notaires et avocats sus nommés - Les avocats poursuiv, la vente Jean BULLARD, Marcel PERPER.

Le - Journal officiel > do. 26 mars a publié une liste de promotions et de nominations dans l'ordre de la Légion

Grande chancellerie

Est promu commandeur : M. Camillo Martin, directeur hono-raire à in S.N.C.F.

M. Camille Martin, directeur honomaire à in S.N.C.F.

Sont promus officiers:

Mme Hermine du Couedic de Kereuzier, surintendante des maisons d'éducation da in Légion d'honneur: MM. Jean-Jucques Dickelé. commissaire honoraire: Paul Le Quang Huy, ingénieur honoraire à la S.N.C.F.: Marcel Piccotte, président du chambre Bonoraire à in cour d'appei de Paris.

Sont nommés chevalièrs:

MM. Valentin Borel, prefesseur honoraire; Jacques Colmar, ancien directeur au haut commissariat des Nations unles pour les réfugiés; Antoine Demon, professeur honomaire; Paul Evin, ancien ment consulaire; Robert Filippi, indministrateur national de la société les Médaillés militaires: Etleone Himber, président d'une union départementale de la société les Médaillés militaires; Jacques Hiver, directeur départemental indjoint honoraire des impôts; Aimé Maivardi, directeur à la mairie de Toulon (e. T.); Jean Massoni, indjoint foreatier (e. r.); Pierre Vallet, secrétaire général de la mairie de Complégne (e. r.).

Premier ministre

Sont promus commandeurs : MM. Jacques Perrandi, adminis-trateur en chef du la France d'outre-mer : Robert Marjolin, professeur bonorsire à la faculté de droit de

Paris.

Sont promus officiers:

MM. Arnaud Boulord de Vaucelles, ingéniaur des ponts et chaussées:
Maurice Coroillet, administrateur en chef de la Prance d'outre-mer (c.r.i; Alphouse Coudé du Foresto, ancien ministre, ancien sénateur; Ouy Dejouany, P.-DG. de société:
Guy Richard, conseiller des affaires étrangères; Ahin Vernay, journaliste: Jacques Douce, directeur général d'une agence de publicité; René Montti, avoent à Paris.

Sont nommés cheraliers:

general d'une agence de publicité; Rané Moattl, arcent à Faris.

Sont nommés cheraliers :

MM. Michel Albert, commissaire adjoint au Pinn: Georges Andrieux, médecin chef de service; Robert Bezage. P.-D. G. de société; Mms Micheline Basset, journaliste; MM. Jean-René Bernard, aminassadeur à Mexico; Pierre Harchin, professeur; Pierre Cameau. P.-D.G. de société, rice-président de la presse hebdomadaire de province: Mme Paulette Douzdèbes, directrice de journals MM. André Delanoé, entrepreneur de transports; Bernard Gensous, directeur à T.D.F.; Jean Gilbert. P.-D.G. de quotidien; Jean Laddre, journaliste; Jean-Louis Lestrade, syndicaliste; Mme Jedone Levy-Jacquemin. adjointe au secrénire général du haut comité sur l'alcoolisme; MM. Beroard Plassio, conseiller technique des opérations de Bourse.

e Bourse. René Esciapez, vice-président du groupement pour l'Indemnisation; Lucien Finei, directeur de sociétés; Jean Fuicand, président de socié-tés: Caude Laquière, exploitant ngricole: Mohammed Laradit, pré-sident du Rassemblement des Fran-çais rapatries d'origine musulmane; Robert Sénéchal, buissier chef des services du premier ministre.

Relations avec le Parlement

Sout promus officiers : MM. Michal Andiat, directeur adjoint du cabinet du président du l'Assemblée nationnie : Raymond Gallier, directeur du service du budget du Sénat.

Sont nommes chevaliers : M. Roger Bennebarek, administra-teur civil; Mile Yvonne Casanora, administrateur an Conseil économi-que et social; MM. Jacques Cassin, directeur adjoint du compte rendu stenographique du Sénat; Yves Ma-rion, directour des études générales non, arecour des etaats generales du cabines des questeurs (Sénat); Jesn Meuniar, directeur adjoint des comptes rendus analytiques de l'As-semblés nationale.

Fonction publique

Sont promus officiers:

MM. Yves Roberge, inspecteur general de l'administration; Charles Thill. sous-préfet. Est nommé cherniler : M. Jean Fribault, aucien maire.

Recherche

Est premu officier : M. Pierre Algrain, directeur tech-nique général du groupe Thomson, ancien délégue général à la recheranciel delegue general à la recher-che scientifique et technique. Sont nommés chernières : MM. Roland Morin, délégué gené-ral adjoint à la recherche : M. Ray-mond Maurel, professeur à l'univer-alté de Policiar. Henri Mathieu, pro-fesseur é l'U.E.R. Bichat-Beaujon.

Justice Sont promus commandeurs : MM. Henry Barbet, président de section au Cousell d'Etat: Philippe Cosse-Manière, president de chamire honoraire à la Cour de cassation.

honoraire à la Cour de cassation.

Sont promus officiers:

Mme Colette Anjubault, épouse
Erhard, avocat à Paris; MM. Marcel
Berthon, avocat à Cleimont-Pertand;
Gilbert Ernquet, avocat genéral à
Paris; Jean Diebold, avocat genéral à
Paris; Jean Diebold, avocat genéral à
Metz; Jacques Feffer, conseiller à
la Cour de cassatioo; René Lapeyre,
président à Pau; Féllx Levy, président du tribunal de Strasbours;
Louis Poll, conseiller honoraire é
Alx-en-Frorènce; Ciaude Redier, président du tribunal de commerce de
Coen; André Rouaner de VigneLavit, président da chimbre à Paris;
Maurice Rouelle, premier président à
Riom; Paul Service de Maurice Rouelle, premier président à Riom : Paul Servat, arocat général à Gacn.

Sont nommes chevaliers:
Mme Oeneviève Augendre, avocnt
Peris: MM Jules Bezançon, hulsster de Justice honoraire: Antoine
Buggi, expert à Bastia: Proncis Mme Oenevière Augendre, avocnt à Peris : MM. Jules Besancon, huister de Justice honoraire : Antoine Burgil. expert à Bastia : Prancis Bourdin, avocai à Narhonne : Paul Chargon, nolaire à Paris : Enile Coderch, substitut général à Versailles : Jean Darid, conseiller à la cour de Paris : Gaston Fillatreau, président du tribunal du Mans : André Giresse, conseiller à la cour de Paris : Pierre Hébrard, avocat général à Aix-en-Provencs : Louis Jean, directeur adjoint nu service du compte rendu sténographiquo do l'Assemblée nationale : Jean Louis Collève Saubobert, conseiller gézé-

Lacbaud, avocat à Paris; Charles Lajou, conseiller à la cour de Paris; Jean-Claude Laplace, conseiller à in cour de Paris; Pierre Lebonnois, evocat à Caen; Jean-Claude Lecante, premier substitut à Paris; Maurice Levace, premier juge à Paris; Coer-les Libman, avocat à Paris; Paul Luciani, conseiller à la cour de Versailles; Yres Merqui, magistret à Monaco; Henri Mounes, vice-pré-sident nu tribunal de Peris, prési-dent du tribunal pour cnfants de a Monaco; Henri Mounes, vice-president nu tribunal de Peris, président du tribunal pour cnfants de Paris; Jean Parienie, nvocat à Sens; Henri Paul, tonseiller à la cour de Doual; Pierre Peberay, avocat à Parie; Michel Provost, procureur de la République à Troyes; Joseph Rivoire, notaire é Clermont-Ferrand; Josaph Rougeot, président da chambre à la cour de Montpellier; MM. Cusries Soéjdareck, ancien aumônier de prison; Charles Sodini, substitut général à Paris; René Sorgues, procureur adjoint à Lyoo; Philippe Vautier, premier nubstitut l'administration centrale; Marcel Vesse, directeur régional des services pénitsuitaires no Bordeaux; Guy Veysade, couseil juridique à Paris; Jean Vireoque, conseiller à la cour de Fort-de-France.

Affaires étrangères Est promu commandeur :

M. Jean Soutou. secrétaire géné-ral du ministère.

Sont premus officiers : Sont premus officiers:

MM. Gilles Curren, ministre piènipotentiaire à l'administration
centrale: Benri Fromant-Meurice,
ministre plènipotentiaire à l'administration centrale; Poi Le Gourrierec,
nmbassadeur au Pakistan: Lucien
Bochet, ancien proviseur; Ernest
Corcos, commissaire d'avaries au
Maroc: Réainaid de Varren, ancien
consili général à Houston (E.-U.I.
Sont nommés abendière:

Sont nommes chevaliers : Sont nommés chevaliers;

MM. Emmanuel Arnauid d'Andilly,
secrétaire des nifaires étrangères;
Alain Bry, ministra piénipotentimire
à l'administration centrale; Jean
François - Poncet, secrétaire général
de la présidence de la Répnhilque;
Michel Gastnud, consul à Pribourgen-Briggau; Yves Plattard, ambassadeur au Nigéria; Michel Reuillard,
premier conseiller à l'ambassade de
France au Saint-Siège.
M. Occupen Altail, vice-président de

premier conseiller à l'ambassade de France au Saint-Siège.

M. Ocorges Altall, vice-président de société à Houston (E.-U.); Mgr Marcel Chabbert, archevêque de Rabnt; MM. Chude Collin du Bocage, président de sociétés aux Etuts-Unis; Jean Duionr, médecin en Algérie; Mme Hélène Gagtunkel, directrice de l'Alliance française à Curiliba (Brésil); MM. Gilnert Gehring, directeur de l'Instillut français de Stutigart (R.F.A.1; Charles Kobler, directeur de banque en Suisse; Charles Loubriat, industriel en Beigique; Pierre Moortgat, journaliste à Hambourg: Marcellin Fratmarty, missiounaire à la léproserie de Koyann (Japoni; Ange Vincentelli, président de in chambre fraoçaise de commerce d'Anvers.

Intérieur

Sont promus commandeurs ; MM. Pierre Forest, conseiller géné-ral du Nord, maire de Manbeuge ; Rene-Pierre Jannin, prêtet de l'Isère. Sont promus officiers : MM Raymond Boisde, ancien mi-

MM. Baymond Bolsdé, ancien ministre; Jean Bureau, ancien maire de Pont-l'Erèque (Calvados); Jean Casteran, contrôleur général de la police; Laurent Clèment, préfet du Ostd; Michel Commelin, conseiller général de l'Gise; Paul Davenas, maire de Chemallères-sur-Loire (Haute-Loire); Jacques Orondesu, conseiller jénéral de la Gironde, adjoint au maire de Bordeaux; Jean Kerleveo, conseiller juridique de l'archevèché de Paris; Jacques Levy, aous-directeur à la préfecture de police; Raoul May mar d, ancien conseiller général de la Haute-Corse; Gérard Pelieterat de Borde, conseiller général du Jura, conseiller régional de la région Franche-Comté; Pierre Rouvière, préfet de Meurthe-et-Moseile; Eaymond de Waxières, conseiller général de la Somme, conseiller régional.

Sont nommés cherdiers:

seile; Eaymond de Waziéres, conseilier régional.

Sont nommés cheraliers:

MM. Jean-Claude Aurousseau, préfet de in région Guadeloupe; Yves Blanchot, maire de Dinan (Côtes-du-Nord); Mile Hélène Blouin, administrateur civil n la préfectura de police; MM. Georges Bolton, conseilier général de l'Aveyren; Pani Brechignac, chef de la mission régionale des paya de la Loire; Mme Cécile Brouseile, secrétaire générale de l'Union des supérieures majeures de Prance; MM. Joseph Brunel, maire d'Arbische (Mn) Joseph Brunel, maire d'Arbische (Mn); Paul Chambraud, directeur des personneis et des affaires politiques; André Chambriard, ancien maire de Viscontat (Puy-de-Domei; Albert Chauveau, conseiller général de la Mayenne, conseiller général de la Mayenne, conseiller général de Louis Courcoy, conseiller général de Courcoy, conseiller général de Louis Courcoy, conseiller général des Houtes-Alpes; René Dagut, disecteur de in sécurité civile en Haute-Garonne; Jeno Duron, conseiller général de Lorraine, nuclen sénéral de Chesier, conseiller général des Hautes-Alpes; René Dagut, disecteur de in sécurité civile en Haute-Garonne; Jeno Duron, conseiller général du Cher; Joseph Equ, nuclen conseiller général du Rhole, anclen député; Me Anniek de Geyer d'Orth, anclen conseiller général du Rhole, anclen député; Me Anniek de Geyer d'Orth, anclen conseiller d'Amage (Hautn-Saônel : Max Gros-

ler municipal de Ponlivy (Mornihan).

MM Arthur Girard, sucien maire
d'Amage (Hauth-Saône); Max Grosselle, consellier general de Lov-etGaroune: François Guillon, commissaire divisionnaire; Heary Ouyot,
commolisaire divisionnaire; Joseph
Inizan, administrateur civil; Pierre
Jourdan, secretairo general de la
préfecture de la région d'Ile-deFrance; Jan Laporte, commissaire
divisionnaire à Bordeaux; Affred
Laties, président du consistoire
is ra el 11 c de Côte d'Azur-Corse,
conseiller municipal de Nice; Pierre
Me r le, conseiller ganéral de la
Vienne; Puill Marquet, commissaire
divisionnaire à Saint-Cyr-au-Montd'Or; Mile Paulette Martin, directeur de préfecture à l'administration
centrale;

MM, André Millet, metra de Sarne.

rai des Yvelipes, maire de Bonnière-sur-Seino: René Spáck, commis-saire divisionnaire à Marseille; Henri Thébault, conseiller général du Mor-blhan, maire de Mauron, ancien député; Edouard Vergnot, maire de Saint-Aublin-des-Hayes (Eurel; Max Warchawski, grand rabbin de Stras-bourg et du Has-Rhin,

Départements

et territoires d'outre-mer Sont promus of/telers:

MM. Joseph Audebert, ancien président du la chamüre de commerre de Pointe-à-Pitre; Robert Bonneau, chef du service da la défense nationale du secrétariat d'Etat; Engène Zeouia, grand chef à Lifou i Nouvelle-Calédoniet. Sont nommes chevaliers:

Sont nommés chevaliers:

Mgr Lolésin Fuahes, évêque des lies Wallis et Putuna; MM. Hubert Guyot, inspecteur général de l'Inetitut du reculerches sur les fruits et agrumes; Gabriel Jaan-Louis, conseiller général de lu Guyane; Mme Marty (en religion Mèra Germaine de Marte), mère supérieure de communante religieuse; MM. Joon-Mare Müguet, directeur régional de l'Office national des forêts pour la Réunim; le R.P. Patrick Purello O'Relliy, secrétaire général de in Société des coéanistes; Jenn Teanor, président de lu chambra des notaires de la Guyane et de la Martinique.

Défense

Sont promus officiers: MM. René Catala. administrateur civil eu ministère; Jean Merchadier. chef de service an ministère. Sont nommés chevalters :

MM. Marcel Caubeyre, inspecteur central des services; Jerques Gal-lois, directeur dans une société; Jacques de Fotter, rédacteur en chaf d'un bebdomadaire.

Coopération

Est promu commandeur; M. Cleude Deranges, P.-D. G. de

M. Cleude Desanges, P.-D. G. de société.

Sont promus officiers:

MM. Abel Campourcy. conseiller technique de la République de Mauritanie; Guy Camus, directeur général de l'Office de la recherche scientifique et techniqua d'outremer; Mgr Pierre Lecière, missionnaire à Gao (Maill.

Sont nommés chevaliers:

MM. Mart Beulaygue, directeur d'entreprise minière au Niger; Jacques Darribère, chef de la mission française de coopération à Dibouti; Georges Idrac, secrétaire général de ja préfecture de Daloa (Côted Toolre); André Perrot, en religion Frère Charles, miastounaire au Congo; Mme Héjène Panoulilet, présidente d'association; MM. Pierre Poullaude, conseiller technique du commissaira d'Etat eux mines du Zaira; Paul Quervel, chef du centre informatique au ministère; Philippe Rossilion, chef de la mission d'études générales au ministère; Albert Théodore, industriel à Ambatolampy (Madagascar).

Culture et environnement

Sont promus commandeurs : Mme Annie Ducaux, sociétaire de la Comédie-Prençaise: le Père Robert Carré, ancien aumônier des artistes.

Sont promus officiers:

Mile Jeannine Auboyer, conservateur en chef des mnsées; MM. Fierre
Fallion, vice-président da la fédération des syndicats d'initiative; Marie Lorousse, directeur de la commis-sion des antiquités bistoriques de Toulouse: Hubert Landais, directeur des musées de Frence: Alfred Pous-sicue, compositeur de mnaiqne; Michel Sommer, scrétaire général de l'association pour la prévenium de la pollution atmosphérique.

Michel Sommer, scrátaire général de l'association pour la prévenilinn de la pollution atmosphérique.

Sont nommés chevaliers:

MM. Lucien Adès, président de le Fédération nationale de la musique:
Serga Antoine, secrétaire général du tomité de l'environnement;
Julien Bertbault, accrétaire général du comité du tonrisme d'Be-de-France: Paul Blanc, restaurateur:
Jean de Chancel, adjoint au directeur de ln protection de ln nature:
Jean Chanteur, directeur adjoint du service de protection contre lee rayonnemenis lonisants; Plerre Mondy, artiste dramatiquo: Jaan Duriz, direcleur technique de Villages Vasances Families; Mme Sn-zame Fleury, épouse d'Huari, conservateur aux Archives nationales; MM. Jacques Filch et di directeur commerciai. Jean Garagnes, chef du service des fouilles et antiquités:
Jacques Gilbert, secrétaira général du service des fouilles et antiquités:
Jacques Gilbert, secrétaira général du croupement national des grands hôtels françeis; Mmn Mermerite de Gourroif, dite Daisy de Oalard, directrice d'unn société cinématographique; MM. Denis Huisman, homme de lettres: Jenn-Prul Lacare, secrétaire général de la mission interministérieire pour l'aménagement du Languedoc - Roussillon ; Félix Malcles, artiste peintre ; Miles Florence Marinot, donnairee des musées nationaux; Denise Masson donatrice des musées nationaux; MM. René Mollard, vice-président du comité pour le ficurissement de l'associalion de ln vallée du Rance; Pierre Mouls, vice-président du Canter ; Miles Germaine Pélegrin, secrétaire général du m n sée di Louvre; Mmes Odile Pierre, litillaira du grand orgue de la Madeleine; Paulette Merval, artiste 'grique : M. Miebel Serrault, artiete dramatique; Mile Renée Trossenu, cuer des services de l'habiliemmit de l'Opéra; M. Jean-Claude Pascal, artiste de variétés.

Economie et tinances

Est promu commandour :
M. Tres Le Fortz, Inspecteur général des finances, président de la
Banque européenna d'investissements.

ments.

Sont premus officiers:

MM. Boger Balussou, trésorier général des Vosges; Gérard Dangelzer, vice-président d'un directoire de benque; Paul Giroud, président do caisse d'éparque; Pierre Mérileux, conseiller-maître à la Cour des comptes; Jacques Monégier du Sorbier, commissaire du gonveroement auprès de banques et d'établissemeots de crédit; Beroerd Pulo, directeur adjoint à la B.N.P.; Paul Raymond, directeur des impôts da Ciernont-Perrand.

Sont nommés chevaliers;

Sont nommée chevaliers : MM. Maurice Berthou, directeur de succursale à la Banque de France : Gilles Brac de la Petriàre. inspecteur des finances, directeur genéral de la Société lyonnaise des dépôts: Poul Caron, expert-comptable: René Caren, ancient directeur du l'Imprimerin des billets de la Banque de France; Guy Carron de la

Carrière. couselller commercial Grorges Eginard, sous-directeur à l'administration centrale. MM. Gérard Galichon, directeur général de la confédération national du Crédit mntuel : Maurics Gootler, vice-président d'un établissement financier : Yves Grasset, inspectent général des finances : Joseph Hufajen. directeur de banque; Joseph Kunstmann, sous-directeur à la caisse des dépôts; Henry de Lancrau de Bréon, rice-président de le fédé-railon bretonne du crédit mutuel; Pierre Lairred, trésorier général de l'Aube; Pierre Lequéret, contrôleur

nancier. MM. Hugues Mainy, chni da aervice MM. Hugues Maixy, chnf da aervice à l'administration centrale; Rubert Martin, directaur général de la Banqun de Madagascar et des Comores; Robert Masson, sous-chirecteur à l'administration centrale; Emile Meeschaert, agent de change; Mile Jeanne Mnotte. administration civil à la cour des comptea; MM. Roger Papez, directeur général adjoint d'un groupe d'assurances; Jean-Clande Poujoi, directeur général de le caisse centrale d'établissements bancaires; Paul Rnuxy, directeur des impôts à Rennes; Pierre Royer, directeur de caisse dépurgne; Raymond Schmit, directeur pour In France de compagnies d'assurances étrangéres; Pierre Turpin, directaur central de bunque; André Wormser, président du directoire de la Sovac.

Équipement et aménagement du territoire

Sont promus commandeurs:

MM. René Bulin, directeur général
d'Eurocontrol: Auguste Gonon, préeldent d'bonneur d'une société de
traveux publics. Sont promus officiers :

MM. Georges Beauduc, directent honotaire des messageries maritimes; André Cantoni, P.-D.G. d'une entreprise d'installations thermiques; Jacques Colifard, P.-D.G. d'une entreprise de travaux publics : Robert prise de travaux publics: Robert Devource, inspecteur général des transports: Jean Gay, chef de division à U.T.A.; Roger Landry, chargé de mission à la mission pour l'aménagement de la côte Aquitaine; Manrice Luguero, ingénieur général de ponts et chaussées: Alain Simon, adjoint au directeur de l'aménagement foncier; Pierre Tessonneau, chargé de mission dans le domaine routier.

Sont nommés cheraliers ;

Sont nominis cheraliers;

MM. Jean-François Arhanchiague, directeur départemental da l'équipement du Nord; Marcel Baron, Notaire; Marius Belmain, directeur de l'équipement du Pas-de-Calais; Jean-Pierrn Bony, ingéniaur général de l'aviation civile; Roger Callou, chargé de mission auprès du directeur de l'institut de recherche-des transports; Bernard de Castelbajac, chargé de mission à la délécation transports; Bernard de Castelbajac, chargé de mission à la délégation à l'aménagement du territoire; François Cazin, architecte; Jean-Michel Collas, directeur général du comité interprofessionnel du logement du Loiret; Pierre Dangles, vice-président du la société de rénovation du 14 arrondissement; Baymond Découdun, président de la fédération des syndicats d'ingénieurs de la S.N.C.F.; Michel Deck ingénieur en chef de l'équipement des Alpes-de-Haute-

l'équipement des Alpes-de-Haute-Provence; Mine Henriette Dibbis, administrateur du Conseil économi-que et social.

MM. Germain Dupont, P.-D.G. d'une entreprise de bâtiment; Jean Oalzi, chef du service météorolo-gique métropolitain; Raymond Ga-nier, adjoint au directeur des ser-vices techniques de la R.A.T.P.; Jean-Pierre Generés, commandant de bord à Air France; Mile Christiane Ger-main, chef de services administratif à la direction de l'équipement de l'Hérault.

MM. Pierre Guithaux, directeur de MM. Pierre Guithaux, directeur de

MM. Pierre Guithaux, directeur de l'équipement de la Oironde ; Jacques Hervet, secrétaire général technique de la fédération des travaux publics ; Pierre Jeantet, directeur général du comité interprofessionnel du lozement de Guyenn et Gascogne ; Gastom Jouven, F.-D.G. d'une société de construction ; Roger Lecroix, vice-président d'une société du travaux publus ; Bernard Lathière, administrateur gérant d'Airbons-Industrin ; Jean Martin, directeur de l'équipement du Finistère ; Roger Martin, directeur du centre de formation professionnel à Mácon ; Florent Monneret, ingénieur du génie maritime ; Jacques Noblé, capitaine an long coura ; Robert Parenty, président de l'office d'H.L.M. des Hants-de-Seine ; Roger Raonit, directeur de l'office d'H.L.M. des Hants-de-Seine ; Roger Raonit, directeur de l'office d'H.L.M. des mants-de-Seine ; Roger Raonit, directeur de l'office d'H.L.M. des saministratif ; Albert Saint-Gaudens, ancian officier ; Mile France Soudan, chef de service au secrétariat général de la marine marchande.

MM. Joseph Van Parys, président de l'association des transports routers internationaux ; Michai Vigler, ingénieur des études de l'avizion civile ; Oilvier Wéber, ingénieur général

Education

Est promue commundeur : Mine Suzama Lebert, veuve Her-binière, inspectince générale de l'Ins-truction publique (c. r.). Sont promus officiers :

Sont promus officiers:

IM. Henri Gauther, recteur
d'académie: Georges Eacquard,
directeur de l'Ecole elementeure; André Labeste, inspecteur général de
l'instruction publique (e. r.); Jean
Lacous-Labarthe, proviseur du lycée
Montaigne à Bordeaux: Bennard Vacheret, inspecteur général de l'instruction publique.

Sont nommés chereiters Sont nommes chevaliers :

Sont nommés chevaliers:

MM. Jacques Beguin, recteur de l'académic de Strasbourg; Jacques Bon. Inspecteur d'académin: Mmes Colette Bredeloux, épouse Kremor. professeur agrégé au lycée technique de Nantes; Simone Delmas, épouse Simonin directrice du Centre national de Montlignon: MM. Heuri Dublici, inspecteur général de l'instruction publique (e. r.): Robert-Claudn François, sous-directeur au ministère; Adrian Gouteyron, directeur des collèges au ministère; Casude Guerkilt, atiaché principal d'untendance universitaire; Hervé Hibon de Frohen. Proviseur du lycée Roland-Carroz du Tampon (La Réunion); Raymond Imbert, inspecteur d'école honoraire; Gabriel Mitte. Inspecteur pédasogique pour l'académie de Montpellier: Mile Eliace Naldmann, directrice de collège au Bourget; Mme Jeannine Nort, veuve Burrel, inspectrice de l'information; MM. l'abbe Joseph Salles, directeur Sourget; ame Jeannine Nort, veuve Burrel, inspectrice de l'information; MM, l'abbé Joseph Salles, directeur de l'institution Rocroy-Saint-Léon e Parie; Eric Stelb, inspecteur d'académie; Victor Valet, consellier administratif à l'inspection académique de Gap; Mine Micheline Vansteenklate, épouse Gillet, directrice du lycée Pasteur à Lille.

Agriculture

Est promu commandeur : M. Louis Badré, îngênieur gêné-ral du génie rural. Sont promus officiers :

Sont promus officiers:

MM. Micolas de Garder, ancien directeur général de la Société d'aménagement Poitou-Charentes; Jean Guibert, ancien président d'organismes agricoles; Géorges Morand, lagénieur général du génie rural; Jean Petit, P.-D.G. de société; Bernard Boux de Reilbac, président de la caisse de mutualité sociain agricole de la Charente; Robert Vulliaume, professeur à l'école vétérinaire d'Alfort.

Sont nommés chépaliers: Sont nommés chevaliers :

isume, professeur à l'école vétérinaire d'Alfort.

Sont nommés chevaliers

MM. André Benoit, directeur général de société du produits laitiens; André Boscq, ingénieur en chef du génie rural; Hubert Clauser, directeur de recherches à l'Institut de la recherche agronomique; Armand Cognet, chuf du service régional d'Auvergne de l'inspection du travail et du la protection sociale agricole; Alain Delmung, président d'un groupe sucrier; Albert Duchalas, président du coopératives agricoles; Hubert Fremy, président des chambres d'agriculture du Loiret; Philippe Beusé, agriculture du Loiret; Philippe Beusé, agriculture du Loiret; Philippe Beusé, agriculture four syndicat des propriétaires forestiers d'Indre-et-Loire; MM. Bené Jayr, président de la mutualité agricole de l'Areynon; Marcel Laborie. directeur honoraire de la mutualité agricole du Loi-et-Garonne; Bernard Labrosse, directeur à la chambre d'agriculture de l'Alir; Bertrand-Henri Lesguillier, inspecteur général des seux et forêts; Meme Marie-Joséphe Lunel, veuve Brulé, agriculture de l'Alir; Bertrand-Henri Lesguillier, inspecteur général des seux et forêts; Meme Marie-Joséphe Lunel, veuve Brulé, agriculture de l'Alir; Bertrand-Henri Lesguillier, inspecteur général des seux et forêts; Meme Marie-Joséphe Lunel, veuve Brulé, agriculture de la boratoires des services vétérinaires des Coices-du-Nord; Pierre de Montesson, éleveur; Joseph Morison de la Basseliém, président de la confédération de reroducteurs da fruits; Roger Paran, président de la chambre d'agriculture de la région Centre; Henri Pommeret, P.-D.G. de la Compagnie d'aménagement du Bas-Rhône-Languedo; Jean-Marie Volturiet, président de la Caisse régionaln du Crédit agricole.

Findustrie

Industrie

commerce et artisanat

Sont promus commandeurs : MM. Jean-Pierre Hérard, directeur de l'Agenca nationale de valorisation de la recherche; Henri Durand, ins-pecteur général.

de la recherene; Henri Durana, inspecteur général.

Sont promus officiers:

MM. Henri Arihus-Bertrand, P.D.G. de société; Louis Barbe, sous-directeur; Beynold Barbier, Professeur de géologio appliquée à l'université de Grenoble; Jacques Herbart, ancied président du conseil d'administration d'LB.M.; Jean Lançon, président de la chambra de compeère de Bastia-Corte-Balagne; Pierre Lejeune, directeur général de la Société professionnelle des papiers de presse; Pierre Poirier - Vandermeersch, président du Syndicat national des autiquaires népociants; François Rossillon, directeur au Commissariat, à l'énergie atomique: Pierre Single, président du Syndicat général des fondeurs de France; André Thèvenin, P.D.O. de sociétés. nin, P.D.O. de sociétés.

président du Syndicat général des fondeurs de France; André Thévennin, P.D.O. de sociétés.

Sont nommés chevaliers;
MM. Christian Allais, socrétaire général de l'Institut de l'entreprise; Claude Amson, vice-président de la Pédération nationale de la maroquinarie; Adolphe Aribac, directeur dans une société de construction mécanique; Jacques Belgébeder, directeur financiar; Louis Breuil-Jarrige, P.D.O. d'une compagnie de distribution de produits pétroliers; Lucian Burdin, président de la Pédération nationale des unions du commerçants en quinceillerin; Syllation Cayrac, ancien directeur général d'unn fabrique de bijoux; Bernard Chevry, commissaire général des alons internationaux; Mmn Eissbeth Detroye, épouse Giraud directeur général d'une vertreie; MM Prançois Didier, directeur général des hydrocarbures dans un groupe de sociétés; Jean Pontaine, président de sociétés; Axel Egnell, P.D.O. de sociétés; Jean Pontaine, président de sociétés; Jean Fontaine, président de genéral de commerciel; Edouard Gouvy, président du Syndicat national d'outsillage agricole; Jean Reller, président de la chambre de commerce d'Angers; Pierre Labbé, administrateur de sociétés; Tres Le Boulleur de Courion, P.D.O. d'un groupe de sociétés; Eugène Le Couviour, industriel : Jean Lelièvre, industriel extile; Jacques Lelièvre, industriel extile; Jacques

Travail

Soot promus officiers:

MM. Hubert Dalarbre, inapecteur général du travail; Léon Kaemmerlen, président de l'union départementale du la C.G.C. du Hant-Rhin; André Lanselle, directeur du développement social d'entreprises.

loppement social d'entreprises.

Sont nommés chevaliers.

MM. Jean Botrel, administrateur civil à l'administrateur du personnei : André Cassini, président du comité mirte du Conseil supérieur des nutaires : Ranul Chaline, directeur départementel du travail de la Loire-Atlantique : Jean-Baptiste Chambat, médecin du travail ; Lionel Cossé, président de l'union intersyndicale des industries alimenteures; Léonard Danneels, président de section départementale des meilleurs onviers de Prance ; Honri Dupont, maître ouvrier plombler au Gas de France ; Jean Halmon, directeur des Nouvelles Messageries de la presse parisienne ; Jean Lapostolle, vico-président d'honneur de la C.G.C.; Maurico Loisillon, vice-président de la l'Association pour la formation dans

la sidérurgie : Plante Misson, chaf de fabrication : Edme Panny Mudelmann. épouse Toussaint, carton nière ; MM, Robert Piépiu, administrateur du centre socle cultural Challiot Gallièra : Jean Sahuqué, médecine du travail : Jean Talard, président de l'Association des services médicaux du turvail des Bouches-du-Rhône : Mmes Alice Touret, épouse Ducreux, ancienne Correttice d'imprimerie; Lucienne Trainet, épouse Paint secrétaire générale de la Société des meilleurs ouvriers de France ; MM. Jacques de la Vaisaière de Lavargne, vice-président du Centre d'étude et de cocumentation économiques et sochies ; André Villard, directeur dépastemental du travail des Bouches-du-Rhône.

Santé et Sécurité sociale

Est promn commandeur : M. Jean Gardin, directeur ganéral d'un groupo d'institutiona sociales de la coe Médéric.

Sont Promus officiers : Sont promus officiers:

M. Henri Aurégan, médeein inspecteur général de la ésanté; Mile Hélène Burasu, sous-directeur de l'action sociale à la paffecture de Paris, MM. Jean Dedieu, directeur du la Calaire de la sécurité sociale dans les minas; Benni Jérôme, doyeu de la faculté du médeine Necker-Enfants malades; André Sénat, directeur général du Centre bospitabler régional de Nice; Ouy Tardieu, professair sans chaire à la faculté de médecine Paris-Ouest; Jean Vigan, président de l'Union nationale des grandes pharmacles; Roger Viguié, médeoin chef de service à l'hôpital d'argenteuit.

Sont nommés etevaliers: Sont nommes enevallers :

de service à l'hôpital d'Argenteuil.

Sont nommés enevaliers:

MM. Pierre Bailly - Sallu, médecin des hépitaux psychiatriques; Raymond Bastin, professeur de la chaire de cliniques des maisdies infectieuses à Paris-VII; Mme Paulette Bennard, épousé Laberthe, vice-présidente de l'Association pour l'aide aux persounes igées du Calvados; M. Jacques Caeu, maître de conférences purés de d'Armatologie à Raris-VII; Mme Marie-Louise Combemale, épouse Courtois, vice-présidente d'honneur do l'Association pour le développement de la recherche sur le cancer; MM. Yves Combissionat, professeur au collège de médeche des hópitaux de Paris; Jacques Debray, professeur de la chaire de pathologie médicale à la faculté Saint-Antoine; Raymond Delecurit, commissaire général de l'Armée du salut; Georges Parrié, médecin général de la santé; Mme Lina Perranti, épouse Lefevre-Paul, médecin lospecteur général adjoint de la santé; MM. Hoger Hayde, président de l'université Louis-Pasteur à Sirasbourg; Hubert Larrieu, professeur de pathologie chirurgicale de l'UKR, de médecine Exemilia-Bicètre à Paris-XI; Jacques Le Bihan, directeur général adjoint du la caisse d'assumance vicillesse; Gérand Michel de Pierredon, directeur des cutvres hospitalières françaises de l'Ordre do Maite; Jacques Pierre, médecin en retraite; Milo Simone Raspail, directeure de Mageln; M. Maurice Siboulet, médecin chef à l'hôpital Saint-Louis; Milchel Soulé, médecin psychiatre; Anaié Valls, professeur à l'UER, de médecine de l'université de Caen; Jean Vétu, irésorier de l'Union, nationale des associations ismiliales; Fred Wormser, Président du centre régional de Bourgogne pour l'enfance insanptée.

THE PORT

erun in

and to the second

100

Bonie alter-ire

Tr. TET 121.....

2 6 mm 30, 000 m

1 0000 21- - -

Prome <u>}--</u> . . : .

Transport of the second

Me conservation

d Mariante

The second

27.15

Marie Car 25 72: 25 2

ique an corin;

A theat williago.

TT 30 3 2 ...

and the second

:l'écale normale.

ils Eunipieria.

Commerce extérieur

Est promu officier : M. Roger Carré, commissaire géné-ral adjoint aux prix. Sont nommés chevallers :

MM. Henri Helmont, P.-D.O. de sociétés: Jean Bolliot, mambre du directoire d'une société: Georges Duréauit, P.-D.O. de société: Joseph Hériard-Dubrauit, P.-D.O. de société: Xavier Mallet, président de société: Plerre Marcassuraa, chet des sorvices d'expansion économique au Portugal; Mmn Ocorgette Piccapana, décoratrice.

Universités

Est promit commandeur M. Jean Filliozat, sacien directeur da l'école française d'Estréme-Orient, membre de l'Institut, Sont promus- difficiers :

MM. Claude Aron, professeur à l'université Stracbourg-I; Pintru Clairin, membre de l'Institut; Pierre Courteaut, avocat à Paris; Gérard Marcy, professeur à l'université d'Aix-Marselle-II; Jean Ritz, pro-fesseur à l'université de Greno-bin-III. Sont nommes chevalters:

Sont nommes chevaliers:

MM. André da Cambiaire, professeur à l'université de Montpellier-I; Marie Costa de Saint-Genix de Beauregard. directeur de recherche eu C.N.R.S.; Bené Durand, professeur à l'université de Daker; Maurice Durchon, professeur à l'université de Durchon, professeur à l'université de Lille-I; Paul Praisse, professeur à l'université René-Descartes (Paris-V); Joan-Pietre Gerhard, maître de conférences agrésé à l'université de Strasbourg-I; Mine Hélàne Lefenvre, épouss le Marre, serrétaire gènéral de l'université de Raute-Bretagne (Rennes-II); MM. André Page, prefesseur à l'université de Orenoble-II; Pietre Petot, ancien directeur à la chambis de commèrce de Paris; Mmc Deoise Plessis, épouse Cagniant, professeur à l'université de Metz; Mgr. Paul Poupard, recteur de l'Institut Catholique de Paris; M. Maurice Toga, professeur à l'université d'Aix-Marreillo-II.

Postes

et télécommunications Sont promus officiers:

MM Raymond Cholat, directeur des postes à Lyon; Prosper Rambier, inspectaur général. Sont nommes chevaliers

Sont nommés chevaliers:

MM Louis Authier, directeur départemental à Toulouse; Claude Bacquenois, Ingénieur en chef à Lyon; Jacques Claudon, F.-D. Q. de sociééé de télécommunications; Gilbert Maiherbe, administrateur à l'administration centrale; Mms Alice Mault. épouse Juge, receveuse à l'administration centrale; Mms Alice Mault. épouse Juge, receveuse à Evreux R.P.; MM. Jacques Raverdy, directeur délégué de l'Ecole nationale aupérieure des télécommunications de Bretagne; Marret Rouiet, directeur régional de télécommunications à Paris; Pietre Sançon, ingénieur an éhef à Oriéans; René Tahon, chef de centre de tri postal à Neveri-Gare.

(A suivre.)

PROPER MEN.

Topographic Company of the Company o

And the second The state of the s Section of the sectio

A STATE OF THE STA

Les vingt-cinq ans d'une muse.

Depuis vingt-cinq ans, une muse inspire la plus grande et la plus sympathique des maisons françaises de disques classons françaises de disques classons françaises de disques classons françaises de disques considerates de la considerate del considerate del considerate de la considerate de la co siques : Erato est un miracle d'artisanat ; avec un tout petit nombre de collaborateurs, Phi-lippe Loury et sa femme, Michel Garcin et sa femme ont réalisé 1400 enregistrements (dont 600 partitions de musique française, 211 premiers enregistrements mondiaux et 148 ceuvres contemporaines) et remporté 160 grands prix du disque. Sans eux, le panorama musical de noire pays seruit bien pauvre et des dizaines d'artistes auraient mis bien plus de temps à se frayer un chemin : Marie-Claire Alain, J.-F. Paillard, J.-P. Rampal, Michel Corboz, Claudio Sci-mone, M.-J. Pires, P. Amoyal, l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, etc.

Fidèle à sa tradifion, Erato fête son anniversaire en regravant quinze disques d'œupre quasi inconnues dont la beauté s'imposera tôt ou tard : un flo-rilège Delalande, Du Caurroy, rt, Palestrina, Campra, Du Mont, Mondonville, Telemann, Scarlatti, Fiocco, Hamal, Schobert, Roussel (3° et 4° Symphonies par Charles Munch), musiques de San Petronio de Bologne, etc. (Erato 9501/15).

Horowitz joue pour les Européens.

Agé aujourd'hui de sojrantetreize ans, Wladimir Horostiz ne reviendra sans doute jamais en France où il a donné son dernier récital en 1951. Les places de ses rares concerts aux Etats-Unis s'arrachent en quelques heures. La dernière occaen direct, pour les Européens est très probablement le 7 mais à Carnegie Hall, où le fabuleus planiste qui domine les cin-quante dernières années donne un récital exclusivement réserve aux publics des autres continents que l'Amérique. Un charter partira le 4 mai (jour de l'Ascension) avec retour le 8 ou le 15 mai au choix (Renseignements et inscriptions jus qu' au 7 avril : Camino, 21, rue Alexandre-Charpentier, Paris, tel. 755-77-90).

Symphonie alpestre our l'école normale.

grande école de musique se transporte avec armes et bagages (trente-cinq pianos) à 1600 mètres d'altitude pour p donner, pendant quatre semaines (du 6 août au Yer septembre), des cours d'été pour amateurs et professionnels, dans la station de Flaine. L'Ecole normale de musique, fondée par Alfred Cortot, offre ainst une organisation très structu-rée, avec d'éminents professeurs (quatorze disciplines, ving t professeurs), à tous ceux qui souhaitent profiter de l'été pour se perfectionner ou s'initier: jeunes à vocation professionnelle, amateurz exécutants de musique de chambre, enfants musiciens, parents, etc.

Pour tous, la possibilité d'un e diagnostic » sur leurs cana cités musicales et un entrainement adapté, combiné avec les joies de la montagne et de... « l'acudémie de tennis ». De nombreuses bourses seront attribuées aux candidats justifiant de ressources insuffisantes. (Renseignements : 114 bis, boulevard Malesherbes, 75017 Paris. tel 225-21-08.)

Musique au cœur

'un vieux village. Dans un village du parc régional du Haut-Languedoc, la « commune libre » de Ferrières, avec ses habitants hos-pitaliers, avec les jeunes qui restaurent les maisons, les musiciens du Festival méditerranéen des jeunes interprètes organisent des stages et week-ends musicaux, le premier, du 12 au 16 avril, consacré à la flûte et à la guitare (classique et flamenco), avec Christian Malestri, Ch. Rasquier et Andres Moreno : le econd, les 20 et 21 mai, pour le plano, avec Pierre Barbizet. Paur un nouveau rapport entre auditeurs. (Renseignements : château de Ferrières, 81260 Brassac, tel. (63) 50-03-53, ou F.M.J.I., B.P. 4, 13200 Salin-de Giraud, téc. (42) 85-82-14.)

Murique

Rencontre avec Roberto Benzi

(Suite de la première page.)

c En fait, dit - il, pour les ceuvres que je dirigeals à cette époque-là, l'avais une technique suffisante : je possédais l'orelle absolue (c'était même une attracacconte (cetati meme une attrac-tion familiale quand j'avais cinq ou six ans!), un sens rythmique assuré et sans doute une certaine facilité à exprimer par le geste ce que je sentais intérieurement; sans celà André Cluyteus ne se serait pas intéressé à moi comme il l'a fait. Mais avant tout, peut-dre avais-le nour moi ce certact être, avais-je pour moi es contact direct qu'ant les enfants avec ce qu'ils abordent; cela permet de surmonter bien des difficultés. Le summater bien des difficultés. Le doute vient plus tard, pendant l'adolescence. C'est à ce moment-là que je n'ai plus voulu diriger Haydn et Mozart que je sentais si bien avant. J'avais perdu mou assurance, j'hésitais. Cela a été assez long pour retrouver ma conception de ces musiques.

— Vous regrettez d'avoir commencé si 1ôt ? commencé si tôt ?

— Cela a sans doute attaché à mon nom une popularité qui facilite la relation avec le public; les gens viennent de confiance, mais ils attendent beaucoup de mol. J'al souvent l'impression d'avoir un passé à effacer. Si j'avais un enfant, je ne le ferais pas débuter à dir ans, surtout dans ces conditions: en Amérique du Sud, par exemple, j'al joué une fois devant quarante mille personnes... C'est dangereux parce que cela peut devenir grisant, mais ca ne m'impressionnait pas du tout, et j'al profité de boutes les occasions qui a'offraient ainsi à moi pour m'enrichir au contact des orchestres qui m'invitalent; plus on va, plus on s'aperçuit que chacun a un répertoire aneré an fond de lui, que chacun possède une psychologie différente, un

Les Soviétiques ne participeront plus an concours Reine-Elisabeth

Les Soviétiques ne participeron concours musical Reine-Elisabeth un des plus célèbres du monde, dont ils ont enlevé, depuis le fin de la guarre, presque tous les premiers prix.

A l'origina da la décision soviétique, il y surait des motifs politi-ques : dapuls 1974, les relations avec les organisateurs beiges se sont détériorées à la culte de plusieur demandes d'asila politique accordées à divers lauréats du consours (Valéry Alanaslev, en 1974, Youri Egorov, en 1976, Snaislav Igolinski, en 1977). En février dernier, la Belgique avait accueill une outre virtuose lauréste du concours, Eksterina Novitskaya, qui avait épousé un Belge et pro fité d'un récital donné aux Paye-Bas pour disperatire.

Cependant, les Soviétiques expliquaralent leur abstantion par le fait que le concours Tchelkovaki se tient à Moscou à le même date que le concours Reina-Elisabeth, & Bruxelles lls eccepteralent le déplacement de deux virtuoses à titre individue et maintiendralent leurs représentants au Jury. Le cycle du concours internation

Reine-Elisabeth e'étale sur quatre ans : une année consacrée eu plano la suivante au violon, la troisième à la composition at relache pour la quatrième. PIERRE DE VOS.

tempérament qu'il faut saisir pour savoir le faire travailler dans le sens qui iul convent. Les répétitions, c'est pour moi ce qu'il y a de plus important, c'est là que tout se décide; au concert on récolte, il faut alors que les choses viennent d'eiles mêmes. Je n'aime pas brider un orchestre, au contraire, ce qui m'intéresse de plus en plus c'est de le laisser jouer, pour que les personnalités s'épanouissent, sinou on ne peut pas faire de la musique.

— Et avant les répétitions?

— Il y a un moment extraordinaire — je parle du travail préparatoire que le chef fait à la table, — c'est calui où la musique prend forme, où les notes sortent du papier, où les idéesforce s'imposent, pour les translitions notamment. C'est une sorte de création. Faire un Rallentando simplement parce qu'il est écrit, c'est absurde, il faut en sentir la nécessité pour soi à est endroit précis et avoir l'intuition du geste qui la communiquera sans ambiguité. C'est plus important que de parier aux musiclens pour leur expliquer ce qu'ou vous connaît hien, il suffit parfois d'un regard. Et c'est cela qui rend le travail tellement passionnant iel maigré des conditions matérielles un pen difficiles. »

A Bordaux, les concerts symphoniques viennent en quelque sorte « s'ajouter » à la saison déjà très lourde du thédère; entre les opérus et les opérates, il faut trouver le temps de répéter une douzaine de programmes différents — Roberto Benzi en dirige la motifé — et de las redonner chacur deux ou trois fois dans la région.

Les Métaboles de Dutilleux, les Variations sur un thème de Paga-

région. Les Métaboles de Dutilleux, les

Les Métaboles de Datilleux, les Variations sur un thème de Paganini de Rachmaninov (soliete Cristina Ortia), la Quatrième Symphonie de Beethoven, trois ceuvres test qui ne laissent pas passer les défaillances de tel ou tel pupitre.

« Tous les orchestres ont des problèmes, précise Roberto Bensi. Certaines partitions permettent de les déceler, et j'en choisis quelques-unes chaque année, car je crois qu'il est très important de reconnaître ses défauts pour pouvoir y remédier : cala ne sert à riem de les masquer en s'en tenant à des œuvres où on est sûr qu'ils n'apparaîtront pas ; à la longue, c'est même dangereux : on ne progresse plus, donc on se détériore. C'est pour cela peut-être que je me sens de plus en plus attaché à cet orchestre ; je le vois tel qu'il est, et ça crée des rapports très vrais, avec su bout la volonté de faire ensemble, chaque fois, quelque chose de plus. »

tois, quelque chose de plus. » Propos recueilis par GERARD CONDE

H Le chear et l'orchestre Kur rende de Colague, dirigés par Elke Paris e la Création s, de Raydn (église de la Madeleine, le 30 mars), et « le Messie », de Haendel (Saint

W Une conférence des directeurs des antiquités vient d'être instituée par scrété paru au « Journal offi-ciel » du 26 mars. Flacée anyrès du chef du service des fouilles et antiquités, elle peut être chargée de coordonner l'application des directives sciontifiques données par le ministre de la culture et de l'envi-rounement et lui proposer tout plan on programme de caractère interrégional.

**Bill Kenny, dur-

nier survivant da groupe des Ink Spots, ofièbre dans les années 40, est mort vendredl, à l'âge de soirants-trois ans, à New-West-minster (Canada).

Naissance d'une étoile à l'Opéra de Vienne

D'origine slovaque, agés d'une trentaine d'années, Edita Grube-rova est pensionnaire de l'Opéra de Vienne depuis huit ans. On avait déjà remarqué son talent dans Ariane à Naxos, où sa vir-

Il y grait plusieurs années que l'interprétation d'une Zerbinetia l'Opéra de Vienne n'avait vecu une soirée d'une émotion aussi intense, plusieurs années aussi que cette salle prestigleuse n'avait accordé un tel triomphe à une jeune cantatrice. Edita Grubeque cantatrice. Edita Grubeque cantatrice. Edita Grubeque qui n'avait pas grands noms du monde lyrique cantanteurs lyriques. C'est en interprétation d'une Zerbinetia particulièrement alerte. Mais il jallait oser confier à une cantatrice qui n'a rien d'une diva un rôle habituellement réservé aux plus grands noms du monde lyrique c'el n'avait pas grands noms du monde lyrique et d'une diva un plus grands noms du monde lyrique qui n'avait pas eté présentée de puis jort longtemps dans la capital l'empre de Guetano Donizetti. Lucia di Lammermoot, que cette soprano a provoqué ce petit misorpano a provoqué ce petit misor

A côté du a phénomène » Gru-bevora, un autre chanteur, lui aussi d'origine slovaque, Peter Dvorsky, s'est révêlé dans ce Lucia comme un ténor de grand avenir découvert également par M. Egon Seejehlner. Il juit partie de la jeune génération d'artistes que l'actuel directeur de l'Opéra de Vienne s'est donné pour mis-sion de jormer et de lancer sur-les scènes internationales.

Théâtre

« DIMANCHE » de Michel Deutsch, à Dijon

d'évasion de ses compagnes, in-différente au marasme extérieur, attentive seniement à durer jus-qu'à os dimanche où la parade lui donnera les clefs de l'espoir. Kile a oublié qu'il y a une grève, qu'un tribunai populaire s'est constitué. Les adultes affolés sunuient le concours. L'enfant meurt, elle s'éteint,

meurt, elle s'éteint.

Dimanche est un poème haletant et pudique. Les séquences
surgissent des sliences, par vagues
intésistibles. La simplicité des
mots est le poids qui écrase les
élans des passions. La douleur des
jeunes vies est immense, nacceptable. La dérision des désins
absurdes, juste chuchotés, fait
mal plus que des cris. Scènes de
la vie quotidienne ou tragédie du
quotidien? La recherche du dépassement est toujours grandiose,
même si le but en est stupide. La

Un ruisseau de lumière parcourt les lampions en étoile. La fanfare éclate, entraîne les saccades de mouvements uniformes des petits soldats en bottines blanches et jupes courtes. C'est la parade des majorettes sans visage. Elles portent le même masque de fansse blonde trop maquière sous les hauts krépis d'opérette. Ensuite, les lampions a'éteignent. Dans la nuit une sdolescente aux joues enfantines s'enerce à la barre. Un homme passe, sa voix vient d'alleurs, il est le réditant, il est le chœur de cette tragédie feuirée.

Dimanche, de Michel Deutsch, rasonte l'histoire d'une jeune fille (Caroline Fornier) qui, dans une fuite en avant suicidaire, va jusqu'au hout de l'épuisement physique. Elle veut réossir un concours de majorette, elle veut échapper à l'étroitesse de sa familie, de son village. Elle refuse tout ce qui peut le déstraire de l'eurs jambes frissonnantes, les humains e se thent au rours le par musole, que par la fatigue Elle se médie du plaisir, se refuse à son amoureux (Philippe Goyard), chômeur que le manque d'avenir accude à la liste pour le père, plus décale pour les autres lus se réfore dans la saile es sortes au martes, les humains e se thent au l'attague. Elle se médie du plaisir, se refuse à son amoureux (Philippe Goyard), chômeur que le manque d'avenir accude à la liste pour le père, plus décale pour les autres) ne se renonnette est bande.

Teristence abandomnée est hanale.

Le grand talent de Milchel Deutsch afferce et la vulnérabilité de l'adolescence curs consules afferce et la vulnérabilité de l'adolescence Lorsque la pièce a été mal, plus que des cris. Scènnes de ce s'il certe et la vulnérabilité de l'adolescence aux l'héaltes per l'éter au l'héalte eu l'héalte per le le pour le manique d'avenir accude à la liste pour le père, plus décale pour les autres le se réporte de leurs jambes frisonnantes le pour le pre plus des de leur considere de la la litte pour le prire plus de l'eur du peut le des l'eur de leurs jambes frisonnantes le pour le processus de suit entire d'une solituée nuor t Fornier ne parvient pas à être tout su long du spectacle ce qu'elle est par moment: une enfant oui délire sur un petit ton raison-nable. D'un tel spectacle, c'est vrai, on attend la perfection... D'ailleurs, il y a l'ironie fébrile d'Ariette Chosson Odarie, la fille

grace arrogante. COLETTE GODARD. * Dijen, jusqu'au 31 mars.

amorale et sans illusion) et sa

MM. André-Louis Perinetti et Guy Retoré sont reconduits pour une période de trois aus (à compter une période de trois aus (à compter du 1" juliiet) dans leurs fonctions respectives de directeur du Théâtre national de Chaillet et de directeur du Théâtre de l'Est parisien, par deux décrets en date du 20 mars publiés au « Journal officiel » du 26 mars.

Notes

Mime

« Paroles sur le mime » d'Etienne Decroux

Parce qu'aujourd'hui ou revient aux expressions théâtrales dites « non aux expressions théâtrales dites e non verbales », le livre d'Etienne Decroux, « Paroles sur le mime », e'actualise soudain. Depuis « la Vie privés », spectacle qu'il créa en 1931, Etienne Decroux, dout l'enseignement a été centinné par son fils Maximillen (lire l'article de Michel Cournot), a foujours ressenti la nécessité d'âlucides ses actes. En pleine vogue du réalisme, il s'insurge contre l'asservissement de l'acteur au texte. D'patique alors le mime an vieux-Colomhier. Mais ce n'est encore qu'une section de l'étude du théâtre pariant ayant pour fin e que le cerps ne nie point ce que dit la voix ». Le pariant ayant pour fin a que le cerps ne nie point ee que dit la voix ». Le corps ? Un jour qu'il travaillait avec un masque, Decroux en a découvert l'existence jusqu'ici occultée : tout un monde de puisions intérieures, de fantasmes, cherche à émerger. Un langage prétend s'instaurer : a Quand la conscience est endormie, tous les oiseaux s'éveillent ; le corps, cons-iste-t-ll, a la faculté de tracer dans l'empace des lienes grandes qu'il dis-Pespace des lignes grandes qui dis-trajent de celles de notre forme. Ainsi substitue-t-il an dessin que nous sommes celui que nous vou-lons. »

L'origine de cette d y u a m l q u e interne, Decroux la situe dans le trone, irradiant vers les membres. Pendant quarante ans de pratique et d'enseugnement, il va s'ettores de capter cette énergie centrale mais en la contrôlant, en la soumettant à une trabulement de la contrôlant, en la soumettant à une tochnique savante. Ce que la « modern-danse » accomplit pour le mouvement, il le tente pour le geste. Au bout de quarante sus de recher-ches axées vers l'abstraction de son art, il peut conclure : « Le mime est l'essence du théâtre, qui, lui, est

MARCELLE MICHEL * Paroles sur le mime, Librairie théâtrale, 1963, nouvelle édition ravue et augmentée, 51 P.

Cinéma

«Holocauste 2000» d'Alberto de Martino

Un comédien comme Kirk Douglas ne peut à lui seul sauver une his-toire Impossible, où se télescopent les thèmes à la mode, écologie, reli-gion, houreur, science-fiction. Ita-liens et Britanniques ont uni leurs efforts pour tent de description. efforts pour tenter de donner vie à ce scénario inconsistant, incohérent,

invertebre. Le consertium Caine envisage de créar une usine thermonuciéaire dans un pays qui poucrait être la Libye (en fait la Tunisie). Mais les augures ne sont pas favorables, le cleis vient au sécours des militants de C.N.D. (Comité pour le désaumement necléaire), qui manil'extent é Londres devant les bureaux de l'entreprise. La bête de l'Apoca-lypsa signale son arrivée, les ordiunteurs concourent, le prince de ce monde revient défler le dieu d'Abraham et des chrétiens. Le président Crine (Kirk Douglas) réalise qu'il a engendré le monstre an sein de sa famille. Icl, le démarquage de « la Malédiction », de Richard Donner, vu l'année degnière, devient évident. ds ni la folie ni Phumour latent de parell abracadabra n'arrivent à passer l'écran. Le speciateur est la première victime de cet « holocauste a excensus.

LOUIS MARCORELLES.

M L'acteur Jack Hulbert, l'un des derniers comédiens britanniques d'avant la première guerre mondiale, est mort samedi à Londres, à l'âge de quatre-vingt-cinq aus.

MERCREDI

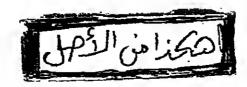
SORDI BLIER MANFREDI

un film de **ETTORE SCOLA** REUSSIRONT-ILS A RETROUVER LEUR AM MYSTERIEUSEMENT DISPARU EN AFRIQUE



GAUMONT COLISÉE - A.B.C. - CLICHY PATHÉ - MONTPARNASSE PATHÉ - GAUMONT CONVENTION FAUYETTE - BALZAC - GAUMONT GAMBETTA - U.G.C. ODÉON - VENDOME MARLY Enghism - LE TRICYCLE Assières - BELLE-ÉPINE PATHÉ Thiois - GAUMONT Evry - PATHE Champiguy - VÉLIZY - AVIATIC Le Bourget - CYRANO Verseilles - ARIEL Rueil - MÉLIÈS Montreuil





Les salles municipales Nouvean Carré, salle Papin, 20 h. 30 : Arts et techniques Ou cinéma et de la télévision.

Les autres sailes

Cartoneherie, Théâtre de la Tempête. 20 h. 30 : Dom Juan. — Théâtre du Solell, 20 h. 30 : David Copperdu Solell, 20 h. 30 : David Copperfield.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 :
Boeing-Boeing.
Daunon, 21 h. : les Coucous.
Gymnase, 21 h. : Coluehe.
Bneherte, 20 h. 45 : la Cantatrice ebeuve : la Lecon.
Il Teatrino, 20 h. 30 : Lonise la Pétroleuse.
Madéleine, 20 h. 30 : Trois lits pour huit.
Nonveantés, 15 h. 30 : Apprends-moi, Céline.

Celine. Saint-Georges. 20 h. 30 ; le Coq en pâte. Théâtre de l'Ecole normate supé-rieure, 21 h. : Mademoiselle Julie. Théâtre O'Edgar, 20 h. 30 ; l'Espoir

grevé. Théâtre du Marais, 20 h. 45 : Tueur sans gages.
Théàtre Marie-Stnart, 18 h. 30;
Gros eáiln; 20 h. 45; Gotche;
22 h. 30; Hanjo.
Théàtre la Féniche, 20 h. 30; le Psychopompe. Théatre Plaisance, 20 h. 45 : l'Alchimiste. Variétés. 15 h. : Pélé de Broadway (dernière).

Les cafés-théâtres

An Bec fin, 18 h. 30 ; D. Corse ; 20 h. 45 ; Hommage à Prévert ;

22 h.; la Femme rompuo; 23 n.; Dupecnot Story.
Blancs-Manteaox. 20 h. 30: M. Buler.
Café d'Edgar, I. 20 h. 30: Un petit hruit qui court; 21 h. 30: Popeck; 23 h.; les Autruches. — II. 22 h.; Vie de jeunesse.
Conpe-Chon, 20 h. 30: Haute surveillance; 22 h.; les Frères ennemis.

Les théâtres de banlieue

Lucernaire, 19 h. : Cours public de

Jass, sop', rock et folk

Les chansonniers

Les films marqués (c) sont LA COCCINELLE A MONTE-CARLO interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-hult ans.

La cinémathèque

Challiot, 15 h.: le Grand Cirque de Moscou, da L. Variamov; le Lut-teur et le Clown, de B. Barnett: 18 h. 30: Miss Europa, d'A. Ge-nima: 20 h. 30: Polles-Bergère, de R. oel Ruth: 22 h. 30: Mr. and Mrs Smith, d'A. Hitchcock.

Les exclusivités

ADIOS CALIFORNIA (IL. v.f.) (*) : Opers, 9° (073-34-37); Clichy-Pathé, 18° (522-37-41). L'AMANT OB POCEE (Pr.) (°) : D.G.C.-Marbeul, 8° (225-47-19).

OPERS, 9° (17:8-37-47); CHENY
PATCH 18° (523-37-41); L'AMANT OB POCHE (Fr.) (*); D.G.C.-Marbeut, 8° (223-48-19), L'AMOUR VIOLE (Fr.) (*); Sundo Cuisas, 5° (933-48-22), L'AMOUR VIOLE (Fr.) (*); Quintette, 5° 1033-35-40); D.G.C.-Dpéra, 2° (221-50-32); 14-Juillet-Eastille, 11° (357-90-81); P.L.M.-St-Jacques, 14° (539-68-42), ANGELA DAVIS L'ENCHAINEMENT (Fr.); La Clef, 5° (337-90-80), ANN ET ANDY (A., v.i.); Balzac, 8° (359-52-70) eo mat.; Combronne, 15° 1734-42-96) en met. L'ARGENT OE LA VIEILLE (It., v.O.); Le Marsis, 4° 1278-47-86). BARDE DE FLICE (A., v.i.) (*); Rehelieut, 2° (233-56-70). BARREROOSSE (Jap., v.o.); Elautefelieut, 2° (233-56-70). BARREROOSSE (Jap., v.o.); Studio dalpha, 5° (1033-39-47); Publieis St-Germain, 6° (222-72-80); Mercury, 8° (225-73-24); Paramount-Montparasse, 14° (326-80-25); Porce Oe Frappe (Dan. Montparasse, 14° (326-80-25); Paramount-Montparasse, 14° (328-43-18); Paramount-Montparasse, 14° (326-31-37); Paramount-Montparasse, 14° (326-32-32); Paramount-Montparasse, 14° (326-32-32); Paramount-Montparasse, 14° (326-32-32); Paramount-Montparasse, 14° (326-32-32); Paramount-Montparasse, 14° (328-43-18); Paramount-Montparasse, 14° (328-33-18); Paramount-Montparasse, 14° (328-33-18); Paramount-Montparasse, 14° (328-3

U.G.C. NORMANDIE v.n. - U.G.C. ODÉON v.o. - BRETAGNE v.f. -HELDER v.f. - MAGIC CONVEN-TION v.f. - MISTRAL v.f. - U.G.C. GARE DE LYON v.f. - U.G.C. GOBE-LINS v.f. - CYRANO Versailles v.f. -ARTEL Rosmy v.f. - ARTEL Creteil v.f. - FRANÇAIS Enghien v.f.

ULLIS Orsay v.f.

TOGNAZZI



ennemis.
Connétable. 20 h. 30 : le Petit Frince.
Coor Oes Miracles. 20 h. 30 :
J.-P. Rampal; 22 h.: Promage ou
dessert.

J.-P. Rampal; 22 h.: Promage ou dessert. Le Fanal, 30 h. 45: le Président. Petit Bain - Novotel, 21 h.: En atten-Oant la prochaine luna; 22 h. 30: Spectacle Boris Vian. Aux Qnatre-Cents-Conps. 20 h. 30: l'Autohus; 21 h. 30: Qu'die était verte ma salade: 22 h. 30: la Goutte.

Vincennes. Théâtre Danlel-Sorano, 21 h.: Oncie Vaoia.

P. Basseur (musique de chambre); 20 h. 45 : J. Micault (Bach, Schu-bert, Schumann, Chopin).

Théâtre Monsfetard, 22 h.; Cross over Music avec Amazonie. Pavilion de Paris, 20 h.; Hot Tuna. Petit Journal, 21 h. 30: New Times.

Théâtre des Champs-Elysées, 18 h.; Peter Gross Company,

Dix-Beures, 22 h. : Mars ou erève. Caveau de la République, 21 h. ;

LA COCCINELLE A MONTE-CARLO
1A., v.o.): Ermitage, 8° (359-15-71)
en solrée. — V.f.: Rex, 2° (23883-93): Ermitage, 8°, en mat.;
O.G.C.-Gobelins, 13° (331-06-19);
Mistral, 14° (539-52-43): Napoléon,
17° 1380-81-46): Tourelle, 20° (63651-98): Didernt, 12° (343-19-29).
CDMMENT SE FAIRE REFORMER
(FT.): Ermitage, 8° (359-15-71);
Caméo. 9° (770-20-89): U.G.C.-Gara
de Lyon, 12° (343-01-59): Miramar,
14° (320-89-52): Mistral, 14° (33952-43): Clichy - Pethé. 18° (52237-41).

52-43); Clicny - Petne, 18* (524-37-41). LE C R A R E - T A M B O O R (Fr.); Luxembourg, 6* (632-97-77); U.G.C., Opéra, 2* (281-50-32); Elyaéss-Polot-Show, 8* (225-67-29). LES DERACINES (Alg., v.o.); Palais des Arts, 3* (272-62-98). OIABOLD MENTHE IPr.); Impérial, 2* (742-72-52); Studio Rivoll, 4* (272-85-27); Studio Rivoll, 4* (272-85-27); Saint-Ambroise, 11* (700-89-16); Gaumont-Sud, 14* (331-51-18).

Grand-Pavols, 15: 1531-44.58).

BARO (Fr.): Pantheon. 5: 1033-15-041
LEONIME - ARAIGNEE 1A., v.f.1: Publish-Champs-Etysées, 8: (720-76-23); Max-LioOer, 9: (770-40-04); Paramount-Opéra, 9: 1073-34-37); Paramount-Gobelins, 13: (707-12-281; Paramount-Opéra, 9: 1073-34-37); Paramount-Gobelins, 13: (707-12-281; Paramount-Gobelins, 14: (540-45-91); Paramount-Malliot, 17: (758-24-24); Convention-Saint-Charles, 15: (579-33-00); Moulto-Rouge, 18: (606-34-25)
HOTEL OE LA PLAGE 1Pr.): Dmnia, 2: (233-38-38), Paris, 8: (359-53-99), Athena, 12: (333-63-13), Clichy-Pathé, 18: 1522-37-44), Gsumoot-Sud, 14: 1331-63-16), Mootparnasse-Pathé, 14: (376-85-13), Clichy-Pathé, 18: 1522-37-41), Mootporoasse 83, 8: 1544-14-27), Marignan, 8: (359-82-82), Clichy-Pathé, 18: 1522-37-41), Unicosipris 11t. vnl; Quiotette, 5: (032-33-40), Monte-Cerlo, 8: (725-09-83). — V.f.; Impéris], 2: 1742-72-321, Mootparnasse 83, 6: (387-35-43), Nacione, 12: (343-04-57), Opumont-Copreodico, 15: (828-42-27).

(828-42-27). IPH)GENIE 1Gree. v.o.1 : Mootpar-name 83, 5e (544-14-27). Marigana, 8° 1359-82-82). Quinteite, 5° (033-

8* 1339-82-82). Quinterts. 5* (103-35-40).

JESUS DE NAZARETH (IL. 7.f.)

11* partie): Ellhoquet, 6* (222-87-23). Madeleine, 8* (073-56-03).

JESUS DE NAZARETH (It. v.o.-v.f.)

(2* partie): Arlequin, 6* (546-62-25). — v.f.; France-Elysées, 8* (773-71-11), Madeleine, Se (073-56-03).

(13-11-11), Maccleine, Se (673-15-16), JULIA (A. vn.): Saint-Germain VIIisge, Se (633-87-59), Collisée, 3° (35929-46). — V.f.: Impériel, 2° (74272-52), Montparnasse-Pathé, 14° (325-85-13), Camhrooce, 15° (73442-96) en soirée.
LES LÉERE DE SANG (FT. vers. cog.)
(2°): Elarritz, 3° (723-89-23).
MAIS QU'EST-CE QU'ELLES VEULENT? 1Fr.): Bonaparte, 5° (32612-12). Marbeut, 8° (225-47-19).
LA MAITRESSE LEGITIME 111. vo.)
1°°): O.G.C. Danton, 6° (329-42-62).
Elarritz, 8° (723-69-23). — V.f.:
Chémonde-Opèra, 9° (770-01-90).
J.-Renoir, 9° (874-40-75), Eleuveous-Montparnasse, 15° (544-25-02)

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES >

704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 27 mars

LE BHROIR (SOV., v.o.): La Pagode,
 7° (705-12-15), Chroche Saint-Germain, & (633-10-82).

LA MOET O'UN POURRI (Fr.):
 Elysées Point Show, & (225-67-29),
 Murat, 18° 1289-99-75).
 NE PLEURE PAS 1Fr.): Luxembourg,
 8° 1633-97-77) H. sp.: Collsée, & (359-22-46).
 NOEMAN LA FOLIE (A., v.o.): Dragon, & (548-54-74). Elysées Point
 Ehow, & (225-67-29).
 Palsia des Arts, 3° (272-62-98). Stn Olo de la Harps, 5° (033-34-63).
 PANIQUE (Fr.): La Clef, 5° (337 90-60): Esrgère, 9° (770-77-581;
 Françale, 8° (770-33-88); Lord Eyron, 8° (225-04-221; Etudio Raspall, 14° (320-33-98).
 LES PETITS CALINE (Fr.): Ealzac,
 8° (359-52-70).
 PITTE POUR LE PROF (A.-Can.,
 v.o.): Quintette, 5° (033-25-40).
 POUR QUI LES PRISONS? (Fr.):
 Le Seine, 5° (225-85-99). h. sp.
 POURQUOI PAS? (Fr.), (°): Cluny Ecoles, 5° (033-20-12); O.G.C.
 Gpéra, 2° (261-50-32).
 PREPAREZ VOS MOOCEBOIRS (Fr.)
 (°): Paramount-Montparnasse,

PREPAREZ VOS MOOCBDIRS (Fr.)

(*): Paramount-Opéra, 9* (07334-37): Paramount-Montparnasse,
14* (328-22-17); Ternes, 17* (38010-41); Elarritz, 8* (723-89-23).

QUI A TUE LE CHAT (1L, vo.);
D.G.C. Odéon, 6* (325-71-03); Normaodie, 8* 138-41-18); vf.; Sretague, 6* (222-57-97); Helder, 9*

(770-11-24); O.G.C. Gare de Lyon,
12* (342-01-59); O.G.C. Gobelina,
13* (331-05-19); Mistral, 14* (539324-31); Magte - Convention, 15*
(828-20-64).

RAISON O'ETRE (Can.): Le Beine,
5* (325-95-99), H. 5D.

RADN1 1Fr.-Beig.); D.G.C. Danton,
6* (329-42-63).

EEN CONTRES OO TROISIEME

8* (329-42-63).

E E N C O N T R E S OO TROISIEME
TYPE (A. v.o.): Saint-Germain
Huchette, 5* (633-87-59); Hautefenille, 8* (633-87-59); Hautefenille, 8* (633-87-59); Hautefenille, 8* (632-79-38); Gaumont Hive Gauehe, 6* (548-28-38); Gaumont Champs-Elysées, 8* (35964-67); Mayrair, 16* (525-27-66);
v.i.; Richelleu, 2* (233-56-76); Marignan, 8* (359-92-82); Français,
9* (770-33-88); Fauvette, 13* (33158-86); Gaumont-Eud, 14* (33151-161; Cammont-Eud, 14* (33151-161; Cammont-Eud, 15* (73442-96); Wepler, 18* (387-50-70);
Gaumont - Gambettn, 20* (79702-74).

RUE DE L'ENFER (Fr.); SaintAndré-des-Arts, 6* (326-48-18). H.
SP.

André-des-Arts, b. [250-30-10], 2.
sp.
ROMANCES ET CONFIDENCES (IL.,
v.O.): Paramount-Odéon, 6. (32559-83): Eisritz, 8. (723-59-23);
v.f.: Paramount-Marivaux, 2.
(742-83-90): Paramount-Montparnasse, 14. (326-22-17).
LE SAHARA N'EST PAS A VENDRE
(FT.): Palais des Arts, 3. (27262-88).

67-42).
LE TOURNANT OE LA VIE (A.).
v.o.: Quartier-Latin, 5° (328-84-54); Concorde, 8° (359-92-84);
Glympic, 14° (542-67-42); v.f.;
Lumière, 9° (770-84-64); Nations.

12* (343-04-67); Montparnasse-Pathé. 14* (325-65-13).

UNE JOURNEE PARTICULIERE (1L.*), v.o.; Contrescarpe. 5* 1325-78-37).

VA VOIR MAMAN, PAPA TRA-VAILLE 1Fr.): ABC, 2* 1236-55-54); Vendôma, 2* (073-97-52); Bultac, 8* (339-32-70); O.D.C. Odéon, 6* (325-71-08); Collede, 8* (339-22-46); Fauvette, 13* (331-28-68-6); Montparnasse-Pathé. 14* (326-65-13); Caumont-Coovention, 15* (828-42-27); Clichy-Pathé, 10* 1522-37-41); Gaumont-Dambetta, 20* (797-02-74).

LA VIE OEVANT SOI (Fr.); Paramount - Marivaux, 2* (742-83-90);

LA VIE OEVANT SOI (Fr.): Paramount - Marivaux. 2º (742-83-90):
Paramount-Elysées. 6º (359-49-34).
La VOIX OE SON MAUTRE (Fr.):
La Pagoda, 7º (702-12-15) H. sp.
VDYAGE A TDKYD jJap.) v.o.: StAOdré-des-Arts. 8º (326-48-18):
Glympic. 14º (542-67-42).
VDYAGE AU JARDIN DES MDRTS
(Fr.): Action Bépublique, 11º
(805-51-33).

Les festivals

FELLINI-FASULINI (v.o.): Acachas
17° (754-97-83), 13 h.: FelliniRoma: 15 h.: les Clowne: 16 h. 30:
Amarcord: 18 h. 30: Hult et demi:
21 h.: Satyricon: 23 h. 30: les
Mille et Une Nuus
EERGMAN (v.o.) COmmpoliton, 5°
(033-51-60): le Bilenee.
HITCHCOCK (v.n.), La Clef, 5°
(337-30-90): Psychose.
MARLENE OIETRICB (v.o.): AetionChristine, 6° (325-83-78): Shaoghal
Express.

MARLENE OIETRICB (v.o.): ActionChristine, 6° (325-83-78); Shaoghal
Express.
CUMENCINI (v.o.). La Pagode, 7° (705-12-15); Mon Dieu, comment
suis-je tomhée si bes?
VISCONTI (v.o.). Le Raociagh, 16° (288-84-44), co alternance; Rocco
ct sea frères; le Guépard; le Crépuscule des Dieux.
61. DURAS: Le Seine, 5° (325-95-99). 12 h. 20: India song; 14 h. 30:
Baxter, Vera Baxter.
JOOGNOWSKY (v.o.). Le Saine, 5° 19 h. 45: El Topo; 22 b.: la
Montagne asserée
CINEMA TERRE A TERRE (v.o.),
Action-République, 11° (305-51-33);
Terre d'Espagne,
ß. WILDER (v.o.) Studio Galande,
5° (932-73-71); Avantl.
LITTERATURE CONTEMPORAINE
ET CINEMA (v.o.) Olymok, 14° (542-642): le Premier Cercle.
CH. CHAPLIN (v.o.) Mac-Mahon,
17° 1390-24-81); le Kid. — NickelEcoles, 5° (325-72-77); la Ruée
vers yor.

MARX BRDTHERS 1v.o.) Action-

vers l'or.

MARN BROTHERS 1v.o.), ActionLa Payette, 9- (878-80-50) : Mookey

LE SABARA N'EST PAS À VENDRE (Fr.): Palais des Arts. 3° (27252-88).

SECRETE ENFANCE (Fr.): Olympic. 14° 1542-67-42). H. sp.

TENDRE FOULET (Fr.): Bretagne. 6° (222-57-97); Paramoont-Opera. 9° 1073-34-37); Paramount-Gaia- vie. 13° (586-18-03): Paramount-Gaia

VINGT ANS OF CINEMA AMERI-CAIN 100.), Action-La Fayette, 9° (88-80-50): 1'The des adieux. BOITE A PILMS 100.), 17° (754-

SI-50). — 13 h. (+ V. et D., S., & 0 h. 15) : Délivrance; 15 h. : le Lauréat; 17 h. ; les Dannes; 18 h. 45: Qui a peur de Virginia Woolf?: 22 h.: Chians de paille. — II : 13 h. (+ V., S., D., & 0 h. 15) : Easy Rider; 14 h. 30 : The Last Picture Show; 16 h. 30 : L'Homme

Les films nouveaux

SYBIL, (tim américain de Oanie) Petrie. V.O.: Studio Médieis, 5° (833-25-97): Paramount-Elysées, 8° (359-49-34) VIGLANTA, (tim suisse de Oaniel Schmid. V. It.: 14 Juiliet-Parusse, 6° (226-58-00): Bautefeuille, 6° (833-78-38): Elysées-Lincoln, 3° (359-36-14): 14 Juiliet-Bastille, 11° (357-90-61)

90-51)
EQUUS, film américain de Byoney Lumet (*) V.D.: Hautefeuille, 8° (\$33-79-381; Marigoan, 8° (\$38-92-82); V.F.; Montparnesse 83, 6° (\$44-14-27); Gaumont-Opéra, 0° (\$73-95-48); Gaumont-Convention, 15° (\$28-42-27); Clichy-Pathé, 18° (\$22-37-41), TRAS OS MONTES, film portogals de A. Reis, V.D.: Action République, 1)° (\$05-51-33), MORITURA, film français de Berté Pernot, Dlymple-Entrepét, 14° 1542-67-42), à 18 b (4, S et 0.)
LA ZIZANIE, film français de

oc. 14. 5 et 0.)

LA ZIZANIE, Nim (rençais de Cinuda Zidi (sous réserves) Berilus, 2º (742-69-33); Elchelieu, 7º (243-55-70); George-V, 8º (225-41-46); Ambassade, 8º (359-18-08); Saint-Germain Studio, 5º (033-42-72); Bosquet, 7º (551-44-11); Cinévog, 9º (874-77-44); Seint-Lazare Pasquier, 8º (337-33-43); Nations, 12º (243-04-67); Fauvette, 13º (331-56-88); Montparnasse-Pathé, 14º (326-65-13); Gaumoot-Sud, 14º (331-51-18); Cambrinoe, 15º (734-42-98); Vietor-Hugo, 18º (731-49-75); Wepler, 18º (337-50-70); Gaumont-Dambetta, 20º (737-02-74)

20° (737-02-74)
LA LONGUE NUIT OE L'ENORCISME film Italieo da L. Fulci
(**). V.F.; Rio-Opéra, 2°
(742-82-54); Rotonde, 8°
(633-88-22); O.D.C Gars de
Lyon, 12° (343-91-59); Convention Saint-Charles, 15° (57933-53); Secrétan, 19° (20671-33).

#DLOCAOST 2000, film Italien de A. Mertino (**1. V.G. : Elysées-Cloéma, 8* (225-37-901; U.G.C. Daoton, 6* (329-42-62) U.G.C. Daoton, 6* (329-42-62) V.F. : Rex. 2* (236-83-93); O.G.C. Opéra, 2* (261-80-32); O.D.C. Gare de Lyon, 12* 1343-01-59;; O.O.C. Gobelins 13* (331-06-191); Mistral, 14* (539-52-43); Blenyeouë-Mon1-parnasse. 15* (644-25-02); Ma-rio - Couvention. 15* (628-26-84); Murat, 18* (288-99-75); Secrétan. 19* (206-71-33) Secrétan. 19° (206-71-33)

SAUVEZ LE NEPTUNE, film américato de D Grecoe. VO: D.G.C Dantoo. 8° (329-43-52); Ermitage. 8° (359-15-71); V.F.: Rez. 2° (238-83-83): U.G.C Gobelins, 13° (331-06-19); Miramar. 14° (329-89-52); Miscrel. 19° (539-52-43): Magic-Coovention. 15° (828-20-64); Murat. 16° (238-99-75)

qui almeit les femmes; 18 h. 30 : Un après-midi de chien; 20 h. 30 : Mort à Venise; 22 h. 30 : Phantom of the Paradise

Les grandes reprises L'ANNEE OERNIERE A MARIEN-EAD (Fr.) : Olympie, 14° (542-EAD (Ft.): Olympie, 14° (542-57-42).

AU FIL DU TEMPS IAIL), v.o.; Le MIAIRIE, 4° (278-47-88).

AUTANT EN EMPDRTE LE VENT (A.), v.f.: Deofert, 14° (033-00-11).

LE BAL DES VAMPTRES (A.), VA. LE BAL DES VANTIRES (A.), V.O.:
Luxembourg, 6° (633-97-77),
LE BAL DES SURENES (A.), V.O.:
Action Christine, 3° (325-85-78);
V.L.: Athéna, 12° (343-07-48),
LA BALLADE DE BRUNO (All.),
V.O.: Lucethaire, 6° (544-57-34),
CHANTONS SOUS LA PLUIE (A.),
V.O.: Naw-Yorker, 9° (770-63-40)
saut mardi),
2001 ODYSSEE DE L'ESPACE (Al.
V.O.: BROADWAY, 18° (527-41-15).

SAURI MERCH).

2001 ODYSSEE DE L'ESPACE (A)

V.O.: BROADWAY, 18* (S27-41-16).

PAIS-MOI TERS MAL, MAIS COU.

VRE-MOI DE BAISERS (IL).

V.O.: TRÉÈTE PRÉSOC. 19* (201

02-55).

FREAKS (A.), V.O.: ACTION-REOLES

5* (325-73-07).

HIROSHUMA MON AMOUR (Pr.):

O.D.C. Odéon, 6* (325-71-08).

LE JEO AVEC LE FEU (Fr. **):

ACHUR CHAMPO, 5* (033-51-80).

KLUTE (A.), V.O.-V.I.: ESCUPIAL 13*

(707-28-04).

LE LAC DE DRACULA (JRD. **).

V.O.: Etudio Bertrand, 7* (783-64-65).

LITTLE BIG MAN (A.), V.O.: Noctambules, 5* (033-42-34).

MONT DNCLE (Fr.): Jean-Coctean, 5* (033-47-62).

MONTY PYTHON (ANG.), V.O.:

GRANGE MECANIQUE (A. **), V.I.:

HELESMANI, 9* (TR-4-55).

FAIN ET CHOCOLAT (It.), V.O.:

Studio Dominique, 7* (705-04-55)

(SAUF MARCH): V.I.: Lucernaire, 6* (544-57-34).

LA PASSIDN DE JEANNE O'ARC (Dan.), V.O.: A-Bazin, 13* (337-74-39).

LE PIGEDN (It.), V.O.-V.I.: Les

Tempilers, 3* (272-94-56).

LA PLANETE SAUVAGE (Fr.): El
nopanorama, 15* (306-50-50).

LE PONT, DE LA RIVUERE KWAI

(A.), V.I.: Paramount-Gaité, 14* (326-98-34).

PROVIDENCE (Fr.), V.O.: Cluny-

LE PONT. DE LA RIVIERE KWAI

(A.), v.f.: Paramount-Galté, 14e

(326-98-34).
PROVIDENCE (Fr.), v.o.: ClunyEcoles, 5- (033-20-12); D.G.C. Opera,
2- (261-50-32).
SALD (R. **), v.o.: Les Templiers,
3- (272-94-56).
LES SEPT SAMDUBAIS (J2D.), v.o.:
Studio Bertrand, 7- (783-94-66).
SPECIALE PREMIÈRE (A.), v.o.:
Cinème de a Champs-Elysées, 8(339-61-70).

(359-51-70).
LE TRAIN DES EPOUVANTES (A. **), v.o. : Styr. 5° (633-68-01).
LES VALSEUSES (Fr. **) : Paramount-Galaxie, 12° (580-18-03).

Les séances spéciales

AMES PERDOES (It., v.l.) (*) : Les Tourelles, 30* (636-51-98), sam, à 17 h. Tourelles, 30° (628-51-38), sam. à 17 h.

CHRONIQUE D'ANNA MAGDALENA
BACE (All., v.o.) : Le Solue, 5° (325-95-99), à 18 h. 30,

DELIVEANCE (A., v.o.) (**) : La
Clef, 5° (337-90-80), à 12 h. et 24 h.
LES OIABLES (A., v.o.) (**) : Lucernaire, 6° (544-57-34), à 12 h. et 24 h.

EL TOPO (Mex., v.o.) (**) : Lucernaire, 8° à 12 h. et 24 h.

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : St-André-des-Arts, 6° (326-48-18), à 24 h.

LE SOND DE L'AIR EST ROUGE (Fr.) : Paisis des Arts, 3° (772-52-98), à 18 h.

HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) :
Lucembourg, 6° (632-97-77), à 10 h.,
12 h. et 24 h.

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : La Clef, 5-4 12 h. et 24 h.

JE. TD, IL, ELLE (Fr.) : Le Seine, 5° à 12 h. 15 (sf dim.).

LEO THE LAST (A., v.o.) : Studio

JE. TD. IL. ELLE (Pr.) I Le Seine, 5° à 12 h. 13 (af dim.).

LEO THE LAST (A., v.O.) I Studio Galande, 5° (033-72-71), à 12 h. 15 (af dim.) (veo, sam. à 24 h.)

MORT A VENISE (IL., v.O.) : Danmesnil, L2° (343-52-97) ven. sam., dim. à 0 n. 13.

NEUF MOIS (Hong., v.O.) : Saint-André-des-Arts. 6°, à 12 h.

PHANTOM DF THE PARADISE (A., v.O.) : Luxembourg, 6°, à 10 h., 12 h. et 24 h.

PIERROT LE FOU (Fr.) : St-André-des-Arts. 8°, à 24 h.

TROIS FEMMES (A., v.O.) t La Claf. 5°, à 12 h. et 24 h.

UN APRES-MIDI DE CHIEN (A., v.D.) : Dlympic-Entrepôt, 14° (542-61-42), à 18 h. (af sam., dim.).

WEER-END (Pr.) : La Clef. 5°, à 12 h. et 24 h.

phausse du franç une pouss dans la Contect

eco.

214 - 43 5 22 .. - TANTE ・ アンジャを存む

primates. 2 Case Sec. 2 1000 entents matter.

L'arrauté de destaurantes des emperates de les entents de la construccion de la construccion de la construccion de la construccion de la construcción de la c

N ILE-DE-FRANCE

*** *** # 1 Per

adget de combat pour Grane

LE POIDE DES NOUVEAUX CLUERTINA

TO SELLIN STATE OF THE SELLIN STATE OF THE SELLIN S

Secretary of the secret LE BRUIT

MIOUR DES AÉROPORTS Paroles... A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH The en enterten de

in fairs transported design Airel, partent o'en allen modeste la production de la company. d'amagin de la company. ATTACHES AND ASSESSED ASSESSED

A Core Comment of the Core of

NOWS AND SUBMITTEE STATE OF THE STATE OF THE

AUJOURD'HUI

Evolution prohable Oo temps en France entre le lunoi 27 mars à 0 henre et le mardi 28 mars à

Météorologie

24 heures :

La perturbation d'origine océanique, qui affectera lundi la majeure partie de cotre pays, sebèvera de traverser nos régions de l'Est mardi matto. Elle sera suivie d'uo temps plus variable avec quelques éclaircies, mais la nouvele perturbation qui abordera le Sud-Ouest mardi mattin s'éteodra progressivement à la moitié ouest de notre pays au cours de l'aprés-midi et de la sojrée. cours de l'après-midt et de la soirée,

cours de l'après-midi et de la soirée.

Mordi 28 mars, le temps oera médiocre des Voeges au Jura et au nord des Alpes avec d'assez fortes averses qui deviendront plus rares l'après - midi, avec l'apparition d'éclaircles. Le c'el restera géoéralement dégagé dans les régions méditernanéennes. La zone de temps couvert et pluvieux, qui affectera le matin l'Aquitaioe et les Pyrénées occidentales, s'étendra en milieu de journée aux Pyrénées centrales, au Massif Central, à la vendee et à la Breiagne. Les pluies seront eouvent modérées et parfois asez fortes. Sur les autres régions, le temps sera variable; des passages nuageux pourront donner de rares averses alternant avec d'assez belles éclair-ties. Cependant, le ciel se courtira le soir avec quelquee pluies de la le soir avec quelques pluies de la Normandie au Bassin parisien.

Les temperatures variernat peu. Lundi 27 mars. à 7 heures, in pression atmosphérique rédults au niveau de la mer était, à Paris - Le Bourget, de 10114 millihers, soit 758,8 millimètres Oe mercurs.

758,8 millimètres de mercurs.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 mars; le second, le minimum de la nuit du 28 au 27) : Ajaccio. 15 et 5 dogrés; Biarritz. 14 et 11; Bordeaux, 12 et 9; Brest. 10 et 7; Caen, 9 et 6; Cherbourg. 8 et 6; Clermont-Perrand, 9 et 5; Oijon. 10 et 1; Ofcnable. 10 et 4; Lille. 10 et 5; Nancy. 3 et 4; Marseille. 18 et 5; Nancy. 3 et 2; Mantes. 12 et 2; Nacc. 19 et 8; Priss-Le Bourgst. 10 et 6; Pau. 14 et 8; Perpignan, 18 et 11; Rennes. 10 et 8; Strabourg. 10 et 2; Tours. 9 et 7; Toulouse. 13 et 8; Pointe-à-Pitre. 30 et 24.

Ont été publiés au Journal officiel du 26 mars 1978 :

Journal officiel

DES DECRETS Relatif à la lutte contre la pollution marine accidentelle;

Portant publication de deux échanges de notes franco-suisses du 17 octobre 1977 relatifs à la création d'un hureau à contrôles nationaux juxtaposés : 1) dans l'aéroport de Genève - Cointrin ; 21 sur la vole reliant les lahora-toires de l'Organisation euro-péenne de recherche nucléaire :

 Portant annulation, ouver-ture et virement de crédits; Autorisant la Compagnie nationale Air France à souscrire à l'augmentation do capital de la Société antillaise de transports aériens Air-Guadeloupe;

Modifiant certaines disposi-tions du titre premier du livre IX du code du travail (troisième partie : décrets) concernant la composition et les modalliés de fonctionnement des comités réglonaux de la formation profession-nelle, de la promotion sociale et de l'emploi ;

■ Modifiant les annexes XXIV et XXIV bis au décret du 9 mars 1956 modifié fixant les conditions techniques d'agrément des éta-blissements privés de cure et de prévention pour les soins aux assurés sociaux;

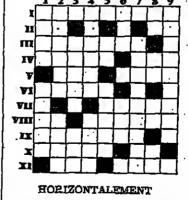
 Portunt nomination so consell d'administration du bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer : Portant designation d'un représentant du personoel au consell d'administration de la Société nationale d'étude et de

Portant classement de com-munes en stations bainéaires.

construction de moteurs d'avia-

PROBLEME Nº 2 032

MOTS CROISÉS



I. Fin dernière. — II. Il y a peo (épelé); S'évaluait en chiffres romains quand Napoléon pereait sous Bonaparte. — III. Une bonne pâte. — IV. Avoir un faible; Pousse uo cri. — V. Point de départ; Manœuvre de cavaliers. — VII. Moins séduisantes. — VII. Transvassit. — VIII. Abréviation. VI. Moins sédulsantes. — VII. Transvasát. — VIII. Abréviation ; Matricide. — IX. Sulvie avec in-téret. — X. De quoi retenir ; Evoque une détente. — XI Imprime sur une licitation ; Ne dure qu'un temps.

VERTICALEMENT

 Réjouirait presque le pessi-miste : Localité de France. — 2.
 Ont donc peu de chances de res-ter : Infortuné berger. — 3. Débarquer : Celui qu'on articule est barquer : Celui qu'on articule est toujours uo peu mou. — 4. Ce peut être un bon moment à pas-ser : Ne dine guère en ville. — 5. Points : Enchâssement. — 6. Ne fait que passer à Mulhouse ; En ménageant ses intérêts parti-culiers, il oe menaçait pas cenx du général. — 7. Noircira en af-

fectant de blanchir. — 8. Fit apparaître l'ombre de Ramsès : Forme d'avoir : Libre penseur (épelé) ; Symbole chimique. — 9. Dérangent les gens aussi bien la ouit que le jour. Solutioo du problème nº 2031 Horizontalement L Editeur. — II. Pâture ; Co.

III. Ame ; Ohm. — IV. Terreur. — V. Esaŭ ; Réer. — VI. Li.
— VII. Simoun. — VIII. Réverbère. — IX. Amertumes. — X.
Misée ; E.V. — XI. Es ; Semeur.

· Verticalement · 1. Epater; Rame. — 2. Dames; Semis. — 3. Iteratives. — 4. Tu; Ro; Mēres (cf. a béguin ». — 5. Erre; Portée. — 8. Ue; Ur; Ubu. — 7. Ore; Némée. — 8. Ch; El; Revu. — 9. Comprimés. GUY BROUTY.

Visites, conférences

MARDI 28 MARS

VIBITES GUIDEES ET PROMENADES. — 15 h.: 17. quai d'Anjou,
Mme Alisz: « Hôtel de Leuxun ».
— 15 h.: 14. rue Max-Biondat. è
Boulogne, Mme Bouquet des Chaux:
« Le musée jardin Faul-Landowski ».
15 h., métro Baint-Faul, Mme Cowald: : « Les Jésuites ».
15 h. métro Pyramides, Mme Pannec : « Les salons de l'Hôtel Intercootinental » (Caisse nationale des
monuments historiques).
15 h., 1. rue Saint-Louis-en-l'Ile;
« Les hôtels de l'Ile Baint-Louis »
1A travers Faris).
15 h., Farade de l'Eglise SaintCervale : « Le Marais » (M. de La
Rocha).
15 h. place du Pulz-de-l'Equite ; Gervale : « Le Marais » (M. Ge La Rocha).

15 h., place du Pults-de-l'Ermite : « La mosquee de Paris » (Paris » son histoire).

CONFERENCE — 13 h. et 20 h. 30.

13, ruo de la Tour -des - Dames : e Consciences cosmique et méditation transcendante » tentrée librei.

Service and the service and th ----

222 ie: '. . . .

14 Pas - 2 2 2 3 4 4 4 4 Park of Property and the Market The second of th Service of the control of the contro

particular and property of the particular and parti Service of the servic Control of the Table Care Man State Table 277848. State of the state AN IN LES SAN Can Gorges

A Monte de la Conomie régions

ÉTRANGER

La hausse du franc suisse fait craindre une poussée du chômage dans la Confédération heivétique

Berne - Le cherté du franc suisse n'a pas empêché une nette progression des exportations belvétiques en 1977. Toutefois, la situation varie sensiblement selon les secteurs, et les responsables de commerce extérieur ne dissimulent pas leurs préocconations pour 1978. Ainsi, depuis le début de l'annie. a été enregistré un tassement des exportations, dont le taux de croissance à été ramené a environ 6 %, alors qu'il avait dépassé 13 % en 1977.

CHANTONS SOLUTION
CHANTONS SOLUTION
CHANTONS SOLUTION
CHANTONS SOLUTION
COLUMN COLUMN
COLUMN COLUMN
COLUMN COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN
COLUMN

Les seances stent

IS FENEVES (A. DA

: de blanchit -

e omore de l' avoir : las

e jour.

o du problem

Horizontalent.

Anie Ohn V. Esau Ber S. moun. III

IX Amount

The state of the state of

a Rame -1.

GUY \$

Selon la dernière enquête réalisée par le Vovorr qui groupe les associations patronales, le volume des commandes est en baisse, no-tamment dans l'industrie des maimment dans l'industrie des machines et l'hortogerie. De son
côté l'hebdomadaire Domaine puchie, proche do parti socialiste,
estime que « les conséquences do
reschérisement du franc suisse,
dont la valcur est desormaie sans
mesure avec la réalité économique, pèzeront lourd en 1978 sur
findustrie d'exportation », en dépit a des très bonnes performances
de 1977 ».

Après la fiéchissement enregistrè en 1975, l'année dernière avait
été. Il est vrai, exceptionnelle
pour les exportations suisses.
Amel la Société générale de l'horlogete (ASUAG) vient d'annoncer que les ventes de montres à
l'étranger ont atteint 2,86 milliards de francs suisses en 1977.

Ames perdues the four-logarite (ASUAG) vient d'annonper que les ventes de montres à l'attanger ont atteint 2,86 mill'annoisement et en contres à l'attanger ont atteint 2,86 mill'annoisement et en contres à l'attanger ont atteint 2,86 mill'annoisement et en contres à l'attanger ont atteint 2,86 mill'annoisement et en contre sont aussi terminé l'année avec de bons résultats, comme le groupe shimique bâlois a Ciba
Ciet. 5- (337-30-80,11

ES OIABLES (A. 10)
DAIRE (A. 10)
DAIRE

De notre correspondant

oouveau en tête, devançant légè-rement la Société de banque suisse. Quant au Crédit suisse, il a pu faire état d'un hénéfice de 235 millions après avoir englouti 1,2 milliard pour colmater les pertes subies par sa fillale de Chiasso.

Chiasso.

Entin, l'industrie iouristique a vu le nombre des muitées d'hôtels progresser de 5,9 % en 1977, et ie mouvement s'est poursuivi cet hiver. Si le redressement est particulièrement visible en Valais, la location d'eppartements est parfois en règression et la situation varie selon les régions. En Suisse centrale, certains hôteliers ont été jusqu'à consentir des taux de change plus favorables à leurs clients.

Vendre à perie

Plusieurs facteurs out permis à l'industrie suisse de demourer compétitive. D'abord, les enfre-prises ont bénéficié de la stabilité intérieure des prix et des suisures et de la baisse des coûts des matières matières matières presiders importées. matières premières importées.
Ensuite, nombre d'entre elles ont
entrepres un effort de rationaissation et ont rédut teurs marges
benéficiaires, tout en maintenant
la qualité des produits. Mais la
restructuration et la compression
des contre ont auxiliant limites des coûts ont aussi leurs limites. Bien que le chômage n'afferte guere plus de 0,5 °C de la maind'œuvre, les syndicats craignent qu'une rationalisation plus ponssée ne se répercute sur le niveau de l'amploi.

Pour conserver leurs clients, certaines entreprises ont parfois été amenées à vendre à perte, notament dans l'industrie textile. Ainsi l'Association des industriels suisses do textile vient de lancer un cri d'alarme : a Si la montée du franc suisse n'est pas corayée dans les plus brefs délais, notre branche est condamnée à dispa-Taitre. D

raitre. 2

La fiambée du franc a également incité plusieurs sociétés multinationales à fermer leurs filiales suisses oo à transférer une partie de leur productionà l'étranger. Invoquant les coûts élevés de fabrication des pneumatiques en Suisse, la filiale de la compagnie américaine Firestone, établie près

de Bâle, a fait savoir, le 22 mars, cents personnes (le Monde du

25 mars).

Si l'économie sulsse se porte encore relativement bien, son évolution dépendra en grande partie de la capacité des autorités. Banque nationale vient de faire savoir que le marché des changes a réagi a de fapon antisfoisonte s' aux mesures monétaires prises à la fin de février. Durant ce laps de temps, le cours pondéré du frant suitse a diminué de 5.4 °2 par rapport à quinse monnales. Reste que l'institut d'émission a utilisé maintenant une bonne natif de missione.

hévétiques à enrayer la hausse constante de leur franc. La Banque nationale vient de faire utilisé maintenant und bonne partie des moyens dont il dispose.

Près de deux mois de grève à la caisse d'allocations familiales de la région parisienne

Depuis le 31 janvier, six cents à huit cents qu'elle cessait ses activités à par-tir du 31 juillet, ce qui entraîners : la région paristenne sont en grève sins pour le licenciement de quelque six paristenne sont en grève sins pour autant paralyser complètement l'activité de l'orgazisme. Les prestations sont versées mais tous les noutecur dossiers, qui nécessitent un examen cas par cas, sont bloqués et les fouilles qui peuvent prétendre à des presiations nouvelles ou supplémentaires sont penalisées : les grévistes réclament, en raison de la complexité crossan letion, une promotion automatique.

Un compromis présenté à la mi-técrier par l'Union des caisses nationales de sécurité sociale, qui consistait à autoriser des promotions limitées de techniciens, en jouction de critères très rigoureuz, a été rejeté. Les grévistes, appuyés par les syndicate C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C. maintiennent, sans grand signe de juligue, les recen-dications. Mois ils se heurtent, comme l'indique M. Marc Blondel, à l'inertie des multiples poucoirs qui ont un droit effectif de regard sur la

POINT DE VUE

La gestion par l'indifférence

personnel technicien de la calsse d'ellocations tamiliales de la région parisienne est en grève. JEAN-CLAUDE BUHRER. L'objet au conflit est connu : les

Travaux publics: l'activité est restée faible au début de l'année

L'activité des entreprises de traveux publics à été fortement affectée en janvier par des intementreprises du bâtiment, l'activité les effectifs et les investissement sont en haisse pour les quatre demiers mois et les perspectives, rettement plus pessimistes, lais-sent attendre la poursuite du mouvement, indique d'autre part l'enquête de conjoncture menée en février par l'INSEE auprès de Tille Trais cents objets d'est dicettee en jauvier par des interi-péries exceptionnelles : le volume des travaux réalisés a été inférieur de 16,6 % à celui de décembre (3867 millions de francs). En valeur désalsonnalisée, le recui sur le mois précédent n'est que de 7.1 %. En francs constants, l'actisur le mois precedent n'est que de 17.1 %. En france constants, l'activité en janvier a baissé de 5 % par rapport à janvier 1977. C'est ce qui ressort de l'étude mensuelle de conjoncture de la Fédération nationale des travaux publics.

Quant aux marchés conclus (3512 millions de francs), ils n'ont qu'à peine excédé cenx passés en décembre (3494 millions). « Il semblerait donc que la reprise de la moitié des entreprises dans le flux des commandes, qui se produit habituellement à cette époque, n'est pas eu lieu en 1978 de la moitié des entreprises de produit habituellement à cette époque, n'est pas eu lieu en 1978 de la moitié des entreprises de produit habituellement à cette fepoque, n'est pas eu lieu en 1978 de patement de la citait les délais depuis août dernier, s'est poursuivie, e Elle luisse penser à noutre de l'activité.

Les prévisions des entreprises de carrelage-revêtement des citaits de contreprises (58 %) déclarent éprouver des difficultés de trèsorèrie (contre 50 % en octobre 1977), les raisons les plus souvent citées étant les délais de patement de l'activité.

Les prévisions des entreprises flux les délais de patement de l'activité aux publics.

Les prévisions des entreprises flux les délais de patement de l'activité aux publics.

Les prévisions des entreprises flux les délais de patement de l'activité.

Les prévisions des entreprises flux les délais de la main de ceux qui, ayant cherché de la main-d'œuvre, en ont trouvé un maximum. de mile uois cents chefs d'en-

qualifiés, réclament le passage auto-matique du niveau 5 au niveau 6.

En fait, il a'agit tout simplem pour le personne! sur lequal rapose la liquidation des prestations nou-CONJONCTURE velles et le contact evec le public. de faire reconnaître une élévation de qualification forsque le gouvernement

par MARC BLONDEL (*)

techniciens, des egente hautement

modilie le législation existante. Le bien-tondé da cette revendcation est tel que l'organisation syndicale Force cuvrière qui, par orientation, répugne eux actions catégorielles, soutient cette fois le mouvement. Les grévistes, malgré les pressions et quelques mesures d'intimidation, sont aussi déterminés et unis que le premier jour. S'agissant d'un organisme gérant

des prestationa publiques dont les bénéficiaires sont les familles, l'organisation syndicale, à tous les niveaux (notamment en sa quelité d'administrateur représentant les allocataires), est Intervenue pour trouver une solution à ce conflit, dont les conséquences sont durement ressenties par les plus déshérités.

Mais, dans ce genre d'organisme l'interlocuteur, einsi que son pou-voir, est particulièrement délicat à définir : le directeur (représentant le conseil d'administration applique blen une convention, qui est d'eilleurs négociée sur le plan national entre l'Union des calases et les or-

ganisations représentatives du per-sonnel), mais le financement des mesures envisagées est soumis à l'approbation de l'organisme national (la CNAF) et à l'accord de l'autorité de tutelle, en l'occurrence la ministre de la santé, qui obéit sur ce point au ministre des finances. donc é Matignon.

SOCIAL

Par conséquent, l'éventuelle solution du conflit passe entre les grévistes, leur direction et Matignon, d'où la voienté, pour l'organisation syndicale qui prend en charge les intérêts des salariés, de provoquer contacts el

Est-ce le fait de la période électorale, mais les ministères intéressée cher, et lorsque, par le plus grand hexard, on trouvait un interlocuteur, qui se passait à la CAF tui était parfaitement indifférent

Ce qui signifie que les conséquences d'un mouvement sérieux sur 850 000 Ismilles parisiennes et 1 million 800 000 enfants laissent les autorités de glace.

d'être inventée t

Tropicana Products Inc., qui a realisé en 1977 un chiffre d'af-faires de 244,6 millions de dollars dans les bolssons non alcoolisées (jus d'agrumes) et les céréales, va être absorbée par la firme alimentaire Betrice Foods de Chicago. Compagnie très diversifiée.

(*) Secrétaire général de la zédération des employée et cadres C.G.T.F.O.

cago. Compagnie très diversifiée.
Beatrice Foods a réalisé en 1977
un chiffre d'affaires de 6,3 milllards de dollars.

EN ILE-DE-FRANCE

LE POIDS DES NOUVEAUX QUARTIERS

Budget de combat pour Grigny

C'est un budget de combat que la municipalité de Grigny, dans l'Essonne, vient d'adopter en pre-mière lecture. Il comprend, en effet, pour une dépense totale de 33 987 500 francs, un déficit de 2 733 360 francs qui, selon les eius, soutenus en l'occurrence par les nombreuses associations de la ville, doit être comblé avec me subvention d'équilibre de

Grigny, il est vrai, n'est pas une commune comme les actres. En 1968, le village, aux traditions

LE BRUTT AUTOUR DES AÉROPORTS

Réussite du style edministra tif : dire peu en beaucoup de mots. Les riverains proches des granda aéroports, notammen cent le bruit des evions comme un petit calvaire quotidien. Le réconfort qu'ils trouveront dans le conclusion d'un article publié à leur intention par une revue ministérielle très officielle sers eans doute très mince. Volci

cette conclusion.

- Le problème du bruit des avions est d'une grande com-plexité. La France travellle acti-vement é le résoudre et il n'y a guère de moyens de lutte contre catte nuisance qui ne soient peu ou prou utilisée dans notre pays. L'ampleur du problème est telle dre repidement. Une série de mesures ont été adoptées dont l'affet -- limité au début - ira en s'amplifiant. D'autres mesures sont à l'étude, que ce soit au niveau mondial, européen ou national, pour compléter un ensemble dont il n'est pas exagérément optimiste d'attendre, dans les toutes prochaines années, une très sensible restauration de la qualité des environnements

encore rurales, avait à peine 3000 habitants. Depuis, deux nouveaux quartiers, a la Grando Borne » et a Grigny-2 » ont porté cette population à près de 30000 habitants sans que soient implantés les emplois nécessai-res. Le temps d'un seul mandat les élus ont donc d'u notamment réaliser 26 écoles maternelles et primaires, 2 C.E.S., etc., pour les 8 000 enfants scolarisés

L'annuité de remboursement des emprunts nécessaires à la construction de tous ces équipements, à elle seule porte, en 1978, sur 4 790 000 francs, soit 14.09 % des dépenses. a Dès 1971, dit M. André Rodriguez, maire P.C. de Grigny, nous avons présente un budget en déficit avec une impasse de 140 millions de centimes. » Une subvention de Mais nous apons toujours pouls la faire correspondre à l'amé-lioration effective des services. Ainsi, partant d'un niveau fort

modeste, la pression fiscale de Grigny, d'année en année, de majoration en majoration, a atteint un taux à peu près équi-valant à celui des communes voisines. C'est pourquoi la municipalité, avec un budget 1978 « marqué par la rigueur » et compte teno des problèmes so-ciaux préoccupants, a décidé de refuser toute nouvelle augmen-tation des impôts. « Cette jois nous ne voulons pas marchan-der », s'exclame M. Rodrigues qui annonce son intention, pour présenter, en tout état de cause, un budget primitif en équilibre, de renvoyer nombre de dépenses sur le budget supplémentaire. En outre, le maire propose que la dette communale puisse être remboursée sur soixante ans et non plus sur quinze ou vingt ans, pour cette a ville nouvelle de pour cette a ville nouvelle de fuit ». La balle est maintenant dans le camp de l'administration.

STÉPHANE BUGAT.

Un ensemble « à l'américaine » dans le « haut Buc »

Il y a (parfois) des banlieusards heureux

Les maisons blanches en L ou ornées de piliers s'elignent le dans les lardins sans clôture l'herbe des pelouses est passée eu peigne fin. Il ne manque que les « rocking-chairs » et... ie soleit pour que le visiteur du quartier Hautpré, é Buc, dans les Yvelines, se croit transporté uelque part en Floride ou en Catifornia, C'est, il est vrai, Kofman and Broad qui e - signé ca lotissement de deux cent

quarante villas. En 1958, Buc, qui e'élait illustré comme le terrain d'envot de Louis Biériot, jouissait tranquillement de sa célébrité et ne comptait que mille quatre cent qua-tre-vingle habitants. Ils sont eujourd'hui quatre mille trois cents et le bantique, qui fit ailleurs pousser les tours el de grande ensembles, couvrit la commune de maisons individuelles, modestes - termettes - de le Prommerale ou imposantes villas du Haut-Pré. Achetées 180 000 F voici espt ans, les villes de ce secteur sont suicord'hui reventeau. à plusieurs containes de mètres du vieux village (le - bee Buc -) naquit la bantieue rési-dentielle : le - haut Buc -.

Dans le résidence, on ne dit pas Hautpré, mais - le vittage >, et, su fil des ens, les nouveaux ucois se sont organisés : l'encien bureau de vente est devenu églisa-bibliothèque où les endiscuter ; des groupes de bridge eont nés ainsi qu'un club de conversation anglaise. Mais le règlement Intérieur est toujours aussi draconien : interdiction de faire pousser des salades dens son jerdin, interdiction d'ériger un mur pour se séparer du vol-

Les Bucois ont donc fait l'expérience de l' - american way of life - qui est, paraît-il, le rêve d'un pourcentage impressionnent de Français. Sept ana eores l'orrivée des premiers habitants du lottssement, le temps est venu de se demander si on y rencontre aujourd'hui des banlieu-

Oul, et elles sont unanimes, les Bucoises, à vous mettre au défi de rencontrer un mécontent : - Auparavant, [habiteis, à Chaville, une maison Individuelle, explique une jaune femme, mais le vie ici est diltérente : lout d'abord on peut vivre sens sortir de le résidence : les écoles maternelles et primaires sont au bout de la rue et la petit centre commercial n'est pas beaucoup plus loin. Le quartier est très protégé de veni sans crainte jouer dans les espaces communs. Ce qui m'e irappée lors de mon esrivée, c'est que nous vivons ici comme dans un village, tout le monde se conneit et de pout toujours compter sur le voisine pour garder les enfants ou vous rendre un service. -

Règlement draconien

sin, Interdiction de construiro des cabanes à outil, de laisser courir soo chien eans surveillance et, pour les automobilistes. de dépasser le 30 kilomètres à l'heure. Il est en général scrupulousement appliqué sauf sur deux points : les chiens de la résidence ne brillent pas par leur discipline el rien n'e pu empêcher tes edeptes du jardinace de faire pousser des pleds de tomates dans des pois de

Les habitants de Heut-Pré connaissent - ils les difficultés d'être benlieusards, lorsque les temps de transport s'aloutent aux lournées de traveil et que les enfants livrés à eux-mêmes ettendent dans les rues que les parents rentrent de leur travail.

· Je quitte mon domicile vers 7h. 15 pour être é mon bureeu, à l'Etolle, une heure plus tard, explique un habitant de la résidence. Je vais en volture jusqu'à Versailles, là je prends le train, puis le mêtro. Cer inconvéniens est supportable en regard des evantages qu'offre la résidence qui me permet de vivre à la campagne après avoir passé la

Enfin, dernier point noir : les

- D'autre part, la majorité des lammee ne travallient pas, effirme l'une d'entre elles, celles

Contre l'ennui

e'ennuvalent. . Noue ressentione depuis longtemps is besoin d'ani-mation », explique une responsa-ble du Rond-Point, association créée an octobre demier. - Nous avons donc organisé des activités qui sont proposées à tous les eux Bucois de tous les quartiers de se conneitre : peinturo sur sole, dessin, couture, visitesconférences. Cele a transformé autourd'hui pour e'ennuyer ich il taut vraiment beaucoup de mauvalse volonté. - Les plus ectives ont trouvé un « débouché » de choix : huit habitantes de la résidence sont devenues conselléres municipales à l'occasion des élections de mars 1977.

Pour ceux qui iravaillent, il y a, le soir, le club électronique el te club photo. Ouant aux adolescents, lie n'ont pas été ouemploient une jeune fille au pair ne connaie pas d'enlants qui rentrent dans une meison vide. -Seules ombres eu tableeu : les

moyens de transport ; le car ne passe qu'une loie par heure et reconnaître ou' - ici li leut deux voltures .. La présence des adolescents soulève également des difficultés. Après leurs études. eu C.E.S. de Buc, ils doivent aller à Versailles puis é Paris à l'université. - Cela explique pourquoi le quesi-totalité des hanes ménages, dit une habitente. La vie lei convient parlaitement aux petits, mais loraque mes anlants auroni grandi je serai pro-bablement obligée de ratourner

bliés : les scrivités sportives se

multiplient. La municipalité envi-

sage d'engager un enimateur professionnel et de le dotei d'une maison pour tous. Les habitants de Hautoré ont donc pensé à tout, même à l'ave-

nir. tie ont l'invulnérabilité des gens heureux. Heureuse banileus tômes habituela des difficultés de vivre an région parisienne. Etrange bantieus où dans la journée on ne rencontre que des enfants, où les femmes de ménage viennent de le ZAC d'en face, où les petits viveni en la moquette - et où les poirenux poussant dans des pots de fleurs. A Buc, on rencontre des banleusards heureux mais qui ont ce sont des privilégiés.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

- confere

La querelle des sondages d'opinion.

3. ETRANGER Les tentatives de règlement et de stabilisation au Proche

3. OIPLOMATIE

4. EUROPE M. Aldo Moro. 4-5. AFRIQUE

5. ASIE JAPON : l'ouverture de l'oéroport de Norita pa être retordée.

DCEANIE AMERIQUES

B. SOCIETE 7. SPORTS

VOILE - La course gotou du monde : - L'affaire - Pen-Duick-VI », par Loïc Carodec.

8. LA MARÉE NOIRE EN BRETAGNE

LE MONOE DE L'ÉCONOMIE Pages 9 à 12

L'allégement de la dette des pays oauvres : Un moyeo de relancer l'économie mondiale.
 Emploi : Comment éliminer les goulets d'étranglement ?

Prestations familiales : Défi-nir le cour réet de l'enfant. - Les délais de palement : Une aide écorne de l'industrie au

13. MÉDECINE

14. LEGION D'HONNEUR

15-16. CULTURE 17. ECONOMIE - REGIONS

SOCIAL : grève oux alloca-tions familiales de la région parisienne ; - La gestion par l'indifférence », on paint de rue de M. Blondel.

- EN ILE-DE-FRANCE : A Buc,

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (13) Aujourd'hui (16) : « Journal officiel » (16) ; Météorologie (16) ; Mots croisés (16).

Le numéro dn - Monde daté des 26-27 mars 1978 a été tiré à 495 861 exemplaires.

Bastia. - Pour célébrer le pre-

mier anniversaire de sa constitution

et affirmer sa résolution d'intansifier

le lutte le Front de Ilhération natio-

nale corse avait choisi, le 5 mai 1977.

la couvent de Casabianca, où, la

16 Juillet 1755, Pascel Peoll avait été

proclamé chef de l'Etal corse. Pour

annoncer que la lutte entrait dans

una phase nouvelle, c'est à le cave Depeille, à Aléria, que le F.L.N.C.

avait donné rendez-vous, en cette

solrée de Pâques, aux journalistes

22 août 1975, le docteur Edmond

Simeoni et un groupe de militants

otaga qualre ouvriers agricolas. avalent subi l'assaut des lorces de

l'ordre. Bilan de l'affrontement, deux

morts parmi les gendarmes, un

blessé parmi les manifestants et un

procès qui silait durer quaranta jours devant la Cour da sûrelé de

Parmi le quinzaine d'hommes

masqués et armés qui nous entourent, un viaage à découvert :

celui de M. Léon Bettesti, vinot-six

ans, licenciá en droit, maître d'inlar-

nat, recherché depuis le 1° mars

pour tentative manquée de plesticage

de l'hôtel des impôts à Bastia. Ce

solr-lé, le commando avait été inter-

La cave Depeille, là où, le

MALGRÉ SA FATIGUE

Paul VI a célébré la messe de Pâques en plein air

Paul VI a célébré la messe de Paques, place Saint-Pierre, devant plus de 200 000 fidèles. C'était sa première apparition publique depuis le 13 mars, date à laquelle il avait contracté la grippe. Un demi-miliard de téléspectateurs ont suivi la cérémonie dans trente pays. Après la messe, Pani VI est monté à la laggia de Saint-Pierre, ornée de tentures rouges, pour prononcer le message pascal, la bénédiction apostolique et pour souhaiter en dix langues saintes et joyeuses Pâques.

A JERUSALEM, un millier de chrétiens se sont rassemblés dans la basilique da Saint-Sépulcre pour assister à la grand-messe pontificale chantée en latin par Mer Beltritti. patriarche de cette ville. Pnur les protestants. les services religieux ont commencé à l'anbe an jardin dn tombean, considéré comme le véri-table site dn sépulore. Mais parmi les touristes, peu de pèlerins. Ces derniers ont craint des attentats en représailles de l'npératinn israé-lieune ao Sud-Liban.

● EN ALLEMAGNE DE L'EST. les têlèspectateurs ont eu droit, le jour du vendredi saint, à une véritable surprise : pour la première înis depuis la créatinn de l'Etat communiste allemand, un représentant des Eglises. Mgr Schoenherr, évêque évangélique lprotestanti de Berlin-Est, a été autorisé à s'adresser aux chrétiens sur le petit écran. D'autre part l'évêque de Berlin a obtenn l'attribution d'une émission mensuelle à la radio pour la diffusion d'informations religieuses.

Rome. — Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé, comme chaque année, à l'inflice de Pâques sur la place Saint-Pierre. Mals l'ambiance était minis chaude que d'habitude. Sans doute faut-il incriminer le temps couvert et bumide. A Rome, quand le solell disparait, la ville ne ressemble plus à elle-même. Mille parapluies multicolores, des ballons par dizaines, la musique, les drapeaux et les éternels marchands de gelati n'ont pas suffi, dimanche matin, à éclaicir la fameuse place du « Bernin ».

Mais, un autre facteur, invisible Rome. - Plusieurs dizaines de

Mais, un autre facteur, invisible celui-là. a certainement joué : l'enièvement de M. Aldo Moro, qui provoque, depuis le 16 mars, autant d'émotion en Italien qu'au Vatican. Les Buona Pasqua sonneut un pen faux cette année. Et dimenche à l'affice le me. Et dimanche, à l'office, le ma-laise des Romains semblait déteindre sur les étrangers présents. Fidèles ou touristes, ceux-ci n'avalent pas annulé leur voyage et s'étant étonnés de voir en arrivant que Rome — décrite comme une ville en état de siège — conservait son visage habituel avec une présence policière plus que discrète.

SI les Pâques romaines étalent moins joyeuses qu'à l'ordinaire, c'est aussi en raison de la maladie du pape. Pour la première fois depuis le début de son pon-tificat, Paul VI n'avait pu parti-ciper aux manifestations de la semaine sainte à cause d'une forte grippe. Jusqu'au dernier

LE PREMIER ANNIVERSAIRE DU F.L.N.C.

«Nous voulons amener l'État français

à reconnaître le fait national Corse»

L'Eglise catholique, très minoritaire et dont les relations avec le pouvoir ne sont pas des meilleures, ne semble pas concernée par cet arrangement. L'expérience est-allemande devrait intéresser au plus haut point d'autres communautés religieuses d'Europe de l'Est. En Pologne, notamment, l'Eglise catholique a fait depuis longtemps de l'accès à la radio et à la telévision l'une de ses principales revendi-

A PEKIN, malgré l'atmosphère plus tolé rante décelée lors des récentes réunions politiques, les fidèles chinois ne sont pas réapparus et la fête de Pâques a été célébrée par les résidents étrangers et les touristes de passage.

A Nan Tang, l'église du sud dédié à l'Immaculée Conception, et la seule église catholique de Chine onverte an culte, deux à trois cents personnes ont assisté à la messe, celébrée en latin par un prêtre chinols.

• EN UNION SOVIETIQUE les catholiques out leté Paques à l'église Saint-Louis de Moscou et dans les églises des Républiques haltes, tandis que les orthodoxes ne féteront Pâques que

A TAIZE, un rassemblement européen a réuni des milliers de jeunes. A cette occasion, le Frère Roger a annoncé ses prochaîns séjours à l'étranger. Il ira d'abord à Bari, en Italie, à partir du 27 avril, puis, à lu fin de l'année, en Afrique noire.

tion foce à face, mais pour le

faire le centre de l'existence humaine, » Nulle allusion directe aux gra-

LE CLIMAT DE VIOLENCE

Le cardinal Marty, archevêque de Paris, a notamment déclaré, dans son allocution pascale à

Notre-Dame : « Nous apons prie pour le

Saint-Père, pour sa santé, pour sa mission. Nous avons partagé

l'angoisse et la souffrance de nos frères bretons et normands, dont l'existence est si douloureusement atteinte après l'accident d'un grand pétrolier. Le climat de

grana perroler. Le climat de violence qui règne en de si nom-breux pays et chez nous nous provoque à éire partout artisans de pair dans la défense et le respect des droits de l'homme. Des

événements sanglants viennent une fois de plus de se dérouler au

Sud-Liban. Nous avions esperé une paix possible. Ces peuples divers pourront-ils s'enraciner, se

respecter dans leurs droits, et vivre en paix?

A Tokyo

LE DOLLAR EST A SON NIVEAU

LE PLUS BAS

DEPUIS LA SECONDE GUERRE

De natre correspondant

tion foce à face, mais paur le moment il nous faut être fidèles, ovec une courageuse cohérence, à la norme de pensée et d'action qui, à travers le magistère authentique de l'Eglise, mère et mattresse, orrive de la religion du Christ jusqu'à nous.

** Ce fruit de la foi, ills et frères bien-aimés, doit être le fruit de notre paque. Il nous jait être a fermes dans la foir. Nous devons adhérer ovec une confiance totale à la parole de Dieu qui nous vient par les voies de la révélation. Nous devons en faire le centre de l'existence moment on a craint qu'il ne délègue un cardinal à la messe de dimanche. Le pape est venu en personne. Il a célébré la messe, donné la bénédiction traditionnelle et sonhaité de bonnes Pâques aux catholiques en dix langues différentes. On a noté néanmoins de la fatigue sur son visage et une voix rauque, enrocée, et qu'il a beaucoup ému les fidèles. moment on a craint ou'll ne

« La foi est l'unique issue »

Cet homme de quatre-vingts ans allait lui-méme feire allusion à sa moit en disant : « Nous rassemblons en cet instant ce qu'il nous reste d'énergie humaine...», mais la suite de la phrase, prononcée sur un ton vibrant, était tout aussi significative : « ... Et ce qui surabonde en nous de certitudes surhumaines pour faire joueusement éch o et le Liban et qui ont bouleversé
personnellement Paul VI. Simplement cette idée que dans
« une paque de douleur et d'espérance s, comme l'écrit le quotidien catholique Avvenire, «la foi est l'unique issue». — R. S. pour faire joyeusement éch o auprès de vous à l'annonce qui LE CARDINAL MARTY DÉPLORE du monde. 3

Le pape devait dire encore : Nous qui avons la chance de nous dire croyants, nous devons dépasser le stade des opinions discutables, des idéologies bâties par la mentalité humaine et par les intérêts pratiques particuliers pour reconnaître à la foi les droits de la parole de Dieu, même si ici-bas la connaissance que nous en avons est comme refletée dans an miroir énigmatique. » Un jour arrivera la révéla-

M. Rocard plaide pour « une autre conduite » de l'union de la gauche

Après avoir passé le week-end de Pâques en familie, dans sa propriété d'Anthon (Loir-et-Cher), le président de la Répu-blique reprend mardi 28 mars les entretiens commencés le 23 mars avec les responsables d'une quinzaine d'organisations politiques, syndicales et professionnelles, qui doivent a'achever

Mardi, M. Giscard d'Estaing s'entretient successivement avec MM. Jacques Chirac, président du R.P.R. là 16 heures! Michel Debatisse, président de la F.N.S.E.A. là 11 h. 301 et François Mitterrand.

François Mitterrand.

Le premier secrétaire du P.S., dont l'audience est fixée à 17 h. 30, a reçu, lundi, dans le «Nonvel Observateur», l'appui renouvelé de l'un des membres du secrétariat national de son parti. M. Michel Rocard, qui se promonce pour une » capacité d'expression autonome » des socialistes hors d'un « document programme détaillé. programmatique détaillé ..

Un autre membre du secrétariat, M. Jean Poperen, attire l'attention, dans le bulletin . Synthèse flash ., sur les risques que font courir an P.S. ceux qui se désolidarisent publiquement des décisions de la direction.

Dans un entretien publié lundi Dans un entretien publié lundi 37 mars par le Nouvel Observa-teur. M. Michel Rocard, membre du secrétariat national du P.S., affirme que M. François Mitter-rand demeure « l'indispensable jédérateur » du parti socialiste. « Tant qu'il portera l'espérance socialiste, souligne-t-il, mon enga-gement auprès de lui sera entier. » Puis il évoque en ces termes l'échec de la gauche aux élections bévislatives: législatives :

« Je maintiens que si le parti communiste avait accepté, le 22 septembre dernier, les condi-tions qu'il a approuvées, sans même les discuter, le lundi 13 mars la oictoire était possible. Les responsabilités du P.C. sont donc écrasantes.

s Il ne doit pas faire bon aujourd'hui être un müttant com-muniste dans les ateliers ou dans les bureaux, car il lut faut répon-dre à bien des questions:

» Pourquot avoir, pendant six mois, attaque davantage les socia-listes que la droite? n Pourquoi avoir parle de mt-

nistres communistes avant de créer les conditions pour qu'il 3 en ait? » Pourquoi s'être impatienté sur n Pourquoi setre impatiente sur le SMIC et avoir exisé des cen-taines de nationalisations si c'était pour en arriver à une situation où il n'y aura pas de nouvelles nationalisations et où le SMIC restera autour de

le SMIC restera autour 1750 F? 1750 F?

»La dureté de la campagne
antisocialiste du parti communiste ne se comprend pas sans
référence à cette exigence vitale
pour lui: assurer le mainten de
son hégémonie actuellement contestée sur le mouvement ouorier.
Et cela même au vitz d'une testée sur le mouvement ouorier. Et cela même au prix d'une défaite de l'ensemble des traval-

leurs. Il vient de le prouver. « Le P.C. mettra des années

Selon M. Rocard, les socialistes ont eu tort de « laisser le programme commun se réduire à une plate-forme revendicative ». mais il ne s'agit pas pour eux de rechercher une autre stra-

à paver... »

tégie.
Il affirme : « Ce n'est pas d'une autre stratégie qu'il s'agit, mais d'une autre conduite de l'union de la gauche. Le parti socialiste dott être d'autant moins complaisant à l'égard du parti communiste sur le plan tactique et idéologique qu'il considère l'unité de la gauche comme une nécessité stratégique hors de la-quelle toute transformation du

Nouvelle agence de publicité

EUROJUNIOR EST NÉE D'UN CONCOURS

Eurojunior est une nouvelle agence de publicité. Son origina-lité est d'avoir été créée à l'issue d'un concours organisé à l'initia-tive d'Eurocom, filiale spécialisée du groupe Hayas. Ce concours a étà eurogé sus buit journes publi-MONDIALE Le dollar a été l'objet de 000-relies attagoes, le londi 27 mars. sur le marché des changes de Topyo, et tité gagné par huit jeunes publi-citaires, sélectionnés oarmi aix cent trente-cinq candidats recru-tés sur petites annonces, qui ont su à préparer un dossier publicitaire sur a Le tourisma à la sous la pression des ventes. Il est tombé à 225,30 yens, son plus bas niveau depuis la seconde guerre mondiale. Les interventions manives de la Banque du Japon, qui, d'après les cambistes, se serait portée acqué-reur d'un peu plos de la moltié des Collars présentés (200 millions sur jerme ». Eurocom fournit gratui-tement aux huit gagnants « iout 391 millions) se sont révélées inopéce qui constitue une agence », des ce qui constitue une agence, wea locaux aux salaires en passant par les timbres. Ils receviont tous le même salaire (2500 francs par mois let durant deux mois, a'ils rantes. Depuis le début un mois de mars l'institut d'émission a ainsi rucheté 3,2 milliards de dollars, sans parrenir vraiment à freioer la chute de la devise américalne. mois let durant deux mois, a'ils en ont besoin, une « assistance technique » de la maison-mère A vizi dire, persoone ne s'ea plaint, a A cux de montrer qu'ils sont des chefs d'entreprise, de conquéles milieux financiers européens, où t'on estime que le Jen a pris da retard dans la course à rir leurs propres clients, de se faire les dents (__). » Quant aux candidats malheula hausse menée par le deutschemark et le franc suisse par rapport ao dollar, ni ootre-Atlantique. Le ministère des finance japonals

reux, un certain nombre d'entre eux ont reçu des filiales du grou-pe Eurocom (une vingtaine de sociétés en France) des offres d'emploi : une centaine en tout n'exclot was loi-même de vair prohainement le dollar se stabiliser an-

pays devient impossible. Ce qu'il jaut faire maintenant, c'est imposer à l'ensemble des formations de gauche les conditions d'un débat politique sur le projet de société et sur les voies du changement social (1 1 2 2 cm. gement social. (_) Le P.C. a réussi l'exploit de sauver, le 19 mars, une coalition de droite divisée et moralement battue. Il mettra des années à le payer et je ne crois tout simplement pas qu'il puisse se le permettre une seconde fois. (_)

» La nouvelle union de la gauche devra assurer la convergence entre deux projets de société bien typés. Il ne faut plus que les facultés d'imagination et d'invention du P.S. soient indéfiniment stérilisées par un docu-

finiment stérilisées par un docu-ment programmatique détaillé, s Le responsable socialiste consi-dère que si le P.C. a connu une « phase d'évolution significative » il reste deux points pour lesquels « la vieille pratique stalinienne a survêcu », à savoir : la pensée économique, que le P.C. conçoit, selon M. Rocard « en termes de direction administrative » et le direction administrative > et le mode de décision interne au P.C. Il conclut : « Le seul moyen de parachever l'évolution commu-niste est que le courant socialiste autonome reprenne sa marche en arant ».

arant ».

Interrogé également sur le point de savoir si le F.S. voterait « les réformes du président ».

M. Michel Rocard répond : « Si les socialistes ont voté pour l'abaissement de l'âge du droit de vote, la libéralisation du divorce de l'interretient de l'agreement de l'ag ou de l'interription de grossesse, c'est parce qu'ils pensaient qu'il s'agissait là de bonnes réformes. que le gouvernement nous présenteru des choses sérieuses. St l'on nous propose de rembourser la T.V.A. aux communes ou bien d'instituer des assemblées régio-nales élues au suffrage universel, nous approuverons surement, parce que nous n'avons jamais pratique la politique du pire. >

M. JEAN POPEREN: le CERES n'aide ni le P.S. ni la stratégie unitaire.

Synthèse - Flash, bulletin des clubs Etudes, recherches et informations socialistes (ERIS), animés par M. Jean Poperen, député du Rhône, membre du secrétariat national du PS., relève, dans son dernier numéro du 24 mars : « La vérité est que, voild un an, la gauche était quavoilà un an, la gauche était qua-siment assurée de la victoire et que délibérément le part commu-niste a sacrifié cette victoire. (...) » On ne pourra se borner à cons-tater qu'il ya un vide — celui du programme commun en voie d'actualisation .. sans dire ce qu'on propose d'autre. Faute de réponse postiloe des aocialistes a unitaires s, le champ scrait libre pour ceux qui, directement ou non, essaieraient de tirer le P.S. vers une etratégie de re-change ou qui considéreraient que l'épreuve actuelle demontre qu'ils ont eu raison de ne jamais qu'ils ont eu raison de ne jamais croire vraiment à la atratégie uni-

s Mais le « positif » de la s Mais le « positif » de la réponse ne sera donné par la partt socialiste que s'û se montre solidaire dans l'appréciation de la responsabilité historique qu'a assumée la P.C.F. Certains dirigeants du CERES, à l'encontre du aentiment de l'immense majorité des socialistes, semblent décidément ne pas le comprendre et s'obstinent à vouloir renvoyer le P.C.F. et leur propre partidos à dos, en même temps qu'à vouloir rejaire le congrès de vouloir refaire le congrès de Nantes. En opposant à la réso-lution du bureau exécutif une demande de réunion prochaine du congrèe national et en désavouant devant la presse les décisions que la direction du parti venatt de prendre, ces dirigeants CERES n'aident nt le P.S. ni la stratégie unitaire.

MEURTHE-ET-MOSELLE. La fédération du parti socialiste démeut l'information publiée dans le Monde du 25 mars, sur la foi d'une dépêche de l'Associated Press, et selon laquelle M. Yvon Tondon, candidat du P.S. dans la première circonscription, renon-cait à démoser un recover contre cait à déposer un recours contre la réélection, à une majorité de vingt-deux voix, de M. Jean-Jac-ques Servan-Schreiber. La fédé-ration socialiste précise que la décision qu'elle doit prendre à ce sujet sera arrêtée le 29 mars.

... 4-4

-2.35

Barten, Lee ... weenst

Alegani in the land of the control

Baten bie genete fonde

Elder ber eine bertauf

THE SALE . . . A PARKET

Res Blanco er nach eine alle

The case of the sense.

Content of the state of the sta

frames to as its being

The said of the said

Ber et gold i et egeligniste Cartonia. T. ... Leit iget tie

Since Section . . prestagen. the test to a contract opposite

introduced in the country

An est 250 - 100 000

Thing not any or sale. La

TELLEGION (to a more than the state of

Gefore en tent un beatette #

ge mittlette aber itt ein bituger.

the retard par in fait Manual Manual Street Street

Prentont de -: - | smaa- #

Self a la tales la lora := Zou-

The Control manne plan

the de 12 d of the first state | 1000

the sources on the het-

the Balliands State

the American to represent the

A los demonstration in the contract of the con

the production of the Fitate

de de la constante de la constante de

get egypteren ei es 🙀

and the factor of

HARRY TO THE DESIGNATION OF THE

CLOU & UNE PROPERTY か 次域 御職 tentante de la presidente del la presidente de la presidente de la presidente de la preside Reserve is the control of the second

Aver is training to a strain of the strain o symme and the Colle Avec e chant de

Service lands and tribular the Granter . the content Resident of the second of the second to the state of the state of the Man De la land the Della Street Mande (alexa) to the contraction of the the ment of the proced for the district of the property and de problement of the diffibeautiful an erot errie beautiful an ero. the de consension formelle bulliand pic presente. the loss presente d'une

la Marée noire en Bretagne AN BYDDODL MINIATI EN JANVIER 1978 LES INSUFFICIANCES DE NOVERY DE FRILLE

September Countries (1923)



ABCD

_amera7 VIDEO

7 et 16 rue La Fayette 75009 PARIS

De notre carrespondant

des policiers. Mals M. Léo Battesti. ayant laissé sa voiture aur olece, li davait être vite identifié. . Plutôt que de me donner le ridicule de niar l'évidence, dil-il, j'el orêtéré, en accord avec mes frères da combat, assumer colitiquament mon acta. secrétaire général de la Consulta di studenti Corsi, il apparlenail égelement à l'ARC des frères Simeoni. - J'avais trouvé dans ce mouvement las structures légales ausceptibles de contribuer à l'émancioation du oeuple corse. »

M. Bettesti confirme les accuasliona de la polica: - J'al particios au commando qui occuoe la ceve Delpeilla d'Alérie. - Son analyse ast celle du F.L.N.C. loui enllar qui, sans vouloir a'opoosar aux autonomistes « légaux », les mai cepandeni en cauae : - Alérie n'était pas une vulgaire affeire da vinasse. Les militants de t'ex-ARC n'ont pes fait la collusion de l'administration coloniale avec les colona escrocs. En feit, Aléria se voulait la première étape de le lutte de libération nationale, maia ella e été dénaturée par un ou deux leeders qui n'ont pas voulu assumer, qui n'ont oes au donner à la lutte ae vértiable dimension nationale. Le procès e áté celui de la conclietion, le continuation de ce manque de volonté d'assumar. Catte dénaturation a été ccentuéa par la politique de rélormisme choisie par les aol-disent héritiers apiriluels de l'ARC (A.P.C., puis U.P.C.). Cette politique de

dénancée depuis longtemps.» Le docteur Edmond Simeoni Julméme, est à peina épargné : - C'ast un grend ostricia coras, il a joué un rôle historique Indéniable. Nous la respectons, maia il esi décassi

compromission, les patriotes l'ont

er nous souhaitons pour lui comm oour nous qu'il s'égargne le rôle de Messali Hedi an Algérie. Quant aux objectils du F.L.N.C qui ae oorte « garant d'un pouvoir démocratique véritable », fis tiennent en un seul moi : indépendance - Nous voulona, dit eon porte-parole amener l'Etat trançais à reconnaître te fait netional corsa. Après, ce n'es.

La F.L.N.C. entend anaindre ce but - par tous laa moyans : intormation élergie, mobiliselion des mes ses, lutte colliqua et intensificatio da la lutta ermée si l'Etat trancaia enlin qua - t'intégration a totalemant échoué », que la aeule issue est dana une Corse indépandente, et se déclare conscient du fait qua » de l'ès nombreux sacrifices seront nécea - oour atteindre ca but.

pas è nous de décider : c'est le

Un week-end de violence

Le week-end pescal a été marqui en Haute-Corse par divers actes de violence. Dens la solrée du 25 mars, M. André Dellamonica, conseille municipal de Cagnano, a essuyé un tir de gros calibre alors que, roulant en Ofrection ou cap Corse, étalt dépesse par un véhicule occupé par trois hommes. Dans le nuit de samedi è dimanche, un dancing da Celacuccie epoartenant à M. Cyprien Gironimi e été entièrement détruit oar l'explosion d'une charga da plantic. Les dépâts sont estimés à 400 000 francs. Enfin. au cours de catta même nuit, un trensformateur appartenant à la SOMIVAC, et ins tallé dans une cabina E.O.F. du berrage d'Alesani, e subi le méma cort. tandis qu'un véhicule expartenant à M. Emmanual Simonini, un retraité de Corte, était Incendié.

TONY GRAZIANL

OFFREZ-VOUS La plus belle villa, le plus bel appartement « PROMOTION MOZART » OFFICE de la CONSTRUCTION

dans l'un des points de vente de la Place Mazart, NICE (angle Déroulède-Durante) 19, avenue Auber, NICE (près parking Mazart)
19 bis, ovenue Auber, NICE (ongle Clemenceau-Auber) Tél. 87-08-20 + M. et Mme DIB